Le Groupe Banque TD présente ses résultats pour le troisième trimestre de 2025

Rapport aux actionnaires • *Trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025*

L'information financière dans le présent document est présentée en dollars canadiens et repose sur les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque, préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), sauf indication contraire. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Les résultats comme présentés sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR), en vertu des IFRS. Les résultats rajustés sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la section « Événements importants » et à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » des sections « Notre rendement » ou « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD » du présent document.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent :

- **Le résultat dilué par action comme présenté a été de 1,89 $, par rapport à (0,14) $.**
- **Le résultat dilué par action rajusté a été de 2,20 $, par rapport à 2,05 $.**
- **Le résultat net comme présenté a atteint 3 336 millions de dollars, comparativement à (181) millions de dollars.**
- **Le résultat net rajusté a atteint 3 871 millions de dollars, comparativement à 3 646 millions de dollars.**

POINTS SAILLANTS FINANCIERS POUR LE CUMUL DE L'EXERCICE, neuf mois clos le 31 juillet 2025 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent :

- **Le résultat dilué par action comme présenté a été de 9,72 $, par rapport à 2,76 $.**
- **Le résultat dilué par action rajusté a été de 6,19 $, par rapport à 6,09 $.**
- **Le résultat net comme présenté a atteint 17 258 millions de dollars, comparativement à 5 207 millions de dollars.**
- **Le résultat net rajusté a atteint 11 120 millions de dollars, comparativement à 11 072 millions de dollars.**

RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du résultat comme présenté pour le troisième trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- **Amortissement des immobilisations incorporelles acquises de 33 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt ou 1 cent par action), comparativement à 64 millions de dollars (56 millions de dollars après impôt ou 3 cents par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.**
- **Charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de Cowen de 32 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt ou 1 cent par action), comparativement à 78 millions de dollars (60 millions de dollars après impôt ou 3 cents par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.**
- **Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de First Horizon Corporation (FHN) de 55 millions de dollars (41 millions de dollars après impôt ou 2 cents par action), comparativement à 62 millions de dollars (46 millions de dollars après impôt ou 3 cents par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.**
- **Restructuration du bilan aux États-Unis de 262 millions de dollars (196 millions de dollars après impôt ou 13 cents par action).**
- **Charges de restructuration de 333 millions de dollars (248 millions de dollars après impôt ou 14 cents par action), comparativement à 110 millions de dollars (81 millions de dollars après impôt ou 5 cents par action) dans le cadre d'un programme antérieur au troisième trimestre de l'exercice précédent.**

TORONTO, le 28 août 2025 – Le Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2025. Le résultat net comme présenté a atteint 3,3 milliards de dollars, par rapport à une perte de 181 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent, et le résultat net rajusté s'est établi à 3,9 milliards de dollars, en hausse de 6 %.

« Nos équipes ont, pour un autre trimestre, généré un excellent rendement grâce à de solides activités clients et à une exécution rigoureuse, mettant en évidence la force de notre modèle d'affaires diversifié, a déclaré Raymond Chun, président du groupe et chef de l'exploitation, Groupe Banque TD. Nous sommes à même de tirer parti de cette lancée pour livrer concurrence, croître et préparer notre banque pour l'avenir. »

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a connu un excellent trimestre, générant des produits, des résultats et des volumes de dépôts et de prêts records

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'est établi à un montant record de 1 953 millions de dollars, en hausse de 4 % d'un exercice à l'autre, reflétant une hausse des produits, en partie contrebalancée par la hausse des charges autres que d'intérêts et l'augmentation de la provision pour pertes sur créances. Des produits records de 5 241 millions de dollars ont été générés, en hausse de 5 %, reflétant essentiellement la croissance des volumes de prêts et de dépôts.

Le sous-secteur des services bancaires personnels au Canada a atteint un record au chapitre des ventes numériques depuis le début de l'exercice pour les produits combinés de comptes chèques, de comptes d'épargne et de cartes de crédit à l'intention des particuliers. Ce jalon met en évidence la grande commodité des produits numériques de la TD. Au cours du trimestre, le sous-secteur des services bancaires aux entreprises a connu une forte croissance des prêts commerciaux et a réalisé un nombre record de montages de prêts de détail dans Financement auto TD, en plus de continuer d'acquérir de nombreux clients dans les activités de services bancaires aux petites entreprises. En outre, la TD a annoncé la conclusion d'un partenariat stratégique avec Fiserv, un important fournisseur mondial de solutions de paiement et de technologie de services financiers. Ce partenariat permettra à Solutions aux commerçants TD de rehausser l'expérience client.

Le secteur Services de détail aux États-Unis a maintenu le dynamisme des activités et réalisé des progrès importants dans la restructuration du bilan
Compte non tenu de la contribution de 178 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent de la participation de la Banque dans The Charles Schwab Corporation, qui a été vendue le 12 février 2025, le résultat net comme présenté du secteur Services de détail aux États-Unis a atteint 760 millions de dollars (554 millions de dollars américains), en hausse de 3 337 millions de dollars (2 433 millions de dollars américains) d'un exercice à l'autre. La hausse reflète essentiellement l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque au troisième trimestre de l'exercice précédent et l'augmentation des produits au trimestre considéré, contrebalancées en partie par l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, notamment les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis au trimestre considéré. Sur une base rajustée, le résultat net s'est établi à 956 millions de dollars (695 millions de dollars américains), en baisse de 18 % (18 % en dollars américains) par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, témoignant de l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, en partie contrebalancé par une augmentation des produits.

Au cours du trimestre, le secteur Services de détail aux États-Unis a continué sur sa lancée avec une croissance d'un exercice à l'autre des portefeuilles de prêts de base et des actifs dans le sous-secteur de la gestion de patrimoine aux États-Unis[1]. La Banque a réalisé des progrès importants dans la restructuration de son bilan : elle a achevé son programme de repositionnement des obligations et atteint son objectif de réduction de 10 % des actifs. De plus, TD Bank, N.A. (TDBNA) a obtenu la note « Exceptionnelle » à l'évaluation de la performance de la *Community Reinvestment Act* de l'Office of the Comptroller of the Currency, TDBNA et TD Bank USA ayant ainsi maintenu une note « Exceptionnelle » pour cet examen depuis 2014.

Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance a généré un solide rendement sous-jacent
Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance s'est établi à 703 millions de dollars, en hausse de 63 % d'un exercice à l'autre, reflétant des actifs et des résultats records des activités de gestion de patrimoine, une forte progression des primes d'assurance et une diminution des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes. Les produits ont, pour le sixième trimestre d'affilée, connu une croissance supérieure à 10 %, ce qui reflète l'augmentation des primes d'assurance, des produits tirés des comptes à honoraires et des produits tirés des transactions.

Au cours du trimestre, Gestion de Placements TD a renforcé sa position de chef de file en tant que plus grand gestionnaire d'actifs institutionnels au Canada en obtenant de nouveaux mandats à l'échelle nationale et mondiale totalisant 2,5 milliards de dollars. Les Services privés, Gestion de patrimoine TD ont annoncé qu'ils seront les premiers gestionnaires de patrimoine détenus par une banque à fusionner leurs activités de Gestion de portefeuille et de Conseils de placement pour offrir des produits de gestion discrétionnaire unifiés aux clients fortunés, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. TD Assurance a réalisé des progrès dans sa transformation numérique : plus de 75 % des clients utilisent des solutions numériques, et une application mobile a récemment été reconnue par Apple et Google comme étant l'appli d'assurance habitation et auto la mieux notée au Canada[2]. TD Assurance a également été reconnue comme étant la meilleure marque en assurance habitation et auto[3], conservant ainsi sa position de chef de file dans le marché de l'assurance générale.

Le secteur Services bancaires de gros a connu un excellent trimestre grâce à la croissance des produits
Le résultat net comme présenté du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre s'est établi à 398 millions de dollars, une hausse de 26 % d'un exercice à l'autre, reflétant principalement une hausse des produits et une baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par une hausse des charges autres que d'intérêts et de l'impôt sur le résultat. Sur une base rajustée, le résultat net s'est établi à 423 millions de dollars, en hausse de 12 % d'un exercice à l'autre. Les produits pour le trimestre se sont établis à 2 063 millions de dollars, en hausse de 15 % d'un exercice à l'autre, reflétant essentiellement la croissance générale des sous-secteurs Marchés mondiaux et Services bancaires de financement de grandes entreprises et de placement.

Au cours du trimestre, Valeurs Mobilières TD a reçu le prix de la meilleure banque canadienne pour les marchés des capitaux d'emprunts dans le cadre des EuroMoney Awards for Excellence[4]. En outre, les Services bancaires de gros ont lancé un assistant alimenté par l'IA générative conçu pour explorer et résumer les documents internes en quelques secondes, permettant ainsi d'interagir plus rapidement avec les clients.

Nominations au conseil d'administration
Comme il a été annoncé par la Banque en avril 2025 concernant l'élection des administrateurs, Frank Pearn est entré au service du conseil d'administration le 27 août 2025. De plus, comme il a été annoncé en juillet 2025, John B. MacIntyre occupera le poste de président du conseil d'administration à compter du 1er septembre 2025.

Fonds propres
Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de la TD a été de 14,8 %.

Conclusion

« Nous sommes persuadés que la solidité de notre modèle d'affaires et la rigueur de nos équipes nous permettra de nous adapter aux changements dans la conjoncture économique, tout en créant de la valeur pour nos clients et nos parties prenantes, a ajouté M. Chun. Je tiens à remercier nos collègues pour leur dévouement et leur engagement inébranlable envers nos clients. »

Le texte qui précède contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la section « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » à la page 4.

[1] La croissance des prêts de base désigne la croissance des volumes moyens de prêts, compte non tenu de l'incidence des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation dans le cadre de notre programme de restructuration du bilan aux États-Unis.
[2] D'après les avis des utilisateurs dans Apple Store et Google Play au 30 juillet 2025.
[3] Classement de TD Assurance dans le Canada anglais seulement – Selon les titulaires d'une assurance auto et habitation au cours des 12 derniers mois se terminant en juin 2025 ou les clients susceptibles de souscrire une assurance au cours des 12 prochains mois.
[4] EuroMoney Awards for Excellence, meilleure banque d'investissement canadienne pour les marchés des capitaux d'emprunt, juillet 2025.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVULGATION ACCRUE DES RENSEIGNEMENTS

Le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements a été mis sur pied par le Conseil de stabilité financière (CSF) en 2012 pour établir des principes fondamentaux de divulgation de renseignements, des recommandations et des pratiques exemplaires visant à améliorer les informations à fournir sur les risques des banques. Voici un index des recommandations (telles qu'elles ont été publiées par le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements) et l'endroit où sont présentées les informations connexes dans le rapport aux actionnaires, le document *Information financière supplémentaire* (IFS) ou le document *Information réglementaire supplémentaire* (IRS) du troisième trimestre de 2025. Les renseignements se trouvant sur le site Web de la TD et dans tout document IFS ou document IRS ne sont pas intégrés par renvoi, et ne devraient pas être considérés comme étant intégrés par renvoi, dans le rapport aux actionnaires, le rapport de gestion ou les états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025. Certains renvois sont faits à l'information présentée dans le rapport annuel 2024 de la Banque.

Type de risque	Sujet	Informations du groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	Page			
			Rapport aux actionnaires du T3 2025	IFS du T3 2025	IRS du T3 2025	Rapport annuel 2024
Général	**1**	Regrouper dans un même rapport l'information présentée sur tous les risques	Pour trouver les informations, se reporter aux pages ci-après.			
	2	Indiquer la terminologie et les mesures employées par la Banque pour les risques, et présenter les principales valeurs des paramètres utilisés				93-100, 104, 109, 111-113, 124-126
	3	Décrire et analyser les principaux risques et les risques émergents				84-92
	4	Décrire les plans pour atteindre chacun des nouveaux ratios clés réglementaires lorsque les règles applicables seront définitives	39, 54			80, 121
Gouvernance pour la gestion des risques, et modèle de gestion des risques et modèle d'affaires	**5**	Présenter un sommaire sur l'organisation, les processus et les principales fonctions de la gestion des risques de la Banque				94-98
	6	Donner une description de la culture d'approche des risques de la Banque et des procédures mises en œuvre pour respecter cette culture				93-94
	7	Donner une description des risques clés liés aux modèles d'affaires et aux activités de la Banque				79, 93, 99-128
	8	Donner une description des simulations de crise faites pour tester la gouvernance des risques et le cadre économique des fonds propres de la Banque				78, 98-99, 107, 124
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	**9**	Décrire les exigences de fonds propres Pilier 1 et leur incidence sur les banques d'importance systémique mondiale	36-39, 95		1-3, 6	75-77, 80-81, 235
	10	Présenter les composantes des fonds propres et un rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire			1-3, 5	75
	11	Présenter un état des variations des fonds propres réglementaires			4	
	12	Présenter une analyse de la planification des fonds propres dans le cadre d'une analyse plus générale de la planification stratégique de la direction				76-78, 124
	13	Présenter une analyse des façons dont les actifs pondérés en fonction des risques (APF) sont touchés par les activités de l'entreprise et les risques connexes		9-15		78-79
	14	Présenter une analyse des exigences de fonds propres applicables à chaque méthode utilisée pour calculer les APF			13	100-102, 104, 106-107
	15	Présenter sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs de Bâle et les principaux portefeuilles			36-53, 59-65	
	16	Présenter un état de rapprochement qui montre les variations des APF par type de risque			18-19	
	17	Présenter une analyse des exigences de Bâle III en matière de tests de validation rétroactifs			80	103, 107, 111-112
Liquidité	**18**	Décrire la gestion des besoins de liquidité et de la réserve de liquidités de la Banque	46-51			113-115, 117-118
Financement	**19**	Présenter les actifs grevés et non grevés sous forme de tableau par catégorie présentée au bilan	49			116, 229
	20	Présenter sous forme de tableau le total consolidé des actifs, des passifs et des engagements hors bilan par durée contractuelle restante à la date du bilan	54-56			121-123
	21	Présenter une analyse des sources de financement de la Banque et de la stratégie de financement de la Banque	49-54			118-121
Risque de marché	**22**	Présenter les liens entre les mesures du risque de marché pour le portefeuille lié aux activités de négociation et le portefeuille lié aux activités autres que de négociation et le bilan	43			105
	23	Présenter une ventilation des facteurs de risque de marché importants liés aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation	43, 45-46			105, 108-109
	24	Décrire les principales limites du modèle de mesure du risque de marché et les procédures de validation	44			106-109, 111-112
	25	Décrire les principales techniques de gestion des risques, à part les mesures et paramètres de risque présentés	44			106-109
Risque de crédit	**26**	Fournir de l'information permettant aux utilisateurs de comprendre le profil de risque de crédit de la Banque, y compris les concentrations importantes du risque de crédit	32-36, 75-84	23-38	1-5, 13, 18, 20-70, 72-80	62-74, 100-104, 184-191, 200, 202-203, 233-234
	27	Décrire les politiques de la Banque pour détecter les prêts douteux	84			71, 160-161, 167-168, 191
	28	Présenter un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture des prêts douteux de la période avec la provision pour pertes sur prêts	33, 78-82	27, 31		69, 187-189
	29	Présenter une analyse du risque de crédit de contrepartie de la Banque dû aux transactions sur dérivés			54-55, 66-70	102-103, 171-172, 195-196, 200, 202-203
	30	Présenter une analyse des mesures d'atténuation du risque de crédit, notamment les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit				103, 164, 171-172
Autres risques	**31**	Décrire les types d'« autres risques » en fonction des classements de la direction et la façon dont ils sont détectés, traités, évalués et gérés individuellement				109-112, 124-128
	32	Présenter pour les autres risques les occurrences de risque connues publiquement	92-93			91-92, 227-228

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION

4 Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs
5 Faits saillants financiers
6 Événements importants
6 Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise
9 Notre rendement
14 Aperçu des résultats financiers
19 Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD
30 Résultats trimestriels
31 Revue du bilan
32 Qualité du portefeuille de crédit
36 Situation des fonds propres
40 Facteurs de risque et gestion des risques
41 Gestion des risques
57 Titrisation et arrangements hors bilan
57 Méthodes et estimations comptables
58 Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
59 Glossaire

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

62 Bilan consolidé intermédiaire
63 État du résultat consolidé intermédiaire
64 État du résultat global consolidé intermédiaire
65 État des variations des capitaux propres consolidé intermédiaire
66 État des flux de trésorerie consolidé intermédiaire
67 Notes des états financiers consolidés intermédiaires

96 **RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS**

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque ») pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025, comparativement aux périodes correspondantes indiquées. Il doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque inclus dans le présent rapport aux actionnaires, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels de 2024 et le rapport de gestion de 2024. Le présent rapport de gestion est daté du 27 août 2025. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent essentiellement des états financiers consolidés annuels de 2024 ou des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque, qui sont dressés selon les IFRS publiées par l'IASB. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Des renseignements additionnels concernant la Banque, y compris la notice annuelle 2024 de la Banque, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse http://www.td.com, de même que sur le site SEDAR+, à l'adresse http://www.sedarplus.ca, et sur le site de la SEC, à l'adresse http://www.sec.gov (section EDGAR Filers).

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion (le « rapport de gestion de 2024 ») du rapport annuel 2024 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », aux rubriques « Principales priorités pour 2025 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, et à la rubrique « Réalisations en 2024 et orientation pour 2025 » pour le secteur Siège social, ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2025 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, l'environnement réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « objectif », « cible », « pouvoir », « possible » et « potentiel » et de verbes au futur ou au conditionnel, ainsi que d'autres expressions similaires, ou la forme négative ou des variantes de tels termes, mais ces mots ne sont pas les seuls moyens d'indiquer de telles déclarations. Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs.

Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques, notamment, stratégiques, de crédit, de marché (y compris le risque actions, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'écart de taux), les risques opérationnels (y compris les risques liés à la technologie, à la cybersécurité, aux processus, aux systèmes, aux données, aux tierces parties, à la fraude, à l'infrastructure et le risque interne et en matière de conduite), les risques de modèle, d'assurance, de liquidité et d'adéquation des fonds propres, le risque juridique et de conformité à la réglementation, le risque de crime financier, les risques d'atteinte à la réputation, environnementaux et sociaux, et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; le risque géopolitique (notamment les risques liés aux politiques, au commerce et à l'impôt ainsi que l'incidence potentielle de l'imposition de nouveaux droits de douane ou de droits de douane plus élevés ou de l'imposition de droits de représailles); l'inflation, les taux d'intérêt et la possibilité d'une récession; la surveillance réglementaire et le risque de conformité; les risques associés à la capacité de la Banque de satisfaire aux modalités de la résolution globale des enquêtes sur son programme de lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA) et de conformité à la *Bank Secrecy Act* (BSA) aux États-Unis; l'incidence de la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque sur les activités, la situation financière et la réputation de la Banque; la capacité de la Banque à réaliser des stratégies à long terme et ses principales priorités stratégiques à plus court terme, notamment la réalisation d'acquisitions et de cessions et l'intégration des acquisitions; la capacité de la Banque d'atteindre ses objectifs financiers ou stratégiques en ce qui a trait à ses investissements, ses plans de fidélisation de la clientèle et à d'autres plans stratégiques; les risques liés à la technologie et à la cybersécurité (y compris les cyberattaques, les intrusions liées aux données ou les défaillances technologiques) visant les technologies, les systèmes et les réseaux de la Banque, ceux des clients de la Banque (y compris leurs propres appareils) et ceux de tiers fournissant des services à la Banque; les risques liés aux données; les risques de modèle; les activités frauduleuses; le risque interne; le risque en matière de conduite; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information, et les autres risques découlant du recours par la Banque à des tiers; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois ou règles et de nouveaux règlements, de la modification des lois, règles et règlements actuels ou de leur application, y compris, sans s'y restreindre, les lois et règlements sur la protection des consommateurs, les lois fiscales, les lignes directrices sur les fonds propres et les directives réglementaires en matière de liquidité; la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les nouveaux venus, y compris les entreprises de technologie financière et les géants du domaine de la technologie; les changements de comportement des consommateurs et les perturbations liées à la technologie; le risque environnemental et social (y compris le risque lié au climat); l'exposition à des litiges et à des questions de réglementation; la capacité de la Banque à recruter, à former et à maintenir en poste des gens de talent; les variations des taux de change, des taux d'intérêt, des écarts de taux et des cours des actions; le déclassement, la suspension ou le retrait des notations attribuées par une agence de notation, les conditions du marché et autres facteurs pouvant influer sur la valeur et le cours des actions ordinaires et des autres titres de la Banque; l'interconnectivité des institutions financières, y compris les crises de la dette internationale actuelles ou éventuelles; l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements de normes, de politiques et de méthodes comptables utilisées par la Banque; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent.

La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2024, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à tout événement ou à toute transaction dont il est question aux sections « Événements importants », « Événements importants et événements postérieurs à la date de clôture » ou « Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2024 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et à la section « Événements importants », aux rubriques « Principales priorités pour 2025 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, et à la rubrique « Réalisations en 2024 et orientation pour 2025 » pour le secteur Siège social, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant).

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Avant sa publication, le présent document a été revu par le comité d'audit de la Banque et approuvé par le conseil d'administration de la Banque, sur recommandation du comité d'audit.

TABLEAU 1 : FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Résultats d'exploitation					
Total des produits – comme présenté	**15 297 $**	22 937 $	14 176 $	**52 283 $**	41 709 $
Total des produits – rajusté[1]	**15 614**	15 138	14 238	**45 782**	41 892
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**971**	1 341	1 072	**3 524**	3 144
Charges afférentes aux activités d'assurance	**1 563**	1 417	1 669	**4 487**	4 283
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	**8 522**	8 139	11 012	**24 731**	27 443
Charges autres que d'intérêts – rajustées[1]	**8 124**	7 908	7 208	**24 015**	21 417
Résultat net – comme présenté	**3 336**	11 129	(181)	**17 258**	5 207
Résultat net – rajusté[1]	**3 871**	3 626	3 646	**11 120**	11 072
Situation financière (en milliards de dollars canadiens)					
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	**936,1 $**	936,4 $	938,3 $	**936,1 $**	938,3 $
Total de l'actif	**2 035,2**	2 064,3	1 967,2	**2 035,2**	1 967,2
Total des dépôts	**1 256,9**	1 267,7	1 220,6	**1 256,9**	1 220,6
Total des capitaux propres	**125,4**	126,1	111,6	**125,4**	111,6
Total des actifs pondérés en fonction des risques[2]	**627,2**	624,6	610,5	**627,2**	610,5
Ratios financiers					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté[3]	**11,3 %**	39,1 %	(1,0) %	**20,2 %**	6,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté[1]	**13,2**	12,3	14,1	**12,9**	14,3
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO)[1, 3]	**13,6**	48,0	(1,0)	**25,2**	8,9
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté[1]	**15,8**	15,0	18,8	**15,9**	18,9
Ratio d'efficience – comme présenté[3]	**55,7**	35,5	77,7	**47,3**	65,8
Ratio d'efficience – rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance[1, 3, 4]	**57,8**	57,6	57,3	**58,2**	56,9
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts et acceptations nets	**0,41**	0,58	0,46	**0,50**	0,46
Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars canadiens)					
Résultat par action					
De base	**1,89 $**	6,28 $	(0,14) $	**9,73 $**	2,77 $
Dilué	**1,89**	6,27	(0,14)	**9,72**	2,76
Dividendes par action	**1,05**	1,05	1,02	**3,15**	3,06
Valeur comptable par action[3]	**67,13**	66,75	57,61	**67,13**	57,61
Cours de clôture (TSX)[5]	**100,92**	88,09	81,53	**100,92**	81,53
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	**1 716,7**	1 740,5	1 747,8	**1 735,7**	1 762,4
Nombre moyen – dilué	**1 718,9**	1 741,7	1 747,8	**1 737,0**	1 763,6
Fin de période	**1 707,2**	1 722,5	1 747,9	**1 707,2**	1 747,9
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	**172,3 $**	151,7 $	142,5 $	**172,3 $**	142,5 $
Rendement en dividendes[3]	**4,4 %**	5,0 %	5,3 %	**4,9 %**	5,1 %
Ratio de versement de dividendes[3]	**55,4**	16,6	négl.[6]	**32,3**	110,4
Ratio cours/bénéfice[3]	**8,6**	9,1	19,2	**8,6**	19,2
Rendement total pour les actionnaires (1 an)[3]	**30,0**	13,6	(1,4)	**30,0**	(1,4)
Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars canadiens)					
Résultat par action					
De base	**2,20 $**	1,97 $	2,05 $	**6,19 $**	6,09 $
Dilué	**2,20**	1,97	2,05	**6,19**	6,09
Ratio de versement de dividendes	**47,5 %**	53,0 %	49,7 %	**50,7 %**	50,1 %
Ratio cours/bénéfice	**12,8**	11,4	10,3	**12,8**	10,3
Ratios des fonds propres[3]					
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**14,8 %**	14,9 %	12,8 %	**14,8 %**	12,8 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	**16,5**	16,6	14,6	**16,5**	14,6
Ratio du total des fonds propres	**18,4**	18,5	16,3	**18,4**	16,3
Ratio de levier	**4,6**	4,7	4,1	**4,6**	4,1
Ratio TLAC	**30,9**	31,0	29,1	**30,9**	29,1
Ratio de levier TLAC	**8,7**	8,7	8,3	**8,7**	8,3

[1] La Banque Toronto-Dominion (la « TD » ou la « Banque ») dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS, les PCGR actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, telles que des résultats « rajustés » et des ratios non conformes aux PCGR, afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Pour obtenir plus de renseignements et consulter une liste des éléments à noter et un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés, se reporter aux sections « Événements importants », « Notre rendement » ou « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD » du présent document. Les mesures financières et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

[2] Ces mesures ont été incluses dans le présent document conformément aux lignes directrices *Normes de fonds propres*, *Exigences de levier* et *Capacité totale d'absorption des pertes* (TLAC) du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation des fonds propres » du présent document.

[3] Pour des renseignements additionnels sur ces mesures, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

[4] Le ratio d'efficience – rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance est calculé en divisant les charges autres que d'intérêts rajustées par le total des produits rajusté, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance. Total des produits rajustés, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance – troisième trimestre de 2025 : 14 051 millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : 13 721 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 41 295 millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : 12 569 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 37 609 millions de dollars.

[5] Cours de clôture à la Bourse de Toronto.

[6] Négligeable.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

a) Vente des actions de Schwab

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans The Charles Schwab Corporation (« Schwab ») dans le cadre d'une offre enregistrée et d'un rachat d'actions par Schwab. Immédiatement avant la vente, la TD détenait 184,7 millions d'actions ordinaires de Schwab, ce qui représentait une participation économique de 10,1 %. Le produit tiré de la vente des actions s'est établi à environ 21,0 milliards de dollars (14,6 milliards de dollars américains), et la Banque a comptabilisé un profit net à la vente d'environ 8,6 milliards de dollars (5,8 milliards de dollars américains) au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Ce profit est présenté déduction faite de la réalisation du cumul des écarts de conversion connexe comptabilisé auparavant dans le cumul des autres éléments du résultat global, de la réalisation du cumul des autres éléments du résultat global lié aux éléments désignés comme couvertures d'investissement net, des coûts de transactions directs et de l'impôt. La Banque a également comptabilisé des honoraires de prise ferme de 184 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros par suite du rôle de Valeurs Mobilières TD en tant que chef de file responsable des registres dans le cadre de la transaction au deuxième trimestre de l'exercice 2025.

La transaction a entraîné une hausse d'environ 238 points de base (pdb) des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au deuxième trimestre de l'exercice 2025. La Banque a cessé de comptabiliser sa quote-part du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires lié à sa participation dans Schwab par suite de la vente. La Banque continue d'avoir une relation d'affaires avec Schwab dans le cadre de la convention sur les CDA.

b) Charges de restructuration

Au deuxième trimestre de 2025, la Banque a entrepris un nouveau programme de restructuration afin de réduire les coûts et d'atteindre une plus grande efficience. Dans le cadre de ce programme, la Banque prévoit engager des charges de restructuration totales se situant entre 600 millions de dollars et 700 millions de dollars avant impôt sur plusieurs trimestres, et a engagé des charges de restructuration de respectivement 333 millions de dollars et 496 millions de dollars avant impôt au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025. Ces charges étaient principalement liées aux indemnités de départ et à d'autres charges du personnel, à la dépréciation d'actifs et à d'autres mesures de rationalisation, y compris la liquidation de certaines activités, et aux initiatives d'optimisation des biens immobiliers. La Banque s'attend à ce que le programme de restructuration permette de réaliser des économies d'environ 100 millions de dollars avant impôt au cours de l'exercice 2025 et des économies totales de 550 millions de dollars à 650 millions de dollars avant impôt par année, y compris des économies découlant d'une réduction d'environ 2 % de la main-d'œuvre[5].

MISE À JOUR SUR LES ACTIVITÉS DE REDRESSEMENT DU PROGRAMME DE LCBA-BSA AUX ÉTATS-UNIS DE LA BANQUE ET D'AMÉLIORATION DU PROGRAMME DE LCBA À L'ÉCHELLE DE L'ENTREPRISE

Comme il a été présenté précédemment dans le rapport de gestion de 2024 de la Banque, le 10 octobre 2024, la Banque a annoncé qu'à la suite d'une collaboration et d'une communication actives avec les autorités et les organismes de réglementation, elle est parvenue à une résolution des enquêtes sur ses programmes de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis dont il a déjà été fait mention (la « résolution globale »). La Banque et certaines de ses filiales américaines ont consenti à des ordonnances auprès de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), de la Réserve fédérale (Federal Reserve Board ou FRB) et du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), et elles ont conclu des ententes sur le plaidoyer avec la Money Laundering and Asset Recovery Section, Criminal Division du département de la Justice des États-Unis et le bureau du procureur fédéral du district du New Jersey. La Banque s'emploie à se conformer aux modalités des ordonnances sur consentement et des ententes de plaidoyer, notamment aux exigences relatives aux mesures correctives à apporter au programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque. De plus, la Banque travaille également à améliorer plusieurs éléments des programmes de LCBA, de lutte contre le financement des activités terroristes et de sanctions à l'échelle de l'entreprise de la Banque (le « programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise »).

Pour plus de renseignements sur la résolution globale, les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque, les activités visant l'amélioration du programme de LCBA de la Banque à l'échelle de l'entreprise et les risques qui y sont associés, se reporter à la rubrique « Résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque » des sections « Événements importants » et « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2024 de la Banque.

Redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis

La Banque demeure déterminée à redresser son programme de LCBA-BSA aux États-Unis afin de satisfaire aux exigences de la résolution globale. Comme il est indiqué dans ses rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2025, la Banque prévoit toujours que la majorité des mesures correctives en matière de gestion (le terme « mesures correctives en matière de gestion » n'est pas défini par la réglementation et désigne, pour la Banque, les évaluations de la cause profonde, la préparation des données, la conception, la documentation, les cadres, les politiques, les normes, la formation, les processus, les systèmes, les tests et la mise en place de contrôles, ainsi que l'embauche des ressources nécessaires) seront mises en œuvre au cours de l'année civile 2025, avec la réalisation de travaux et de jalons importants prévue au cours des années civiles 2026 et 2027. Des activités de durabilité et de tests sont prévues pour les années civiles 2026 et 2027 à la suite de la mise en œuvre des mesures de gestion et la Banque vise également à ce que l'examen rétrospectif des processus à l'égard des activités douteuses soit terminé au cours de l'année civile 2027 conformément à l'ordonnance sur consentement de l'OCC. La Banque s'attend toujours à des coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis et à des investissements connexes en matière de gouvernance et de contrôle d'environ 500 millions de dollars américains avant impôt pour l'exercice 2025 et s'attend à des investissements similaires pour l'exercice 2026[6]. Comme il est indiqué dans le rapport de gestion de 2024 de la Banque, toutes les mesures correctives en matière de gestion seront assujetties à la démonstration de la durabilité, à la validation par le groupe d'audit interne de la Banque, à l'examen par le contrôleur désigné et, ultimement, à l'examen et à l'approbation des organismes de réglementation des banques aux États-Unis et du département de la Justice. À la suite des examens indépendants, des tests et de la validation, d'autres mesures correctives en matière de gestion pourraient être mises en œuvre après l'année civile 2027, ce qui pourrait dans ce cas prolonger le calendrier de redressement. En outre, à mesure que la Banque réalisera les examens rétrospectifs, elle pourrait être tenue d'élargir davantage l'étendue de l'examen, que ce soit en ce qui concerne les sujets abordés et/ou la période visée par l'examen. Le graphique suivant présente le plan de redressement et les progrès prévus de la Banque par année civile, à la lumière des travaux qu'elle a réalisés jusqu'à présent :

[5] Les attentes de la Banque à l'égard du programme de restructuration sont soumises à des incertitudes inhérentes et s'appuient sur les hypothèses de la Banque à l'égard de certains facteurs, notamment les taux historiques d'attrition naturelle, les possibilités de redéploiement des talents, les années de service, le calendrier d'exécution des mesures, les décisions d'élargir ou de réduire la portée des mesures de restructuration (p. ex., l'étendue de l'optimisation des biens immobiliers, les rationalisations supplémentaires) et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document pour plus de renseignements sur les risques et les incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

[6] Le montant total prévu des investissements en matière de mesures correctives et de gouvernance et de contrôle est assujetti à des incertitudes et peut varier en fonction de l'étendue des travaux dans le cadre du plan de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, qui pourrait faire l'objet de modifications en raison de constatations supplémentaires effectuées au fil de l'avancement des travaux et de la capacité de la Banque de mener à bien le redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis conformément au plan financier du secteur Services de détail aux États-Unis pour l'exercice 2025 et à moyen terme.

Comme il est présenté dans le rapport de gestion de 2024 de la Banque, notamment à la rubrique « Résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque » de la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs », le calendrier de redressement de la Banque est fondé sur les plans actuels de la Banque, ainsi que sur des hypothèses liées à la durée des activités de planification, y compris l'achèvement de l'analyse comparative externe et des examens rétrospectifs. La capacité de la Banque de respecter les étapes de redressement clés prévues suppose que la Banque sera en mesure de mettre en œuvre avec succès son plan de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, lequel est assujetti à des risques et incertitudes, y compris la capacité de la Banque de recruter des employés clés et de les maintenir en poste, la capacité de tiers de se conformer à leurs obligations contractuelles, l'élaboration et la mise en œuvre efficaces des solutions technologiques requises, ainsi que la disponibilité des données pour l'achèvement des examens rétrospectifs requis. De plus, la mise en œuvre du plan de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, y compris ces étapes clés, ne sera pas entièrement sous le contrôle de la Banque, en raison de divers facteurs, notamment : i) l'obligation d'obtenir l'approbation des organismes de réglementation ou de déterminer l'absence d'opposition de ceux-ci avant de procéder aux diverses étapes, et ii) l'obligation que les divers livrables soient jugés acceptables par les organismes de réglementation et/ou le contrôleur. À la date des présentes, la Banque estime qu'elle-même est ses filiales concernées aux États-Unis ont pris les mesures qui leur ont été demandées jusqu'à maintenant en vertu des modalités des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer et n'est au courant d'aucun manquement à leur égard.

Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, en plus des travaux accomplis qui ont été présentés dans le rapport de gestion de 2024 et les rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2025, la Banque a continué de réaliser des progrès à l'égard des activités de redressement et d'amélioration de son programme de LCBA-BSA aux États-Unis au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, y compris :

1) le déploiement de la première phase d'analyse de l'apprentissage machine appliquée à la surveillance des opérations, ce qui aidera à améliorer l'efficacité de nos équipes d'enquête;
2) le renforcement des contrôles et des processus d'évaluation dans le cadre de nouvelles initiatives d'affaires, y compris l'établissement d'un nouveau sous-comité de gestion des risques liés aux crimes financiers responsable d'examiner et d'évaluer les nouveaux produits, services et marchés;
3) la mise en place d'une formation ciblée pour les première et deuxième lignes de défense portant sur la détection d'activités suspectes des clients pour certains produits et services commerciaux.

Pour les prochains trimestres de l'exercice, la Banque se concentrera à poursuivre la mise en œuvre d'améliorations progressives aux mécanismes de surveillance des opérations, de contrôle des clients et de communication d'information à leur égard, notamment :

1) l'achèvement de la conception et du déploiement d'environnements de données spécialisés qui créeront des actifs de données unifiés aux fins des activités de surveillance future;
2) le déploiement de capacités additionnelles d'analyse de l'apprentissage machine portant sur la surveillance des opérations et la sélection des clients, y compris l'analyse des typologies à risque élevé au moyen de modèles personnalisés.

En outre, la Banque continuera de faire progresser ses travaux dans le cadre des examens rétrospectifs et de la mise en œuvre d'obligations d'information et de contrôles supplémentaires pour les activités de gestion de la trésorerie.

Comme il est indiqué dans le rapport de gestion de 2024 de la Banque, pour s'assurer que la Banque puisse être en mesure de continuer à répondre aux besoins financiers de la clientèle américaine sans dépasser la limite de l'actif total combiné de la Banque aux États-Unis, la Banque a l'intention de prendre de multiples mesures de restructuration du bilan aux États-Unis au cours de l'exercice 2025. Se reporter à la rubrique « Mise à jour sur les activités de restructuration du bilan aux États-Unis » du secteur Services de détail aux États-Unis pour plus de renseignements sur ces mesures. Pour plus de renseignements sur les charges liées aux activités de redressement du programme de LCBA-CBA aux États-Unis de la Banque, se reporter à la rubrique « Services de détail aux États-Unis ».

Évaluation et renforcement du programme de LCBA de la Banque à l'échelle de l'entreprise
La Banque continue de travailler à améliorer le programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise. Elle prévoit toujours mettre en œuvre la majorité des mesures correctives et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise (le terme « mesures correctives et d'amélioration du programme » n'est pas défini par la réglementation et désigne, pour la Banque, les évaluations de la cause profonde, la préparation des données, la conception, la documentation, les cadres, les politiques, les normes, la formation, les processus, les systèmes, les tests et l'exécution de contrôles, ainsi que l'embauche des ressources nécessaires) d'ici la fin de l'année civile 2025. Comme il est indiqué dans le rapport de gestion des premier et deuxième trimestres de 2025 de la Banque, une fois mises en œuvre, ces mesures correctives et d'amélioration du programme seront soumises à la révision interne, à la validation et à l'évaluation des activités. Après la fin du premier trimestre de l'exercice, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (« CANAFE ») a entrepris un examen de certaines mesures correctives que la Banque a prises jusqu'à présent pour remédier aux violations constatées par le CANAFE. Cet examen est en cours et, selon les résultats obtenus, il pourrait donner lieu à des procédures administratives supplémentaires.

Comme il est indiqué également à la rubrique « Résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque » de la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2024 de la Banque, les mesures correctives et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise l'exposeront à des risques semblables à ceux mentionnés dans le cadre du redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque (se reporter également à la rubrique « Redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis » ci-dessus). En particulier, à mesure qu'elle continue d'apporter les mesures correctives et les améliorations au programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise, la Banque s'attend à une augmentation du nombre d'opérations et/ou d'événements à déclarer, ce qui s'ajoutera au retard opérationnel de traitement des enquêtes du groupe Gestion des risques liés aux crimes financiers (GRCF) auquel la Banque fait actuellement face, mais qu'elle s'efforce de rattraper, à l'échelle de l'entreprise. De plus, elle continuera sur une base régulière d'examiner les questions relevées dans un territoire et d'évaluer si elles ont une incidence sur d'autres territoires. En outre, les organismes de réglementation ou les organismes chargés de l'application des lois de la Banque peuvent soulever d'autres questions relativement au programme de LCBA de la Banque à l'échelle de l'entreprise, ce qui pourrait donner lieu à des procédures administratives supplémentaires. Les questions relevées lors de l'examen mené par la Banque ou par les organismes de réglementation ou les organismes chargés de l'application des lois de la Banque pourraient élargir la portée des mesures correctives et des améliorations requises pour le programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise.

Bien qu'il lui reste encore beaucoup à faire, la Banque a réalisé des progrès en ce qui a trait aux améliorations du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, notamment :

1) la nomination définitive d'un chef, GRCF Canada et la modification de la structure organisationnelle afin de favoriser une meilleure collaboration, des responsabilités claires et une réponse plus agile à l'évolution des risques et des attentes réglementaires;
2) l'achèvement d'une évaluation exhaustive de la couverture de la surveillance des opérations permettant de déterminer les améliorations qui doivent être apportées et le déploiement de la première phase du nouvel outil centralisé de gestion des cas qui doit être utilisé à l'échelle de l'entreprise;
3) l'amélioration des contrôles liés aux activités pour connaître son client pour renforcer le suivi et la conformité réglementaire;
4) l'amélioration des processus d'enquête grâce à des flux de travail et à une gestion des données améliorées;
5) la mise en place d'une norme de surveillance et de test renforcée améliorant la couverture et la profondeur des tests des contrôles.

Pour les prochains trimestres, la Banque travaillera à apporter les améliorations suivantes au programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise :

1) la poursuite de l'amélioration et adoption à l'échelle de l'entreprise du nouvel outil centralisé de gestion des cas, lequel est déjà en production aux États-Unis, en vue de renforcer la surveillance et les enquêtes à l'égard des risques relevés dans le cadre de la gestion des risques liés aux crimes financiers;
2) la poursuite de la mise en œuvre de méthodes et d'outils de gestion des risques améliorés pour renforcer la détection et l'évaluation des risques relevés dans le cadre de la gestion des risques liés aux crimes financiers pour l'ensemble des clients, des produits et des opérations, grâce au renforcement des capacités en matière de données;
3) la poursuite des investissements pour soutenir les possibilités en matière d'analytique avancée, d'apprentissage machine et d'IA au sein du GRCF, afin d'harmoniser les efforts de l'entreprise à l'échelle mondiale avec ceux des États-Unis.

NOTRE RENDEMENT

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord en fonction de son actif et elle offre ses services à plus de 28,1 millions de clients. Ces services sont regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et Financement auto TD au Canada; Services de détail aux États-Unis, y compris TD Bank[MD], America's Most Convenient Bank[MD], Financement auto TD aux États-Unis et Gestion de patrimoine TD aux États-Unis; Gestion de patrimoine et Assurance, y compris Gestion de patrimoine TD au Canada, Placements directs TD et TD Assurance; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD et TD Cowen. En outre, la TD figure parmi les principales sociétés de services financiers en ligne du monde, avec plus de 18 millions de clients actifs du service en ligne et du service mobile. Au 31 juillet 2025, l'actif de la TD totalisait 2,0 billions de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole « TD ».

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS, les PCGR actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ».

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

En plus des résultats comme présentés, la Banque présente également certaines mesures financières, notamment des mesures financières non conformes aux PCGR qui sont historiques, des ratios non conformes aux PCGR, des mesures financières supplémentaires et des mesures de gestion du capital, pour évaluer ses résultats. Les mesures financières non conformes aux PCGR, telles que les résultats « rajustés », sont utilisées afin d'évaluer les secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent; ces éléments sont présentés dans le tableau 3. Les ratios non conformes aux PCGR sont des ratios dont une ou plusieurs des composantes sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Les exemples de ratios non conformes aux PCGR comprennent la marge d'intérêts nette rajustée, le résultat de base par action rajusté et le résultat dilué par action rajusté, le ratio de versement de dividendes rajusté, le ratio d'efficience rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance et le taux d'imposition effectif rajusté. La Banque croit que les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Les mesures financières supplémentaires servent à décrire la performance et la situation financières de la Banque, et les mesures de gestion du capital servent à décrire la situation des fonds propres de la Banque, et elles sont toutes deux expliquées là où elles apparaissent pour la première fois dans le présent document.

Cartes stratégiques aux États-Unis

Le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque comprend des conventions conclues avec certains détaillants américains en vertu desquelles la TD est l'émetteur aux États-Unis de cartes de crédit de marque privée et comarquées à l'intention de leurs clients américains. En vertu des modalités de ces conventions individuelles, la Banque et les détaillants partagent les profits générés par les portefeuilles concernés après déduction des pertes sur créances. Selon les IFRS, la TD est tenue de présenter les montants bruts des produits et des provisions pour pertes sur créances liés à ces portefeuilles dans l'état du résultat consolidé intermédiaire de la Banque. À l'échelle des secteurs d'exploitation, la part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la TD en vertu des conventions.

Participation dans The Charles Schwab Corporation et convention sur les CDA

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab dans le cadre d'une offre enregistrée et d'un rachat d'actions par Schwab. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Événements importants » du présent document. La Banque a cessé de comptabiliser sa quote-part du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires lié à sa participation dans Schwab par suite de la vente.

Avant la vente, la Banque comptabilisait sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. Le secteur Services de détail aux États-Unis comprenait la quote-part de la Banque du résultat net de sa participation dans Schwab. Le résultat net du secteur Siège social comprenait les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab ainsi que la quote-part de la Banque des charges de restructuration et autres charges engagées par Schwab. La quote-part de la Banque du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

Le 25 novembre 2019, la Banque et Schwab ont conclu une convention sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA avec Schwab de 2019 »), dont la date d'échéance initiale était le 1er juillet 2031. En vertu de la convention sur les CDA avec Schwab de 2019, à partir du 1er juillet 2021, Schwab avait l'option de réduire les dépôts d'un montant maximal de 10 milliards de dollars américains par an (sous réserve de certaines limites et de certains ajustements), jusqu'à un plancher de 50 milliards de dollars américains. De plus, Schwab a demandé à bénéficier d'une plus grande souplesse opérationnelle de sorte que les soldes des comptes de dépôt de passage puissent fluctuer au fil du temps, selon certaines conditions et sous réserve de certaines limites.

Le 4 mai 2023, la Banque et Schwab ont conclu une convention révisée sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA avec Schwab de 2023 » ou la « convention sur les CDA avec Schwab »), laquelle remplace la convention sur les CDA avec Schwab de 2019. Selon la convention sur les CDA avec Schwab de 2023, la Banque continue de mettre des comptes de dépôt de passage à la disposition des clients de Schwab. Schwab désigne une tranche des dépôts auprès de la Banque comme des obligations à taux fixe. La tranche restante des dépôts est désignée comme des obligations à taux variable. Par rapport à la convention sur les CDA avec Schwab de 2019, la convention sur les CDA avec Schwab de 2023 prolonge la date d'expiration initiale de trois ans, jusqu'au 1er juillet 2034, et prévoit des soldes de dépôts moins élevés au cours des six premières années et des soldes plus élevés pour les dernières années. Plus précisément, jusqu'en septembre 2025, le montant total des obligations à taux fixe servira de niveau plancher. Par la suite, le niveau plancher sera établi à 60 milliards de dollars américains. De plus, Schwab avait l'option de racheter jusqu'à 6,8 milliards de dollars (5 milliards de dollars américains) d'obligations à taux fixe en versant à la Banque certains frais conformément à la convention sur les CDA avec Schwab de 2023, sous réserve de certaines limites.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2024, Schwab a exercé son option de racheter la tranche restante de 0,7 milliard de dollars (0,5 milliard de dollars américains) du montant prévu pour le rachat d'obligations à taux fixe de 5 milliards de dollars américains et a versé des frais de résiliation de 32 millions de dollars

(23 millions de dollars américains) à la Banque conformément à la convention sur les CDA avec Schwab de 2023. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2024, Schwab avait racheté la totalité du montant prévu pour le rachat d'obligations à taux fixe de 5 milliards de dollars américains et avait versé des frais de résiliation totaux de 337 millions de dollars (250 millions de dollars américains) à la Banque. Ces frais visaient à compenser les pertes subies par la Banque en raison de l'abandon de certaines relations de couverture ainsi que la perte de revenus. L'incidence nette a été comptabilisée dans les produits d'intérêts nets.

Après la vente de la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab, la Banque continue d'avoir une relation d'affaires avec Schwab dans le cadre de la convention sur les CDA. Pour plus de renseignements sur la convention sur les CDA avec Schwab, se reporter à la note 27 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

Mise à jour concernant l'examen stratégique

Comme il a été présenté précédemment dans le rapport de gestion du deuxième trimestre de 2025, la Banque procède actuellement à un examen stratégique, lequel repose sur quatre piliers qui visent à faire progresser les activités de la Banque sur les plans stratégique, opérationnel et financier :

1) Ajuster la composition des activités et répartir le capital – réaffecter le capital et investir massivement dans des secteurs ciblés;
2) Simplifier le portefeuille et mettre l'accent sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – simplifier, optimiser et repositionner les portefeuilles pour générer des rendements;
3) Faire progresser les activités la Banque et accélérer les capacités – simplifier le modèle opérationnel et renforcer les capacités afin de fournir une expérience exceptionnelle à la clientèle;
4) Innover pour favoriser l'efficacité et l'excellence opérationnelle – redéfinir les activités et les processus.

Grâce à l'examen stratégique, la Banque trouve des possibilités de renforcer les relations avec les clients dans l'ensemble et au sein des secteurs et canaux, de simplifier l'organisation pour qu'elle puisse agir rapidement pour ses collègues et ses clients et de favoriser une exécution rigoureuse du point de vue de la gestion du capital et des coûts. De plus, dans le cadre de l'examen stratégique, la Banque continuera d'adapter ses fonctions de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle en fonction de sa taille, de sa complexité et des exigences réglementaires qu'elle doit respecter. La Banque fournira une mise à jour concernant son examen stratégique et ses cibles financières à moyen terme lors de la Journée des investisseurs le 29 septembre 2025. Pour plus de renseignements sur les initiatives en cours qui font partie de l'examen stratégique, se reporter à la rubrique « Vente des actions de Schwab » de la section « Événements importants », à la rubrique « Charges de restructuration » de la section « Événements importants » et aux rubriques « Services de détail aux États-Unis » et « Mise à jour des activités de restructuration du bilan aux États-Unis » de la section « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD » du présent document.

Le tableau qui suit détaille les résultats d'exploitation comme présentés de la Banque.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Comme présentés

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Produits d'intérêts nets	**8 526 $**	8 125 $	7 579 $	**24 517 $**	22 532 $
Produits autres que d'intérêts	**6 771**	14 812	6 597	**27 766**	19 177
Total des produits	**15 297**	22 937	14 176	**52 283**	41 709
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**971**	1 341	1 072	**3 524**	3 144
Charges afférentes aux activités d'assurance	**1 563**	1 417	1 669	**4 487**	4 283
Charges autres que d'intérêts	**8 522**	8 139	11 012	**24 731**	27 443
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	**4 241**	12 040	423	**19 541**	6 839
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**905**	985	794	**2 588**	2 157
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	**–**	74	190	**305**	525
Résultat net – comme présenté	**3 336**	11 129	(181)	**17 258**	5 207
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	**88**	200	69	**374**	333
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	**3 248 $**	10 929 $	(250) $	**16 884 $**	4 874 $

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux sections « Événements importants », « Notre rendement » ou « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD ».

TABLEAU 3 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Résultats d'exploitation – rajustés					
Produits d'intérêts nets[1, 2]	**8 581 $**	8 208 $	7 641 $	**24 709 $**	22 715 $
Produits autres que d'intérêts[3]	**7 033**	6 930	6 597	**21 073**	19 177
Total des produits	**15 614**	15 138	14 238	**45 782**	41 892
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**971**	1 341	1 072	**3 524**	3 144
Charges afférentes aux activités d'assurance	**1 563**	1 417	1 669	**4 487**	4 283
Charges autres que d'intérêts[4]	**8 124**	7 908	7 208	**24 015**	21 417
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	**4 956**	4 472	4 289	**13 756**	13 048
Charge d'impôt sur le résultat	**1 085**	929	868	**2 976**	2 660
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab[5]	**–**	83	225	**340**	684
Résultat net – rajusté	**3 871**	3 626	3 646	**11 120**	11 072
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	**88**	200	69	**374**	333
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	**3 783**	3 426	3 577	**10 746**	10 739
Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises[6]	**(33)**	(43)	(64)	**(137)**	(230)
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab[4, 5]	**–**	–	(21)	**–**	(74)
Quote-part des charges de restructuration et autres charges liées à la participation dans Schwab[5]	**–**	–	–	**–**	(49)
Charges de restructuration[4]	**(333)**	(163)	(110)	**(496)**	(566)
Charges d'acquisition et d'intégration[4]	**(32)**	(34)	(78)	**(118)**	(297)
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN[1]	**(55)**	(47)	(62)	**(156)**	(183)
Profit à la vente des actions de Schwab[3]	**–**	8 975	–	**8 975**	–
Restructuration du bilan aux États-Unis[2, 3]	**(262)**	(1 129)	–	**(2 318)**	–
Provision relative à une affaire civile[4]	**–**	–	–	**–**	(274)
Cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC)[4]	**–**	–	–	**–**	(514)
Résolution globale des enquêtes sur le programme LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque[4]	**–**	–	(3 566)	**–**	(4 181)
Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	**(8)**	(8)	(8)	**(25)**	(33)
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab	**–**	–	(3)	**–**	(14)
Charge de restructuration	**(85)**	(41)	(29)	**(126)**	(150)
Charges d'acquisition et d'intégration	**(7)**	(8)	(18)	**(26)**	(64)
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN	**(14)**	(12)	(16)	**(39)**	(46)
Profit à la vente des actions de Schwab	**–**	407	–	**407**	–
Restructuration du bilan aux États-Unis	**(66)**	(282)	–	**(579)**	–
Provision relative à une affaire civile	**–**	–	–	**–**	(69)
Cotisation spéciale de la FDIC	**–**	–	–	**–**	(127)
Total des rajustements pour les éléments à noter	**(535)**	7 503	(3 827)	**6 138**	(5 865)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	**3 248 $**	10 929 $	(250) $	**16 884 $**	4 874 $

[1] Après la résiliation de l'entente de fusion conclue entre la Banque et FHN le 4 mai 2023, l'effet résiduel de la stratégie est contrepassé dans les produits d'intérêts nets – troisième trimestre de 2025 : (55) millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : (47) millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : (156) millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : (62) millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : (183) millions de dollars, montants présentés dans le secteur Siège social.

[2] Les produits d'intérêts nets rajustés excluent l'élément à noter suivant :

i. Restructuration du bilan aux États-Unis – deuxième trimestre de 2025 : 36 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 36 millions de dollars, montants présentés dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

[3] Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants :

i. La Banque a vendu des actions ordinaires de Schwab et a comptabilisé un profit à la vente – deuxième trimestre de 2025 : 8 975 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 8 975 millions de dollars, présenté dans le secteur Siège social.

ii. Restructuration du bilan aux États-Unis – troisième trimestre de 2025 : 262 millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : 1 093 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 2 282 millions de dollars, montants présentés dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

[4] Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants :

i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises – troisième trimestre de 2025 : 33 millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : 34 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 102 millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : 34 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 139 millions de dollars, montants présentés dans le secteur Siège social;

ii. Charges d'intégration et d'acquisition propres à la Banque liées à la transaction avec Schwab – troisième trimestre de 2024 : 16 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 55 millions de dollars, présentées dans le secteur Siège social;

iii. Charges de restructuration – troisième trimestre de 2025 : 333 millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : 163 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 496 millions de dollars, par rapport au troisième trimestre de 2024 : 110 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 566 millions dans le cadre d'un programme antérieur, présentées dans le secteur Siège social;

iv. Charges d'acquisition et d'intégration – troisième trimestre de 2025; 32 millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : 34 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 118 millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : 78 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 297 millions de dollars, présentées dans le secteur Services bancaires de gros.

v. Provision relative à une affaire civile – cumul de l'exercice 2024 : 274 millions de dollars, montant présenté dans le secteur Siège social;

vi. Cotisation spéciale de la FDIC – cumul de l'exercice 2024 : 514 millions de dollars, montant présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis;

vii. Charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque – troisième trimestre de 2024 : 3 566 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 4 181 millions de dollars, présentées dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

[5] La quote-part du résultat net rajustée de la participation dans Schwab exclut les éléments à noter suivants (après impôt). L'incidence de ces éléments a été présentée dans le secteur Siège social.

i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises liées à Schwab – deuxième trimestre de 2025 : 9 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 35 millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : 30 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 91 millions de dollars;

ii. Quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition par Schwab de TD Ameritrade – troisième trimestre de 2024 : 5 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 19 millions de dollars;

iii. Quote-part de la Banque des charges de restructuration engagées par Schwab – cumul de l'exercice 2024 : 27 millions de dollars;

iv. Quote-part de la Banque de la charge liée à la cotisation spéciale de la FDIC engagée par Schwab – cumul de l'exercice 2024 : 22 millions de dollars;

[6] L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises se rapporte aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'actifs ou de regroupements d'entreprises, y compris aux montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises attribuables à la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab présentés dans le secteur Siège social. Se reporter aux notes de bas de tableau 4 et 5 pour les montants.

TABLEAU 4 : RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT PAR ACTION COMME PRÉSENTÉ ET DU RÉSULTAT PAR ACTION RAJUSTÉ[1]

(en dollars canadiens)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Résultat de base par action – comme présenté	**1,89 $**	6,28 $	(0,14) $	**9,73 $**	2,77 $
Rajustements pour les éléments à noter	**0,31**	(4,31)	2,19	**(3,54)**	3,32
Résultat de base par action – rajusté	**2,20 $**	1,97 $	2,05 $	**6,19 $**	6,09 $
Résultat dilué par action – comme présenté	**1,89 $**	6,27 $	(0,14) $	**9,72 $**	2,76 $
Rajustements pour les éléments à noter	**0,31**	(4,30)	2,19	**(3,53)**	3,32
Résultat dilué par action – rajusté	**2,20 $**	1,97 $	2,05 $	**6,19 $**	6,09 $

[1] Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 5 : AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, APRÈS IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Schwab[1]	**– $**	9 $	30 $	**35 $**	91 $
Immobilisations incorporelles liées aux services bancaires de gros	**20**	20	20	**61**	89
Divers	**5**	6	6	**16**	17
Inclus dans les éléments à noter	**25**	35	56	**112**	197
Logiciels et droits de gestion d'actifs	**136**	124	115	**379**	315
Amortissement des immobilisations incorporelles, après impôt sur le résultat	**161 $**	159 $	171 $	**491 $**	512 $

[1] Compris dans la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté de la Banque consolidée correspond au résultat net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est un ratio financier non conforme aux PCGR et peut être utilisé pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Le rendement des capitaux propres pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires. Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été de 11,5 % à compter de l'exercice 2024.

TABLEAU 6 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	**114 115 $**	114 585 $	100 677 $	**111 644 $**	100 523 $
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	**3 248**	10 929	(250)	**16 884**	4 874
Éléments à noter, après impôt sur le résultat	**535**	(7 503)	3 827	**(6 138)**	5 865
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	**3 783 $**	3 426 $	3 577 $	**10 746 $**	10 739 $
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté	**11,3 %**	39,1 %	(1,0) %	**20,2 %**	6,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté	**13,2**	12,3	14,1	**12,9**	14,3

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés aux participations dans Schwab, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé à partir du résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure tous les éléments à noter et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires, le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté peuvent être utilisés pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont une mesure non conforme aux PCGR, et le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté sont des ratios non conformes aux PCGR.

TABLEAU 7 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES CORPORELS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	**114 115 $**	114 585 $	100 677 $	**111 644 $**	100 523 $
Goodwill moyen	**18 652**	19 302	18 608	**19 035**	18 403
Goodwill théorique et immobilisations incorporelles théoriques moyens liés aux participations dans Schwab	**–**	1 304	6 087	**2 047**	6 066
Autres immobilisations incorporelles acquises moyennes[1]	**405**	450	544	**445**	578
Passifs d'impôt différé connexes moyens	**(225)**	(236)	(228)	**(232)**	(230)
Capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	**95 283**	93 765	75 666	**90 349**	75 706
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	**3 248**	10 929	(250)	**16 884**	4 874
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat	**25**	35	56	**112**	197
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat	**3 273**	10 964	(194)	**16 996**	5 071
Autres éléments à noter, après impôt sur le résultat	**510**	(7 538)	3 771	**(6 250)**	5 668
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	**3 783 $**	3 426 $	3 577 $	**10 746 $**	10 739 $
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	**13,6 %**	48,0 %	(1,0) %	**25,2 %**	8,9 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté	**15,8**	15,0	18,8	**15,9**	18,9

[1] Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels et aux droits de gestion d'actifs.

INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS CONVERTIS DU SECTEUR SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les principaux éléments de l'état du résultat du secteur Services de détail aux États-Unis. L'incidence correspond à la différence entre les résultats convertis aux taux de change moyens entre le dollar américain et le dollar canadien pour les périodes indiquées.

TABLEAU 8 : INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS DU SECTEUR SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*	*Neuf mois clos les*
	31 juillet 2025 par rapport au 31 juillet 2024 Augmentation (diminution)	**31 juillet 2025 par rapport au 31 juillet 2024 Augmentation (diminution)**
Services de détail aux États-Unis		
Total des produits – comme présenté	**12 $**	**263 $**
Total des produits – rajusté[1]	**12**	**359**
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	**8**	**228**
Charges autres que d'intérêts – rajustées[1]	**8**	**228**
Résultat net après impôt, compte non tenu de Schwab – comme présenté	**3**	**12**
Résultat net après impôt, compte non tenu de Schwab – rajusté[1]	**3**	**84**
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab[2]	**–**	**11**
Résultat net après impôt du secteur Services de détail aux États-Unis – comme présenté	**3**	**23**
Résultat net après impôt du secteur Services de détail aux États-Unis – rajusté[1]	**3**	**95**
Résultat par action (en dollars canadiens)		
Résultat de base – comme présenté	**– $**	**0,01 $**
Résultat de base – rajusté[1]	**–**	**0,05**
Résultat dilué – comme présenté	**–**	**0,01**
Résultat dilué – rajusté[1]	**–**	**0,05**

Taux de change moyen (équivalent de 1,00 $ CA)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Dollar américain	**0,728 $**	0,730 $	**0,712 $**	0,735 $

[1] Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

[2] La quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sont présentées avec un décalage d'un mois.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Sommaire du rendement

Un aperçu du rendement de la Banque pour le troisième trimestre de 2025 est présenté ci-après. Les indicateurs de rendement pour les actionnaires servent de guides et de points de repère quant aux réalisations de la Banque. Aux fins de cette analyse, la Banque utilise des résultats rajustés, lesquels excluent les éléments à noter des résultats comme présentés qui ont été préparés selon les IFRS. Les résultats comme présentés et les résultats rajustés ainsi que les éléments à noter sont expliqués à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Notre rendement » du présent document.

- Le résultat dilué par action rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 a augmenté de 2 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le RCPCAAO rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 a été de 15,9 %.
- Pour les douze mois clos le 31 juillet 2025, le total du rendement pour les actionnaires a atteint 30,0 % en comparaison du rendement moyen de 32,1 % des établissements financiers homologues canadiens[7].

Résultat net

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 3 336 millions de dollars, en hausse de 3 517 millions de dollars par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque au troisième trimestre de l'exercice précédent dans le secteur Services de détail aux États-Unis et la hausse des produits, en partie contrebalancées par l'augmentation des charges autres que d'intérêts, y compris l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, l'incidence des activités de restructuration du bilan dans le secteur Services de détail aux États-Unis et la hausse des charges de restructuration. Sur une base rajustée, le résultat net pour le trimestre s'est établi à 3 871 millions de dollars, en hausse de 225 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Répartie par secteur, la hausse du résultat net comme présenté s'explique par des augmentations de 3 159 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 273 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, de 81 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 81 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancée par une diminution de 77 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Le résultat net comme présenté pour le trimestre a diminué de 7 793 millions de dollars par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant essentiellement le profit à la vente des actions de Schwab au trimestre précédent dans le secteur Siège social, en partie contrebalancé par l'incidence des activités de restructuration du bilan dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Le résultat net rajusté pour le trimestre a augmenté de 245 millions de dollars, ou 7 %, reflétant principalement une hausse des produits et une baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par une hausse des charges autres que d'intérêts.

Répartie par secteur, la baisse du résultat net comme présenté s'explique par des diminutions de 8 693 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 21 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 4 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, en partie contrebalancées par des augmentations de 640 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 285 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net comme présenté de 17 258 millions de dollars a augmenté de 12 051 millions de dollars par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse reflète le profit à la vente des actions de Schwab dans le secteur Siège social, l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque dans le secteur Services de détail aux États-Unis à la période correspondante de l'exercice précédent et la hausse des produits, en partie contrebalancés par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et l'incidence des activités de restructuration du bilan dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Le résultat net rajusté s'est établi à 11 120 millions de dollars, relativement stable par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Répartie par secteur, la hausse du résultat net comme présenté s'explique par des augmentations de 9 034 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 2 244 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 484 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, de 233 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 56 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Produits d'intérêts nets

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont été de 8 526 millions de dollars, en hausse de 947 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'augmentation des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan, la croissance des volumes dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et la hausse des marges sur les dépôts dans le secteur Services de détails aux États-Unis. Sur une base rajustée, les produits d'intérêts nets se sont établis à 8 581 millions de dollars, en hausse de 940 millions de dollars, ou 12 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 344 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 245 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 165 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 136 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 57 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 401 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant essentiellement l'incidence de jours supplémentaires au troisième trimestre et la croissance des volumes dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, l'augmentation des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan ainsi que l'incidence des activités de

[7] Les homologues au Canada comprennent la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Royale du Canada et La Banque de Nouvelle-Écosse.

restructuration du bilan aux États-Unis et la hausse des marges sur les dépôts dans le secteur Services de détails aux États-Unis. Sur une base rajustée, les produits d'intérêts nets ont augmenté de 373 millions de dollars, ou 5 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 216 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 65 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 63 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 46 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 11 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont été de 24 517 millions de dollars, en hausse de 1 985 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'augmentation des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan, la croissance des volumes dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et la hausse des marges sur les dépôts dans le secteur Services de détails aux États-Unis. Sur une base rajustée, les produits d'intérêts nets se sont établis à 24 709 millions de dollars, en hausse de 1 994 millions de dollars, ou 9 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 814 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 758 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 527 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 199 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, en partie contrebalancées par une diminution de 313 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

Produits autres que d'intérêts

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 6 771 millions de dollars, en hausse de 174 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant surtout les hausses des primes d'assurance, des produits tirés des comptes à honoraires et des produits tirés des transactions dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance ainsi que les augmentations des produits liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe et des honoraires de prise ferme dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par l'incidence des activités de restructuration du bilan dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts se sont établis à 7 033 millions de dollars, en hausse de 436 millions de dollars, ou 7 %.

Répartie par secteur, l'augmentation des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des augmentations de 267 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, de 132 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 22 millions de dollars dans le secteur Siège social, en partie contrebalancées par des diminutions de 240 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 7 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Les produits autres que d'intérêts pour le trimestre ont diminué de 8 041 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant principalement le profit à la vente des actions de Schwab au trimestre précédent dans le secteur Siège social et la baisse des honoraires de prise ferme, y compris ceux associés à la vente des actions de Schwab comptabilisés au trimestre précédent dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancés par l'incidence des activités de restructuration du bilan dans le secteur Services de détail aux États-Unis ainsi que les hausses des primes d'assurance et des produits tirés des comptes honoraires dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 103 millions de dollars, ou 1 %.

Répartie par secteur, la diminution des produits autres que d'intérêts s'explique par des diminutions de 8 924 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 131 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par des augmentations de 821 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 159 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et de 34 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les produits autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 27 766 millions de dollars, en hausse de 8 589 millions de dollars, ou 45 %, par rapport à ceux de la période correspondante à l'exercice précédent, reflétant surtout le profit à la vente des actions de Schwab dans le secteur Siège social, les augmentations des produits liés aux activités de négociations et des honoraires de prise ferme, y compris ceux liés à la vente des actions de Schwab dans le secteur Services bancaires de gros, ainsi que les hausses des primes d'assurance, des produits tirés des comptes à honoraires et des produits tirés des transactions dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, le tout en partie contrebalancé par l'incidence des activités de restructuration du bilan dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Les produits autres que d'intérêts rajustés se sont établis à 21 073 millions de dollars, en hausse de 1 896 millions de dollars, ou 10 %.

Répartie par secteur, l'augmentation des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des augmentations de 8 902 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 990 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 977 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, en partie contrebalancées par des diminutions de 2 177 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 103 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Provision pour pertes sur créances

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 971 millions de dollars, une baisse de 101 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 904 millions de dollars, en baisse de 16 millions de dollars, ou 2 %, en grande partie constatée dans le secteur Services bancaires de gros et les portefeuilles de prêts à la consommation aux États-Unis, en partie contrebalancée par la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts aux entreprises aux États-Unis et les portefeuilles de prêts à la consommation au Canada. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 67 millions de dollars, en baisse de 85 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les provisions relatives aux actifs productifs pour le trimestre considéré reflètent essentiellement les superpositions supplémentaires pour l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit. Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,41 %.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a diminué de 61 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 47 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 21 millions de dollars dans le secteur Siège social, et a augmenté de 28 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 971 millions de dollars, en baisse de 370 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 904 millions de dollars, en baisse de 42 millions de dollars, ou 4 %, en grande partie constatée dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts à la consommation au Canada, reflétant la baisse des provisions en raison de la migration du crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 67 millions de dollars, en baisse de 328 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. Les provisions relatives aux actifs productifs pour le trimestre considéré reflètent la constitution d'une provision moins élevée pour prendre en compte l'incidence de l'incertitude politique et commerciale. Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,41 %.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a diminué de 159 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 125 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 52 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 34 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Bien que les résultats puissent varier d'un trimestre à l'autre et selon l'évolution de l'économie, la Banque s'attend toujours à ce que le total de la provision pour pertes sur créances pour l'exercice 2025 se situe dans la fourchette de 45 à 55 pdb présentée précédemment au quatrième trimestre de l'exercice 2024[8].

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 3 524 millions de dollars, en hausse de 380 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 3 066 millions de dollars, en hausse de 342 millions de dollars, témoignant en grande partie de la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation au Canada et les portefeuilles de prêts aux entreprises aux États-Unis. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 458 millions de dollars, en hausse de 38 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Les provisions relatives aux actifs productifs de l'exercice considéré reflètent essentiellement l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit, y compris les superpositions et les mises à jour des prévisions macroéconomiques, en partie contrebalancée par une baisse des volumes dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,50 %.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 281 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 83 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 67 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, et a diminué de 51 millions de dollars dans le secteur Siège social.

TABLEAU 9 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES[1]

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 3 (actifs dépréciés)					
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	**376 $**	428 $	338 $	**1 263 $**	1 099 $
Services de détail aux États-Unis	**330**	309	331	**1 168**	1 019
Services bancaires de gros	**63**	61	109	**157**	113
Siège social[2]	**135**	148	142	**478**	493
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 3	**904**	946	920	**3 066**	2 724
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 1 et étape 2 (actifs productifs)					
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	**87**	194	97	**343**	226
Services de détail aux États-Unis	**(13)**	133	47	**42**	124
Services bancaires de gros	**8**	62	9	**109**	70
Siège social[2]	**(15)**	6	(1)	**(36)**	–
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 1 et étape 2	**67**	395	152	**458**	420
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**971 $**	1 341 $	1 072 $	**3 524 $**	3 144 $

[1] Comprend la provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan.

[2] Comprend la provision pour pertes sur créances sur la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.

Charges afférentes aux activités d'assurance

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les charges afférentes aux activités d'assurance pour le trimestre se sont établies à 1 563 millions de dollars, en baisse de 106 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement une diminution des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Les charges afférentes aux activités d'assurance pour le trimestre ont augmenté de 146 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à celles du trimestre précédent, du fait principalement des facteurs saisonniers des sinistres.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les charges afférentes aux activités d'assurance se sont établies à 4 487 millions de dollars, en hausse de 204 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'accroissement de la gravité des sinistres, en partie contrebalancé par une diminution des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes.

[8] La fourchette estimée des provisions pour pertes sur créances de la Banque est fondée sur des hypothèses prospectives qui comportent des risques et des incertitudes. Les résultats peuvent varier selon les conditions économiques ou les conditions de crédit réelles et selon le rendement, notamment le taux de chômage, les taux d'intérêt, la croissance ou le ralentissement de l'économie, et les facteurs et conditions propres à l'emprunteur ou à l'industrie, notamment l'incertitude politique et commerciale. Les provisions pour pertes sur créances estimées de la Banque sont assujetties à des risques et à des incertitudes, notamment ceux décrits à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du présent document.

Charges autres que d'intérêts et ratio d'efficience

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les charges autres que d'intérêts comme présentées de 8 522 millions de dollars ont diminué de 2 490 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque au troisième trimestre de l'exercice précédent dans le secteur Services de détail aux États-Unis, en partie contrebalancée par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, la hausse des charges de restructuration, ainsi que l'augmentation des dépenses relatives aux charges de personnel et aux coûts liés à la technologie en vue de soutenir les initiatives de croissance des activités. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 8 124 millions de dollars, en hausse de 916 millions de dollars, ou 13 %. La Banque prévoit toujours que la croissance des charges rajustées pour l'exercice 2025, en supposant que la rémunération variable, l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et l'incidence du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis demeurent aux mêmes niveaux que ceux de l'exercice 2024, s'inscrira dans le haut de la fourchette de 5 % à 7 % indiquée précédemment, reflétant les investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle et les investissements visant à soutenir la croissance des activités, compte tenu des gains de productivité attendus et des économies de coûts découlant des restructurations[9].

Répartie par secteur, la diminution des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par une baisse de 3 283 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, en partie contrebalancée par des augmentations de 460 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 183 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 99 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 51 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 55,7 %, en regard de 77,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance de la Banque s'est établi à 57,8 %, par rapport à 57,3 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Les charges autres que d'intérêts comme présentées ont augmenté de 383 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant essentiellement l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, notamment les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, et la hausse des charges de restructuration. Les charges autres que d'intérêts rajustées ont augmenté de 216 millions de dollars, ou 3 %.

Répartie par secteur, la hausse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par des augmentations de 270 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 43 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 32 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 24 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et de 14 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 55,7 %, en regard de 35,5 % pour le trimestre précédent. Le ratio d'efficience rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance de la Banque s'est établi à 57,8 %, en regard de 57,6 % pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les charges autres que d'intérêts comme présentées de 24 731 millions de dollars ont diminué de 2 712 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à celles de la période correspondante à l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et la charge liée à la cotisation spéciale de la FDIC dans le secteur Services de détail aux États-Unis à la période correspondante de l'exercice précédent, en partie contrebalancées par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, l'augmentation des dépenses relatives aux charges de personnel et aux coûts liés à la technologie en vue de soutenir les initiatives de croissance des activités, ainsi que l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 24 015 millions de dollars, en hausse de 2 598 millions de dollars, ou 12 %.

Répartie par secteur, la diminution des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par une baisse de 3 718 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, en partie contrebalancée par des augmentations de 296 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 281 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, de 249 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 180 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 47,3 %, en regard de 65,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance de la Banque s'est établi à 58,2 %, en regard de 56,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

[9] Les attentes de la Banque en matière de croissance des charges s'appuient sur les hypothèses de la Banque à l'égard de certains facteurs, notamment les investissements dans la gestion du risque et les contrôles, le calendrier des investissements des entreprises, les charges de personnel, l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, la majoration de la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants de la provision pour pertes sur créances liée au portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque (« incidence du PCS »), et les gains de productivité et les économies réalisées à la suite de la restructuration. En particulier, pour estimer ses attentes en matière de croissance des charges, la Banque a supposé que les trois facteurs suivants auront le même effet sur les charges rajustées de la Banque pour l'exercice 2025 qu'ils ne l'ont eu sur les charges rajustées de la Banque pour l'exercice 2024 : i) une rémunération variable proportionnelle à la hausse des produits; ii) la conversion des monnaies étrangères; et iii) l'incidence du PCS. À titre de référence, pour le troisième trimestre de 2025, la rémunération variable, la conversion des monnaies étrangères et l'incidence du PCS, ensemble, représentaient environ le quart de l'augmentation de 13 % d'un exercice à l'autre des charges autres que d'intérêts rajustées. Les hypothèses de la Banque sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs dépendants et indépendants de la volonté de la Banque, y compris la précision des prévisions des charges de la Banque relatives aux salaires et avantages du personnel, l'incidence du rendement de l'entreprise sur la rémunération variable, l'inflation, la cadence des initiatives de productivité au sein de l'organisation et les dépenses imprévues, notamment en ce qui concerne les questions juridiques. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document pour plus de renseignements sur les risques et les incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

Impôt sur le résultat

Le taux d'imposition effectif comme présenté de la Banque a été de 21,3 % pour le trimestre considéré, contre 187,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et 8,2 % pour le trimestre précédent. La diminution d'un exercice à l'autre reflète essentiellement l'incidence fiscale de la provision relative au programme de LCBA de la Banque, qui n'est pas déductible, à l'exercice précédent. La hausse d'un trimestre à l'autre reflète surtout l'incidence fiscale du profit à la vente des actions de Schwab au trimestre précédent.

Pour permettre le calcul après impôt du résultat rajusté, la charge d'impôt sur le résultat rajustée est calculée en rajustant les impôts pour chaque élément à noter au moyen du taux d'imposition prévu par la loi de l'entité juridique en question. Le taux d'imposition effectif rajusté correspond à la charge d'impôt sur le résultat rajustée en pourcentage du résultat net rajusté avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté de la Banque a été de 21,9 % pour le trimestre considéré, contre 20,2 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et 20,8 % pour le trimestre précédent. L'augmentation d'un exercice à l'autre reflète essentiellement l'impôt découlant des règles du Pilier 2 et l'incidence de la hausse du résultat avant impôt rajusté. L'augmentation d'un trimestre à l'autre reflète principalement l'incidence de la hausse du résultat avant impôts rajusté au trimestre considéré et un ajustement de nature fiscale au trimestre précédent.

TABLEAU 10 : IMPÔT SUR LE RÉSULTAT – Rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat comme présentée et de la charge d'impôt sur le résultat rajustée

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*					*Neuf mois clos les*		
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Impôt au taux d'imposition canadien prévu par la loi	**1 179 $ 27,8 %**	3 347 $ 27,8 %	118 $ 27,8 %	**5 432 $ 27,8 %**	1 899 $ 27,8 %
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :					
Dividendes reçus	**(3) (0,1)**	(4) –	(3) (0,8)	**(10) (0,1)**	(25) (0,4)
Écarts de taux liés aux activités internationales[1]	**(243) (5,7)**	(2 303) (19,1)	698 165,2	**(2 745) (14,0)**	303 4,4
Divers	**(28) (0,7)**	(55) (0,5)	(19) (4,5)	**(89) (0,5)**	(20) (0,3)
Charge d'impôt sur le résultat et taux d'imposition effectif – comme présentés	**905 $ 21,3 %**	985 8,2 %	794 $ 187,7 %	**2 588 $ 13,2 %**	2 157 $ 31,5 %
Total des rajustements pour les éléments à noter	**180**	(56)	74	**388**	503
Charge d'impôt sur le résultat et taux d'imposition effectif – rajustés	**1 085 $ 21,9 %**	(929) $ 20,8 %	868 $ 20,2 %	**2 976 $ 21,6 %**	2 660 $ 20,4 %

[1] Ces montants tiennent compte des crédits d'impôt ainsi que de la composition des résultats des établissements à l'étranger.

Réforme fiscale internationale – Impôt minimum mondial prévu par le Pilier 2

Le 20 décembre 2021, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié le modèle de règles du Pilier 2 dans le cadre de ses efforts en matière de réforme fiscale internationale. Le modèle de règles du Pilier 2 prévoit la mise en œuvre d'un impôt minimum mondial de 15 % applicable aux grandes entreprises multinationales, dont l'application relève de chaque pays. Les règles du Pilier 2 ont été adoptées au Canada le 20 juin 2024, en vertu du projet de loi C-69, qui inclut la *Loi de l'impôt minimum mondial* mettant en œuvre le modèle de règles du Pilier 2. Des règles similaires ont été adoptées dans d'autres pays où la Banque exerce ses activités et entraîneront le paiement d'impôts supplémentaires dans ces pays. Les règles sont entrées en vigueur pour la Banque le 1er novembre 2024 et ont été mises en œuvre par celle-ci depuis cette date. Auparavant, l'IASB avait publié des modifications à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui instaurent une exception temporaire obligatoire concernant la comptabilisation de l'impôt différé découlant de la mise en œuvre des règles du Pilier 2 ainsi que la communication d'informations à son sujet, exception que la Banque a appliquée. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025, le taux d'imposition effectif de la Banque a augmenté respectivement d'environ 0,4 % et 0,3 % en raison de l'impôt découlant des règles du Pilier 2 (respectivement 0,2 % et 0,3 % pour les trois mois et six mois clos le 30 avril 2025).

SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie mondiale semble toujours vouloir ralentir au cours de l'année civile 2025, le ralentissement de l'élan cyclique étant renforcé par les barrières commerciales. Les droits de douane élevés imposés par les États-Unis sont susceptibles de demeurer sous le gouvernement actuel. Les attentes à l'égard de l'inflation ont augmenté, les droits imposés par les États-Unis devant faire augmenter les prix et complexifier les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui place les banques centrales mondiales dans une position difficile pour évaluer si les pressions inflationnistes qui découlent de ces facteurs sont uniques ou persistantes. Les Services économiques TD s'attendent à d'autres réductions de taux d'intérêt à l'avenir à mesure que les signes de ralentissement des économies mondiales s'accumulent.

L'économie américaine a ralenti au cours du premier semestre de l'année civile 2025. La croissance économique globale a été volatile d'un trimestre à l'autre en raison des fluctuations des importations, les entreprises s'étant empressées d'expédier leurs produits avant l'imposition des droits de douane. Atténuant en quelque sorte cette volatilité, les dépenses de consommation ont ralenti, notamment dans l'ensemble des biens et des services. Les investissements dans la construction résidentielle se sont affaiblis, freinés par les coûts d'emprunt élevés. Les dépenses gouvernementales ont également ralenti, en raison des compressions au niveau fédéral. Les investissements des entreprises ont réussi à renverser la tendance, en grande partie grâce à l'augmentation des dépenses liées à la technologie. Les Services économiques TD prévoient que l'économie américaine progressera à un taux se situant sous les 2 % au cours de l'année civile 2025, avant que la combinaison de réductions d'impôts, de baisses de taux d'intérêt et d'un cadre réglementaire plus favorable aux entreprises ne ramène la croissance à 2 % au cours de l'année civile 2026.

Le dynamisme de l'embauche sur le marché du travail aux États-Unis a faibli, tout comme l'économie dans son ensemble. Le taux de chômage s'est maintenu autour de 4,2 % au cours de la dernière année, la croissance de la population active ayant ralenti en fonction de l'embauche. L'inflation a repris de la vigueur depuis le début de l'année civile 2025, ce qui a amené la Réserve fédérale à maintenir les taux d'intérêt inchangés tandis qu'elle évalue l'incidence de la hausse des droits de douane sur les perspectives d'inflation. Les Services économiques TD s'attendent à ce que, compte tenu de la faiblesse générale de l'économie, la banque centrale des États-Unis reprendra l'assouplissement monétaire, et que le taux des fonds fédéraux soit abaissé à 3,50 %-3,75 % d'ici la fin de l'année civile 2025, un niveau qui demeure restrictif.

La croissance économique au Canada devrait demeurer modeste au cours de l'année civile 2025, l'incidence des droits de douane sur les importations imposés par les États-Unis compensant l'effet de la baisse des coûts d'emprunt. L'incidence de l'incertitude élevée entourant la politique tarifaire a affaibli la confiance des entreprises et des consommateurs à l'égard de l'avenir, ce qui devrait freiner la croissance à court terme. Les Services économiques TD prévoient une contraction de l'économie canadienne au deuxième trimestre de l'année civile 2025 en raison d'une baisse des exportations, avant de voir l'économie reprendre légèrement du galon d'ici la fin de l'année. Ce contexte de faiblesse devrait faire passer le taux de chômage de 6,9 % en juillet à 7,2 % d'ici la fin de l'année (civile). Les Services économiques TD s'attendent également à ce que la croissance démographique ralentisse fortement au cours des prochaines années en raison des nouvelles politiques qui réduisent les niveaux d'immigration.

La banque centrale canadienne a réduit son taux de financement à un jour, pour le porter à 2,75 % en mars 2025, avant de s'arrêter pour évaluer l'incidence des droits de douane imposés par les États-Unis sur les perspectives économiques. Les Services économiques TD s'attendent à ce que la Banque du Canada continue de réduire son taux d'intérêt directeur, de sorte qu'il s'établisse à 2,25 % d'ici la fin de l'année civile 2025. Les inquiétudes à l'égard des perspectives économiques aux États-Unis et des déficits plus importants du gouvernement américain ont affaibli le dollar américain, renforçant le dollar canadien. Les Services économiques TD prévoient que le dollar canadien se négociera dans une fourchette aux alentours de 73 cents américains au cours des prochains trimestres, bien que cela soit probablement influencé par la trajectoire de la politique commerciale américaine.

RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre grands secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Les résultats de chaque secteur reflètent les produits, les charges, les actifs et les passifs du secteur. Le cas échéant, la Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Notre rendement » du présent document, à la section « Aperçu des résultats financiers » du rapport de gestion de 2024 de la Banque et à la note 28 des états financiers consolidés annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2024. À compter du premier trimestre de l'exercice 2025, certains investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle aux États-Unis, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, qui étaient précédemment présentés dans le secteur Siège social, sont maintenant présentés dans le secteur Services de détails aux États-Unis. Les montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

La provision pour pertes sur créances relative aux actifs financiers productifs (étape 1 et étape 2) et dépréciés (étape 3), aux engagements de prêt et aux contrats de garantie financière est comptabilisée dans les secteurs respectifs.

Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur d'un produit non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est ajustée à la valeur équivalente avant impôt. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. La majoration en équivalence fiscale des produits d'intérêts nets et de la charge d'impôt sur le résultat présentée dans le secteur Services bancaires de gros est reprise dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 16 millions de dollars, par rapport à 13 millions de dollars pour le trimestre précédent et à 27 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab. Avant la vente, la Banque comptabilisait sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence et la quote-part du résultat net de sa participation dans Schwab était présentée dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab et la quote-part de la Banque des charges de restructuration et autres charges engagées par Schwab ont été comptabilisés dans le secteur Siège social. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Événements importants ». À compter du troisième trimestre de l'exercice 2025, le secteur Services de détail aux États-Unis ne tient plus compte des contributions de Schwab et, par conséquent, les discussions concernant la performance de ce secteur excluent Schwab.

TABLEAU 11 : SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Produits d'intérêts nets	**4 239 $**	4 023 $	3 994 $	**12 397 $**	11 639 $
Produits autres que d'intérêts	**1 002**	968	1 009	**2 984**	3 087
Total des produits	**5 241**	4 991	5 003	**15 381**	14 726
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	**376**	428	338	**1 263**	1 099
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	**87**	194	97	**343**	226
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**463**	622	435	**1 606**	1 325
Charges autres que d'intérêts	**2 066**	2 052	1 967	**6 204**	5 908
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**759**	649	729	**2 119**	2 097
Résultat net	**1 953 $**	1 668 $	1 872 $	**5 452 $**	5 396 $
Principaux volumes et ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires[1]	**32,5 %**	28,9 %	34,1 %	**31,0 %**	33,9 %
Marge d'intérêts nette (y compris sur les actifs titrisés)[2]	**2,83**	2,82	2,81	**2,82**	2,83
Ratio d'efficience	**39,4**	41,1	39,3	**40,3**	40,1
Nombre de succursales de détail au Canada	**1 054**	1 059	1 060	**1 054**	1 060
Nombre moyen d'équivalents temps plein[3]	**32 698**	32 152	33 401	**32 370**	33 906

[1] Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation était de 11,5 %.

[2] La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets par les actifs productifs d'intérêts moyens. Les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul de la marge d'intérêts nette sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur ces mesures, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

[3] À compter du troisième trimestre de 2025, les activités des centres d'appels, précédemment présentées dans le secteur Siège social, ont été intégrées à leur secteur d'activité respectif, ce qui permet d'assurer le contrôle de bout en bout de l'expérience client. Ce changement touche essentiellement le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Le nombre moyen d'équivalents temps plein a été retraité pour les périodes comparatives.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre s'est établi à 1 953 millions de dollars, en hausse de 81 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des produits, en partie contrebalancée par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances et la hausse des charges autres que d'intérêts. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre s'est élevé à 32,5 %, comparativement à 34,1 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du trimestre se sont établis à 5 241 millions de dollars, une hausse de 238 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 4 239 millions de dollars, en hausse de 245 millions de dollars, ou 6 %, reflétant essentiellement la croissance des volumes. Le volume moyen des prêts a augmenté de 22 milliards de dollars, ou 4 %, témoignant de la croissance de 3 % des prêts aux particuliers et de 6 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 20 milliards de dollars, ou 4 %, reflétant la croissance de 4 % des dépôts de particuliers et de 6 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,83 %, une augmentation de 2 pdb, attribuable principalement à la hausse des marges sur les prêts, en partie contrebalancée par les changements apportés à la composition du bilan reflétant la transition des prêts indexés au taux des acceptations bancaires vers le taux canadien moyen des opérations de pension à un jour (CORRA). Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 1 002 millions de dollars, en baisse de 7 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement la baisse des frais en raison de la transition des prêts indexés au taux des acceptations bancaires vers le taux CORRA à l'exercice précédent, l'incidence connexe étant compensée dans les produits d'intérêts nets.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 463 millions de dollars, en hausse de 28 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 376 millions de dollars, en hausse de 38 millions de dollars, ou 11 %, reflétant essentiellement la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 87 millions de dollars, en baisse de 10 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les provisions relatives aux actifs productifs pour le trimestre considéré reflètent essentiellement des superpositions supplémentaires pour l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit et une mise à jour des prévisions macroéconomiques. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,31 %, en hausse de 1 pdb par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont élevées à 2 066 millions de dollars, en hausse de 99 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement l'accroissement des coûts liés à la technologie et des autres charges d'exploitation.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 39,4 %, par rapport à 39,3 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre s'est établi à 1 953 millions de dollars, en hausse de 285 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant principalement une hausse des produits et une baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par l'augmentation des charges autres que d'intérêts. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 32,5 %, contre 28,9 % pour le trimestre précédent.

Les produits ont augmenté de 250 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 216 millions de dollars, ou 5 %, reflétant principalement l'incidence du nombre de jours plus élevé au troisième trimestre et la croissance des volumes. Le volume moyen des prêts a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 1 %, témoignant de la croissance de 1 % des prêts aux particuliers et de 1 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 4 milliards de dollars, ou 1 %, reflétant la croissance de 1 % des dépôts de particuliers et de 1 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,83 %, une augmentation de 1 pdb attribuable principalement à l'augmentation des marges sur les prêts et les dépôts. À l'aube du quatrième trimestre, bien que de nombreux facteurs puissent avoir une incidence sur les marges, nous continuons de nous attendre à ce que la marge d'intérêts nette demeure relativement stable[10]. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 34 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflet de la croissance des produits tirés des comptes à honoraires.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 463 millions de dollars, en baisse de 159 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 376 millions de dollars, une baisse de 52 millions de dollars, ou 12 %, constatée dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et à la consommation. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 87 millions de dollars, en baisse de 107 millions de dollars. Les provisions relatives aux actifs productifs pour le trimestre considéré reflètent essentiellement des superpositions supplémentaires pour l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit et une mise à jour des prévisions macroéconomiques. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,31 %, en baisse de 13 pdb par rapport à celui du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison surtout du fait que le troisième trimestre comptait plus de jours.

Le ratio d'efficience a été de 39,4 %, contre 41,1 % pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 s'est établi à 5 452 millions de dollars, en hausse de 56 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une hausse des produits, en partie contrebalancée par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances et la hausse des charges autres que d'intérêts. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période a été de 31,0 %, contre 33,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits pour la période ont été de 15 381 millions de dollars, en hausse de 655 millions de dollars, ou 4 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 12 397 millions de dollars, en hausse de 758 millions de dollars, ou 7 %, reflétant essentiellement la croissance des volumes. Le volume moyen des prêts a augmenté de 22 milliards de dollars, ou 4 %, témoignant de la croissance de 3 % des prêts aux particuliers et de 6 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 23 milliards de dollars, ou 5 %, reflétant la croissance de 4 % des dépôts de particuliers et de 7 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,82 %, une diminution de 1 pdb attribuable principalement aux changements apportés à la composition du bilan reflétant la transition des prêts indexés au taux des acceptations bancaires vers le taux CORRA. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 2 984 millions de dollars, en baisse de 103 millions de dollars, ou 3 %, reflétant la baisse des frais en raison de la transition des prêts indexés au taux des acceptations bancaires vers le taux CORRA à l'exercice précédent, l'incidence connexe étant compensée dans les produits d'intérêts nets, le tout en partie contrebalancé par la hausse des produits tirés des comptes à honoraires.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 1 606 millions de dollars, en hausse de 281 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 1 263 millions de dollars, en hausse de 164 millions de dollars, ou 15 %, reflétant essentiellement la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 343 millions de dollars, en hausse de 117 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Les provisions relatives aux actifs productifs pour l'exercice considéré reflètent essentiellement l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit, y compris les superpositions et les mises à jour des prévisions macroéconomiques, ainsi que la croissance des volumes. Le total de la

[10] Les attentes de la Banque à l'égard de la marge d'intérêts nette au quatrième trimestre de 2025 pour le secteur sont fondées sur les hypothèses de la Banque ayant trait à des mesures comme les baisses de taux d'intérêt de la Banque du Canada, la dynamique concurrentielle sur le marché ainsi que les taux de réinvestissement et les profils d'échéance des dépôts, et sont assujetties à des risques et à des incertitudes, notamment ceux qui sont décrits à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2024 et du rapport de gestion du troisième trimestre de 2025 de la Banque.

provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,37 %, en hausse de 6 pdb par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont élevées à 6 204 millions de dollars, en hausse de 296 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des coûts liés à la technologie et des autres charges d'exploitation.

Le ratio d'efficience pour la période a été de 40,3 %, contre 40,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Services de détail aux États-Unis

Mise à jour sur les activités de restructuration du bilan aux États-Unis

La Banque a continué de se concentrer sur la mise en œuvre de ses mesures de restructuration du bilan présentées dans le rapport de gestion de 2024 pour s'assurer de pouvoir continuer de répondre aux besoins financiers des clients aux États-Unis sans dépasser la limite s'appliquant à l'actif total combiné de TD Bank, N.A. et TD Bank USA, N.A. (la « Banque aux États-Unis »).

Au cours du trimestre considéré, la Banque a achevé le repositionnement de son portefeuille de placements aux États-Unis en vendant des titres de placement dégageant un rendement plus faible et en réinvestissant le produit de la vente dans des actifs ayant une composition similaire, mais dégageant un rendement plus élevé. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, la Banque a vendu environ 5,9 milliards de dollars américains d'obligations, ce qui a entraîné une perte de 244 millions de dollars américains avant impôt. Dans l'ensemble, depuis l'annonce des activités de restructuration du bilan aux États-Unis le 10 octobre 2024, la Banque a vendu environ 25 milliards de dollars américains d'obligations de son portefeuille de placements aux États-Unis, entraînant une perte totale de 1,3 milliard de dollars américains avant impôt. La Banque estime que l'avantage découlant de ces ventes sur les produits d'intérêts nets pour l'exercice 2025 devrait s'établir à environ 500 millions de dollars américains avant impôt[11].

La Banque s'attend désormais à réduire les actifs de la Banque aux États-Unis d'un peu plus de 10 % par rapport au niveau des actifs au 30 septembre 2024 en utilisant l'excédent de trésorerie pour rembourser des emprunts et en vendant ou en liquidant certains portefeuilles de prêts américains non évolutifs ou secondaires qui ne cadrent pas avec la stratégie ciblée du secteur Services de détail aux États-Unis ou dont le rendement du capital investi est plus faible. Cette réduction d'actifs ainsi que la diminution naturelle du bilan devraient être en grande partie achevées d'ici la fin de l'exercice 2025 et réduire les produits d'intérêts nets de l'exercice 2025 du secteur Services de détail aux États-Unis d'environ 150 millions de dollars américains avant impôt[12].

Au cours du trimestre, la Banque a affecté le produit tiré de la vente des prêts et des échéances des placements, ainsi que les fonds en caisse, au remboursement d'un montant de 10 milliards de dollars américains d'emprunts à court terme. Les prêts ont été réduits de 4 milliards de dollars américains par suite de la liquidation et de la vente de prêts dans les portefeuilles de prêts américains secondaires. Par conséquent, au 31 juillet 2025, l'actif total combiné de la Banque aux États-Unis s'élevait à 386 milliards de dollars américains. T.D. Bank, N.A. a conclu une entente avec la Banque Toronto-Dominion et certaines de ses sociétés affiliées visant la vente d'environ 5 milliards de dollars américains de prêts commerciaux selon les conditions du marché. À la clôture, ces prêts seront présentés dans le secteur Services bancaires de gros.

Au 30 juin 2025, l'actif total combiné de la Banque aux États-Unis, mesuré conformément à l'ordonnance sur consentement de l'OCC qui utilise la moyenne des soldes au comptant au 31 mars 2025 et au 30 juin 2025, s'élevait à 396 milliards de dollars américains.

En tout, le total des pertes associées aux activités de restructuration du bilan aux États-Unis de la Banque du 10 octobre 2024 au 31 juillet 2025 s'élève à 1 854 millions de dollars américains avant impôt ou à 1 391 millions de dollars américains après impôt. Dans l'ensemble, les mesures de restructuration du bilan de la Banque devraient entraîner une perte pouvant atteindre 1,5 milliard de dollars américains après impôt et avoir une incidence sur les fonds propres[11, 12].

Comme il a été présenté précédemment, outre les réductions d'actifs communiquées le 10 octobre 2024, la Banque a pris la décision stratégique au deuxième trimestre de liquider progressivement les activités de financement offert aux points de vente s'élevant à environ 3 milliards de dollars américains, destinées aux détaillants tiers. Cette décision s'inscrit dans les efforts de la Banque visant à réduire les portefeuilles spécialisés et non évolutifs qui ne cadrent pas avec la stratégie ciblée de la Banque. De plus, dans le cadre de l'examen stratégique de la Banque, le secteur Services de détail aux États-Unis a identifié d'autres prêts qui ne cadrent pas avec sa stratégie ciblée ou dont le rendement du capital investi est plus faible et qui seront réduits au cours de l'exercice 2026 et après.

[11] Le montant prévu de l'avantage au niveau des produits d'intérêts nets est assujetti à des risques et à des incertitudes et est fondé sur des hypothèses concernant des facteurs et des conditions du marché qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque.

[12] Les estimations de la Banque concernant l'incidence sur les produits d'intérêts nets sont fondées sur des hypothèses quant au moment où ces actifs seront vendus ou liquidés. La capacité de la Banque de céder les actifs est assujettie à des risques et à des incertitudes; rien ne garantit que la Banque vendra les actifs selon le calendrier présenté ou obtiendra le prix de vente escompté. La capacité de vendre les actifs dépendra de facteurs et de conditions du marché, et toute vente sera probablement assujettie aux modalités de clôture habituelles, pouvant comprendre des approbations des organismes de réglementation, qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque.

TABLEAU 12 : SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

		Trois mois clos les			*Neuf mois clos les*	
Dollars canadiens	**31 juillet 2025**	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Produits d'intérêts nets – comme présentés	**3 101 $**	3 038 $	2 936 $	**9 203 $**	8 676 $
Produits d'intérêts nets – rajustés[1, 2]	**3 101**	3 074	2 936	**9 239**	8 676
Produits (pertes) autres que d'intérêts – comme présentés	**376**	(445)	616	**(351)**	1 826
Produits autres que d'intérêts – rajustés[1, 3]	**638**	648	616	**1 931**	1 826
Total des produits – comme présenté	**3 477**	2 593	3 552	**8 852**	10 502
Total des produits – rajusté[1, 2, 3]	**3 739**	3 722	3 552	**11 170**	10 502
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	**330**	309	331	**1 168**	1 019
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	**(13)**	133	47	**42**	124
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**317**	442	378	**1 210**	1 143
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	**2 381**	2 338	5 664	**7 099**	10 817
Charges autres que d'intérêts – rajustées[1, 4]	**2 381**	2 338	2 098	**7 099**	6 122
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présenté	**19**	(229)	87	**(402)**	119
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajusté[1]	**85**	53	87	**177**	246
Résultat net des Services de détail aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – comme présenté	**760**	42	(2 577)	**945**	(1 577)
Résultat net des Services de détail aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – rajusté[1]	**956**	889	989	**2 684**	2 991
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab[5, 6]	**–**	78	178	**277**	555
Résultat net des Services de détail aux États-Unis – comme présenté	**760 $**	120 $	(2 399) $	**1 222 $**	(1 022) $
Résultat net des Services de détail aux États-Unis – rajusté[1]	**956**	967	1 167	**2 961**	3 546
Dollars américains					
Produits d'intérêts nets – comme présentés	**2 256 $**	2 136 $	2 144 $	**6 552 $**	6 379 $
Produits d'intérêts nets – rajustés[1, 2]	**2 256**	2 161	2 144	**6 577**	6 379
Produits (pertes) autres que d'intérêts – comme présentés	**276**	(306)	450	**(228)**	1 342
Produits autres que d'intérêts – rajustés[1, 3]	**464**	457	450	**1 375**	1 342
Total des produits – comme présenté	**2 532**	1 830	2 594	**6 324**	7 721
Total des produits – rajusté[1, 2, 3]	**2 720**	2 618	2 594	**7 952**	7 721
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	**240**	216	242	**827**	750
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	**(9)**	95	34	**33**	91
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**231**	311	276	**860**	841
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	**1 732**	1 644	4 133	**5 051**	7 928
Charges autres que d'intérêts – rajustées[1, 4]	**1 732**	1 644	1 533	**5 051**	4 503
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présenté	**15**	(160)	64	**(281)**	89
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajusté[1]	**62**	37	64	**126**	182
Résultat net des Services de détail aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – comme présenté	**554**	35	(1 879)	**694**	(1 137)
Résultat net des Services de détail aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – rajusté[1]	**695**	626	721	**1 915**	2 195
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab[5, 6]	**–**	54	129	**196**	409
Résultat net des Services de détail aux États-Unis – comme présenté	**554 $**	89 $	(1 750) $	**890 $**	(728) $
Résultat net des Services de détail aux États-Unis– rajusté[1]	**695**	680	850	**2 111**	2 604
Principaux volumes et ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des Services de détail aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – comme présenté[7]	**7,1 %**	0,5 %	(25,1) %	**3,0 %**	(5,2) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des Services de détail aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – rajusté[1, 7]	**8,9**	8,3	9,6	**8,2**	10,0
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des Services de détail aux États-Unis – comme présenté[7]	**7,1**	1,1	(20,9)	**3,7**	(3,0)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des Services de détail aux États-Unis – rajusté[1, 7]	**8,9**	8,8	10,2	**8,7**	10,7
Marge d'intérêts nette – comme présentée[1, 8]	**3,19**	3,00	3,02	**3,02**	3,01
Marge d'intérêts nette – rajustée[1, 8]	**3,19**	3,04	3,02	**3,03**	3,01
Ratio d'efficience – comme présenté	**68,4**	89,8	159,3	**79,9**	102,7
Ratio d'efficience – rajusté[1]	**63,7**	62,8	59,1	**63,5**	58,3
Actifs administrés (en milliards de dollars américains)[9]	**46 $**	45 $	41 $	**46 $**	41 $
Actifs gérés (en milliards de dollars américains)[9]	**10**	9	8	**10**	8
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	**1 100**	1 137	1 150	**1 100**	1 150
Nombre moyen d'équivalents temps plein	**28 817**	28 604	27 627	**28 565**	27 855

[1] Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

[2] Les produits d'intérêts nets rajustés excluent l'élément à noter suivant :

i. Restructuration du bilan aux États-Unis (incidence du rééquilibrage des couvertures de prêt avant la conclusion de la vente de prêts correspondants) – deuxième trimestre de 2025 : 36 millions de dollars ou 25 millions de dollars américains (26 millions de dollars après impôt ou 19 millions de dollars américains après impôt); cumul de l'exercice 2025 : 36 millions de dollars ou 25 millions de dollars américains (26 millions de dollars après impôt ou 19 millions de dollars américains après impôt).

[3] Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent l'élément à noter suivant :

i. Restructuration du bilan aux États-Unis – troisième trimestre de 2025 : 262 millions de dollars ou 188 millions de dollars américains (196 millions de dollars après impôt ou 141 millions de dollars américains après impôt); deuxième trimestre de 2025 : 1 093 millions de dollars ou 763 millions de dollars américains (821 millions de dollars après impôt ou 572 millions de dollars américains après impôt); cumul de l'exercice 2025 : 2 282 millions de dollars ou 1 603 millions de dollars américains (1 713 millions de dollars après impôt ou 1 202 millions de dollars américains après impôt).

[4] Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants :

i. Cotisation spéciale de la FDIC – cumul de l'exercice 2024 : 514 millions de dollars ou 375 millions de dollars américains (387 millions de dollars après impôt ou 282 millions de dollars américains après impôt).

ii. Charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque – troisième trimestre de 2024 : 3 566 millions de dollars ou 2 600 millions de dollars américains (avant et après impôt); cumul de l'exercice 2024 : 4 181 millions de dollars ou 3 050 millions de dollars américains (avant et après impôt).

[5] La quote-part de la Banque du résultat de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 de la Banque.

[6] Les montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de TD Ameritrade par Schwab, la quote-part de la Banque des charges de restructuration de Schwab et la quote-part de la Banque de la charge liée à la cotisation spéciale de la FDIC de Schwab ont été comptabilisés dans le secteur Siège social.

[7] Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation était de 11,5 %.

[8] La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets du secteur Services de détail aux États-Unis par les actifs productifs d'intérêts moyens, sans tenir compte de l'incidence liée aux conventions sur les comptes de passage et de l'incidence des dépôts intersociétés et des sûretés sous forme de trésorerie, ce qui, selon la direction, reflète mieux la performance du secteur. En outre, la valeur des produits d'intérêts exonérés d'impôt est rajustée à la valeur équivalente avant impôt. En ce qui a trait aux titres de placement, l'ajustement de réévaluation à la juste valeur est compris dans le calcul des actifs productifs d'intérêts moyens. Les produits d'intérêts nets et les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul sont des mesures financières non conformes aux PCGR. La direction est d'avis que ce mode de calcul reflète mieux le rendement du secteur.

[9] Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab. Avant la vente, la Banque comptabilisait sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence et la quote-part du résultat net de sa participation dans Schwab était présentée dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab et la quote-part de la Banque des charges de restructuration et autres charges engagées par Schwab ont été comptabilisés dans le secteur Siège social. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Événements importants ». À compter du troisième trimestre de l'exercice 2025, le secteur Services de détail aux États-Unis ne tient plus compte des contributions de Schwab et, par conséquent, les discussions concernant la performance de ce secteur excluent Schwab.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Compte non tenu du résultat de Schwab de 178 millions de dollars (129 millions de dollars américains) au troisième trimestre de l'exercice précédent, le résultat net comme présenté des Services de détail aux États-Unis s'est établi à 760 millions de dollars (554 millions de dollars américains), en hausse de 3 337 millions de dollars (2 433 millions de dollars américains) par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque au troisième trimestre de l'exercice précédent et l'augmentation des produits au trimestre considéré, le tout en partie contrebalancé par l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis au trimestre considéré. Le résultat net rajusté des Services de détail aux États-Unis s'est établi à 956 millions de dollars (695 millions de dollars américains), en baisse de 33 millions de dollars (26 millions de dollars américains), ou 3 % (4 % en dollars américains) par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, témoignant essentiellement de la hausse des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, en partie contrebalancée par une augmentation des produits. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté, compte non tenu de Schwab, pour le trimestre a été respectivement de 7,1 % et 8,9 %, contre (25,1) % et 9,6 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits comme présentés pour le trimestre se sont établis à 2 532 millions de dollars américains, une baisse de 62 millions de dollars américains, ou 2 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits pour le trimestre se sont établis à 2 720 millions de dollars américains, en hausse de 126 millions de dollars américains, ou 5 %. Les produits d'intérêts nets comme présentés et rajustés se sont chiffrés à 2 256 millions de dollars américains, en hausse de 112 millions de dollars américains, ou 5 %, en raison principalement de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et de l'augmentation des marges sur les dépôts, en partie contrebalancées par un ajustement au titre des taux des dépôts des clients. La marge d'intérêts nette comme présentée a augmenté de 17 pdb pour s'établir à 3,19 %, en raison de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et de l'augmentation des marges sur les dépôts, en partie contrebalancées par un ajustement au titre des taux des dépôts des clients. Les produits autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 276 millions de dollars américains, en baisse de 174 millions de dollars américains, ou 39 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, témoignant de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, en partie contrebalancée par la croissance des produits tirés des comptes à honoraires. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts se sont établis à 464 millions de dollars américains, en hausse de 14 millions de dollars américains, ou 3 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflet de la croissance des produits tirés des comptes à honoraires.

Le volume moyen des prêts a diminué de 13 milliards de dollars américains, ou 7 %, en regard de celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts aux particuliers ont diminué de 8 % et les prêts aux entreprises, de 6 %, reflet des activités de restructuration du bilan aux États-Unis. Compte non tenu de l'incidence des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation dans le cadre de notre programme de restructuration du bilan aux États-Unis, le volume moyen des prêts a augmenté de 3 milliards de dollars américains, ou 2 %[13, 14]. Le volume moyen des dépôts a diminué de 4 milliards de dollars américains, ou 1 %, reflet d'une baisse de 5 % des dépôts des comptes de passage et d'une baisse de 1 % des dépôts d'entreprises, en partie contrebalancées par une hausse de 1 % des dépôts de particuliers.

Au 31 juillet 2025, les actifs administrés s'élevaient à 46 milliards de dollars américains, en hausse de 5 milliards de dollars américains, ou 12 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, et les actifs gérés s'élevaient à 10 milliards de dollars américains, en hausse de 2 milliards de dollars américains, ou 25 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant dans les deux cas la croissance de l'actif net.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 231 millions de dollars américains, en baisse de 45 millions de dollars américains par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 240 millions de dollars américains, en baisse de 2 millions de dollars américains, témoignant de la baisse des provisions dans les portefeuilles de prêts à la consommation, contrebalancée en grande partie par la migration du crédit dans le portefeuille de prêts aux entreprises. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 9 millions de dollars américains, par rapport à la constitution d'une provision de 34 millions de dollars américains au troisième trimestre de l'exercice précédent. La reprise de provision pour le trimestre considéré reflète essentiellement une mise à jour des prévisions macroéconomiques, en partie contrebalancée par des superpositions supplémentaires pour l'incidence de l'incertitude politique et commerciale. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,52 %, en baisse de 6 pdb par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent.

À compter du premier trimestre de 2025, les charges autres que d'intérêts du secteur Services de détail aux États-Unis comprennent certains investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle aux États-Unis, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, qui étaient précédemment présentés dans le secteur Siège social. Les montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont établies à 1 732 millions de dollars américains, en baisse de 2 401 millions de dollars américains, ou 58 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque au troisième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancée par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, notamment les coûts de 157 millions de dollars américains liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, et par la hausse des charges de personnel au cours du trimestre considéré. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 199 millions de dollars américains, ou 13 %, reflétant l'accroissement des investissements

[13] Les portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation comprennent les activités de financement offert aux points de vente visant les détaillants tiers, les portefeuilles de prêts correspondants, de prêts relatifs aux exportations et aux importations et de services commerciaux aux concessionnaires, ainsi que d'autres portefeuilles secondaires. Volume moyen des prêts pour le troisième trimestre de 2025 : 180 milliards de dollars américains (deuxième trimestre de 2025 : 187 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2025 : 186 milliards de dollars américains; troisième trimestre de 2024 : 193 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2024 : 192 milliards de dollars américains). Volume moyen des prêts pour les portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation pour le troisième trimestre de 2025 : 20 milliards de dollars américains (deuxième trimestre de 2025 : 28 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2025 : 27 milliards de dollars américains; troisième trimestre de 2024 : 36 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2024 : 37 milliards de dollars américains). Volume moyen des prêts compte non tenu des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation pour le troisième trimestre de 2025 : 160 milliards de dollars américains (deuxième trimestre de 2025 : 159 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2025 : 159 milliards de dollars américains; troisième trimestre de 2024 : 157 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2024 : 155 milliards de dollars américains).

[14] Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, et la hausse des charges de personnel.

Le ratio d'efficience comme présenté et le ratio d'efficience rajusté pour le trimestre se sont établis respectivement à 68,4 % et 63,7 %, contre respectivement 159,3 % et 59,1 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Compte non tenu du résultat de Schwab de 78 millions de dollars (54 millions de dollars américains) au trimestre précédent, le résultat net comme présenté des Services de détail aux États-Unis s'est établi à 760 millions de dollars (554 millions de dollars américains), en hausse 718 millions de dollars (519 millions de dollars américains) par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant principalement l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et la baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis. Le résultat net rajusté des Services de détail aux États-Unis s'est établi à 956 millions de dollars (695 millions de dollars américains), en hausse de 67 millions de dollars (69 millions de dollars américains), ou 8 % (11 % en dollars américains), par rapport à celui du trimestre précédent, témoignant essentiellement de la baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par la hausse des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté, compte non tenu de Schwab, pour le trimestre a été respectivement de 7,1 % et 8,9 %, contre 0,5 % et 8,3 % pour le trimestre précédent.

Les produits comme présentés se sont élevés à 2 532 millions de dollars américains, en hausse de 702 millions de dollars américains, ou 38 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Sur une base rajustée, les produits se sont établis à 2 720 millions de dollars américains, en hausse de 102 millions de dollars américains, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets comme présentés se sont chiffrés à 2 256 millions de dollars américains, en hausse de 120 millions de dollars américains, ou 6 %, et les produits d'intérêts nets rajustés ont progressé de 95 millions de dollars, ou 4 %, en raison de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et de l'augmentation des marges sur les dépôts. La marge d'intérêts nette comme présentée s'est établie à 3,19 %, en hausse de 19 pdb, et la marge d'intérêts nette rajustée s'est établie à 3,19 %, en hausse de 15 pdb, en raison de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, de la normalisation des niveaux de liquidités élevés (ce qui a eu une incidence positive de 7 pdb sur la marge d'intérêts nette) et de l'augmentation des marges sur les dépôts. La marge d'intérêts nette devrait augmenter de façon modérée au quatrième trimestre[15]. Les produits autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 276 millions de dollars américains, contre des pertes autres que d'intérêts de 306 millions de dollars américains au trimestre précédent, témoignant de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et de la croissance des produits tirés des comptes à honoraires. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts se sont établis à 464 millions de dollars américains, en hausse de 7 millions de dollars américains, ou 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflet de la croissance des produits tirés des comptes à honoraires.

Le volume moyen des prêts a diminué de 7 milliards de dollars américains, ou 4 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant une baisse de 5 % des prêts aux particuliers et une baisse de 2 % des prêts aux entreprises découlant de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis. Compte non tenu de l'incidence des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation dans le cadre de notre programme de restructuration du bilan aux États-Unis, le volume moyen des prêts a augmenté de 1 milliard de dollars américains, ou 1 %[13, 14]. Le volume moyen des dépôts a diminué de 4 milliards de dollars américains, ou 1 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflet d'une baisse de 3 % des dépôts des comptes de passage et d'une baisse de 2 % des dépôts de particuliers, en partie contrebalancées par une augmentation de 1 % des dépôts d'entreprises.

Au 31 juillet 2025, les actifs administrés s'élevaient à 46 milliards de dollars américains, en hausse de 1 milliard de dollars américains, ou 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les actifs gérés s'élevaient à 10 milliards de dollars américains, en hausse de 1 milliard de dollars américains, ou 11 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 231 millions de dollars américains, en baisse de 80 millions de dollars américains par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 240 millions de dollars américains, en hausse de 24 millions de dollars américains, ou 11 %, reflet essentiellement d'une migration du crédit dans le portefeuille de prêts aux entreprises. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 9 millions de dollars américains, par rapport à la constitution d'une provision de 95 millions de dollars américains au trimestre précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs pour le trimestre considéré reflète essentiellement une mise à jour des prévisions macroéconomiques, en partie contrebalancée par des superpositions supplémentaires pour l'incidence de l'incertitude politique et commerciale. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,52 %, en baisse de 18 pdb par rapport à celle du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établies à 1 732 millions de dollars américains, en hausse de 88 millions de dollars américains, ou 5 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison de l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, notamment les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, et de la hausse des frais juridiques, en partie contrebalancés pas une baisse des charges de personnel.

Le ratio d'efficience comme présenté et le ratio d'efficience rajusté pour le trimestre ont été respectivement de 68,4 % et 63,7 %, contre respectivement 89,8 % et 62,8 %, pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Compte non tenu du résultat de Schwab de 277 millions de dollars (196 millions de dollars américains) pour l'exercice considéré et de 555 millions de dollars (409 millions de dollars américains) pour l'exercice précédent, le résultat net comme présenté des Services de détail aux États-Unis pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 s'est établi à 945 millions de dollars (694 millions de dollars américains), une hausse de 2 522 millions de dollars (1 831 millions de dollars américains), par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et la charge liée à la cotisation spéciale de la FDIC à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que la hausse des produits, le tout en partie contrebalancé par l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et l'augmentation des charges autres que d'intérêts. Le résultat net rajusté des Services de détail aux États-Unis s'est établi à 2 684 millions de dollars (1 915 millions de dollars américains), en baisse de 307 millions de dollars (280 millions de dollars américains), ou 10 % (13 % en dollars américains), reflétant essentiellement la hausse des charges autres que d'intérêts, en partie contrebalancée par la hausse des produits. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté, compte non tenu de Schwab, pour la période a été respectivement de 3,0 % et 8,2 %, contre respectivement (5,2) % et 10,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits comme présentés pour la période ont été de 6 324 millions de dollars américains, en baisse de 1 397 millions de dollars américains, ou 18 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits pour la période ont été de 7 952 millions de dollars

[15] Les attentes de la Banque à l'égard de la marge d'intérêts nette au quatrième trimestre de 2025 pour le secteur sont fondées sur les hypothèses de la Banque concernant les taux d'intérêt, les taux de réinvestissement des dépôts, les niveaux moyens des actifs, la mise en œuvre des possibilités de restructuration prévues et d'autres variables, et sont assujetties à des risques et à des incertitudes, notamment ceux décrits à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document.

américains, en hausse de 231 millions de dollars américains, ou 3 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets comme présentés se sont chiffrés à 6 552 millions de dollars américains, en hausse de 173 millions de dollars américains, ou 3 %, et les produits d'intérêts nets rajustés se sont chiffrés à 6 577 millions de dollars américains, en hausse de 198 millions de dollars américains, ou 3 %, reflétant l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et l'augmentation des marges sur les dépôts. La marge d'intérêts nette comme présentée s'est établie à 3,02 %, en hausse de 1 pdb, et la marge d'intérêts nette rajustée s'est établie à 3,03 %, en hausse de 2 pdb, en raison de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et de l'augmentation des marges sur les dépôts. Les pertes autres que d'intérêts comme présentées se sont établies à 228 millions de dollars américains, par rapport à des produits autres que d'intérêts comme présentés de 1 342 millions de dollars américains pour la période correspondante de l'exercice précédent, témoignant principalement de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, en partie contrebalancée par la croissance des produits tirés des comptes à honoraires. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts se sont établis à 1 375 millions de dollars américains, en hausse de 33 millions de dollars américains, ou 2 %, reflétant essentiellement la croissance des produits tirés des comptes à honoraires.

Le volume moyen des prêts pour la période a diminué de 6 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflet d'une baisse de 4 % des prêts aux entreprises et d'une baisse de 2 % des prêts aux particuliers. Compte non tenu de l'incidence des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation dans le cadre de notre programme de restructuration du bilan, le volume moyen des prêts pour la période a augmenté de 4 milliards de dollars américains, ou 2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent[13, 14]. Le volume moyen des dépôts a diminué de 7 milliards de dollars américains, ou 2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflet d'une baisse de 8 % des dépôts des comptes de passage et d'une baisse de 3 % des dépôts d'entreprises, en partie contrebalancées par une hausse de 2 % des dépôts de particuliers.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 860 millions de dollars américains, soit une hausse de 19 millions de dollars américains par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 827 millions de dollars américains, en hausse de 77 millions de dollars américains, ou 10 %, témoignant en grande partie de la migration du crédit dans le portefeuille de prêts aux entreprises et de l'incidence de l'adoption d'une mise à jour du modèle dans le portefeuille de cartes de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 33 millions de dollars américains, en baisse de 58 millions de dollars américains par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Les provisions relatives aux actifs productifs pour l'exercice considéré reflètent essentiellement l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit, y compris les superpositions et les mises à jour des prévisions macroéconomiques, en partie contrebalancée par la baisse des volumes et l'incidence de l'adoption d'une mise à jour du modèle dans le portefeuille de cartes de crédit. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,63 %, en hausse de 4 pdb par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour la période se sont établies à 5 051 millions de dollars américains, en baisse de 2 877 millions de dollars américains, ou 36 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'incidence des charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, en partie contrebalancée par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, notamment les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, et par la hausse des charges de personnel. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 548 millions de dollars américains, ou 12 %, reflétant l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA, et la hausse des charges de personnel. Pour l'exercice 2026, les charges autres que d'intérêt devraient augmenter d'environ 5 %[16].

Le ratio d'efficience comme présenté et le ratio d'efficience rajusté pour la période se sont établis respectivement à 79,9 % et 63,5 %, contre respectivement 102,7 % et 58,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

THE CHARLES SCHWAB CORPORATION

Pour plus de renseignements sur Schwab, se reporter à la note 7 intitulée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 de la Banque.

[16] Les attentes de la Banque en matière de croissance des charges s'appuient sur des hypothèses à l'égard de certains facteurs, notamment la capacité de la Banque de mener à bien ses initiatives liées à l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris le redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, le calendrier des investissements des entreprises ainsi que les gains de productivité et les économies réalisées à la suite de la restructuration. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2024 de la Banque pour plus de renseignements sur les risques et les incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

TABLEAU 13 : GESTION DE PATRIMOINE ET ASSURANCE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Produits d'intérêts nets	**373 $**	362 $	316 $	**1 104 $**	905 $
Produits autres que d'intérêts	**3 300**	3 141	3 033	**9 670**	8 693
Total des produits	**3 673**	3 503	3 349	**10 774**	9 598
Charges afférentes aux activités d'assurance[1]	**1 563**	1 417	1 669	**4 487**	4 283
Charges autres que d'intérêts	**1 155**	1 131	1 104	**3 459**	3 178
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**252**	248	146	**738**	531
Résultat net	**703 $**	707 $	430 $	**2 090 $**	1 606 $
Principaux volumes et ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**44,7 %**	46,8 %	27,1 %	**44,7 %**	35,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – activités de gestion de patrimoine[2]	**62,4**	57,8	52,6	**60,7**	50,4
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – activités d'assurance	**24,7**	33,5	1,9	**26,4**	18,7
Ratio d'efficience	**31,4**	32,3	33,0	**32,1**	33,1
Ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance[3]	**54,7**	54,2	65,7	**55,0**	59,8
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)[4]	**709 $**	654 $	632 $	**709 $**	632 $
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	**572**	542	523	**572**	523
Nombre moyen d'équivalents temps plein	**15 443**	15 190	15 016	**15 271**	15 272

[1] Comprennent des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes – troisième trimestre de 2025 : 36 millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : 50 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 86 millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : 186 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 203 millions de dollars.

[2] Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au sous-secteur était de 11,5 %.

[3] Le ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance, est calculé en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des produits, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance. Total des produits, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance – troisième trimestre de 2025 : 2 110 millions de dollars; deuxième trimestre de 2025 : 2 086 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 6 287 millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : 1 680 millions de dollars, cumul de l'exercice 2024 : 5 315 millions de dollars. Le total des produits, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance, est une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section » Glossaire » du présent document.

[4] Comprennent les actifs administrés par Services d'investissement TD Inc., qui fait partie du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour le trimestre s'est établi à 703 millions de dollars, en hausse de 273 millions de dollars, ou 63 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant le résultat net lié aux activités de gestion de patrimoine de 521 millions de dollars, en hausse de 106 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, et le résultat net lié aux activités d'assurance de 182 millions de dollars, en hausse de 167 millions de dollars par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre s'est élevé à 44,7 %, comparativement à 27,1 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités de gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 62,4 %, contre 52,6 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent, et le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités d'assurance pour le trimestre a été de 24,7 %, contre 1,9 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du trimestre se sont établis à 3 673 millions de dollars, une hausse de 324 millions de dollars, ou 10 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 3 300 millions de dollars, en hausse de 267 millions de dollars, ou 9 %, du fait de la hausse des primes d'assurance, de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires et de la progression des produits tirés des transactions. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 373 millions de dollars, en hausse de 57 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse des volumes et des marges sur les dépôts.

Au 31 juillet 2025, les actifs administrés s'élevaient à 709 milliards de dollars, en hausse de 77 milliards de dollars, ou 12 %, et les actifs gérés s'établissaient à 572 milliards de dollars, en hausse de 49 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant dans les deux cas l'appréciation des marchés et la croissance de l'actif net.

Les charges afférentes aux activités d'assurance pour le trimestre se sont établies à 1 563 millions de dollars, une baisse de 106 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, témoignant essentiellement d'une diminution des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établies à 1 155 millions de dollars, en hausse de 51 millions de dollars, ou 5 %, en regard de celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la hausse des produits et d'une hausse des investissements en technologie, en partie contrebalancées par les provisions liées aux litiges à l'exercice précédent.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 31,4 %, par rapport à 33,0 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance s'est établi à 54,7 % pour le trimestre, par rapport à 65,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour le trimestre s'est établi à 703 millions de dollars, demeurant relativement stable par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant le résultat net lié aux activités de gestion de patrimoine de 521 millions de dollars, en hausse de 41 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui du trimestre précédent, et le résultat net lié aux activités d'assurance de 182 millions de dollars, en baisse de 45 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 44,7 %, contre 46,8 % au trimestre précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités de gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 62,4 %, contre 57,8 % au trimestre précédent, et le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités d'assurance pour le trimestre a été de 24,7 %, contre 33,5 % au trimestre précédent.

Les produits ont augmenté de 170 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du trimestre précédent. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 159 millions de dollars, ou 5 %, du fait de la hausse des primes d'assurance et de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 11 millions de dollars, ou 3 %, reflétant l'incidence des jours supplémentaires au troisième trimestre et la hausse des volumes de dépôts.

Les actifs administrés ont augmenté de 55 milliards de dollars, ou 8 %, et les actifs gérés ont augmenté de 30 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant dans les deux cas l'appréciation des marchés.

Les charges afférentes aux activités d'assurance pour le trimestre ont augmenté de 146 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à celles du trimestre précédent, du fait principalement du caractère saisonnier des sinistres.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établies à 1 155 millions de dollars, en hausse de 24 millions de dollars, ou 2 %, en regard de celles du trimestre précédent, en raison surtout d'une hausse de la rémunération variable.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 31,4 %, par rapport à 32,3 % au trimestre précédent. Le ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance s'est établi à 54,7 % pour le trimestre, par rapport à 54,2 % pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 s'est établi à 2 090 millions de dollars, en hausse de 484 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant le résultat net lié aux activités de gestion de patrimoine de 1 513 millions de dollars, en hausse de 325 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, et le résultat net lié aux activités d'assurance de 577 millions de dollars, en hausse de 159 millions de dollars, ou 38 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période a été de 44,7 %, contre 35,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités de gestion de patrimoine pour la période a été de 60,7 %, contre 50,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, et le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités d'assurance pour la période a été de 26,4 %, contre 18,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits pour la période ont été de 10 774 millions de dollars, en hausse de 1 176 millions de dollars, ou 12 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 977 millions de dollars, ou 11 %, du fait de la hausse des primes d'assurance, de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires et de la progression des produits tirés des transactions. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 199 millions de dollars, ou 22 %, reflétant une hausse des volumes et des marges sur les dépôts.

Les charges afférentes aux activités d'assurance se sont établies à 4 487 millions de dollars, une hausse de 204 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'accroissement de la gravité des sinistres, contrebalancée en partie par la baisse des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 3 459 millions de dollars, en hausse de 281 millions de dollars, ou 9 %, en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la hausse des produits et d'une hausse des investissements en technologie, en partie contrebalancées par les provisions liées aux litiges à l'exercice précédent.

Le ratio d'efficience pour la période a été de 32,1 %, contre 33,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance pour la période a été de 55,0 %, contre 59,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

TABLEAU 14 : SERVICES BANCAIRES DE GROS[1]

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Produits (pertes) d'intérêts nets (équivalence fiscale)	**110 $**	45 $	(26) $	**48 $**	361 $
Produits autres que d'intérêts	**1 953**	2 084	1 821	**6 144**	5 154
Total des produits	**2 063**	2 129	1 795	**6 192**	5 515
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	**63**	61	109	**157**	113
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	**8**	62	9	**109**	70
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**71**	123	118	**266**	183
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	**1 493**	1 461	1 310	**4 489**	4 240
Charges autres que d'intérêts – rajustées[1, 2]	**1 461**	1 427	1 232	**4 371**	3 943
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (équivalence fiscale) – comme présenté	**101**	126	50	**321**	209
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (équivalence fiscale) – rajusté[1]	**108**	134	68	**347**	273
Résultat net – comme présenté	**398 $**	419 $	317 $	**1 116 $**	883 $
Résultat net – rajusté[1]	**423**	445	377	**1 208**	1 116
Principaux volumes et ratios					
Produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale)[3]	**873 $**	856 $	726 $	**2 633 $**	2 149 $
Moyenne brute du portefeuille de prêts (en milliards de dollars canadiens)[4]	**96,8**	103,1	97,4	**100,3**	96,6
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté[5]	**9,3 %**	10,2 %	7,8 %	**9,0 %**	7,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté[1, 5]	**9,9**	10,9	9,4	**9,7**	9,4
Ratio d'efficience – comme présenté	**72,4**	68,6	73,0	**72,5**	76,9
Ratio d'efficience – rajusté[1]	**70,8**	67,0	68,6	**70,6**	71,5
Nombre moyen d'équivalents temps plein	**7 342**	6 970	7 018	**7 078**	7 065

[1] Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

[2] Les charges autres que d'intérêts rajustées ne tiennent pas compte des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de Cowen – troisième trimestre de 2025 : 32 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt); deuxième trimestre de 2025 : 34 millions de dollars (26 millions de dollars après impôt); cumul de l'exercice 2025 : 118 millions de dollars (92 millions de dollars après impôt); troisième trimestre de 2024 : 78 millions de dollars (60 millions de dollars après impôt); cumul de l'exercice 2024 : 297 millions de dollars (233 millions de dollars après impôt).

[3] Comprennent des produits (pertes) d'intérêts nets en équivalence fiscale de (231) millions de dollars (deuxième trimestre de 2025 : (272) millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : (907) millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : (332) millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : (504) millions de dollars), et des produits (pertes) de négociation de 1 104 millions de dollars (deuxième trimestre de 2025 : 1 128 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 3 540 millions de dollars; troisième trimestre de 2024 : 1 058 millions de dollars; cumul de l'exercice 2024 : 2 653 millions de dollars). Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section » Glossaire » du présent document.

[4] Comprend les prêts bruts et les acceptations bancaires liés au secteur Services bancaires de gros, compte non tenu des lettres de crédit, des garanties sous forme de trésorerie, des swaps sur défaillance de crédit et de la provision pour pertes sur créances.

[5] Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation était de 11,5 %.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net comme présenté du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre s'est établi à 398 millions de dollars, en hausse de 81 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des produits et une diminution de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par des augmentations des charges autres que d'intérêts et de l'impôt sur le résultat. Sur une base rajustée, le résultat net s'est établi à 423 millions de dollars, en hausse de 46 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du trimestre se sont établis à 2 063 millions de dollars, une hausse de 268 millions de dollars, ou 15 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse des produits reflète essentiellement l'augmentation des produits liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe et la hausse des honoraires de prise ferme.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 71 millions de dollars, en baisse de 47 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a totalisé 63 millions de dollars, en baisse de 46 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant le ralentissement de la migration du crédit au trimestre considéré. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 8 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont établies à 1 493 millions de dollars, en hausse de 183 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des coûts liés à la technologie et au service à la clientèle, une augmentation de la rémunération variable et la hausse des dépenses consacrées aux projets réglementaires et de croissance des activités, le tout en partie contrebalancé par la baisse des charges d'acquisition et d'intégration. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 461 millions de dollars, en hausse de 229 millions de dollars, ou 19 %.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Le résultat net comme présenté du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre a été de 398 millions de dollars, en baisse de 21 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant principalement une diminution des produits et une augmentation des charges autres que d'intérêts, en partie contrebalancées par les baisses de la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat. Sur une base rajustée, le résultat net s'est établi à 423 millions de dollars, en baisse de 22 millions de dollars, ou 5 %.

Les produits pour le trimestre ont diminué de 66 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. La baisse des produits s'explique principalement par la diminution des honoraires de prise ferme, notamment ceux associés à la vente des actions de Schwab comptabilisés au trimestre précédent, en partie contrebalancée par l'augmentation des honoraires de services-conseils et la variation nette de la juste valeur du portefeuille de placements en actions.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 71 millions de dollars, en baisse de 52 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a totalisé 63 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, en raison essentiellement de quelques dépréciations dans divers secteurs. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a totalisé 8 millions de dollars, en baisse de 54 millions de dollars, témoignant en grande partie de la constitution d'une provision pour pertes sur créances relatives aux actifs productifs moins élevée pour prendre en compte l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre ont augmenté de 32 millions de dollars, ou 2 %, en regard de celles du trimestre précédent, en raison surtout d'une hausse des charges d'exploitation et de l'augmentation de la rémunération variable, en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 34 millions de dollars, ou 2 %.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net comme présenté du secteur Services bancaires de gros pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 s'est établi à 1 116 millions de dollars, en hausse de 233 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des produits, en partie contrebalancée par des augmentations des charges autres que d'intérêts, de l'impôt sur le résultat et de la provision pour pertes sur créances. Sur une base rajustée, le résultat net s'est établi à 1 208 millions de dollars, en hausse de 92 millions de dollars, ou 8 %.

Les produits pour la période ont été de 6 192 millions de dollars, en hausse de 677 millions de dollars, ou 12 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits s'explique principalement par les augmentations des produits liés aux activités de négociation et des honoraires de prise ferme, notamment ceux associés à la vente des actions de Schwab, en partie contrebalancées par la variation nette de la juste valeur des engagements de souscription de prêts et la diminution des honoraires de services-conseils.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 266 millions de dollars, en hausse de 83 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a totalisé 157 millions de dollars, en hausse de 44 millions de dollars, en raison essentiellement de quelques dépréciations dans divers secteurs. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 109 millions de dollars, en hausse de 39 millions de dollars. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs pour l'exercice considéré reflète principalement l'incidence de l'incertitude politique et commerciale sur le crédit, y compris les superpositions et les mises à jour des prévisions macroéconomiques.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées se sont établies à 4 489 millions de dollars, en hausse de 249 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des coûts liés au service à la clientèle et à la technologie, les charges liées au volume, une augmentation de la rémunération variable, la hausse des dépenses consacrées aux projets réglementaires et de croissance des activités, ainsi que l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancées par la baisse des charges d'acquisition et d'intégration, et l'incidence d'une provision pour les questions réglementaires relatives à la tenue de registres et aux activités de négociation aux États-Unis comptabilisée au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 4 371 millions de dollars, en hausse de 428 millions de dollars, ou 11 %.

TABLEAU 15 : SIÈGE SOCIAL

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Résultat net – comme présenté	**(478) $**	8 215 $	(401) $	**7 378 $**	(1 656) $
Rajustements pour les éléments à noter					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	**33**	43	64	**137**	230
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab	**–**	–	21	**–**	74
Quote-part des charges de restructuration et autres charges liées à la participation dans Schwab	**–**	–	–	**–**	49
Charges de restructuration	**333**	163	110	**496**	566
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN	**55**	47	62	**156**	183
Profit à la vente des actions de Schwab	**–**	(8 975)	–	**(8 975)**	–
Provision liée à une affaire civile	**–**	–	–	**–**	274
Moins : incidence de l'impôt sur le résultat	**107**	(346)	56	**(217)**	312
Résultat net – rajusté[1]	**(164) $**	(161) $	(200) $	**(591) $**	(592) $
Ventilation des éléments inclus dans le résultat net – rajusté					
Charges nettes du Siège social[2]	**(477) $**	(431) $	(302) $	**(1 278) $**	(857) $
Autres	**313**	270	102	**687**	265
Résultat net – rajusté[1]	**(164) $**	(161) $	(200) $	**(591) $**	(592) $
Principaux volumes					
Nombre moyen d'équivalents temps plein[3]	**18 725**	18 356	17 816	**18 293**	18 092

[1] Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

[2] Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

[3] À compter du troisième trimestre de 2025, les activités des centres d'appels, précédemment présentées dans le secteur Siège social, ont été intégrées à leur secteur d'activité respectif, ce qui permet d'assurer un contrôle de bout en bout de l'expérience client. Ce changement touche essentiellement le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Le nombre moyen d'équivalents temps plein a été retraité pour les périodes comparatives.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 478 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 401 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse de la perte nette reflète principalement l'augmentation des charges nettes du Siège social et la hausse des charges de restructuration, en partie contrebalancées par la hausse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan au trimestre considéré. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 175 millions de dollars par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des coûts liés à l'infrastructure de gouvernance et de contrôle. La perte nette rajustée pour le trimestre s'est élevée à 164 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 200 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 478 millions de dollars, en comparaison d'un résultat net comme présenté de 8 215 millions de dollars pour le trimestre précédent. La baisse d'un trimestre à l'autre reflète principalement le profit à la vente des actions de Schwab au trimestre précédent et l'augmentation des charges de restructuration au trimestre considéré. La perte nette rajustée pour le trimestre s'est élevée à 164 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 161 millions de dollars au trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2025 par rapport au T3 2024

Le résultat net comme présenté du secteur Siège social pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 s'est établi à 7 378 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 1 656 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation d'une période à l'autre reflète principalement le profit à la vente des actions de Schwab et la hausse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan, en partie contrebalancés par la hausse des charges nettes du Siège social pour la période considérée. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 421 millions de dollars par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des coûts liés à l'infrastructure de gouvernance et de contrôle. La perte nette rajustée pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 s'est élevée à 591 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 592 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Banque.

TABLEAU 16 : RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*							
	2025				2024		2023	
	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.
Produits d'intérêts nets	**8 526**	$ 8 125	$ 7 866	$ 7 940	$ 7 579	$ 7 465	$ 7 488	$ 7 494
Produits autres que d'intérêts	**6 771**	14 812	6 183	7 574	6 597	6 354	6 226	5 684
Total des produits	**15 297**	22 937	14 049	15 514	14 176	13 819	13 714	13 178
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**971**	1 341	1 212	1 109	1 072	1 071	1 001	878
Charges afférentes aux activités d'assurance	**1 563**	1 417	1 507	2 364	1 669	1 248	1 366	1 346
Charges autres que d'intérêts	**8 522**	8 139	8 070	8 050	11 012	8 401	8 030	7 628
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**905**	985	698	534	794	729	634	616
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	**–**	74	231	178	190	194	141	156
Résultat net – comme présenté	**3 336**	11 129	2 793	3 635	(181)	2 564	2 824	2 866
Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt[1]								
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	**33**	43	61	60	64	72	94	92
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab	**–**	–	–	35	21	21	32	31
Quote-part des charges de restructuration et des autres charges liées à la participation dans Schwab	**–**	–	–	–	–	–	49	35
Charges de restructuration	**333**	163	–	–	110	165	291	363
Charges d'acquisition et d'intégration	**32**	34	52	82	78	102	117	197
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN	**55**	47	54	59	62	64	57	64
Profit à la vente des actions de Schwab	**–**	(8 975)	–	(1 022)	–	–	–	–
Restructuration du bilan aux États-Unis	**262**	1 129	927	311	–	–	–	–
Questions relatives aux taxes indirectes[2, 3]	**–**	–	–	226	–	–	–	–
Provision relative à une affaire civile	**–**	–	–	–	–	274	–	–
Cotisation spéciale de la FDIC	**–**	–	–	(72)	–	103	411	–
Résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque	**–**	–	–	52	3 566	615	–	–
Total des rajustements pour les éléments à noter, avant impôt[1]	**715**	(7 559)	1 094	(269)	3 901	1 416	1 051	782
Moins : incidence de l'impôt sur le résultat	**180**	(56)	264	161	74	191	238	163
Résultat net – rajusté[1]	**3 871**	3 626	3 623	3 205	3 646	3 789	3 637	3 485
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	**88**	200	86	193	69	190	74	196
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté[1]	**3 783**	$ 3 426	$ 3 537	$ 3 012	$ 3 577	$ 3 599	$ 3 563	$ 3 289
(en dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Résultat de base par action								
Comme présenté	**1,89**	$ 6,28	$ 1,55	$ 1,97	$ (0,14)	$ 1,35	$ 1,55	$ 1,48
Rajusté[1]	**2,20**	1,97	2,02	1,72	2,05	2,04	2,01	1,82
Résultat dilué par action								
Comme présenté	**1,89**	6,27	1,55	1,97	(0,14)	1,35	1,55	1,48
Rajusté[1]	**2,20**	1,97	2,02	1,72	2,05	2,04	2,00	1,82
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté	**11,3**	% 39,1	% 10,1	% 13,4	% (1,0)	% 9,5	% 10,9	% 10,5
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté[1]	**13,2**	12,3	13,2	11,7	14,1	14,5	14,1	12,9
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Actif total moyen	**2 112**	$ 2 156	$ 2 063	$ 2 035	$ 1 968	$ 1 938	$ 1 934	$ 1 910
Actifs productifs d'intérêts moyens[4]	**1 855**	1 894	1 883	1 835	1 778	1 754	1 729	1 715
Marge d'intérêts nette – comme présentée	**1,82**	% 1,76	% 1,66	% 1,72	% 1,70	% 1,73	% 1,72	% 1,73
Marge d'intérêts nette – rajustée[1]	**1,83**	1,78	1,67	1,74	1,71	1,75	1,74	1,75

[1] Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter à la section « Événements importants », et au tableau « Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté » de la section « Notre rendement » du présent document.

[2] Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent l'incidence des questions relatives aux taxes indirectes, présentée dans le secteur Siège social.

[3] Les produits d'intérêts nets rajustés excluent l'incidence des questions relatives aux taxes indirectes, présentée dans le secteur Siège social.

[4] Les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul de la marge d'intérêts nette sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur ces mesures, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

REVUE DU BILAN

TABLEAU 17 : PRINCIPALES DONNÉES DES BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en millions de dollars canadiens)		*Aux*
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	**121 140 $**	176 367 $
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	**205 679**	175 770
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	**6 369**	5 869
Dérivés	**75 950**	78 061
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	**6 576**	6 417
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**122 894**	93 897
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	**245 525**	271 615
Valeurs mobilières prises en pension	**228 280**	208 217
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	**936 090**	949 549
Participation dans Schwab	**–**	9 024
Autres	**86 659**	86 965
Total de l'actif	**2 035 162 $**	2 061 751 $
Passif		
Dépôts détenus à des fins de transaction	**33 102 $**	30 412 $
Dérivés	**72 030**	68 368
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	**194 626**	207 914
Dépôts	**1 256 922**	1 268 680
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	**207 858**	201 900
Billets et débentures subordonnés	**10 496**	11 473
Autres	**134 734**	157 844
Total du passif	**1 909 768**	1 946 591
Total des capitaux propres	**125 394**	115 160
Total du passif et des capitaux propres	**2 035 162 $**	2 061 751 $

Le **total de l'actif** s'établissait à 2 035 milliards de dollars au 31 juillet 2025, soit 27 milliards de dollars de moins qu'au 31 octobre 2024. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de la dépréciation du dollar canadien a entraîné une diminution de 4 milliards de dollars du total de l'actif.

La diminution du total de l'actif est attribuable à des baisses de 55 milliards de dollars de la trésorerie et des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, de 26 milliards de dollars des titres de créance au coût amorti, de 14 milliards de dollars des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts), de 9 milliards de dollars de la participation dans Schwab et de 2 milliards de dollars des actifs dérivés. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par des augmentations de 30 milliards de dollars des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction, de 29 milliards de dollars des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et de 20 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension.

La **trésorerie et** les **dépôts productifs d'intérêts auprès des banques** ont diminué de 55 milliards de dollars, reflétant surtout les activités de gestion de la trésorerie au Canada et la diminution des liquidités excédentaires du fait des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, en partie contrebalancées par le produit tiré de la vente de la participation dans Schwab.

Les **prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction** ont augmenté de 30 milliards de dollars principalement du fait de la hausse des marchandises détenues à des fins de transaction, des titres de capitaux propres, des titres du gouvernement détenus à des fins de transaction et des créances hypothécaires titrisées.

Les **actifs dérivés** ont diminué de 2 milliards de dollars, reflétant principalement les variations de la réévaluation à la valeur du marché des contrats de taux d'intérêt, en partie contrebalancées par une augmentation des dérivés d'actions.

Les **actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** ont augmenté de 29 milliards de dollars en raison de nouveaux placements, essentiellement dans des titres du gouvernement, en partie contrebalancés par les échéances et les ventes.

Les **titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances**, ont diminué de 26 milliards de dollars, reflétant surtout les échéances et les ventes du fait des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, en partie contrebalancées par de nouveaux placements.

Les **valeurs mobilières prises en pension** ont augmenté de 20 milliards de dollars, reflétant essentiellement une hausse des volumes.

Les **prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts**, ont diminué de 14 milliards de dollars, reflétant surtout l'incidence de la déconsolidation des conduits de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) aux États-Unis, la vente des prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis (prêts correspondants) du fait des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout en partie contrebalancé par la croissance des volumes des prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers.

La **participation dans Schwab** a diminué de 9 milliards de dollars, reflétant la vente, le 12 février 2025, de la totalité de la participation en actions restante dans Schwab.

Le **total du passif** s'établissait à 1 910 milliards de dollars au 31 juillet 2025, soit 37 milliards de dollars de moins qu'au 31 octobre 2024. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de la dépréciation du dollar canadien a entraîné une diminution de 4 milliards de dollars du total du passif.

La diminution du total du passif est attribuable à des diminutions de 23 milliards de dollars des autres passifs, de 13 milliards de dollars des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), de 12 milliards de dollars des dépôts et de 1 milliard de dollars des billets et débentures subordonnés. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par des augmentations de 6 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension, de 3 milliards de dollars des passifs dérivés et de 3 milliards de dollars des dépôts détenus à des fins de transaction.

Les **dépôts détenus à des fins de transaction** ont augmenté de 3 milliards de dollars en raison surtout de nouvelles émissions.

Les **passifs dérivés** ont augmenté de 3 milliards de dollars, reflétant principalement les variations de la réévaluation à la valeur du marché des dérivés d'actions et des contrats de change, en partie contrebalancées par une diminution des contrats de taux d'intérêt.

Les **passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net** ont diminué de 13 milliards de dollars en raison surtout des échéances, en partie contrebalancées par les nouvelles émissions.

Les **dépôts** ont diminué de 12 milliards de dollars en raison principalement de la diminution des volumes des dépôts des banques, y compris la hausse des paiements des avances à la Federal Home Loan Bank (FHLB), et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancées par la hausse des volumes de dépôts de particuliers, d'entreprises et de gouvernements.

Les **obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension** ont augmenté de 6 milliards de dollars en raison principalement d'une hausse des volumes.

Les **billets et débentures subordonnés** ont diminué de 1 milliard de dollars en raison surtout des rachats, en partie contrebalancés par les nouvelles émissions.

Les **autres passifs** ont diminué de 23 milliards de dollars, reflétant principalement l'incidence de la déconsolidation des conduits de PCAA aux États-Unis, une diminution des montants à payer aux courtiers et aux clients découlant de la baisse des volumes de transactions non réglées, et une baisse de la provision relative aux enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque par suite des paiements.

Les **capitaux propres** s'établissaient à 125 milliards de dollars au 31 juillet 2025, soit 10 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2024. L'augmentation reflète principalement une hausse des résultats non distribués et des profits comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. L'augmentation des résultats non distribués est due à la hausse du résultat attribuable à la vente de la participation dans Schwab. La hausse du cumul des autres éléments du résultat global est principalement attribuable aux profits sur les couvertures de flux de trésorerie et à la quote-part de la Banque des autres éléments du résultat global découlant de la participation dans Schwab.

QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2025 par rapport au T3 2024

Les prêts douteux bruts atteignaient 5 334 millions de dollars au 31 juillet 2025, en hausse de 1 164 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux bruts du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté de 188 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison des créances générées, dont le nombre a dépassé celui des résolutions, dans les portefeuilles de prêts à la consommation. Les prêts douteux bruts du secteur Services de détail aux États-Unis ont augmenté de 596 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant les créances générées, dont le nombre a dépassé celui des résolutions, dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et à la consommation, et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Les prêts douteux bruts du secteur Services bancaires de gros ont augmenté de 381 millions de dollars par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison de la migration du crédit découlant de quelques dépréciations dans divers secteurs. Les prêts douteux nets atteignaient 3 672 millions de dollars au 31 juillet 2025, en hausse de 767 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent.

La provision pour pertes sur créances de 9 705 millions de dollars au 31 juillet 2025 comprenait une provision pour pertes sur prêts douteux à l'étape 3 de 1 671 millions de dollars, une provision à l'étape 2 de 4 849 millions de dollars et une provision à l'étape 1 de 3 181 millions de dollars ainsi qu'une provision relative aux titres de créance de 4 millions de dollars. Les provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 sont pour les prêts productifs et les instruments hors bilan.

La provision pour pertes sur prêts à l'étape 3 a augmenté de 393 millions de dollars, ou 31 %, reflétant la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements et à la consommation. Les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 ont augmenté de 474 millions de dollars, ou 6 %, reflétant la constitution d'une provision liée à l'incertitude politique et commerciale élevée. La variation de la provision comprend une diminution de 1 million de dollars attribuable à la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.

Les informations prospectives, y compris les variables macroéconomiques réputées être prédictives des pertes de crédit attendues selon l'expérience de la Banque, sont utilisées pour déterminer les scénarios de pertes de crédit attendues et les pondérations probabilistes connexes afin d'établir les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Chaque trimestre, l'ensemble des variables macroéconomiques de base prévues sont mises à jour, donnant lieu à de nouveaux scénarios macroéconomiques optimistes et pessimistes. Les pondérations probabilistes appliquées à chaque scénario de pertes de crédit attendues sont également passées en revue chaque trimestre et mises à jour, au besoin, dans le cadre du processus de gouvernance de la Banque à l'égard des pertes de crédit attendues. Par suite des revues périodiques et des mises à jour trimestrielles, la provision pour pertes sur créances pourrait être revue afin de tenir compte des mises à jour des estimations de pertes calculées en fonction des pertes récentes de la Banque et de ses opinions prospectives. La Banque passe régulièrement en revue la méthode employée et a effectué des évaluations quantitatives et qualitatives supplémentaires au niveau du portefeuille et des prêts pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante. Pour plus de renseignements sur les informations prospectives, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 de la Banque.

La provision pour pertes sur créances fondées sur des pondérations probabilistes reflète les opinions prospectives de la Banque. Dans la mesure où certaines répercussions anticipées ne peuvent pas être totalement intégrées dans les modèles quantitatifs, la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer le montant des pertes de crédit attendues, y compris pour les risques associés à l'incertitude élevée en matière de politique et de commerce, et ces ajustements seront mis à jour dans les trimestres à venir au fur et à mesure que de nouvelles informations seront obtenues. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 de la Banque.

La Banque établit des provisions pour pertes sur créances attendues à l'égard des titres de créance évalués au coût amorti ou à la JVAERG. La Banque détient pour 365 milliards de dollars de ces titres de créance. Tous ces titres sont considérés comme étant productifs (étape 1 et étape 2) et aucun n'est considéré comme étant déprécié (étape 3). La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance au coût amorti s'établissait à 2 millions de dollars et celle à

l'égard des titres de créance à la JVAERG à 2 millions de dollars, pour un montant total de 4 millions de dollars, soit un montant stable par rapport à celui au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2025 par rapport au T2 2025

Les prêts douteux bruts ont augmenté de 468 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des nouvelles créances générées, dont le nombre a dépassé celui des résolutions dans le secteur Services bancaires de gros et des portefeuilles de prêts aux entreprises aux États-Unis. Les prêts douteux, déduction faite de la provision, ont augmenté de 434 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

La provision pour pertes sur créances de 9 705 millions de dollars au 31 juillet 2025 comprenait une provision pour pertes sur prêts douteux à l'étape 3 de 1 671 millions de dollars, une provision à l'étape 2 de 4 849 millions de dollars et une provision à l'étape 1 de 3 181 millions de dollars ainsi qu'une provision relative aux titres de créance de 4 millions de dollars. Les provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 sont pour les prêts productifs et les instruments hors bilan. La provision pour pertes sur prêts à l'étape 3 a augmenté de 39 millions de dollars, ou 2 % par rapport à celle du trimestre précédent, reflétant la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 ont augmenté de 78 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant la constitution d'une nouvelle provision liée à l'incertitude politique et commerciale élevée.

La provision relative aux titres de créance a diminué de 1 million de dollars par rapport à celle du trimestre précédent.

Pour plus de renseignements sur les prêts, les prêts douteux, la provision pour pertes sur créances et sur l'utilisation par la Banque des informations prospectives et des variables macroéconomiques pour déterminer sa provision pour pertes sur créances, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 de la Banque.

TABLEAU 18 : VARIATIONS DES PRÊTS DOUTEUX BRUTS ET DES ACCEPTATIONS[1, 2]

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*			*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	31 juillet **2025**	31 juillet 2024
Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements					
Prêts douteux au début de la période	**4 866 $**	5 453 $	3 895 $	**4 949 $**	3 299 $
Classés comme douteux au cours de la période	**2 433**	2 031	2 056	**6 896**	5 998
Transférés dans les prêts productifs au cours de la période	**(331)**	(451)	(264)	**(1 109)**	(840)
Remboursements nets	**(595)**	(688)	(541)	**(1 815)**	(1 314)
Cessions de prêts	**(18)**	–	–	**(65)**	(10)
Montants radiés	**(1 045)**	(1 315)	(979)	**(3 504)**	(2 976)
Variations de change et autres variations	**24**	(164)	3	**(18)**	13
Prêts douteux à la fin de la période	**5 334 $**	4 866 $	4 170 $	**5 334 $**	4 170 $

[1] Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.
[2] Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

TABLEAU 19 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (AU BILAN)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)			*Aux*
	31 juillet **2025**	30 avril 2025	31 juillet 2024
Provision pour pertes sur prêts au titre des prêts au bilan			
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 1	**2 732 $**	2 645 $	2 481 $
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 2	**4 288**	4 340	4 065
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 3	**1 662**	1 628	1 265
Total de la provision pour pertes sur prêts au titre des prêts au bilan[1]	**8 682**	8 613	7 811
Provision pour les instruments hors bilan			
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 1	**449**	415	428
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 2	**561**	552	582
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 3	**9**	4	13
Total de la provision pour les instruments hors bilan	**1 019**	971	1 023
Provision pour pertes sur prêts	**9 701**	9 584	8 834
Provision relative aux titres de créance	**4**	5	4
Provision pour pertes sur créances	**9 705 $**	9 589 $	8 838 $
Prêts douteux, déduction faite de la provision[2]	**3 672 $**	3 238 $	2 905 $
Prêts douteux nets, en pourcentage des prêts nets[2]	**0,39 %**	0,35 %	0,31 %
Total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage des prêts bruts et des acceptations	**1,03**	1,01	0,93
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts et acceptations	**0,41**	0,58	0,46

[1] Inclut la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts qui sont évalués à la JVAERG de néant au 31 juillet 2025 (néant au 30 avril 2025; néant au 31 juillet 2024).
[2] Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

Prêts garantis par des biens immobiliers

Les prêts de détail garantis par des biens immobiliers comprennent les prêts hypothécaires et les lignes de crédit consentis à des consommateurs nord-américains afin de répondre à leurs besoins financiers, notamment l'achat d'une résidence et un refinancement. Bien qu'elle conserve un privilège de premier rang à l'égard de la majorité des propriétés détenues à titre de sûretés, la Banque a des privilèges de deuxième rang à l'égard d'une petite partie des prêts, dont la majeure partie est adossée à d'autres prêts hypothécaires consentis par la TD assortis de privilèges de premier rang. Au Canada, les politiques de crédit sont élaborées de sorte que l'exposition combinée de toutes les facilités de crédit non assurées à l'égard d'une propriété ne dépasse pas 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt. Il est permis selon la législation de consentir des prêts selon un ratio prêt-valeur plus élevé, mais une assurance-prêt est alors exigée. Cette assurance est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles et protège le portefeuille de prêts garantis par des biens immobiliers de la Banque contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'emprunteurs. En outre, la Banque peut obtenir de l'assurance-prêt pour les prêts dont le ratio prêt-valeur est plus faible. Cette couverture d'assurance est fournie par des entités soutenues par un gouvernement ou par des assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés. Aux États-Unis, au moment de l'octroi des prêts hypothécaires résidentiels, une assurance-prêt hypothécaire est généralement obtenue d'entités soutenues par un gouvernement ou d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés lorsque le ratio prêt-valeur dépasse 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt.

La Banque évalue régulièrement les facteurs de stress à l'égard de son portefeuille de prêts immobiliers dans le cadre de son programme global d'évaluation des facteurs de stress. Ces évaluations sont effectuées afin de déterminer dans quelle mesure le portefeuille serait vulnérable à un important repli de la situation économique. L'effet de variations extrêmes du prix des maisons, des taux d'intérêt et du taux de chômage figure parmi les facteurs étudiés au moment d'évaluer l'incidence sur les pertes sur créances et la rentabilité globale de la Banque. Diverses catégories du portefeuille, notamment les types d'habitation et les régions géographiques, sont examinées afin de déterminer l'existence de vulnérabilités particulières.

TABLEAU 20 : PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS AU CANADA[1, 2]

(en millions de dollars canadiens)

	Amortissables		Non amortissables	Aux Total
	Prêts hypothécaires résidentiels	Lignes de crédit domiciliaires	Total des prêts immobiliers garantis amortissables	Lignes de crédit domiciliaires	
					31 juillet 2025
Total	**269 135 $**	**101 829 $**	**370 964 $**	**36 217 $**	**407 181 $**
					31 octobre 2024
Total	273 069 $	89 369 $	362 438 $	33 667 $	396 105 $

[1] Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

[2] Les prêts amortissables comprennent les prêts pour lesquels les paiements contractuels fixes ne sont plus suffisants pour rembourser l'intérêt selon les taux d'intérêt en vigueur au 31 juillet 2025 et au 31 octobre 2024.

TABLEAU 21 : PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS[1, 2]

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Prêts hypothécaires résidentiels				Lignes de crédit domiciliaires				Aux Total	
	Assurés[3]		Non assurés		Assurées[3]		Non assurées		Assurés[3]		Non assurés	
											31 juillet 2025	
Canada												
Provinces de l'Atlantique	**2 374 $**	**0,9 %**	**4 956 $**	**1,8 %**	**144 $**	**0,1 %**	**2 609 $**	**1,9 %**	**2 518 $**	**0,6 %**	**7 565 $**	**1,9 %**
Colombie-Britannique[4]	**7 946**	**3,0**	**47 453**	**17,6**	**735**	**0,5**	**26 399**	**19,1**	**8 681**	**2,1**	**73 852**	**18,1**
Ontario[4]	**21 510**	**8,0**	**125 530**	**46,6**	**2 480**	**1,8**	**75 666**	**54,9**	**23 990**	**5,9**	**201 196**	**49,4**
Prairies[4]	**16 759**	**6,2**	**22 480**	**8,4**	**1 363**	**1,0**	**14 407**	**10,4**	**18 122**	**4,5**	**36 887**	**9,1**
Québec	**6 111**	**2,3**	**14 016**	**5,2**	**452**	**0,3**	**13 791**	**10,0**	**6 563**	**1,6**	**27 807**	**6,8**
Total – Canada	**54 700**	**20,4 %**	**214 435**	**79,6 %**	**5 174**	**3,7 %**	**132 872**	**96,3 %**	**59 874**	**14,7 %**	**347 307**	**85,3 %**
États-Unis	**1 522**		**45 274**		**–**		**12 085**		**1 522**		**57 359**	
Total	**56 222 $**		**259 709 $**		**5 174 $**		**144 957 $**		**61 396 $**		**404 666 $**	
											31 octobre 2024	
Canada												
Provinces de l'Atlantique	2 445 $	0,9 %	4 753 $	1,7 %	158 $	0,1 %	2 207 $	1,8 %	2 603 $	0,7 %	6 960 $	1,8 %
Colombie-Britannique[4]	8 311	3,0	48 362	17,7	804	0,7	22 840	18,6	9 115	2,3	71 202	18,0
Ontario[4]	21 943	8,1	126 294	46,3	2 734	2,2	67 567	54,9	24 677	6,2	193 861	48,9
Prairies[4]	17 685	6,5	22 120	8,1	1 499	1,2	12 459	10,1	19 184	4,8	34 579	8,7
Québec	6 616	2,4	14 540	5,3	509	0,4	12 259	10,0	7 125	1,8	26 799	6,8
Total – Canada	57 000	20,9 %	216 069	79,1 %	5 704	4,6 %	117 332	95,4 %	62 704	15,8 %	333 401	84,2 %
États-Unis	1 517		57 063		–		11 525		1 517		68 588	
Total	58 517 $		273 132 $		5 704 $		128 857 $		64 221 $		401 989 $	

[1] Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué.

[2] Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

[3] L'assurance-prêt est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée, en tout ou en partie, contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'un emprunteur. Elle est fournie par des entités soutenues par un gouvernement ou par d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés.

[4] Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

Le tableau ci-après présente un sommaire de la période pendant laquelle les prêts hypothécaires résidentiels de la Banque seraient remboursés en totalité en fonction du montant du dernier remboursement reçu. Tous les montants sont calculés en fonction des montants des remboursements actuels de l'emprunteur, y compris les remboursements volontairement plus élevés que les montants prévus au contrat ou les autres remboursements anticipés volontaires. Le montant du dernier remboursement de l'emprunteur peut excéder le montant dû selon le contrat initial.

Les soldes dont la période d'amortissement restante excède 30 ans reflètent principalement les prêts hypothécaires canadiens à taux variable pour lesquels l'ancienne augmentation des taux d'intérêt par rapport aux niveaux de paiement actuels des emprunteurs a donné lieu à une période d'amortissement restante plus longue. Au renouvellement, la période d'amortissement des prêts hypothécaires canadiens est rajustée pour correspondre à la période d'amortissement contractuelle restante, ce qui peut entraîner une augmentation des paiements.

TABLEAU 22 : CALENDRIER DE L'AMORTISSEMENT DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS[1, 2, 3]

	Moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 10 ans	De 10 ans à moins de 15 ans	De 15 ans à moins de 20 ans	De 20 ans à moins de 25 ans	De 25 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 35 ans	35 ans et plus	Aux Total
									31 juillet 2025
Canada	**0,8 %**	**2,9 %**	**7,6 %**	**18,9 %**	**31,8 %**	**30,7 %**	**1,3 %**	**6,0 %**	**100,0 %**
États-Unis	**2,6**	**1,6**	**3,5**	**8,9**	**21,4**	**60,7**	**0,7**	**0,6**	**100,0**
Total	**1,1 %**	**2,7 %**	**7,0 %**	**17,4 %**	**30,3 %**	**35,1 %**	**1,2 %**	**5,2 %**	**100,0 %**
									31 octobre 2024
Canada	0,8 %	2,7 %	6,4 %	16,8 %	33,3 %	28,9 %	2,4 %	8,7 %	100,0 %
États-Unis	2,3	1,3	3,4	7,6	14,2	70,2	0,5	0,5	100,0
Total	1,0 %	2,5 %	5,9 %	15,1 %	29,9 %	36,2 %	2,1 %	7,3 %	100,0 %

[1] Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.
[2] Pourcentage basé sur l'encours.
[3] Une tranche de 1,7 milliard de dollars, ou moins de 1 %, du portefeuille de prêts hypothécaires au Canada (15,6 milliards de dollars ou 6 % au 31 octobre 2024) se rapporte aux prêts hypothécaires pour lesquels les paiements contractuels fixes ne sont plus suffisants pour rembourser l'intérêt selon les taux d'intérêt en vigueur respectivement au 31 juillet 2025 et au 31 octobre 2024.

TABLEAU 23 : RATIO PRÊT-VALEUR MOYEN NON ASSURÉ – Nouveaux prêts montés et nouveaux prêts acquis[1, 2, 3]

	Prêts hypothécaires résidentiels	Lignes de crédit domiciliaires[4, 5]	Total	Trois mois clos les Prêts hypothécaires résidentiels	Lignes de crédit domiciliaires[4, 5]	Total
			31 juillet 2025			31 octobre 2024
Canada						
Provinces de l'Atlantique	**69 %**	**70 %**	**70 %**	69 %	67 %	68 %
Colombie-Britannique[6]	**67**	**66**	**66**	66	62	65
Ontario[6]	**68**	**67**	**67**	67	63	65
Prairies[6]	**73**	**72**	**72**	73	69	71
Québec	**70**	**71**	**71**	69	69	69
Total – Canada	**69**	**68**	**68**	68	64	66
États-Unis	**71**	**59**	**66**	73	61	68
Total	**69 %**	**67 %**	**68 %**	69 %	64 %	66 %

[1] Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué. Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.
[2] Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.
[3] D'après le prix des maisons au moment du montage.
[4] Le ratio prêt-valeur attribuable aux lignes de crédit domiciliaires comprend les hypothèques subsidiaires de premier rang, le cas échéant
[5] L'option de l'avantage du taux fixe des lignes de crédit domiciliaires est incluse dans le calcul du ratio prêt-valeur.
[6] Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

Risque-pays

Le tableau suivant présente un sommaire des expositions directes au risque de crédit de la Banque ailleurs qu'au Canada et qu'aux États-Unis (l'Europe exclut le Royaume-Uni).

TABLEAU 24 : TOTAL DE L'EXPOSITION NETTE PAR RÉGION ET CONTREPARTIE

(en millions de dollars canadiens) *Aux*

	Prêts et engagements[1]				Dérivés, mises en pension et prêts de valeurs mobilières[2]				Portefeuille de négociation et de placement[3]				
	Entreprises	Emprunteurs souverains	Institutions financières	Total	Entreprises	Emprunteurs souverains	Institutions financières	Total	Entreprises	Emprunteurs souverains	Institutions financières	Total	Exposition totale[4]
													31 juillet 2025
Région													
Europe	**8 479 $**	**8 $**	**5 024 $**	**13 511 $**	**4 855 $**	**1 718 $**	**9 766 $**	**16 339 $**	**1 180 $**	**26 007 $**	**2 645 $**	**29 832 $**	**59 682 $**
Royaume-Uni	**7 481**	**2 462**	**2 642**	**12 585**	**3 294**	**1 494**	**13 346**	**18 134**	**478**	**361**	**505**	**1 344**	**32 063**
Asie	**191**	**30**	**2 298**	**2 519**	**365**	**549**	**3 423**	**4 337**	**186**	**8 594**	**1 991**	**10 771**	**17 627**
Autres[5]	**224**	**–**	**659**	**883**	**487**	**503**	**2 153**	**3 143**	**109**	**541**	**2 073**	**2 723**	**6 749**
Total	**16 375 $**	**2 500 $**	**10 623 $**	**29 498 $**	**9 001 $**	**4 264 $**	**28 688 $**	**41 953 $**	**1 953 $**	**35 503 $**	**7 214 $**	**44 670 $**	**116 121 $**
													31 octobre 2024
Région													
Europe	8 490 $	8 $	5 050 $	13 548 $	4 847 $	2 117 $	8 145 $	15 109 $	1 157 $	24 124 $	2 660 $	27 941 $	56 598 $
Royaume-Uni	8 462	3 124	2 661	14 247	3 490	1 172	13 536	18 198	866	1 691	1 104	3 661	36 106
Asie	241	30	2 412	2 683	519	533	2 739	3 791	290	10 486	893	11 669	18 143
Autres[5]	209	–	598	807	370	416	2 481	3 267	218	1 012	3 187	4 417	8 491
Total	17 402 $	3 162 $	10 721 $	31 285 $	9 226 $	4 238 $	26 901 $	40 365 $	2 531 $	37 313 $	7 844 $	47 688 $	119 338 $

[1] Les expositions, y compris les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, sont présentées déduction faite des imputations pour dépréciation, s'il y a lieu.

[2] Les expositions sont calculées à la juste valeur et sont présentées déduction faite des sûretés. Les dérivés sont présentés comme des expositions nettes lorsqu'il existe une convention-cadre de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association.

[3] Les expositions du portefeuille de négociation sont présentées déduction faite des positions vendeur admissibles.

[4] En plus des expositions présentées ci-dessus, la Banque a également une exposition de 32,2 milliards de dollars (35,5 milliards de dollars au 31 octobre 2024) à des entités supranationales.

[5] L'exposition régionale présentée au poste Autres pays est largement attribuable à l'Australie.

SITUATION DES FONDS PROPRES

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Les exigences en matière de fonds propres imposées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) sont mieux connues sous le nom de Bâle III. Selon Bâle III, le total des fonds propres comprend trois composantes, soit les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2. Les ratios de fonds propres réglementaires sensibles aux risques sont calculés en divisant les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de catégorie 1 et le total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques, compte tenu de toute exigence réglementaire minimale énoncée relativement au plancher réglementaire. Bâle III a également mis de l'avant un ratio de levier non basé sur le risque pour compléter les exigences de fonds propres sensibles aux risques. Le ratio de levier est calculé en divisant les fonds propres de catégorie 1 par l'exposition à l'endettement, dont les principaux éléments comprennent les actifs au bilan, avec des ajustements faits aux expositions sur les cessions temporaires de titres et les dérivés, et des montants de l'équivalent-crédit pour les positions hors bilan. La TD gère ses fonds propres réglementaires selon le dispositif sur les fonds propres de Bâle III mis en œuvre par le BSIF.

Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III

Les lignes directrices *Normes de fonds propres* et *Exigences de levier* du BSIF décrivent en détail la façon dont les règles en matière de fonds propres de Bâle III doivent être appliquées par les banques canadiennes.

La réserve pour stabilité intérieure (RSI) a été augmentée pour passer de 3 % à 3,5 % au 1er novembre 2023 et est demeurée stable depuis. La fourchette de la RSI peut actuellement s'étendre de 0 à 4 %, le niveau effectif étant modifié par le BSIF selon l'évolution du système financier canadien et de l'économie dans son ensemble.

Le BSIF a mis en œuvre les réformes de Bâle III et certains ajustements afin de les adapter à leur mise en œuvre au Canada. Ces réformes ont une incidence sur le calcul du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel pour les banques canadiennes, et modifient la ligne directrice *Exigences de levier* pour inclure une exigence selon laquelle les banques d'importance systémique intérieure (BISI) doivent maintenir un coussin de ratio de levier de 0,50 % en plus de l'exigence réglementaire minimale de 3,0 %. Ce coussin s'applique également au ratio de levier TLAC.

Le 1er novembre 2023, le plancher réglementaire des fonds propres selon l'approche standard est passé de 65 % à 67,5 % des actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF a indiqué que le plancher restera fixé à 67,5 % jusqu'à nouvel ordre.

La Banque a mis en œuvre le Cadre de capacité totale d'absorption des pertes par établissement des sociétés mères de banques d'importance systémique intérieure du BSIF. Ce cadre, qui établit une mesure fondée sur le risque, veille à ce qu'une BISI non viable dispose d'une capacité d'absorption des pertes suffisante par établissement (entité juridique distincte) afin d'assurer sa résolution. La Banque respecte les exigences énoncées dans ce cadre.

Le tableau ci-dessous présente les cibles minimales de fonds propres réglementaires publiées par le BSIF en vigueur au 31 juillet 2025.

RATIOS CIBLES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ET DE TLAC

	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Suppléments pour les BISI/BISM[1]	Cible réglementaire au titre du Pilier 1[2]	RSI	Cible réglementaire au titre du Pilier 1 et du Pilier 2
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	1,0 %	8,0 %	3,5 %	11,5 %
Fonds propres de catégorie 1	6,0	2,5	1,0	9,5	3,5	13,0
Total des fonds propres	8,0	2,5	1,0	11,5	3,5	15,0
Levier	3,0	s. o.[3]	0,5	3,5	s. o.	3,5
TLAC	18,0	2,5	1,0	21,5	3,5	25,0
Levier TLAC	6,75	s. o.	0,50	7,25	s. o.	7,25

[1] Le plus élevé des suppléments pour les BISI et les banques d'importance systémique mondiale (BISM) s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. Le supplément pour les BISI est actuellement équivalent à l'exigence supplémentaire de 1 % relative au ratio de fonds propres sous forme d'actions ordinaires pour les fonds propres pondérés en fonction des risques pour les BISM que doit respecter la Banque. Le supplément pour les BISM pourrait augmenter au-delà de 1 %, si la cote pour les BISM attribuée à la Banque devait augmenter au-delà de certains seuils, pour atteindre un maximum de 4,5 %. La ligne directrice *Exigences de levier* du BSIF comprend une exigence selon laquelle les BISI doivent maintenir un coussin de ratio de levier fixé à 50 % des exigences pondérées de capacité accrue d'absorption des pertes d'une BISI, soit 0,50 %. Ce coussin s'applique également au ratio de levier TLAC.

[2] L'exigence à l'égard de la réserve anticyclique de la Banque était de 0 % au 31 juillet 2025.

[3] Sans objet.

Des modifications ont été apportées ultérieurement à l'indicateur BISM « Activités de paiement » aux 31 octobre 2024 et 2023 présenté précédemment au premier trimestre de 2025 et au premier trimestre de 2024. Le tableau suivant présente les indicateurs BISM, compte tenu des modifications apportées.

TABLEAU 25 : INDICATEURS BISM[1]

(en millions de dollars canadiens)

		31 octobre 2024	*Aux* 31 octobre 2023
Catégories (pondération)	**Indicateurs**		
Activité transfrontière (20 %)	Créances transfrontières	**1 100 768 $**	1 003 230 $
	Engagements transfrontières	**1 042 951**	964 092
Taille (20 %)	Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	**2 228 986**	2 112 677
Interdépendance (20 %)	Actifs dans le système financier	**107 793**	109 833
	Passifs dans le système financier	**36 477**	55 247
	Titres en circulation	**487 199**	470 767
Substituabilité / infrastructure financière (20 %)	Actifs sous garde	**689 698**	563 783
	Activité de paiement	**61 946 928**	53 446 393
	Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	**211 859**	186 110
	Volume de transactions (inclut deux sous-indicateurs)		
	– Sous-indicateur relatif au volume de transactions sur titre à revenu fixe	**12 900 561**	9 239 393
	– Sous-indicateur relatif au volume de transactions sur actions et autres titres	**2 855 130**	2 958 869
Complexité (20 %)	Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	**23 945 530**	21 198 657
	Titres détenus à des fins de négociation et autres titres[2]	**72 514**	64 944
	Actifs de niveau 3	**4 663**	3 548

[1] Les indicateurs BISM sont préparés selon la méthodologie prescrite par les lignes directrices publiées par le CBCB et présentés conformément au préavis *Banque d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles* du BSIF. Étant donné sa désignation comme BISM par le CSF le 22 novembre 2019, la Banque doit fournir des renseignements supplémentaires sur ces indicateurs. Se reporter à la section « Divulgation réglementaire des fonds propres » de la Banque se trouvant à l'adresse https://www.td.com/francais/investisseurs/accueil/divulgation-reglementaire/bism/disclosures.jsp pour prendre connaissance des renseignements supplémentaires sur les indicateurs BISM de 2024. La Banque est tenue de soumettre ses indicateurs de BISM à l'examen du BSIF et du CBCB après la date du présent rapport. Dans l'éventualité où des commentaires de l'un ou de l'autre de ces organismes de réglementation amèneraient la Banque à modifier les indicateurs de BISM présentés dans le tableau ci-dessus, les modifications apportées à ces indicateurs seraient publiées sur son site Web.

[2] Comprennent les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction, les valeurs mobilières désignées à la JVRN et les valeurs mobilières à la JVAERG.

Le tableau ci-après présente des détails sur la situation des fonds propres réglementaires de la Banque.

TABLEAU 26 : STRUCTURE DE FONDS PROPRES ET RATIOS – Bâle III

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**31 juillet 2025**	31 octobre 2024	*Aux* 31 juillet 2024
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires			
Actions ordinaires majorées du surplus d'apport connexe	**25 122 $**	25 543 $	25 369 $
Résultats non distribués	**78 749**	70 826	69 316
Cumul des autres éléments du résultat global	**10 737**	7 904	6 015
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires avant ajustements réglementaires	**114 608**	104 273	100 700
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires			
Ajustements de valorisation prudentiels	**(160)**	–	–
Goodwill (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	**(18 557)**	(18 645)	(18 504)
Immobilisations incorporelles (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	**(3 197)**	(2 921)	(2 842)
Actifs d'impôt différé, sauf s'ils résultent de différences temporaires	**(413)**	(212)	(121)
Réserve de couverture de flux de trésorerie	**1 990**	3 015	3 285
Insuffisance de l'encours des provisions pour pertes attendues	**–**	–	–
Profits et pertes attribuables à des variations de la juste valeur des passifs financiers dues à l'évolution du risque de crédit propre	**(188)**	(193)	(204)
Actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	**(756)**	(731)	(908)
Actions propres	**(124)**	(21)	(8)
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	**–**	(1 835)	(2 982)
Participations significatives sous forme d'actions ordinaires de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	**–**	–	–
Placements en actions dans des fonds assujettis à l'approche de repli	**(102)**	(32)	(51)
Autres déductions et ajustements réglementaires de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires indiqués par le BSIF	**19**	16	12
Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**(21 488)**	(21 559)	(22 323)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**93 120**	82 714	78 377
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1			
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital	**10 786**	10 887	10 876
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 avant ajustements réglementaires	**10 786**	10 887	10 876
Ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1			
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	**–**	(3)	(5)
Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles	**(700)**	(350)	(350)
Total des ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1	**(700)**	(353)	(355)
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1	**10 086**	10 534	10 521
Fonds propres de catégorie 1	**103 206**	93 248	88 898
Fonds propres de catégorie 2 et provisions			
Instruments de fonds propres de catégorie 2 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital	**10 496**	11 273	9 716
Provisions collectives	**1 745**	1 512	1 378
Fonds propres de catégorie 2 avant ajustements réglementaires	**12 241**	12 785	11 094
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2			
Instruments de fonds propres de catégorie 2 détenus en propre	**–**	–	–
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)[1]	**–**	(224)	(332)
Participations non significatives dans les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des BISM et des BISI canadiennes, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires émises de l'entité : montant anciennement destiné au seuil de 5 %, mais qui ne satisfait plus aux conditions	**(2)**	(64)	(19)
Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles	**–**	–	(160)
Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	**(2)**	(288)	(511)
Fonds propres de catégorie 2	**12 239**	12 497	10 583
Total des fonds propres	**115 445 $**	105 745 $	99 481 $
Actifs pondérés en fonction des risques	**627 248 $**	630 900 $	610 482 $
Ratios et multiples de fonds propres			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	**14,8 %**	13,1 %	12,8 %
Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	**16,5**	14,8	14,6
Total des fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	**18,4**	16,8	16,3
Ratio de levier[2]	**4,6**	4,2	4,1

[1] Comprennent les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des BISM et des BISI canadiennes qui sortent du périmètre de la consolidation réglementaire, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires émises de l'entité.

[2] Le ratio de levier correspond au total des fonds propres de catégorie 1 divisé par l'exposition à l'endettement, telle qu'elle est définie dans la rubrique « Fonds propres réglementaires » du présent document.

Au 31 juillet 2025, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque étaient respectivement de 14,8 %, 16,5 %, et 18,4 %. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de la Banque a augmenté par rapport au ratio de 13,1 % au 31 octobre 2024, ce qui est principalement attribuable à la vente des actions de Schwab et à la génération interne de capitaux, contrebalancées par le rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation, la croissance des actifs pondérés en fonction des risques dans plusieurs secteurs et l'incidence de la restructuration du bilan aux États-Unis.

Au 31 juillet 2025, le ratio de levier de la Banque était de 4,6 %. Le ratio de levier de la Banque a augmenté par rapport au ratio de 4,2 % au 31 octobre 2024, ce qui est principalement attribuable à la vente des actions de Schwab et à la génération interne de capitaux, contrebalancées par le rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation, l'augmentation de l'exposition dans plusieurs secteurs et l'incidence de la restructuration du bilan aux États-Unis.

Évolution future des fonds propres réglementaires

L'évolution future des fonds propres réglementaires, en complément aux éléments décrits à la rubrique « Évolution future des fonds propres réglementaires » du rapport de gestion de 2024 de la Banque, est présentée ci-dessous.

Le 12 février 2025, le BSIF a reporté jusqu'à nouvel ordre l'augmentation du plancher de fonds propres selon l'approche standard de Bâle III. Le plancher de fonds propres établit le seuil de fonds propres requis auquel doivent satisfaire les banques qui utilisent des approches fondées sur les modèles internes, le plancher étant calculé selon un pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques selon l'approche standard. Le BSIF avisera la Banque au moins deux ans avant de relancer le processus et d'augmenter le niveau du plancher de fonds propres.

TABLEAU 27 : ACTIONS ET AUTRES TITRES[1]

(en milliers d'actions / de parts et en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2025		Aux 31 octobre 2024	
	Nombre d'actions/ de parts	**Montant**	Nombre d'actions/ de parts	Montant
Actions ordinaires				
Actions ordinaires en circulation	**1 708 113**	**24 971 $**	1 750 272	25 373 $
Actions propres – actions ordinaires	**(909)**	**(92)**	(213)	(17)
Total des actions ordinaires	**1 707 204**	**24 879 $**	1 750 059	25 356 $
Options sur actions				
Droits acquis	**5 622**		5 400	
Droits non acquis	**9 052**		9 312	
Actions privilégiées – catégorie A				
Série 1	**20 000**	**500 $**	20 000	500 $
Série 5[2]	**–**	**–**	20 000	500
Série 7[3]	**–**	**–**	14 000	350
Série 9	**8 000**	**200**	8 000	200
Série 16	**14 000**	**350**	14 000	350
Série 18	**14 000**	**350**	14 000	350
Série 27	**850**	**850**	850	850
Série 28	**800**	**800**	800	800
	57 650	**3 050 $**	91 650	3 900 $
Autres instruments de capitaux propres[4, 5]				
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 1	**1 750**	**1 750 $**	1 750	1 750 $
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 2	**1 500**	**1 500**	1 500	1 500
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 3[6]	**1 750**	**2 403**	1 750	2 403
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 4[6]	**750**	**1 023**	750	1 023
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 5[7]	**750**	**750**	–	–
Billets de fonds propres subordonnés perpétuels – Série 2023-9[8]	**1**	**312**	1	312
	64 151	**10 788 $**	97 401	10 888 $
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	**(67)**	**(2)**	(162)	(18)
Total des actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	**64 084**	**10 786 $**	97 239	10 870 $

[1] Pour plus de renseignements, y compris les caractéristiques de conversion et d'échange, et les distributions, se reporter à la note 20 des états financiers consolidés de 2024 de la Banque.

[2] Le 31 janvier 2025, la Banque a racheté la totalité de ses 20 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), série 5 (« actions privilégiées de série 5 ») en circulation, à un prix de rachat de 25,00 $ l'action privilégiée de série 5, pour un coût de rachat total d'environ 500 millions de dollars.

[3] Le 31 juillet 2025, la Banque a racheté la totalité de ses 14 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 7 (« actions privilégiées de série 7 ») en circulation, au prix de rachat de 25,00 $ l'action privilégiée de série 7, pour un coût de rachat total d'environ 350 millions de dollars.

[4] Pour les autres instruments de capitaux propres, le nombre d'actions ou de parts correspond au nombre de billets émis.

[5] Pour plus de renseignements, se reporter au tableau « Conditions importantes rattachées aux actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres » à la note 20 des états financiers consolidés de 2024 de la Banque.

[6] Pour les BRCRL, série 3 et série 4, le montant représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notionnel en dollars américains.

[7] Le 18 décembre 2024, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité d'un montant en capital de 750 millions de dollars à taux fixe rajusté à 5,909 % comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 5 (les « BRCRL »). Les BRCRL porteront intérêt au taux de 5,909 % par année, payable trimestriellement, pour la période initiale se terminant le 1er janvier 2030, exclusivement. Par la suite, le taux d'intérêt sur les BRCRL sera rajusté tous les cinq ans à un taux correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada alors en vigueur, majoré de 3,10 %. Les BRCRL viendront à échéance le 1er janvier 2085. Parallèlement à l'émission des BRCRL, la Banque a émis 750 000 actions privilégiées à taux fixe rajusté à 5,909 % et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 32 (« actions privilégiées de série 32 »). Les actions privilégiées de série 32 sont éliminées des états financiers consolidés de la Banque.

[8] Pour les billets de fonds propres subordonnés perpétuels (AT1), le montant représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notionnel en dollars de Singapour.

DIVIDENDES

Le 27 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende de un dollar et cinq cents (1,05 $) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2025. Ce dividende sera payable à compter du 31 octobre 2025 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 octobre 2025.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes (PRD) à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché.

Pour les trois mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en achetant des actions ordinaires sur le marché libre. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en émettant des actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte au cours des trois premiers mois et en achetant des actions ordinaires sur le marché libre au cours des six derniers mois. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en émettant des actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 28 août 2023, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF ont approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2023) visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 90 millions de ses actions ordinaires. L'OPRCNA de 2023 a commencé le 31 août 2023 et s'est poursuivie jusqu'au 31 août 2024. Du début de l'OPRCNA de 2023 jusqu'au 31 août 2024, la Banque a racheté 71,4 millions d'actions dans le cadre du programme. L'OPRCNA de 2023 s'étant terminée le 31 août 2024, la Banque n'a racheté aucune action ordinaire dans le cadre de l'OPRCNA de 2023 au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2025. Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2024, la Banque a racheté 49,4 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA de 2023, à un prix moyen de 80,15 $ l'action pour un montant total de 4,0 milliards de dollars.

Le 24 février 2025, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF avaient approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2025) de la Banque annoncée précédemment afin de racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 100 millions de ses actions ordinaires. L'OPRCNA de 2025 a débuté le 3 mars 2025 et se terminera le 28 février 2026, ou à toute date antérieure que la TD pourra déterminer. Du début de l'OPRCNA de 2025 jusqu'au 31 juillet 2025, la Banque a racheté 45,5 millions d'actions dans le cadre du programme, à un prix moyen de 89,06 $ l'action pour un montant total de 4,1 milliards de dollars.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FONDS PROPRES D'URGENCE EN CAS DE NON-VIABILITÉ

Si un événement déclencheur faisant intervenir les dispositions relatives aux FPUNV devait survenir, pour toutes les séries d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, compte non tenu des actions privilégiées émises à l'égard des BRCRL, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 0,6 milliard d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur ces actions privilégiées au moment de la conversion.

Les BRCRL, en raison du recours qu'ils comportent à l'égard des actions privilégiées détenues dans la fiducie à recours limité, comprennent des dispositions relatives aux FPUNV. Pour les BRCRL, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 1,5 milliard d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur les actions privilégiées émises à l'égard des BRCRL.

Pour tous les autres billets et débentures subordonnés admissibles comme FPUNV, y compris les billets perpétuels AT1, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 3,3 milliards d'actions, en supposant qu'il n'y ait aucun intérêt couru ni impayé sur ces billets et débentures subordonnés.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs

Outre les risques décrits dans la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2024 de la Banque et du présent document, divers autres facteurs de risque, dont bon nombre échappent au contrôle de la Banque et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient faire en sorte que les résultats de la Banque diffèrent de façon importante des prévisions, objectifs et estimations de la Banque, ou pourraient nuire à la réputation de la Banque ou compromettre la viabilité de son modèle d'affaires. Tous les énoncés prospectifs, y compris les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, sont naturellement assujettis à des risques inhérents et à des incertitudes, de nature générale et spécifique, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent considérablement de ceux avancés dans les prévisions, les objectifs, les estimations et les énoncés prospectifs. Certains de ces facteurs sont présentés dans la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2024 et dans la section « Gestion des risques » du présent document, et d'autres sont cités dans la section « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » du présent document. La Banque a mis à jour les facteurs de risque suivants pour tenir compte des changements dans l'environnement externe.

Risques géopolitiques

En plus des risques géopolitiques présentés dans le rapport de gestion de 2024 de la Banque, l'évolution des risques géopolitiques et des risques liés aux politiques, au commerce et à l'impôt, notamment l'application de nouveaux droits de douane ou de droits de douane plus élevés sur les marchandises importées aux États-Unis ou la menace de le faire et l'imposition de droits de représailles, peut amplifier l'incertitude économique et la volatilité des marchés, perturber les chaînes d'approvisionnement et les activités commerciales à l'échelle mondiale, ébranler la confiance des entreprises ou entraîner d'autres conséquences défavorables. Par exemple, les droits de douane risquent de faire hausser les prix et baisser la demande des marchandises importées, pesant sur les activités des pays importateurs et exportateurs. L'imposition de droits de douane très élevés pourrait couper court aux activités commerciales et entraîner des pénuries dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. L'incertitude entourant la politique commerciale pourrait également perturber les activités commerciales et obliger les organisations à adapter leurs stratégies en fonction de l'évolution de la situation. Bien que la nature et l'ampleur des risques puissent varier, ils ont le potentiel de perturber la croissance économique, d'accroître la volatilité des marchés des capitaux, ce qui pourrait avoir une incidence sur la situation financière et les activités de négociation et autres que de négociation de la Banque, d'agir sur la liquidité des marchés et les coûts de financement, d'exercer des pressions sur les conditions de crédit et d'influencer directement et indirectement la conjoncture économique et commerciale et/ou certains secteurs sensibles au contexte politique et commercial de sorte que la Banque et ses clients pourraient en souffrir. L'incidence à long terme des nouvelles politiques américaines et des modifications apportées aux politiques américaines existantes, y compris la déréglementation, la politique commerciale et les droits de douane, demeure incertaine.
Pour de plus amples renseignements sur les perspectives économiques, se reporter à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » du présent document.

Surveillance réglementaire et risque de conformité

En plus des risques décrits à la rubrique « Surveillance réglementaire et conformité » du rapport de gestion de 2024 de la Banque, les organismes de réglementation ont indiqué la possibilité d'intensifier les conséquences pour les banques qui ne résolvent pas en temps opportun les problèmes en cours ou qui ont des problèmes à répétition. Un retard quant au respect d'une exigence réglementaire risquerait également d'entraver les progrès de la Banque à l'égard d'autres exigences. L'incapacité de répondre en temps opportun aux exigences réglementaires, y compris l'obligation de mettre en œuvre un programme de gestion de la conformité conformément aux normes réglementaires, pourrait mener à l'imposition d'amendes, de pénalités, de restrictions commerciales, de limites liées aux distributions de capital par les filiales ou de mesures coercitives, à l'accroissement des obligations en matière de fonds propres ou de liquidité, à une surveillance réglementaire accrue et à d'autres conséquences négatives pouvant s'avérer importantes.

Le cadre réglementaire actuel des États-Unis est en train d'évoluer. Il existe une incertitude quant aux changements entourant le pouvoir exécutif de l'administration américaine, notamment les décrets et les changements apportés aux mandats, de même qu'à la direction et aux priorités des organismes de surveillance, incertitude qui pourrait avoir diverses répercussions sur la Banque ainsi que sur ses filiales et ses activités. Plusieurs organismes de surveillance réorientent leurs priorités en matière de surveillance et de contrôle. Les priorités comprennent notamment une réduction de la taille du gouvernement et une réévaluation des règles et des lignes directrices établies antérieurement. Cela pourrait avoir des conséquences défavorables, notamment contraindre la Banque à engager des coûts additionnels et des ressources supplémentaires à des fins de conformité initiale et continue, et accroître les risques liés à une non-conformité potentielle. Cela pourrait également avoir une incidence négative sur la situation financière, les résultats d'exploitation et la réputation de la Banque.

GESTION DES RISQUES

SOMMAIRE

Faire croître la rentabilité des résultats financiers en comptant sur l'équilibre entre les produits, les charges et la croissance des fonds propres implique de prendre des risques mesurés et de les gérer en tenant compte de l'appétit de la Banque pour le risque. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque qu'elle prend, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans ses entreprises afin d'atteindre ses objectifs stratégiques futurs.

Les entreprises et les activités de la Banque sont exposées à un grand nombre de risques qui ont été recensés et définis dans le cadre de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise. La tolérance de la Banque à ces risques est définie dans la prise de position sur l'« Appétit pour le risque de l'entreprise », élaborée dans un cadre global qui tient compte du contexte d'exploitation actuel de la Banque et de l'incidence que les risques émergents auront sur la stratégie et le profil de risque de la TD. L'appétit pour le risque de la Banque établit qu'elle prend les risques requis pour bâtir son entreprise, mais seulement si ces risques : 1) s'inscrivent dans la stratégie d'affaires et peuvent être compris et gérés; 2) n'exposent la Banque à aucune perte isolée importante; la TD ne met pas la Banque en péril pour une acquisition, une entreprise, un produit ou une décision pris isolément; et 3) ne risquent pas de porter atteinte à la marque TD. Il incombe à chaque entreprise d'établir sa propre capacité de risque et de l'aligner sur celle de la Banque, selon un examen approfondi des risques spécifiques auxquels elle est exposée.

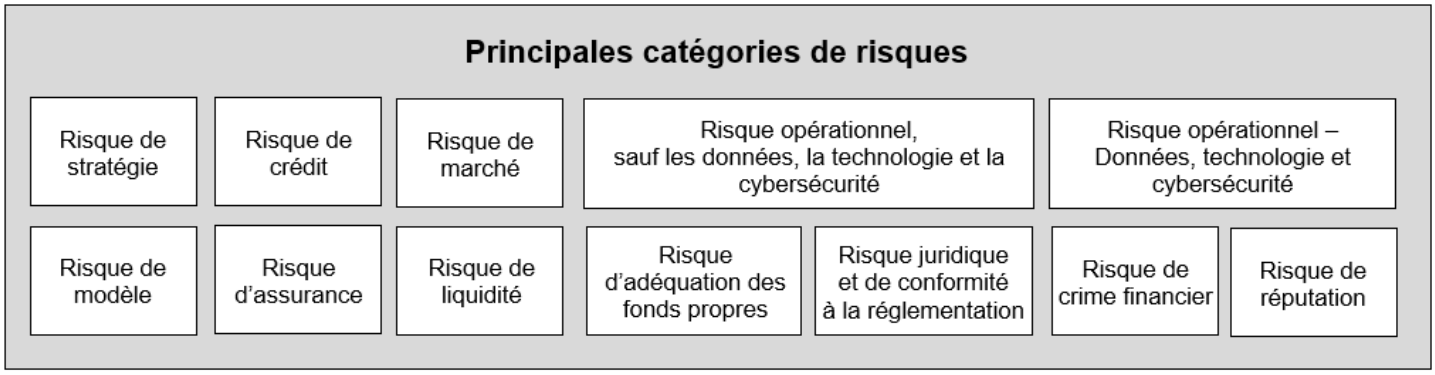
La Banque juge qu'il est d'importance critique d'évaluer à intervalles réguliers le contexte dans lequel elle mène ses activités et de cerner les principaux risques et les risques émergents. Ces risques se définissent comme ceux qui pourraient avoir une incidence importante sur la Banque et sur lesquels les principaux responsables de la gestion du risque s'attardent du fait de l'ampleur possible ou du caractère immédiat de leur incidence.

Ces risques sont cernés par les principaux responsables de la gestion du risque qui en discutent et prennent des mesures à leur égard, en plus d'en faire rapport chaque trimestre au comité du risque. Des plans visant à atténuer les principaux risques et les risques émergents sont préparés, suivis et ajustés au besoin.

La structure de gouvernance et l'approche de la Banque pour la gestion des risques sont demeurées en grande partie identiques à celles décrites dans le rapport de gestion de 2024 de la Banque. Au troisième trimestre de 2025, la Banque a mis à jour son cadre de gestion des risques et a apporté les changements suivants afin de mieux refléter ses priorités et sa structure :

- Le **risque de crime financier** a été rehaussé et inclus dans une principale catégorie de risques distincte (il faisait auparavant partie de la catégorie Risque juridique et de conformité à la réglementation).
- La catégorie **Risque opérationnel** a été scindée en deux principales catégories de risques : 1) **Risque opérationnel – Données, technologie et cybersécurité** et 2) **Risque opérationnel, sauf les données, la technologie et la cybersécurité**.
- La Banque a également mis sur pied un nouveau comité de direction, le sous-comité de redressement du comité de gestion des risques de l'entreprise, chargé de surveiller la conformité de la Banque aux engagements réglementaires et l'état d'avancement des mesures correctives requises.

Ces changements ont donné lieu à deux nouvelles principales catégories de risques et aux définitions mises à jour ci-dessous :



Risque de crime financier : *Le risque associé à l'incapacité de la Banque de recenser et de gérer adéquatement les risques liés au blanchiment d'argent, au financement des activités terroristes, aux activités de trafic d'influence et de corruption et aux sanctions économiques, ou de se conformer aux exigences légales et réglementaires en matière de crime financier.*

Risque opérationnel, sauf les données, la technologie et la cybersécurité : *Le risque de perte résultant du caractère inadéquat ou de la défaillance des processus, des gens, des systèmes internes ou d'événements extérieurs, qui comprend également les pertes liées au risque juridique et aux amendes réglementaires.*

Risque opérationnel – Données, technologie et cybersécurité : *Le risque de perte résultant du caractère inadéquat ou de l'inefficacité des contrôles en matière de données, de technologie ou de cybersécurité en raison d'événements internes ou externes.*

Risque juridique et de conformité à la réglementation : *Le risque associé à l'incapacité de la Banque de se conformer (au moyen d'une lettre d'intention) aux principaux textes législatifs et réglementaires et lignes directrices réglementaires fédéraux, provinciaux ou étatiques sur les services bancaires, les valeurs mobilières, les fiducies et les assurances, aux codes volontaires et aux engagements publics (exigences réglementaires), aux obligations juridiques, au Code de conduite et d'éthique de la TD et aux autres politiques de la TD liées à ses activités et pratiques en matière de pratiques commerciales et de conduite des marchés, ainsi qu'aux exigences réglementaires applicables à l'échelle de la Banque, ce qui pourrait entraîner des amendes, des sanctions, des obligations ou une atteinte à la réputation, lesquelles pourraient nuire grandement à la Banque.*

Des renseignements additionnels sur les facteurs de risque figurent dans le présent document et la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2024. Pour des renseignements complets sur la structure de gouvernance et sur l'approche pour la gestion des risques, se reporter à la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2024 de la Banque.

Les sections ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse portant sur le risque de marché et le risque de liquidité et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires pour la période close le 31 juillet 2025.

RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition brute au risque de crédit, aussi appelée exposition en cas de défaillance (ECD), est le montant total auquel la Banque est exposée à la date de la défaillance d'un prêt et qui est évalué sans tenir compte des provisions relatives à une contrepartie particulière ou des radiations. Une exposition brute au risque de crédit ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit et englobe les expositions, qu'elles soient au bilan ou hors bilan. Les expositions au bilan comprennent principalement l'encours des prêts, les titres détenus à des fins autres que de transaction, les dérivés et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension. Les expositions hors bilan consistent essentiellement en des montants sur les engagements non utilisés, des cautionnements et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension.

Les expositions brutes au risque de crédit pour les deux approches que la Banque utilise pour mesurer le risque de crédit se présentent comme suit :

TABLEAU 28 : EXPOSITIONS BRUTES AU RISQUE DE CRÉDIT – Approches standard et fondée sur les notations internes (NI)[1]

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025			*Aux* 31 octobre 2024		
	Standard	**NI**	**Total**	Standard	NI	Total
Expositions de détail						
Expositions garanties par l'immobilier résidentiel	**4 762 $**	**541 131 $**	**545 893 $**	4 163 $	537 075 $	541 238 $
Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles	**857**	**175 967**	**176 824**	866	172 203	173 069
Autres expositions de détail	**3 468**	**106 768**	**110 236**	3 391	104 253	107 644
Total – Risque de crédit de détail	**9 087**	**823 866**	**832 953**	8 420	813 531	821 951
Expositions autres que de détail						
Entreprises	**3 203**	**757 798**	**761 001**	2 346	721 156	723 502
Emprunteurs souverains	**171**	**533 387**	**533 558**	205	588 498	588 703
Banques	**4 784**	**175 335**	**180 119**	4 541	171 250	175 791
Total – Expositions autres que de détail	**8 158**	**1 466 520**	**1 474 678**	7 092	1 480 904	1 487 996
Expositions brutes au risque de crédit	**17 245 $**	**2 290 386 $**	**2 307 631 $**	15 512 $	2 294 435 $	2 309 947 $

[1] Les expositions brutes au risque de crédit représentent l'ECD et ne tiennent pas compte de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Ce tableau ne tient compte ni des titrisations, ni des titres de capitaux propres, ni de certains autres actifs pondérés en fonction du risque de crédit.

RISQUE DE MARCHÉ

Les fonds propres exposés au risque de marché sont calculés selon l'approche standard de Bâle III. La Banque continue d'utiliser la valeur à risque (VaR) comme mesure de gestion interne pour surveiller et contrôler le risque de marché.

Liens entre le risque de marché et le bilan

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs et des passifs au bilan entre ceux qui sont exposés aux risques de marché de négociation et ceux qui sont exposés aux risques de marché autre que de négociation. Le risque de marché touchant les actifs et les passifs inclus dans le calcul de la VaR et les mesures employées aux fins des fonds propres exposés au risque de marché réglementaire est classé comme risque de marché de négociation.

TABLEAU 29 : LIENS ENTRE LE RISQUE DE MARCHÉ ET LE BILAN

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2025				*Aux* 31 octobre 2024				
	Bilan	**Risque de marché de négociation**	**Risque de marché autre que de négociation**	**Autres**	Bilan	Risque de marché de négociation	Risque de marché autre que de négociation	Autres	Risque de marché autre que de négociation – sensibilité au risque primaire
Actifs exposés au risque de marché									
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	**115 623 $**	**1 221 $**	**114 402 $**	**– $**	169 930 $	1 601 $	168 329 $	– $	Risque de taux d'intérêt
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	**205 679**	**202 481**	**3 198**	**–**	175 770	174 232	1 538	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	**6 369**	**–**	**6 369**	**–**	5 869	–	5 869	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Dérivés	**75 950**	**67 341**	**8 609**	**–**	78 061	70 636	7 425	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	**6 576**	**–**	**6 576**	**–**	6 417	–	6 417	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**122 894**	**–**	**122 894**	**–**	93 897	–	93 897	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	**245 525**	**–**	**245 525**	**–**	271 615	–	271 615	–	Risque de change, risque de taux d'intérêt
Valeurs mobilières prises en pension	**228 280**	**7 660**	**220 620**	**–**	208 217	10 488	197 729	–	Risque de taux d'intérêt
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	**936 090**	**–**	**936 090**	**–**	949 549	–	949 549	–	Risque de taux d'intérêt
Participation dans Schwab	**–**	**–**	**–**	**–**	9 024	–	9 024	–	Risque actions
Autres actifs[1]	**2 104**	**–**	**2 104**	**–**	2 230	–	2 230	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché	**90 072**	**–**	**–**	**90 072**	91 172	–	–	91 172	
Total de l'actif	**2 035 162 $**	**278 703 $**	**1 666 387 $**	**90 072 $**	2 061 751 $	256 957 $	1 713 622 $	91 172 $	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts détenus à des fins de transaction	**33 102 $**	**26 006 $**	**7 096 $**	**– $**	30 412 $	26 827 $	3 585 $	– $	Risque actions, risque de taux d'intérêt
Dérivés	**72 030**	**66 913**	**5 117**	**–**	68 368	66 976	1 392	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Passifs de titrisation à la juste valeur	**23 340**	**23 340**	**–**	**–**	20 319	20 319	–	–	Risque de taux d'intérêt
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	**194 626**	**3**	**194 623**	**–**	207 914	2	207 912	–	Risque de taux d'intérêt
Dépôts	**1 256 922**	**–**	**1 256 922**	**–**	1 268 680	–	1 268 680	–	Risque de taux d'intérêt, risque de change
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	**40 658**	**39 311**	**1 347**	**–**	39 515	37 812	1 703	–	Risque de taux d'intérêt
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	**207 858**	**11 830**	**196 028**	**–**	201 900	13 540	188 360	–	Risque de taux d'intérêt
Passifs de titrisation au coût amorti	**13 599**	**–**	**13 599**	**–**	12 365	–	12 365	–	Risque de taux d'intérêt
Billets et débentures subordonnés	**10 496**	**–**	**10 496**	**–**	11 473	–	11 473	–	Risque de taux d'intérêt
Autres passifs[1]	**14 915**	**–**	**14 915**	**–**	34 066	–	34 066	–	Risque actions, risque de taux d'intérêt
Passifs et capitaux propres non exposés au risque de marché	**167 616**	**–**	**–**	**167 616**	166 739	–	–	166 739	
Total du passif et des capitaux propres	**2 035 162 $**	**167 403 $**	**1 700 143 $**	**167 616 $**	2 061 751 $	165 476 $	1 729 536 $	166 739 $	

[1] Se rapportent aux prestations de retraite, aux assurances et aux passifs liés aux entités structurées.

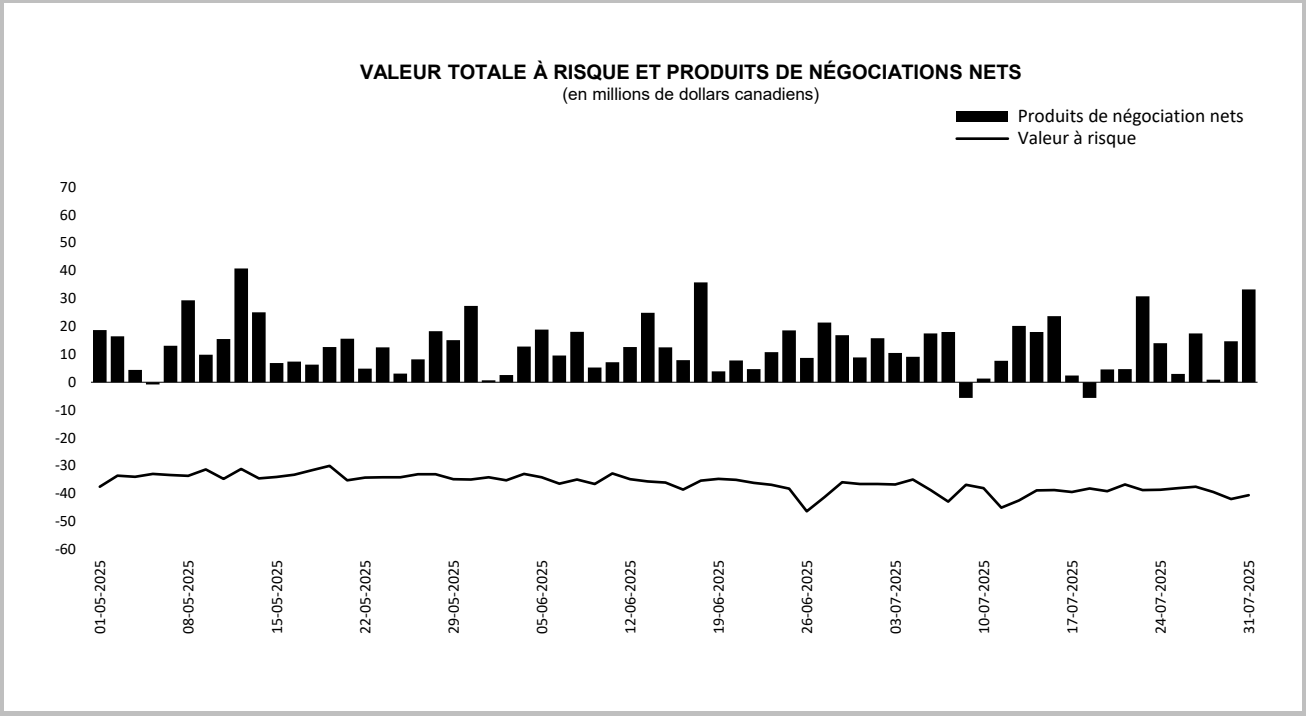
Calcul de la VaR

La Banque calcule la VaR quotidiennement en combinant le risque de marché général et le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance qui est associé aux positions de négociation de la Banque.

Le risque de marché général est établi en créant une distribution des variations possibles de la valeur de marché du portefeuille courant au moyen d'une simulation historique. La Banque évalue le portefeuille courant au moyen des variations des cours et des taux des 259 derniers jours de Bourse pour les produits sur titres de capitaux propres, de taux d'intérêt, de change, de crédit et sur marchandises. Le risque de marché général est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100. Le risque de marché général est calculé sur une période de détention de un jour.

Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance mesure le risque idiosyncrasique d'écart de taux de crédit (lié à une seule institution) pour les expositions au crédit du portefeuille de négociation au moyen d'une simulation de Monte-Carlo. Le modèle de risque idiosyncrasique propre à des titres de créance repose sur le comportement historique des écarts de crédit idiosyncrasique sur cinq ans. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance, tout comme le risque de marché général, est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance est calculé sur une période de détention de dix jours.

Le graphique ci-après présente, à une date particulière, l'utilisation de la VaR quotidienne et les produits de négociation nets, présentés en équivalence fiscale, dans le secteur Services bancaires de gros. Les produits de négociation nets comprennent les produits de négociation et les produits d'intérêts nets liés aux positions des portefeuilles de négociation de la Banque utilisés pour la gestion des fonds propres exposés au risque de marché. Le troisième trimestre clos le 31 juillet 2025 a compté 3 jours de pertes de négociation et les produits de négociation nets ont été positifs pendant 95 % des jours de Bourse, ce qui reflète une activité de négociation normale. Au cours du trimestre, les pertes pour un jour de Bourse donné n'ont jamais dépassé la VaR.



La VaR constitue une mesure utile, mais elle devrait être utilisée en tenant compte de certaines limites, notamment :

- la VaR recourt à des données historiques pour prédire des événements futurs, ce qui limite sa capacité d'effectuer des prévisions;
- elle ne donne pas d'information sur les pertes au-delà du niveau de confiance choisi;
- elle suppose que toutes les positions peuvent être liquidées au cours de la période de détention ayant servi pour calculer le montant de la VaR.

La Banque améliore sans cesse ses méthodes pour calculer la VaR et elle prévoit de nouvelles mesures du risque qui sont conformes aux habitudes du marché, aux meilleures pratiques de l'industrie et aux exigences réglementaires.

Afin de réduire quelques-unes des faiblesses de la VaR, la Banque se sert de paramètres additionnels conçus expressément pour la gestion des risques. Ces paramètres comprennent la simulation de crise et les sensibilités aux divers facteurs de risque de marché.

Le tableau qui suit présente le calcul de la VaR de la TD à la date de clôture du trimestre, la moyenne de la période et les extrêmes (haut et bas).

TABLEAU 30 : MESURES DU RISQUE DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE

(en millions de dollars canadiens)					*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
				31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
	Clôture	**Moyenne**	**Haut**	**Bas**	Moyenne	Moyenne	**Moyenne**	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	**7,5**	**$ 9,3**	**$ 12,9**	**$ 4,9**	$ 12,8	$ 16,9	**$ 11,5**	$ 18,5
Risque d'écart de taux	**14,6**	**17,3**	**20,2**	**13,7**	20,1	30,2	**19,0**	28,7
Risque actions	**12,0**	**12,5**	**16,1**	**9,3**	9,6	9,0	**10,1**	7,9
Risque de change	**4,5**	**3,7**	**5,6**	**2,1**	3,8	3,4	**3,9**	3,0
Risque sur marchandises	**33,4**	**30,3**	**34,1**	**24,5**	23,1	4,8	**19,9**	4,1
Risque idiosyncrasique propre à des titres de créance	**18,8**	**20,4**	**24,1**	**16,7**	23,4	21,5	**21,1**	20,5
Effet de diversification[1]	**(50,3)**	**(57,2)**	**négl.[2]**	**négl.**	(56,9)	(53,1)	**(52,0)**	(52,4)
Valeur à risque totale (une journée)	**40,5**	**36,3**	**46,3**	**30,0**	35,9	32,7	**33,5**	30,3

[1] La VaR globale est moins élevée que la somme de la VaR des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.
[2] Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

La VaR moyenne a augmenté d'un trimestre à l'autre en raison des variations des positions dans des marchandises, contrebalancées en partie par les positions exposées au risque de taux d'intérêt et les positions dans des titres à revenu fixe, ainsi que par le rétrécissement des écarts de taux.

Validation du modèle de la VaR

La Banque utilise un test de validité rétroactif pour comparer les profits et les pertes réels à la VaR afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux résultats statistiques du modèle de la VaR.

Risque de taux d'intérêt (autre que de négociation) structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel de la Banque découle des activités traditionnelles des services bancaires personnels et commerciaux et est en général le résultat de l'asymétrie entre les dates d'échéance et les dates de révision des taux des actifs et des passifs de la Banque. La mesure du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire n'inclut pas les expositions du secteur Services bancaires de gros ni celles des activités d'assurance de la TD.

Les principales mesures utilisées pour gérer et contrôler ce risque sont la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et la sensibilité des produits d'intérêts nets.

La sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires permet de mesurer la variation de la valeur actualisée nette des actifs, des passifs et de certains éléments hors bilan du portefeuille bancaire de la Banque selon un choc donné des taux d'intérêt. Elle reflète la mesure de l'incidence possible de la valeur actualisée sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires en l'absence d'un profil d'échéances présumé pour la gestion des capitaux propres de la Banque et ne tient pas compte des marges sur les produits.

La sensibilité des produits d'intérêts nets permet de mesurer la variation des produits d'intérêts nets sur une période de douze mois pour une variation donnée des taux d'intérêt à l'égard des actifs, des passifs et de certains autres éléments hors bilan du portefeuille bancaire en supposant un bilan stable au cours de la période.

La politique sur le risque de marché de la Banque établit les limites globales pour les mesures du risque de taux d'intérêt structurel. Ces limites sont revues à intervalles réguliers et approuvées par le comité du risque. Outre ces limites imposées par le conseil d'administration, le groupe Gestion du risque fixe des limites de risque au niveau des portefeuilles pour la gestion du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation de la Banque. Les expositions par rapport à ces limites font l'objet de contrôles réguliers qui sont consignés, et tout dépassement de ces limites, le cas échéant, est signalé au comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres et au comité du risque.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt sur les mesures de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la sensibilité des produits d'intérêts nets.

TABLEAU 31 : SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL – MESURES

(en millions de dollars canadiens)										*Aux*
						31 juillet 2025		30 avril 2025		31 juillet 2024
			Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires[1]			**Sensibilité des produits d'intérêts nets[1, 2]**	Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires	Sensibilité des produits d'intérêts nets[2]	Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires	Sensibilité des produits d'intérêts nets[2]
	Dollar canadien[3]	**Dollar américain**	**Total**	**Dollar canadien[3]**	**Dollar américain**	**Total**	Total	Total	Total	Total
Incidence avant impôt des éléments suivants :										
Augmentation de 100 pdb des taux	**(951)**	**$ (2 379)**	**$ (3 330)**	**$ 360**	**$ 167**	**$ 527**	**$** (2 612)	$ 679	$ (2 485)	$ 785
Diminution de 100 pdb des taux	**827**	**2 100**	**2 927**	**(399)**	**(210)**	**(609)**	2 116	(769)	1 892	(1 077)

[1] Au 31 juillet 2025, les mesures de sensibilité sont présentées par devise afin de mettre en évidence la sensibilité des produits d'intérêts nets aux variations des taux sous-jacents.
[2] Représente l'exposition des produits d'intérêts nets au cours des douze mois suivant un choc immédiat et soutenu des taux d'intérêt et peut comprendre des ajustements au titre d'éléments non récurrents.
[3] Comprend les expositions aux autres devises.

Au 31 juillet 2025, une augmentation immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence négative de 3 330 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une augmentation de 718 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, et une incidence positive de 527 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une diminution de 152 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. Une diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence positive de 2 927 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une augmentation de 811 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, et une incidence négative de 609 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une diminution de 160 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La diminution d'un trimestre à l'autre de la sensibilité des produits d'intérêts nets et l'augmentation correspondante de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires découlent principalement des activités de couverture menées par le groupe de la Trésorerie en réponse à la diminution de la sensibilité des produits d'intérêts nets en dollars américains.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de suffisamment de trésorerie ou de sûretés pour faire face aux obligations financières et de ne pas être en mesure de mobiliser des fonds ou de monétiser des actifs à des prix raisonnables en temps opportun. Les obligations financières peuvent découler de la sortie de dépôts, de l'échéance d'une dette, des engagements à accorder un crédit ou à fournir un concours de trésorerie ou de l'obligation de fournir des sûretés additionnelles en garantie.

APPÉTIT POUR LE RISQUE DE LIQUIDITÉ DE LA TD

La TD met en œuvre un programme de gestion de la liquidité rigoureux, lequel est assujetti à la gouvernance et à la surveillance des risques et est conçu afin de maintenir des liquidités suffisantes pour permettre à la Banque de traverser un événement de liquidité important sans avoir recours à l'aide exceptionnelle d'une banque centrale. La Banque gère une base de financement stable et diversifiée et fait correspondre le profil de financement à ses actifs et à ses obligations éventuelles qui pourraient être exigibles.

La TD gère le risque de liquidité au moyen de mesures quantitatives et qualitatives, qui lui assurent qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins opérationnels et aux engagements de ses clients dans des conditions normales et dans des conditions de stress. La Banque cible un horizon de survie de 90 jours dans des conditions de stress combiné propres aux banques et à l'échelle du marché, et des réserves minimales supérieures aux exigences réglementaires prescrites. Le programme de financement de la Banque privilégie les dépôts comme principale source de financement tout en offrant la possibilité d'accéder rapidement aux divers types de financement des marchés du financement de gros selon diverses modalités et devises. Cette approche vise à assurer une exposition plus faible à une contraction soudaine de la capacité de financement de gros et à réduire les écarts structurels de liquidité. En outre, la Banque maintient un Plan de financement d'urgence afin d'être fin prête à faire face à une éventuelle crise de liquidité. Les stratégies, les plans et les pratiques de gouvernance de la Banque comprennent un programme de gestion du risque de liquidité intégré, conçu de façon à réduire l'exposition au risque de liquidité et à maintenir la conformité aux exigences réglementaires.

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres de la Banque est chargé d'établir des structures et des pratiques de gestion efficaces pour mesurer et gérer adéquatement le risque de liquidité et en assurer la gouvernance. Le comité du Forum général sur les liquidités, un sous-comité du comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres, comprend des cadres supérieurs des groupes Trésorerie, Gestion du risque ainsi que du secteur Services bancaires de gros, et relève et surveille les risques de liquidité de la Banque. La gestion du risque de liquidité incombe au membre de l'équipe de la haute direction responsable du groupe Trésorerie, alors que la surveillance et la remise en question sont assurées par le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres et, de manière indépendante, par Gestion du risque. Le comité du risque revoit régulièrement la situation de trésorerie de la Banque et approuve tous les deux ans le cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque et annuellement les politiques connexes.

L'appétit pour le risque de liquidité et l'approche de la Banque pour la gestion du risque de liquidité sont demeurés en grande partie identiques à ceux décrits dans le rapport de gestion de 2024 de la Banque. Pour des renseignements complets sur le risque de liquidité, se reporter à la rubrique « Risque de liquidité » du rapport de gestion de 2024 de la Banque.

Actifs liquides

Les actifs liquides non grevés de la Banque pourraient être utilisés pour aider à répondre à ses obligations en matière de liquidité découlant d'événements de crise. L'admissibilité des actifs liquides tient compte de la valeur du marché et de la capacité d'absorption du marché en situation de crise ainsi que des restrictions opérationnelles, juridiques ou autres qui limitent la vente des actifs, leur remobilisation comme sûretés ou leur cession en garantie.

Les actifs détenus par la Banque pour répondre à ses obligations en matière de liquidité sont présentés dans les tableaux ci-après. Les tableaux excluent les actifs détenus par les activités d'assurance de la Banque puisqu'ils servent de soutien aux passifs propres aux assurances et aux exigences de fonds propres.

TABLEAU 32 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES PAR TYPE ET PAR MONNAIE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Actifs liquides détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés[1]
					Aux 31 juillet 2025
Trésorerie et réserves des banques centrales	**18 641 $**	**– $**	**18 641 $**	**834 $**	**17 807 $**
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement[2]	**116 553**	**101 061**	**217 614**	**97 652**	**119 962**
Actions	**14 772**	**3 097**	**17 869**	**14 915**	**2 954**
Autres titres de créance	**5 585**	**6 566**	**12 151**	**9 662**	**2 489**
Autres titres	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total (libellé en dollars canadiens)	**155 551**	**110 724**	**266 275**	**123 063**	**143 212**
Trésorerie et réserves des banques centrales	**88 766**	**–**	**88 766**	**189**	**88 577**
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement	**219 140**	**160 472**	**379 612**	**171 922**	**207 690**
Actions	**62 722**	**45 342**	**108 064**	**61 224**	**46 840**
Autres titres de créance	**76 799**	**15 780**	**92 579**	**28 661**	**63 918**
Autres titres	**23 829**	**3 884**	**27 713**	**8 403**	**19 310**
Total (non libellé en dollars canadiens)	**471 256**	**225 478**	**696 734**	**270 399**	**426 335**
Total	**626 807 $**	**336 202 $**	**963 009 $**	**393 462 $**	**569 547 $**
					31 octobre 2024
Total (libellé en dollars canadiens)	163 269 $	117 083 $	280 352 $	110 064 $	170 288 $
Total (non libellé en dollars canadiens)	482 052	179 665	661 717	247 478	414 239
Total	645 321 $	296 748 $	942 069 $	357 542 $	584 527 $

[1] Les actifs liquides non grevés comprennent les actifs au bilan, les actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension et d'autres sûretés hors bilan reçues moins les actifs liquides grevés.

[2] Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Le total des actifs liquides non grevés a diminué de 15 milliards de dollars par rapport à celui au 31 octobre 2024. La diminution des actifs liquides non grevés tout au long du trimestre est due au fait que les niveaux élevés d'excédents de liquidités antérieurs attribuables en partie à la vente de la participation en actions dans Schwab ont été ramenés à des niveaux plus viables.

Les actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion et les filiales canadiennes et étrangères (à l'exclusion des filiales d'assurance) et par les succursales à l'étranger sont résumés dans le tableau suivant.

TABLEAU 33 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES NON GREVÉS DÉTENUS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES

(en millions de dollars canadiens)

	Aux 31 juillet 2025	31 octobre 2024
La Banque Toronto-Dominion (société mère)	**239 754 $**	237 005 $
Filiales bancaires	**302 365**	314 306
Succursales à l'étranger	**27 428**	33 216
Total	**569 547 $**	584 527 $

La moyenne mensuelle des actifs liquides (compte non tenu de ceux détenus par les filiales d'assurances) de la Banque pour les trimestres clos les 31 juillet 2025 et 30 avril 2025 est présentée dans le tableau ci-après.

TABLEAU 34 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS PAR TYPE ET PAR MONNAIE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Moyenne pour les trois mois clos les				
	Actifs liquides détenus par la Banque	**Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés**	**Total des actifs liquides**	**Actifs liquides grevés**	**Actifs liquides non grevés[1]**
					31 juillet 2025
Trésorerie et réserves des banques centrales	**20 163 $**	**– $**	**20 163 $**	**1 012 $**	**19 151 $**
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement[2]	**116 134**	**106 444**	**222 578**	**94 786**	**127 792**
Actions	**14 557**	**4 034**	**18 591**	**14 995**	**3 596**
Autres titres de créance	**5 417**	**6 180**	**11 597**	**8 375**	**3 222**
Autres titres	**–**	**–**	**–**	**–**	
Total (libellé en dollars canadiens)	**156 271**	**116 658**	**272 929**	**119 168**	**153 761**
Trésorerie et réserves des banques centrales	**93 237**	**–**	**93 237**	**212**	**93 025**
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement	**218 308**	**155 300**	**373 608**	**168 936**	**204 672**
Actions	**60 678**	**43 739**	**104 417**	**60 430**	**43 987**
Autres titres de créance	**73 741**	**15 709**	**89 450**	**27 640**	**61 810**
Autres titres	**24 376**	**3 488**	**27 864**	**7 866**	**19 998**
Total (non libellé en dollars canadiens)	**470 340**	**218 236**	**688 576**	**265 084**	**423 492**
Total	**626 611 $**	**334 894 $**	**961 505 $**	**384 252 $**	**577 253 $**
					30 avril 2025
Total (libellé en dollars canadiens)	161 214 $	121 168 $	282 382 $	115 690 $	166 692 $
Total (non libellé en dollars canadiens)	490 138	205 428	695 566	247 713	447 853
Total	651 352 $	326 596 $	977 948 $	363 403 $	614 545 $

[1] Les actifs liquides non grevés comprennent les actifs au bilan, les actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension et d'autres sûretés hors bilan reçues moins les actifs liquides grevés.

[2] Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

La moyenne des actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion et les filiales canadiennes et étrangères (compte non tenu des filiales d'assurances) et par les succursales à l'étranger est présentée dans le tableau suivant :

TABLEAU 35 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS NON GREVÉS DÉTENUS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES

(en millions de dollars canadiens)

	Moyenne pour les trois mois clos les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025
La Banque Toronto-Dominion (société mère)	**248 904 $**	257 975 $
Filiales bancaires	**305 662**	328 128
Succursales à l'étranger	**22 687**	28 442
Total	**577 253 $**	614 545 $

GRÈVEMENT D'ACTIFS

Dans le cadre des activités quotidiennes de la Banque, des actifs sont donnés en garantie afin d'obtenir du financement, soutenir les activités de négociation et de courtage et participer à des systèmes de compensation et de règlement. Un sommaire des actifs grevés et non grevés au bilan et hors bilan (compte non tenu des actifs détenus par des filiales d'assurances) figure dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 36 : ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS

(en millions de dollars canadiens)

	Total de l'actif	Grevés			Aux Non grevés
	Total de l'actif	Sûretés données en garantie[1]	Autres[2]	Disponibles comme garantie[3]	Autres[4]
					31 juillet 2025
Trésorerie et montants à recevoir	**5 517 $**	**– $**	**– $**	**– $**	**5 517 $**
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	**115 623**	**10 009**	**–**	**100 684**	**4 930**
Valeurs mobilières, prêts détenus à des fins de transaction et autres	**1 005 945**	**456 566**	**23 875**	**502 463**	**23 041**
Dérivés	**75 950**	**–**	**–**	**–**	**75 950**
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	**913 845**	**50 889**	**94 587**	**59 416**	**708 953**
Autres actifs[5]	**86 659**	**282**	**–**	**–**	**86 377**
Total de l'actif	**2 203 539 $**	**517 746 $**	**118 462 $**	**662 563 $**	**904 768 $**
					31 octobre 2024
Total de l'actif	2 202 763 $	509 319 $	113 528 $	635 491 $	944 425 $

[1] Les sûretés données en garanties correspondent aux actifs donnés en garanties dans le cadre de diverses opérations, telles que des mises en pension, des prêts de valeurs mobilières, des contrats de dérivés, et des exigences liées à la participation aux chambres de compensation et aux systèmes de paiement.

[2] Comprennent les actifs qui soutiennent les activités de financement à long terme de la TD, telles que la titrisation des actifs et l'émission d'obligations sécurisées.

[3] Représentent les actifs qui sont disponibles facilement pour être utilisés en tant que sûreté afin d'obtenir du financement ou de satisfaire aux exigences en matière de garantie. Cette catégorie comprend les prêts non grevés adossés à des biens immobiliers qui sont admissibles à titre de garantie à la FHLB.

[4] Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction quant à leur utilisation pour garantir un financement ou à titre de sûreté, mais ne sont pas considérés comme immédiatement disponibles.

[5] Les autres actifs comprennent le goodwill, les autres immobilisations incorporelles, les terrains, bâtiments, matériel et mobilier, autres actifs amortissables et actifs au titre de droits d'utilisation, les actifs d'impôt différé, les montants à recevoir des courtiers et des clients et les autres actifs du bilan qui ne sont pas présentés dans les catégories ci-dessus.

SIMULATIONS DE CRISE DE LIQUIDITÉ ET PLANS DE LIQUIDITÉ D'URGENCE

Outre un indicateur interne de simulation de crise de liquidité, la Banque effectue des simulations de crise de liquidité au moyen d'une multitude de scénarios différents. Ces scénarios de crise constituent une combinaison d'événements propres à la TD et d'événements de crise généralisés à l'ensemble des marchés, qui sont conçus pour évaluer l'incidence potentielle de facteurs de risque importants pour le profil de risque de la Banque. Les évaluations de la liquidité font également partie du programme d'évaluation des facteurs de crise à l'échelle de la Banque.

La Banque maintient des plans de liquidité d'urgence pour l'entreprise et pour les filiales importantes qui exercent leurs activités dans les territoires étrangers, qui fournissent des lignes directrices pour gérer les situations de crise de liquidité. Ils décrivent les différentes étapes d'un plan d'urgence fondées sur la gravité et la durée de l'événement de liquidité de même que les mesures de sortie de crise appropriées pour chacune des étapes. Dans l'optique d'assurer la préparation opérationnelle, les plans de liquidité d'urgence fournissent les principales mesures requises pour mettre en œuvre chaque mesure de sortie de crise. Les mesures et la structure de gouvernance présentées dans les plans de liquidité d'urgence de la Banque sont alignées sur le plan de sortie de crise de la Banque.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Les notations de crédit peuvent avoir une incidence sur l'accès de la Banque à des sources de financement et sa capacité d'entreprendre certaines activités commerciales de manière rentable. Les notations de crédit et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent les perceptions que celles-ci ont de la Banque et leurs méthodes, et peuvent changer en fonction de plusieurs facteurs, notamment la solidité financière, la situation concurrentielle et le profil de risque de liquidité de la Banque, de même que de facteurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque, comme les conditions touchant l'ensemble de l'industrie des services financiers.

TABLEAU 37 : NOTATIONS DE CRÉDIT[1]

	Au 31 juillet 2025			
	Moody's[2]	S&P	Fitch	DBRS
Dépôts/contrepartie[3]	**Aa2**	**A+**	**AA**	**AA**
Ancienne dette de premier rang[4]	**Aa3**	**A+**	**AA**	**AA**
Dette de premier rang[5]	**A2**	**A-**	**AA-**	**AA (bas)**
Obligations sécurisées	**Aaa**	**–**	**AAA**	**AAA**
Ancienne dette subordonnée – non-FPUNV	**A3**	**A-**	**A**	**A (haut)**
Dette subordonnée de catégorie 2 – FPUNV	**A3 (hyb)**	**BBB+**	**A**	**A (bas)**
Dette perpétuelle AT1 – FPUNV	**Baa2 (hyb)**	**BBB-**	**BBB+**	**–**
Billets avec remboursement de capital à recours limité – FPUNV	**Baa2 (hyb)**	**BBB-**	**BBB+**	**BBB (haut)**
Actions privilégiées – FPUNV	**Baa2 (hyb)**	**BBB-**	**BBB+**	**Pfd-2**
Dette à court terme (dépôts)	**P-1**	**A-1**	**F1+**	**R-1 (haut)**
Perspectives	**Stables**	**Stables**	**Négatives**	**Stables**

[1] Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Les notations des filiales sont disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse http://www.td.com/francais/investisseurs/accueil/renseignements-sur-les-creances/notes-de-credit/credit.jsp. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par l'agence de notation.

[2] Après la fin du trimestre, le 22 août 2025, Moody's a entrepris une révision de la notation des dépôts/de contrepartie et des anciennes dettes de premier rang de la TD en vue d'un rehaussement.

[3] Représentent la notation des dépôts à long terme et la notation du risque de contrepartie attribuées par Moody's, la notation de crédit d'émetteur attribuée par S&P, la notation des dépôts à long terme de Fitch et la notation d'émetteur à long terme attribuée par DBRS.

[4] Comprend a) la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018; et b) la dette de premier rang émise à partir du 23 septembre 2018, qui est exclue du régime de recapitalisation interne des banques.

[5] Assujettie à une conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques.

La Banque examine régulièrement le niveau des sûretés additionnelles que ses contreparties exigeraient en cas d'abaissement de la notation de crédit de la TD. Le tableau suivant présente les sûretés additionnelles qui pourraient être exigées aux termes de contrats par les contreparties de dérivés de gré à gré en cas d'abaissement de un, deux et trois crans des notations de crédit de la Banque.

TABLEAU 38 : EXIGENCES DE SÛRETÉS ADDITIONNELLES POUR ABAISSEMENT DES NOTATIONS[1]

(en millions de dollars canadiens)	*Moyenne pour les trois mois clos les*	
	31 juillet 2025	30 avril 2025
Abaissement de un cran	**668 $**	531 $
Abaissement de deux crans	**1 172**	1 086
Abaissement de trois crans	**2 397**	2 207

[1] Ces exigences de sûretés sont fondées sur l'annexe de soutien au crédit pour chaque contrepartie figurant au contrat de gré à gré et sur les notations de crédit de la Banque attribuées par les agences de notation pertinentes.

RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME (LCR)

Le LCR est une norme selon Bâle III qui vise à faire en sorte qu'une institution dispose d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA) non grevés, sous forme d'encaisse ou d'autres actifs pouvant être convertis en liquidités, pour couvrir ses besoins de liquidité dans un scénario de crise de liquidité qui durerait 30 jours.

Sauf en période de tensions financières, la Banque doit maintenir un LCR de plus de 100 % selon la ligne directrice *Normes de liquidité* publiée par le BSIF. Le LCR de la Banque est calculé selon les paramètres des scénarios de la ligne directrice *Normes de liquidité*, y compris selon les critères d'admissibilité et la décote des HQLA, les taux de retrait des dépôts, et les autres taux de sorties et d'entrées de trésorerie prescrits par la ligne directrice. Les HQLA détenus par la Banque qui sont admissibles aux fins du calcul du LCR selon les normes de liquidité sont constitués essentiellement de réserves auprès de banques centrales, de titres émis ou garantis par des emprunteurs souverains et de titres de haute qualité émis par des entités non financières.

Le tableau ci-dessous présente la position quotidienne moyenne propre au LCR de la Banque aux dates indiquées.

TABLEAU 39 : RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME MOYEN[1]

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Moyenne pour les trois mois clos le*	
		31 juillet 2025
	Valeur non pondérée totale (moyenne)[2]	**Valeur pondérée totale (moyenne)[3]**
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	**s. o.[4] $**	**361 014 $**
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	**505 483 $**	**32 737 $**
Dépôts stables	**267 590**	**8 028**
Dépôts moins stables	**237 893**	**24 709**
Financement de gros non garanti, dont :	**388 250**	**189 947**
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	**141 728**	**33 655**
Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	**224 566**	**134 336**
Dettes non garanties	**21 956**	**21 956**
Financement de gros garanti	**s. o.**	**48 159**
Exigences supplémentaires, dont :	**358 168**	**113 080**
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	**58 620**	**49 350**
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	**13 172**	**13 172**
Facilités de crédit et de liquidité	**286 376**	**50 558**
Autres obligations de financement contractuelles	**19 083**	**10 314**
Autres obligations de financement conditionnelles	**829 567**	**12 933**
Total des sorties de trésorerie	**s. o. $**	**407 170 $**
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis	**260 213 $**	**46 255 $**
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	**31 475**	**12 551**
Autres entrées de trésorerie	**87 077**	**87 077**
Total des entrées de trésorerie	**378 765 $**	**145 882 $**

	Moyenne pour les trois mois clos les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025
	Valeur ajustée totale	Valeur ajustée totale
Total des actifs liquides de haute qualité	**361 014 $**	382 814 $
Total des sorties nettes de trésorerie	**261 288**	270 720
Ratio de liquidité à court terme	**138 %**	141 %

[1] Le LCR est calculé conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui tient compte des exigences en matière de liquidité publiées par le CBCB. Le LCR pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 représente la moyenne des 64 données quotidiennes du trimestre.

[2] Les valeurs non pondérées des entrées et des sorties de trésorerie représentent les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours.

[3] Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des décotes des HQLA ou des taux des entrées et des sorties de trésorerie, et des plafonds prescrits par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

[4] Sans objet conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

Le LCR moyen de la Banque était de 138 % pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, et continue à satisfaire aux exigences réglementaires.

La Banque détient une variété d'actifs liquides en proportion de ses besoins de liquidités. La majorité de ces actifs liquides sont également admissibles à titre de HQLA selon la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF. Le LCR demeure élevé en raison des excédents importants attribuables en partie au produit tiré de la vente de la participation en actions dans Schwab, bien qu'il ait diminué tout au long du trimestre alors que les niveaux élevés d'excédents sont ramenés à des niveaux plus viables[17]. Les actifs du niveau 1 de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, calculés conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF et aux exigences en matière de liquidité publiées par le CBCB, représentent 86 % du total des HQLA (86 % pour le trimestre clos le 30 avril 2025). Conformément aux exigences de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, les HQLA comme présentés de la Banque ne tiennent pas compte des HQLA excédentaires des Services de détail aux États-Unis afin de refléter les motifs de transfert de liquidités entre les Services de détail aux États-Unis et les sociétés affiliées en conformité avec les règlements de la Réserve fédérale des États-Unis. En excluant les HQLA excédentaires, le LCR des Services de détail aux États-Unis se trouve effectivement plafonné à 100 % avant la consolidation totale de la Banque.

Comme il est décrit à la rubrique « Mode de gestion du risque de liquidité de la TD » du rapport de gestion de 2024 de la Banque, la Banque gère les HQLA et les autres réserves de liquidités selon ce qui est le plus exigeant entre le montant requis en interne pour l'excédent de 90 jours de la TD et sa cible de réserves de fonds propres supérieurs aux minimums réglementaires exigés notamment pour le LCR, le NSFR et les flux de trésorerie nets cumulatifs.

RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME (NSFR)

Le NSFR, mesure selon Bâle III, est calculé comme le ratio du montant total du financement stable disponible (FSD) sur le montant total de financement stable requis (FSR) conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres* du BSIF. La Banque doit maintenir un NSFR égal ou supérieur à 100 % selon la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF. Le montant de FSD de la Banque comprend les passifs et les instruments de fonds propres (y compris les dépôts et le financement de gros). Les actifs qui exigent un FSR sont établis en fonction des activités au bilan et hors bilan de la Banque, de leurs caractéristiques de liquidité ainsi que des exigences de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

[17] Les attentes de la Banque à l'égard des niveaux de liquidités s'appuient sur les hypothèses de la Banque à l'égard de certains facteurs, notamment la croissance des produits, les plans stratégiques, le rythme des rachats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque (laquelle est assujettie aux prévisions financières et aux exigences en matière de fonds propres). Les hypothèses de la Banque sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs dépendants et indépendants de la volonté de la Banque, y compris les conditions générales du marché, les perspectives économiques et les enjeux géopolitiques. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document pour plus de renseignements sur les risques et les incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

TABLEAU 40 : RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME[1]

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 juillet 2025				
	Valeur non pondérée par durée résiduelle				
	Aucune échéance[2]	Moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	Plus de 1 an	Valeur pondérée[3]
Élément du financement stable disponible					
Fonds propres	121 605 $	s. o. $	s. o. $	9 140 $	130 745 $
Fonds propres réglementaires	121 605	s. o.	s. o.	9 140	130 745
Autres instruments de fonds propres	s. o.	s. o.	s. o.	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	463 286	77 532	32 390	30 852	561 316
Dépôts stables	259 219	29 436	14 036	15 412	302 968
Dépôts moins stables	204 067	48 096	18 354	15 440	258 348
Financement de gros dont :	263 605	400 473	90 978	233 569	454 090
Dépôts opérationnels	117 990	2 629	1	–	60 310
Autre financement de gros	145 615	397 844	90 977	233 569	393 780
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants[4]	–	1 979	1 431	33 534	–
Autres passifs dont :	49 768			83 694	7 511
Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR	s. o.			2 260	s. o.
Toutes les autres catégories de passifs et de capitaux propres non comprises dans les catégories ci-dessus	49 768	72 959	1 929	6 546	7 511
Total du financement stable disponible					1 153 662 $
Élément du financement stable requis					
Total des HQLA aux fins du NSFR	s. o. $	s. o. $	s. o. $	s. o. $	55 794 $
Dépôts détenus dans d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	–	–	–	–
Prêts et titres productifs	125 409	259 183	135 923	663 704	775 855
Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	–	69 101	11 556	21	10 929
Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs accordés à des institutions financières non garantis	–	74 932	6 165	13 576	24 752
Prêts productifs accordés à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et de petites entreprises, et prêts aux entités souveraines, banques centrales et entités du secteur public dont :	41 528	59 989	48 021	293 255	342 834
Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour mesurer le risque de crédit	s. o.	–	–	–	–
Prêts hypothécaires résidentiels productifs dont :	36 086	50 229	68 013	284 000	290 528
Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour mesurer le risque de crédit	36 086	50 229	68 013	284 000	290 528
Titres qui ne sont pas en défaut et ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	47 795	4 932	2 169	72 852	106 812
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants[4]	–	2 661	3 089	31 194	–
Autres actifs dont :	81 424			131 691	119 559
Marchandises physiques, y compris l'or	22 969	s. o.	s. o.	s. o.	19 851
Actifs constituant la marge initiale des contrats dérivés contribuant au fonds de garantie de contrepartie centrale	–	–	–	19 086	16 224
Actifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR	s. o.	–	–	7 590	5 330
Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR avant déduction de la marge de variation constituée	s. o.			22 701	1 135
Tous les autres actifs non inclus dans les catégories ci-dessus	58 455	73 873	1 225	7 216	77 019
Éléments hors bilan	s. o.			851 391	30 733
Total du financement stable requis					981 941 $
Ratio de liquidité à long terme					117 %

	Au 31 octobre 2024
Total du financement stable disponible	1 154 060 $
Total du financement stable requis	994 567
Ratio de liquidité à long terme	116 %

[1] Le NSFR est calculé conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui tient compte des exigences en matière de liquidité publiées par le CBCB.

[2] Les éléments présentés sous la catégorie « Aucune échéance » ne sont assortis d'aucune échéance précise. Cette catégorie regroupe notamment les fonds propres sans échéance, les dépôts sans échéance, les positions courtes, les positions à échéance ouverte, les actions qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA et les marchandises physiques.

[3] Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations aux fins du NSFR prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

[4] Certains éléments de l'actif et du passif réputés interdépendants par le BSIF, et à ce titre, leurs coefficients de FSR et de FSD sont ajustés à zéro. Les passifs interdépendants ne peuvent être échus pendant que l'actif demeure au bilan, ne peuvent servir à financer d'autres actifs tandis que le principal de l'actif ne peut servir qu'à rembourser le passif. Par conséquent, les seuls actifs et passifs interdépendants de la Banque qui sont admissibles à ce traitement sont les passifs découlant du Programme des Obligations hypothécaires du Canada et leurs actifs grevés correspondants.

Le NSFR de la Banque au 31 juillet 2025 était de 117 % (116 % au 31 octobre 2024), correspondant à un montant excédentaire de 172 milliards de dollars, ce qui respecte les exigences réglementaires. L'augmentation du NSFR est principalement attribuable au produit tiré de la vente de la participation en actions dans Schwab et à la croissance des dépôts, en partie contrebalancés par la croissance des prêts.

FINANCEMENT

La Banque a accès à une variété de sources de financement garanties et non garanties. Les activités de financement de la Banque sont menées conformément aux politiques de gestion du risque de liquidité, lesquelles exigent que tous les actifs soient financés selon la durée appropriée et selon un profil de diversification prudent.

L'approche principale de financement de la Banque consiste à maximiser l'utilisation des dépôts mobilisés par l'entremise des services bancaires personnels et commerciaux et de ses activités de gestion de patrimoine, lesquels ont compté pour environ 64 % (63 % au 31 octobre 2024) du financement total de la Banque. Le financement provenant des dépôts non personnels présenté ci-dessous ne tient pas compte des dépôts du secteur Services bancaires de gros de la Banque (y compris ceux du sous-secteur Services bancaires de financement de grandes entreprises et de placement).

TABLEAU 41 : SOMMAIRE DU FINANCEMENT PROVENANT DES DÉPÔTS[1]

(en millions de dollars canadiens)		*Aux*
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Dépôts personnels	**650 186 $**	641 667 $
Dépôts non personnels	**308 798**	310 422
Total	**958 984 $**	952 089 $

[1] La méthode de calcul a été modifiée pour tenir compte du financement provenant des dépôts généré par les services bancaires personnels et commerciaux et les activités de gestion de patrimoine.

FINANCEMENT DE GROS

La Banque a différents programmes de financement de gros externe à terme (plus de un an) inscrits pour accéder à une grande variété de sources de financement, y compris la titrisation d'actifs, les obligations sécurisées et les titres de créance de gros non garantis. La Banque recourt à du financement à terme sous forme de billets de premier rang, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*, de billets adossés à des créances sur cartes de crédit (Fiducie de cartes de crédit Evergreen) et de lignes de crédit domiciliaires (Genesis Trust II). Le financement de gros de la Banque est réparti par région, par monnaie et par type de financement. La Banque recourt à du financement à court terme (un an ou moins) au moyen de certificats de dépôt et de papier commercial.

Le tableau suivant présente les programmes de financement à terme et de titres de fiducie de capital inscrits de la Banque par région ainsi que le montant de financement de chacun au 31 juillet 2025.

Canada	**États-Unis**	**Europe**
Programme de titres de fiducie de capital (20 milliards de dollars) Programme de billets à moyen terme de premier rang liés du Canada (5 milliards de dollars) Programme de titres adossés à des créances – lignes de crédit domiciliaires (Genesis Trust II) (7 milliards de dollars)	Programme de titres de fiducie de capital et de créance inscrit à la SEC des États-Unis (F-3) (75 milliards de dollars américains)	Programme d'obligations sécurisées législatives inscrit à la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni (100 milliards de dollars) Programme de billets à moyen terme – marché mondial inscrit à la FCA (40 milliards de dollars américains) Programme de billets structurés à moyen terme liés – marché mondial non inscrit (20 milliards de dollars américains)

Le tableau ci-après présente la ventilation de la dette à terme de la Banque par monnaie et type de financement. Le financement à terme au 31 juillet 2025 s'élevait à 178,1 milliards de dollars (184,5 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

Il est à noter que le tableau 41 : Financement à long terme et le tableau 42 : Financement de gros ne présentent aucun financement obtenu par voie d'opération de rachat ou de financement sur valeurs mobilières.

TABLEAU 42 : FINANCEMENT À LONG TERME[1]

		Aux
Financement à long terme par devise	**31 juillet 2025**	31 octobre 2024
Dollar canadien	**27 %**	25 %
Dollar américain	**33**	31
Euro	**31**	33
Livre sterling	**4**	5
Autres	**5**	6
Total	**100 %**	100 %
Financement à long terme par type		
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	**54 %**	51 %
Obligations sécurisées	**36**	40
Titrisation de prêts hypothécaires[2]	**8**	7
Titres adossés à des créances mobilières à terme	**2**	2
Total	**100 %**	100 %

[1] Le tableau comprend les billets garantis et non garantis, de premier rang et subordonnés, sauf les billets structurés et le papier commercial, émis à des investisseurs externes et d'une durée initiale de plus de un an.

[2] La titrisation de prêts hypothécaires exclut les activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels.

La Banque maintient des limites de concentration à l'égard des montants des dépôts de gros à court terme de façon à ne pas trop dépendre de déposants particuliers comme source de financement. Qui plus est, elle limite la concentration des échéances à court terme du financement de gros afin de réduire le risque de refinancement durant un événement de stress.

Le tableau ci-dessous présente la durée restante des diverses sources du financement en cours respectivement aux 31 juillet 2025 et 31 octobre 2024.

TABLEAU 43 : FINANCEMENT DE GROS

(en millions de dollars canadiens)

									Aux
								31 juillet 2025	31 octobre 2024
	Moins de 1 mois	**De 1 à 3 mois**	**De 3 à 6 mois**	**De 6 mois à 1 an**	**Jusqu'à 1 an**	**Plus de 1 an à 2 ans**	**Plus de 2 ans**	**Total**	Total
Dépôts effectués par des banques[1]	**1 657 $**	**502 $**	**195 $**	**217 $**	**2 571 $**	**48 $**	**– $**	**2 619 $**	1 856 $
Billet de dépôt au porteur	**1 263**	**1 253**	**688**	**969**	**4 173**	**–**	**–**	**4 173**	787
Certificats de dépôt	**11 599**	**23 720**	**19 839**	**38 014**	**93 172**	**151**	**–**	**93 323**	101 168
Papier commercial	**7 331**	**17 709**	**8 500**	**11 436**	**44 976**	**–**	**–**	**44 976**	60 339
Obligations sécurisées	**–**	**–**	**138**	**13 199**	**13 337**	**24 834**	**26 373**	**64 544**	75 399
Titrisation de prêts hypothécaires[2]	**–**	**245**	**1 785**	**2 189**	**4 219**	**4 404**	**28 316**	**36 939**	32 684
Anciens billets à moyen terme non garantis de premier rang[3]	**43**	**–**	**–**	**–**	**43**	**–**	**–**	**43**	88
Billets à moyen terme non garantis de premier rang[4]	**1 350**	**5 522**	**6 013**	**9 117**	**22 002**	**20 114**	**55 382**	**97 498**	93 157
Billets et débentures subordonnés[5]	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**10 496**	**10 496**	11 473
Titres adossés à des créances mobilières à terme	**69**	**769**	**344**	**10 432**	**11 614**	**1 839**	**1 481**	**14 934**	9 604
Divers[6]	**35 097**	**5 893**	**1 426**	**1 338**	**43 754**	**1 730**	**3 762**	**49 246**	70 951
Total	**58 409 $**	**55 613 $**	**38 928 $**	**86 911 $**	**239 861 $**	**53 120 $**	**125 810 $**	**418 791 $**	457 506 $
Dont :									
Garantis	**3 530 $**	**4 475 $**	**2 268 $**	**25 820 $**	**36 093 $**	**31 077 $**	**56 173 $**	**123 343 $**	153 855 $
Non garantis	**54 879**	**51 138**	**36 660**	**61 091**	**203 768**	**22 043**	**69 637**	**295 448**	303 651
Total	**58 409 $**	**55 613 $**	**38 928 $**	**86 911 $**	**239 861 $**	**53 120 $**	**125 810 $**	**418 791 $**	457 506 $

[1] Comprennent seulement les dépôts commerciaux à échéance déterminée auprès de banques.

[2] Comprend les titres adossés à des créances hypothécaires émises à des investisseurs externes et dans le cadre des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros.

[3] Comprennent a) la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018; et b) la dette de premier rang émise à partir du 23 septembre 2018 qui est exclue du régime de recapitalisation interne des banques, y compris la dette dont la durée initiale est de moins de 400 jours.

[4] Comprennent la dette de premier rang qui est assujettie à une conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Excluent des billets structurés d'un montant de 3,8 milliards de dollars qui sont assujettis à une conversion au titre du régime de recapitalisation des banques (4,4 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

[5] Les billets et débentures subordonnés ne sont pas considérés en tant que financement de gros étant donné qu'ils peuvent être engagés essentiellement à des fins de gestion des fonds propres.

[6] Comprend les dépôts à échéance déterminée d'institutions autres que des banques (non garantis) de 23,9 milliards de dollars (17,3 milliards de dollars au 31 octobre 2024) et les autres dépôts n'ont aucune échéance.

À l'exclusion des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros, la Banque a émis à l'intention d'investisseurs externes des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevant respectivement à 1,0 milliard de dollars et 3,3 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025 (respectivement 0,8 milliard de dollars et 1,6 milliard de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024), et les autres titres adossés à des actifs émis étaient respectivement de néant et 0,2 milliard de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025 (respectivement 0,9 milliard de dollars et 0,9 milliard de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024). La Banque a également émis des billets à moyen terme non garantis s'élevant respectivement à 7,1 milliards de dollars et 17,5 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025 (respectivement 1,3 milliard de dollars et 9,5 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024). Les obligations sécurisées émises se sont élevées à néant pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025 (respectivement 5,6 milliards de dollars et 20,5 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024).

ANALYSE DES ÉCHÉANCES DES ACTIFS, DES PASSIFS ET DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le tableau suivant présente les catégories au bilan et hors bilan par durée contractuelle restante. Les engagements hors bilan incluent les obligations contractuelles d'effectuer des paiements futurs pour respecter des engagements découlant de certains contrats de location, certaines obligations d'achats et d'autres obligations. La valeur des instruments de crédit indiqués dans le tableau suivant représente le montant maximal du crédit additionnel que la TD pourrait être obligée de consentir si les instruments étaient entièrement épuisés ou utilisés. Comme une partie importante des garanties et des engagements devraient arriver à échéance sans avoir été utilisés, le total des montants contractuels n'est pas représentatif des besoins futurs attendus en liquidités. Ces obligations contractuelles influent sur les besoins de liquidités et de fonds propres à court et à long terme de la Banque.

L'analyse des échéances présentée ne décrit pas le degré de transformation des échéances de la Banque ni l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de liquidité. L'objectif de la Banque est de financer de façon adéquate ses actifs pour se protéger de la volatilité des coûts d'emprunt ou contre les réductions éventuelles des liquidités disponibles sur les marchés de financement. La Banque se sert de dépôts stables sans échéance (comptes chèques et comptes d'épargne) et de dépôts à terme comme principale source de financement à long terme pour les actifs détenus à des fins autres que de transaction de la Banque, y compris les prêts à terme aux particuliers et aux entreprises et la partie stable du solde des lignes de crédit renouvelables. De plus, la Banque accorde du financement à long terme à l'égard de ces actifs détenus à des fins autres que de transaction et a recours à du financement à court terme surtout pour financer des actifs détenus à des fins de transaction. La liquidité des actifs détenus à des fins de transaction quand ils sont soumis aux tensions des marchés est prise en compte pour déterminer l'échéance appropriée du financement.

TABLEAU 44 : DURÉE CONTRACTUELLE RESTANTE

(en millions de dollars canadiens)

Au

31 juillet 2025

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et montants à recevoir de banques	5 517 $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	5 517 $
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	113 444	604	226	–	–	–	–	–	1 349	115 623
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction[1]	3 180	3 456	7 222	4 374	5 583	13 036	32 269	29 122	107 437	205 679
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	–	75	212	2 444	1 620	2 018	6 369
Dérivés	11 651	9 781	6 762	4 537	4 421	10 897	15 070	12 831	–	75 950
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	133	432	260	360	612	1 458	1 808	1 513	–	6 576
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	931	5 414	4 862	2 901	4 283	7 642	43 823	49 745	3 293	122 894
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	1 157	3 336	8 537	6 093	6 318	22 541	76 195	121 349	(1)	245 525
Valeurs mobilières prises en pension[2]	146 157	38 549	25 413	13 528	3 317	582	711	–	23	228 280
Prêts										
Prêts hypothécaires résidentiels	1 732	8 675	13 109	17 182	26 193	83 802	116 217	49 021	–	315 931
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	1 409	3 293	4 364	6 910	9 864	30 814	88 534	36 766	63 981	245 935
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	41 596	41 596
Entreprises et gouvernements	55 397	16 522	11 906	12 724	16 624	45 373	90 467	57 067	35 230	341 310
Total des prêts	58 538	28 490	29 379	36 816	52 681	159 989	295 218	142 854	140 807	944 772
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	–	–	–	–	–	(8 682)	(8 682)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	58 538	28 490	29 379	36 816	52 681	159 989	295 218	142 854	132 125	936 090
Participation dans Schwab	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Goodwill[3]	–	–	–	–	–	–	–	–	18 775	18 775
Autres immobilisations incorporelles[3]	–	–	–	–	–	–	–	–	3 296	3 296
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, autres actifs amortissables et actifs au titre de droits d'utilisation[3]	–	2	7	3	5	85	673	3 091	5 984	9 850
Actifs d'impôt différé	–	–	–	–	–	–	–	–	5 786	5 786
Montants à recevoir des courtiers et des clients	19 298	–	–	–	–	–	–	–	–	19 298
Autres actifs	6 677	2 073	1 367	2 949	478	202	416	335	15 157	29 654
Total de l'actif	366 683 $	92 137 $	84 035 $	71 561 $	77 773 $	216 644 $	468 627 $	362 460 $	295 242 $	2 035 162 $
Passif										
Dépôts détenus à des fins de transaction	3 345 $	3 527 $	3 134 $	3 193 $	2 532 $	6 451 $	7 994 $	2 926 $	– $	33 102 $
Dérivés	11 714	9 966	7 231	5 710	4 944	7 558	12 390	12 517	–	72 030
Passifs de titrisation à la juste valeur	–	95	1 071	584	1 057	2 415	12 922	5 196	–	23 340
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	52 426	49 482	33 769	41 067	17 497	151	3	–	231	194 626
Dépôts[4, 5]										
Particuliers	13 871	27 351	28 132	20 751	16 388	17 767	12 930	2	512 993	650 185
Banques	13 601	3 585	1	–	–	–	3	–	16 117	33 307
Entreprises et gouvernements	22 972	20 581	13 925	16 121	12 911	46 417	61 523	21 708	357 272	573 430
Total des dépôts	50 444	51 517	42 058	36 872	29 299	64 184	74 456	21 710	886 382	1 256 922
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert[1]	2 863	1 138	755	1 762	1 203	4 094	15 310	11 882	1 651	40 658
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension[2]	182 727	20 434	2 684	1 684	159	146	24	–	–	207 858
Passifs de titrisation au coût amorti	–	150	716	189	359	1 989	5 212	4 984	–	13 599
Montants à payer aux courtiers et aux clients	19 846	–	–	–	–	–	–	–	–	19 846
Passifs au titre des contrats d'assurance	233	415	622	622	655	1 102	1 804	773	880	7 106
Autres passifs	4 687	2 407	4 278	2 062	1 313	1 356	1 830	5 556	6 696	30 185
Billets et débentures subordonnés	–	–	–	–	–	–	–	10 496	–	10 496
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	125 394	125 394
Total du passif et des capitaux propres	328 285 $	139 131 $	96 318 $	93 745 $	59 018 $	89 446 $	131 945 $	76 040 $	1 021 234 $	2 035 162 $
Engagements hors bilan										
Engagements au titre du crédit et des liquidités[6, 7]	20 900 $	23 593 $	55 648 $	22 427 $	22 919 $	53 890 $	170 208 $	3 677 $	1 989 $	375 251 $
Autres engagements[8]	117	174	306	239	293	834	1 336	284	29	3 612
Engagements à l'égard d'entités structurées non consolidées	156	386	3 068	1 502	3 628	6 231	2 101	–	–	17 072
Total des engagements hors bilan	21 173 $	24 153 $	59 022 $	24 168 $	26 840 $	60 955 $	173 645 $	3 961 $	2 018 $	395 935 $

[1] Les montants ont été présentés en fonction des durées contractuelles restantes du titre sous-jacent.

[2] Certains contrats considérés comme étant à court terme sont présentés dans la catégorie « moins de 1 mois ».

[3] Certains actifs non financiers ont été présentés comme n'ayant « aucune échéance précise ».

[4] Comme les dépôts payables à vue et les dépôts payables sur préavis n'ont pas d'échéance précise et peuvent être rachetés au gré du déposant, les obligations sont considérées comme n'ayant « aucune échéance précise ».

[5] Comprennent 65 milliards de dollars d'obligations sécurisées, dont une tranche de 10 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 6 à 9 mois », une tranche de 3 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 9 mois à 1 an », une tranche de 25 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 an à 2 ans », une tranche de 21 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 2 à 5 ans » et une tranche de 6 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 5 ans ».

[6] Comprennent 627 millions de dollars d'engagements de crédit à l'égard de placements dans des actions de sociétés à capital fermé.

[7] Les engagements de crédit excluent les lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.

[8] Comprennent divers engagements d'acquisition ainsi que des engagements au titre de contrats de location qui n'ont pas encore débuté et des paiements découlant de contrats de location.

TABLEAU 44 : DURÉE CONTRACTUELLE RESTANTE (suite)

(en millions de dollars canadiens) *Au*

	31 octobre 2024									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et montants à recevoir de banques	6 437 $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	6 437 $
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	165 665	23	–	–	–	–	–	–	4 242	169 930
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction[1]	3 773	4 852	6 777	4 852	4 729	11 756	28 458	27 484	83 089	175 770
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	–	2	301	1 431	96	702	810	694	1 833	5 869
Dérivés	11 235	12 059	5 501	4 257	2 587	10 485	17 773	14 164	–	78 061
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	367	251	486	613	292	1 144	1 865	1 399	–	6 417
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	357	7 284	6 250	6 459	9 367	5 766	19 729	34 270	4 415	93 897
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	1 620	4 237	4 763	6 367	4 072	30 513	93 429	126 617	(3)	271 615
Valeurs mobilières prises en pension[2]	134 310	35 360	19 897	10 119	5 299	1 722	482	–	1 028	208 217
Prêts										
Prêts hypothécaires résidentiels	7 502	11 817	13 066	16 074	4 353	86 112	132 381	60 344	–	331 649
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	974	1 758	2 509	4 077	6 137	28 498	88 052	35 096	61 281	228 382
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	40 639	40 639
Entreprises et gouvernements	55 591	15 405	10 866	19 340	18 982	47 488	98 362	61 904	29 035	356 973
Total des prêts	64 067	28 980	26 441	39 491	29 472	162 098	318 795	157 344	130 955	957 643
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	–	–	–	–	–	(8 094)	(8 094)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	64 067	28 980	26 441	39 491	29 472	162 098	318 795	157 344	122 861	949 549
Participation dans Schwab	–	–	–	–	–	–	–	–	9 024	9 024
Goodwill[3]	–	–	–	–	–	–	–	–	18 851	18 851
Autres immobilisations incorporelles[3]	–	–	–	–	–	–	–	–	3 044	3 044
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, autres actifs amortissables et actifs au titre de droits d'utilisation[3]	–	8	1	4	12	81	562	3 130	6 039	9 837
Actifs d'impôt différé	–	–	–	–	–	–	–	–	4 937	4 937
Montants à recevoir des courtiers et des clients	22 115	–	–	–	–	–	–	–	–	22 115
Autres actifs	6 556	2 478	2 989	556	367	373	312	153	14 397	28 181
Total de l'actif	416 502 $	95 534 $	73 406 $	74 149 $	56 293 $	224 640 $	482 215 $	365 255 $	273 757 $	2 061 751 $
Passif										
Dépôts détenus à des fins de transaction	4 522 $	2 516 $	2 768 $	2 101 $	3 715 $	5 488 $	7 566 $	1 736 $	– $	30 412 $
Dérivés	9 923	11 556	5 740	3 319	2 783	8 800	12 877	13 370	–	68 368
Passifs de titrisation à la juste valeur	–	1 004	328	644	97	3 313	9 443	5 490	–	20 319
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	50 711	25 295	51 967	40 280	37 964	1 477	–	–	220	207 914
Dépôts[4, 5]										
Particuliers	14 229	31 997	30 780	16 971	19 064	15 120	15 590	7	497 909	641 667
Banques	14 714	4 287	2 434	16 343	6 954	–	3	–	12 963	57 698
Entreprises et gouvernements	23 536	24 136	11 295	19 038	9 020	37 681	76 667	24 144	343 798	569 315
Total des dépôts	52 479	60 420	44 509	52 352	35 038	52 801	92 260	24 151	854 670	1 268 680
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert[1]	1 431	2 392	750	971	603	8 303	10 989	12 610	1 466	39 515
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension[2]	173 741	21 172	2 096	1 036	30	1 225	23	–	2 577	201 900
Passifs de titrisation au coût amorti	119	589	819	438	144	1 843	4 823	3 590	–	12 365
Montants à payer aux courtiers et aux clients	26 598	–	–	–	–	–	–	–	–	26 598
Passifs au titre des contrats d'assurance	224	448	671	671	705	1 184	1 656	727	883	7 169
Autres passifs	12 396	14 478	7 279	1 114	876	1 886	1 421	5 608	6 820	51 878
Billets et débentures subordonnés	–	–	–	200	–	–	–	11 273	–	11 473
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	115 160	115 160
Total du passif et des capitaux propres	332 144 $	139 870 $	116 927 $	103 126 $	81 955 $	86 320 $	141 058 $	78 555 $	981 796 $	2 061 751 $
Engagements hors bilan										
Engagements au titre du crédit et des liquidités[6, 7]	31 198 $	28 024 $	26 127 $	24 731 $	21 440 $	52 706 $	174 388 $	4 743 $	1 948 $	365 305 $
Autres engagements[8]	113	266	270	400	254	1 019	1 591	403	50	4 366
Engagements à l'égard d'entités structurées non consolidées	–	–	–	125	766	490	19	–	–	1 400
Total des engagements hors bilan	31 311 $	28 290 $	26 397 $	25 256 $	22 460 $	54 215 $	175 998 $	5 146 $	1 998 $	371 071 $

[1] Les montants ont été présentés en fonction des durées contractuelles restantes du titre sous-jacent.
[2] Certains contrats considérés comme étant à court terme sont présentés dans la catégorie « moins de 1 mois ».
[3] Certains actifs non financiers ont été présentés comme n'ayant « aucune échéance précise ».
[4] Comme les dépôts payables à vue et les dépôts payables sur préavis n'ont pas d'échéance précise et peuvent être rachetés au gré du déposant, les obligations sont considérées comme n'ayant « aucune échéance précise ».
[5] Comprennent 75 milliards de dollars d'obligations sécurisées dont une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 3 à 6 mois », une tranche de 10 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 6 à 9 mois », une tranche de 18 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 an à 2 ans », une tranche de 37 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 2 ans à 5 ans et une tranche de 8 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 5 ans ».
[6] Comprennent 609 millions de dollars d'engagements de crédit à l'égard de placements dans des actions de sociétés à capital fermé.
[7] Les engagements de crédit excluent les lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.
[8] Comprennent divers engagements d'acquisition ainsi que des engagements au titre de contrats de location qui n'ont pas encore débuté et des paiements découlant de contrats de location.

FAITS NOUVEAUX RÉGLEMENTAIRES CONCERNANT LA LIQUIDITÉ ET LE FINANCEMENT

En mai 2025, le BSIF a publié une version à l'étude des modifications proposées à la ligne directrice *Normes de liquidité* de 2026 aux fins de consultation publique. Les propositions visent à introduire des catégories de dépôts afin d'évaluer les risques de liquidité associés aux billets structurés et aux dépôts provenant d'intermédiaires financiers non bancaires, et à clarifier les attentes à l'égard des instruments assortis de caractéristiques conditionnelles ou de profils d'échéance incertains, particulièrement en ce qui touche les caractéristiques de rachat anticipé et ce que cela implique sur le plan de la liquidité. Au terme de la consultation, la version définitive des propositions devrait entrer en vigueur au printemps 2026.

Également en mai, le BSIF a lancé une consultation publique auprès des institutions sur le processus d'examen de surveillance au titre du Pilier 2. Le document de travail vise à solliciter les avis sur la façon d'appliquer les quatre principes de Bâle III au titre du Pilier 2 à l'adéquation des liquidités au Canada. Le BSIF vise à mettre en œuvre un processus interne d'évaluation de l'adéquation des liquidités (« PIEAL ») en tant que processus codifié que doivent suivre les institutions pour évaluer régulièrement l'adéquation globale de leurs liquidités dans le cadre du processus d'examen de surveillance. L'objectif du document de travail est d'examiner les coûts et les avantages de la mise en œuvre d'un PIEAL au Canada. Les consultations sectorielles sont en cours.

ISSB – IFRS S1 ET IFRS S2

Le 23 avril 2025, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont annoncé qu'elles suspendaient leurs travaux visant l'élaboration d'un nouveau règlement sur la communication obligatoire d'information liée aux changements climatiques qui est fondé sur les deux normes publiées par le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (CCNID). Les normes du CCNID sont fondées sur les normes internationales sur la durabilité publiées par l'International Sustainability Standards Board (ISSB). Ces normes énoncent les obligations de communiquer les informations significatives du point de vue financier sur les risques et les possibilités liés à la durabilité et aux changements climatiques dans le but de répondre aux besoins d'information des investisseurs. Pour devenir obligatoires au Canada, ces normes doivent d'abord être intégrées dans un règlement des ACVM. La Banque continue d'évaluer l'incidence de l'application de ces normes et de suivre l'évolution de la situation du côté des différents organismes de normalisation et de réglementation.

TITRISATION ET ARRANGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre normal des activités, la Banque conclut des opérations de titrisation et des arrangements hors bilan. La Banque s'associe à des entités structurées qu'elle soutient ainsi qu'à des entités soutenues par des tiers. Pour obtenir plus de renseignements, voir la section « Titrisation et arrangements hors bilan », la note 9 intitulée « Transferts d'actifs financiers » et la note 10 intitulée « Entités structurées » du rapport annuel 2024 de la Banque et à la section « Méthodes et estimations comptables » du présent document.

Titrisation d'actifs initiés par des tiers

Entités ad hoc importantes non consolidées

La Banque titrise des actifs initiés par des tiers par l'entremise d'entités structurées soutenues par la Banque, y compris par l'entremise de ses conduits multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. À compter du 31 juillet 2025, les conduits multicédants américains de la Banque sont déconsolidés, comme il est décrit ci-après. Les conduits multicédants titrisent des actifs initiés par des tiers. La Banque gère les conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir des rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2025, l'exposition éventuelle totale de perte que courait la Banque en raison des facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 57,6 milliards de dollars (16,8 milliards de dollars au 31 octobre 2024). De plus, au 31 juillet 2025, le financement à risque fourni par la Banque en vertu de ces facilités de liquidité dans le cadre des émissions de PCAA en circulation s'établissait à 40,5 milliards de dollars (15,4 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque ont été dressés selon les IFRS. Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables selon les IFRS de la Banque, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 et des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque. Pour plus de renseignements sur les jugements, estimations et hypothèses comptables importants selon les IFRS de la Banque, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 de la Banque et des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

La Banque n'a adopté aucune nouvelle norme comptable pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025.

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Toute modification de ces jugements et estimations et toute modification des normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence négative importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes, de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique.

Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues exige l'exercice de jugement et l'application d'estimations et d'hypothèses dans l'évaluation du contexte économique actuel et prospectif. Une grande incertitude économique perdure et la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture. Dans la mesure où certaines répercussions ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires ont été pris en compte, notamment pour ce qui est des risques liés à la grande incertitude en matière de politique et de commerce. Ces ajustements seront mis à jour au besoin dans les trimestres à venir.

Consolidation des entités structurées

Avec prise d'effet le 31 juillet 2025, la Banque a conclu qu'elle ne contrôlait plus ses conduits multicédants émettant du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) aux États-Unis en raison d'un changement touchant l'exposition de la Banque aux rendements variables et a par conséquent déconsolidé ces conduits de manière prospective. La déconsolidation a donné lieu à une diminution de 17 702 millions de dollars des prêts aux entreprises et aux gouvernements, de 2 695 millions de dollars des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), de 77 millions de dollars des autres actifs et de 19 332 millions de dollars des autres passifs au bilan consolidé intermédiaire. Parallèlement, la Banque a comptabilisé un montant de 1 142 millions de dollars au poste Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction dans le bilan consolidé intermédiaire, correspondant au PCAA acheté par la Banque (montant de 1 111 millions de dollars au 31 octobre 2024, qui auparavant était éliminé à la consolidation). La déconsolidation a une incidence minimale sur l'état du résultat consolidé intermédiaire. En outre, la Banque continue de fournir des facilités de liquidité à ces conduits. Au 31 juillet 2025, le montant visé par un engagement mais non utilisé au titre de ces facilités totalisait 14,7 milliards de dollars (13,1 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

Aucune nouvelle norme ni modification comptable n'a été publiée au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025. Pour une description des modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 4 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la plus récente période intermédiaire, il n'y a eu aucune modification des politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière. Pour plus de renseignements sur les modifications de méthodes, procédures et estimations comptables apportées par la Banque, se reporter aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2025 de la Banque.

GLOSSAIRE

Termes financiers et bancaires

Actifs administrés : Actifs appartenant aux clients pour lesquels la Banque fournit des services de nature administrative, comme la perception du revenu de placement et la transmission des ordres des clients (après sélection du placement par les clients). La majorité de ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque.

Actifs gérés : Actifs appartenant aux clients, gérés par la Banque, pour lesquels la Banque choisit des placements au nom des clients (selon une politique de placement). En plus de la famille de fonds communs de placement TD, la Banque gère des actifs au nom de particuliers, de caisses de retraite, de sociétés, d'institutions, de fonds de dotation et de fondations. Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque. Certains actifs gérés qui sont également administrés par la Banque sont compris dans les actifs administrés.

Actifs pondérés en fonction des risques : Actifs calculés en appliquant aux risques au bilan et hors bilan un facteur de pondération des risques qui est prévu par la réglementation. Les facteurs de pondération des risques sont établis par le BSIF afin de convertir les risques au bilan et hors bilan à un niveau de risque comparable.

Actifs productifs d'intérêts moyens : Mesure financière non conforme aux PCGR qui reflète la situation financière de la Banque et est calculée comme la moyenne de la valeur comptable des dépôts auprès de banques, des prêts et des valeurs mobilières d'après les soldes quotidiens pour la période close le 31 octobre de chaque exercice.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) : Autorité de réglementation des institutions financières canadiennes à charte fédérale et des régimes de retraite de compétence fédérale.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au montant des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés à une participation dans Schwab et TD Ameritrade, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Cette mesure peut servir à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires : Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation qui reflètent la répartition moyenne du capital. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires.

Charges nettes du Siège social : Charges autres que d'intérêts liées aux groupes responsables des services et du contrôle de l'entreprise qui ne sont pas affectées à un secteur d'exploitation donné.

Contrats à terme de gré à gré : Contrats négociés hors Bourse entre deux parties obligeant une partie au contrat à acheter et l'autre partie à vendre un actif à un prix déterminé à une date ultérieure.

Contrats à terme standardisés : Contrats négociés en Bourse visant l'achat ou la vente de valeurs mobilières à un cours stipulé d'avance et à une date ultérieure donnée.

Conventions-cadres de compensation : Accords juridiques entre deux parties liées par de nombreux contrats de dérivés prévoyant le règlement net de tous les contrats au moyen d'un paiement unique, dans une seule monnaie, dans le cas d'un défaut ou de la résiliation d'un contrat.

Coût amorti : Montant auquel est évalué un actif ou un passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements sur le principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance, et diminué de toute réduction pour dépréciation.

Couverture : Technique de gestion visant à réduire les risques auxquels les variations des taux d'intérêt, des taux de change et d'autres facteurs du marché exposent la Banque. Ces risques sont éliminés ou réduits au moyen d'opérations sur les marchés financiers afin d'établir une position compensatoire.

Équivalence fiscale : Méthode de calcul (non conforme aux PCGR) qui consiste à majorer les produits et la charge d'impôt à l'égard de certains titres exonérés d'impôt afin de les porter à un montant équivalent avant impôt afin de pouvoir comparer les produits d'intérêts nets provenant de sources imposables et ceux provenant de sources non imposables.

Évaluation à la valeur de marché : Évaluation reflétant les cours en vigueur sur le marché à la date du bilan pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) : Agence fédérale américaine qui assure la sécurité des dépôts dans les comptes bancaires des déposants clients d'une banque membre. De plus, la FDIC examine et supervise certaines institutions financières à des fins de fiabilité et de rigueur, exerce des fonctions relatives à la protection des consommateurs et gère des banques mises sous séquestre (des banques défaillantes).

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Mesure principale des fonds propres selon Bâle III composée essentiellement des actions ordinaires, des résultats non distribués et des participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales admissibles. Les déductions réglementaires qui sont faites pour en arriver aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires comprennent le goodwill et les immobilisations incorporelles, les participations non consolidées dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, les actifs d'impôt différé, les actifs des régimes de retraite à prestations définies et les déficits de provisionnement.

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) : Instruments (actions privilégiées et dette subordonnée) qui comportent une caractéristique ou une disposition permettant à une institution financière de convertir définitivement ces instruments en actions ordinaires ou de les déprécier en intégralité, si l'institution n'est plus viable.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements : Groupe constitué de banques, d'analystes, d'investisseurs et d'auditeurs mis sur pied par le CSF en mai 2012 afin d'améliorer la présentation des informations sur les risques fournies par les banques ou autres institutions financières.

Juste valeur : Prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) : Selon IFRS 9, lorsqu'un actif satisfait au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels, l'évaluation du modèle économique permet de déterminer comment classer l'instrument. Lorsque l'instrument est détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, donc que sa vente n'est pas prévue, il est évalué comme étant évalué au coût amorti. Si la détention de l'instrument s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois la perception de flux de trésorerie contractuels et la vente potentielle de l'actif, il est alors évalué comme étant à la JVAERG.

Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Selon IFRS 9, le classement d'un actif dépend du respect de deux critères, soit les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et une évaluation du modèle économique. Lorsqu'un actif ne satisfait pas à ces deux critères à la fois, il est évalué à la juste valeur et toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Marge d'intérêts nette : Ratio non conforme aux PCGR correspondant aux produits d'intérêts nets exprimé en pourcentage des actifs productifs d'intérêts moyens aux fins de mesurer le rendement. Cette mesure est un indicateur de la rentabilité des actifs productifs de la Banque moins les coûts de financement. La marge d'intérêts nette rajustée est calculée de la même façon, mais en utilisant les produits d'intérêts nets rajustés.

Méthode du taux d'intérêt effectif : Technique servant à calculer le taux d'intérêt effectif sur une période donnée d'après la valeur comptable d'un instrument financier au début de la période comptable. Selon cette méthode, le taux d'intérêt effectif, élément clé du calcul, actualise les entrées et sorties de trésorerie futures attendues sur la durée de vie d'un instrument financier.

Notionnel : Montant de référence servant à calculer les paiements pour les instruments financiers dérivés.

Obligations garanties par une hypothèque : Titres garantis par des créances, composés de titres adossés à des créances hypothécaires distincts et émis sous forme de différentes catégories de titres hypothécaires transmis directement à l'investisseur dont l'échéance, les taux d'intérêt et les risques varient. Les obligations garanties par une hypothèque d'émetteurs privés sont collectivement appelées obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes.

Options : Contrats qui confèrent à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation future, d'acheter ou de vendre une valeur mobilière, un taux de change, un taux d'intérêt ou un autre instrument financier ou une marchandise à un prix stipulé d'avance, à une date prédéterminée ou avant cette échéance.

Papier commercial adossé à des actifs (PCAA) : Forme de papier commercial garanti par d'autres actifs financiers. Les investisseurs institutionnels achètent généralement ces instruments pour diversifier leurs actifs et générer des gains à court terme.

Perte en cas de défaillance (PCD) : Perte que subirait la Banque en cas de défaillance de l'emprunteur à l'égard d'un prêt, exprimée en pourcentage de l'exposition en cas de défaillance.

Pertes de crédit attendues : Pertes de crédit attendues correspondant à la pondération probabiliste de la valeur actualisée des insuffisances de flux de trésorerie attendus sur la durée de vie attendue restante de l'instrument financier et tenant compte des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions d'événements et de la conjoncture économique à venir ayant une incidence sur l'évaluation du risque de crédit de la Banque.

Points de base (pdb) : Unité équivalant à 1/100 de 1 %. Une variation de 1 % correspond donc à une variation de 100 points de base.

Prêts douteux : Prêts dont la qualité a subi, de l'avis de la direction, une détérioration au point où la Banque n'a plus l'assurance raisonnable de recouvrer en temps opportun la totalité du principal et des intérêts.

Probabilité de défaillance (PD) : Probabilité que l'emprunteur ne soit pas en mesure d'effectuer les remboursements prévus.

Produits liés aux activités de négociation : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au total des produits (pertes) de négociation, des produits d'intérêts nets sur les positions de négociation, et les produits provenant des instruments financiers qui sont désignés à la JVRN et gérés dans un portefeuille de négociation. Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) du secteur Services bancaires de gros sont également une mesure financière non conforme aux PCGR et sont calculés de la même manière, en utilisant les rajustements de l'équivalence fiscale. Les deux mesures servent à évaluer le rendement des activités de négociation.

Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat) : Montant additionnel requis pour porter le total de la provision pour pertes sur créances (au bilan) à un niveau que la direction juge adéquat pour refléter les pertes sur créances prévues du portefeuille.

Provision pour pertes sur créances (au bilan consolidé) : Représente les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, y compris les expositions hors bilan, à la date du bilan. La provision pour pertes sur créances consiste en une provision à l'étape 3 relative aux actifs financiers dépréciés et à une provision à l'étape 2 et à l'étape 1 relative aux actifs financiers productifs et aux instruments hors bilan. Cette provision est augmentée de la provision pour pertes sur créances inscrite à l'état du résultat consolidé, diminuée des radiations nettes des recouvrements et des cessions et subit l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Rajustement de la valeur du crédit (RVC) : Représente une exigence pour les fonds propres qui mesure le risque de crédit attribuable à la défaillance de contreparties sur dérivés. Selon cette exigence, les banques sont tenues d'être capitalisées pour parer aux fluctuations potentielles de l'écart de crédit des contreparties pour les portefeuilles de dérivés.

Ratio cours/bénéfice : Ratio calculé en divisant le cours de clôture de l'action par le résultat par action des quatre derniers trimestres afin d'indiquer le rendement sur le marché. Le ratio cours/bénéfice rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat par action rajusté.

Ratio de versement de dividendes : Ratio représentant le pourcentage du résultat de la Banque payé aux actionnaires ordinaires sous forme de dividende et calculé en divisant les dividendes sur actions ordinaires par le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires. Le ratio de versement de dividendes rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Ratio d'efficience : Mesure l'efficience opérationnelle et est calculé d'après les charges autres que d'intérêts exprimées en pourcentage du total des produits. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficience de nos activités. Le ratio d'efficience rajusté est calculé de la même manière, mais en utilisant les charges autres que d'intérêts rajustées et le total des produits.

Ratio de fonds propres de catégorie 1 : De nature plus permanente, les fonds propres de catégorie 1 comprennent principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les résultats non distribués, les actions privilégiées et les instruments innovateurs. Ce ratio est le quotient des fonds propres de catégorie 1 par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Principale mesure de la suffisance des fonds propres selon Bâle III et correspond aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio du total des fonds propres : Correspond à la somme des fonds propres nets de catégorie 1 et de catégorie 2. Le ratio du total des fonds propres est le quotient du total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques.

Rendement de l'action : Ratio qui correspond au dividende par action ordinaire pour l'exercice divisé par la moyenne quotidienne du cours de clôture de l'action pendant l'exercice.

Rendement des actifs pondérés en fonction des risques : Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques moyens.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée qui correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires et sert à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté. Ces deux mesures peuvent être utilisées pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Rendement total pour les actionnaires : Rendement total gagné sur un placement dans des actions ordinaires de la TD. Le rendement mesure la variation de la valeur pour les actionnaires, en supposant que les dividendes versés sont réinvestis en actions additionnelles.

Résultat de base par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le résultat par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultat dilué par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles. Le résultat dilué par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultats rajustés : Mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la Banque pour évaluer chacun de ses secteurs et pour mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent.

Sinistres liés aux catastrophes : Sinistres liés à un événement unique survenu au cours de la période, pour lesquels le total des demandes d'indemnisation est égal ou supérieur à un seuil interne de 5 millions de dollars avant la réassurance. Le seuil interne de la Banque pourrait changer de temps à autre.

Swaps : Contrats qui comportent l'échange de flux d'intérêt à taux fixe contre un taux variable et de monnaies différentes portant sur un notionnel pendant une période donnée.

Taux de croissance annuel composé (TCAC) : Mesure de croissance de la valeur d'un placement établie sur plusieurs périodes, soit depuis le début jusqu'à la fin du placement, en supposant un rendement composé.

Taux d'imposition effectif : Taux et indicateur de rendement correspondant à la charge d'impôt sur le résultat en pourcentage du résultat net avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté est calculé de la même manière, en utilisant les résultats rajustés.

Taux d'intérêt effectif : Taux qui actualise les flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable de l'instrument. Le calcul tient compte du taux d'intérêt contractuel ainsi que des honoraires ou des coûts marginaux directement attribuables à l'instrument et de tous les autres escomptes ou primes.

Titre adossé à des actifs : Titre dont la valeur et les flux de revenus proviennent d'un ensemble déterminé d'actifs sous-jacents et sont garantis par cet ensemble d'actifs.

Titrisation : Opération par laquelle des actifs financiers, principalement des prêts, sont cédés à des structures qui financent habituellement l'achat de ces prêts en émettant différentes catégories de titres adossés à des actifs.

Uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts (critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels) : Flux de trésorerie contractuels d'un actif financier qui concordent avec un contrat de prêt de base.

Valeur à risque (VaR) : Mesure utilisée pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation. La VaR mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée.

Valeur comptable : Valeur à laquelle un actif ou un passif est constaté dans le bilan consolidé.

Valeur comptable par action : Mesure calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(aux dates indiquées et en millions de dollars canadiens)	**31 juillet 2025**	31 octobre 2024
ACTIF		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	**5 517 $**	6 437 $
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	**115 623**	169 930
	121 140	176 367
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction **(Note 4)**	**205 679**	175 770
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net **(Note 4)**	**6 369**	5 869
Dérivés **(Note 4)**	**75 950**	78 061
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net **(Note 4)**	**6 576**	6 417
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global **(Note 4)**	**122 894**	93 897
	417 468	360 014
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances (Notes 4, 5)	**245 525**	271 615
Valeurs mobilières prises en pension	**228 280**	208 217
Prêts (Notes 4, 6)		
Prêts hypothécaires résidentiels	**315 931**	331 649
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	**245 935**	228 382
Cartes de crédit	**41 596**	40 639
Entreprises et gouvernements	**341 310**	356 973
	944 772	957 643
Provision pour pertes sur prêts **(Note 6)**	**(8 682)**	(8 094)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	**936 090**	949 549
Divers		
Participation dans Schwab **(Note 7)**	**–**	9 024
Goodwill	**18 775**	18 851
Autres immobilisations incorporelles	**3 296**	3 044
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, autres actifs amortissables et actifs au titre de droits d'utilisation	**9 850**	9 837
Actifs d'impôt différé	**5 786**	4 937
Montants à recevoir des courtiers et des clients	**19 298**	22 115
Autres actifs **(Note 8)**	**29 654**	28 181
	86 659	95 989
Total de l'actif	**2 035 162 $**	2 061 751 $
PASSIF		
Dépôts détenus à des fins de transaction **(Notes 4, 9)**	**33 102 $**	30 412 $
Dérivés **(Note 4)**	**72 030**	68 368
Passifs de titrisation à la juste valeur **(Note 4)**	**23 340**	20 319
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net **(Notes 4, 9)**	**194 626**	207 914
	323 098	327 013
Dépôts (Notes 4, 9)		
Particuliers	**650 185**	641 667
Banques	**33 307**	57 698
Entreprises et gouvernements	**573 430**	569 315
	1 256 922	1 268 680
Divers		
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert **(Note 4)**	**40 658**	39 515
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	**207 858**	201 900
Passifs de titrisation au coût amorti **(Note 4)**	**13 599**	12 365
Montants à payer aux courtiers et aux clients	**19 846**	26 598
Passifs au titre des contrats d'assurance	**7 106**	7 169
Autres passifs **(Note 10)**	**30 185**	51 878
	319 252	339 425
Billets et débentures subordonnés (Notes 4, 11)	**10 496**	11 473
Total du passif	**1 909 768**	1 946 591
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions ordinaires **(Note 12)**	**24 971**	25 373
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres **(Note 12)**	**10 788**	10 888
Actions propres – actions ordinaires **(Note 12)**	**(92)**	(17)
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres **(Note 12)**	**(2)**	(18)
Surplus d'apport	**243**	204
Résultats non distribués	**78 749**	70 826
Cumul des autres éléments du résultat global	**10 737**	7 904
Total des capitaux propres	**125 394**	115 160
Total du passif et des capitaux propres	**2 035 162 $**	2 061 751 $

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Produits d'intérêts[1] (Note 19)				
Prêts	**12 871 $**	13 821 $	**38 940 $**	39 970 $
Prises en pension	**2 466**	2 960	**7 440**	8 812
Valeurs mobilières				
Intérêts	**4 538**	5 112	**13 638**	15 510
Dividendes	**646**	564	**2 017**	1 792
Dépôts auprès de banques	**1 223**	1 349	**4 163**	3 531
	21 744	23 806	**66 198**	69 615
Charges d'intérêts (Note 19)				
Dépôts	**9 577**	12 072	**30 723**	35 046
Passifs de titrisation	**225**	265	**658**	781
Billets et débentures subordonnés	**121**	119	**401**	312
Mises en pension et ventes à découvert	**2 864**	3 447	**8 600**	10 042
Divers	**431**	324	**1 299**	902
	13 218	16 227	**41 681**	47 083
Produits d'intérêts nets	**8 526**	7 579	**24 517**	22 532
Produits autres que d'intérêts				
Services de placement et de valeurs mobilières	**2 096**	1 859	**6 116**	5 476
Commissions sur crédit	**423**	447	**1 261**	1 510
Produits (pertes) de négociation	**987**	1 124	**3 284**	2 793
Frais de service	**697**	652	**2 063**	1 963
Services de cartes	**724**	752	**2 201**	2 217
Produits des activités d'assurance	**1 979**	1 782	**5 725**	5 123
Autres produits (pertes) **(Notes 5, 6, 7)**	**(135)**	(19)	**7 116**	95
	6 771	6 597	**27 766**	19 177
Total des produits	**15 297**	14 176	**52 283**	41 709
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 6)	**971**	1 072	**3 524**	3 144
Charges afférentes aux activités d'assurance	**1 563**	1 669	**4 487**	4 283
Charges autres que d'intérêts				
Salaires et avantages du personnel	**4 496**	4 089	**13 631**	12 653
Charges d'occupation des locaux, amortissement compris	**455**	463	**1 466**	1 405
Charges liées à la technologie, au matériel et au mobilier, amortissement compris	**738**	672	**2 126**	1 926
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	**201**	173	**582**	526
Communication et marketing	**391**	366	**1 159**	1 085
Charges de restructuration **(Note 17)**	**333**	110	**496**	566
Frais liés aux activités de courtage et honoraires de sous-conseiller	**133**	124	**395**	379
Services professionnels, services-conseils et services externes	**1 109**	765	**2 959**	1 985
Divers	**666**	4 250	**1 917**	6 918
	8 522	11 012	**24 731**	27 443
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	**4 241**	423	**19 541**	6 839
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**905**	794	**2 588**	2 157
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab (Note 7)	**–**	190	**305**	525
Résultat net	**3 336**	(181)	**17 258**	5 207
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	**88**	69	**374**	333
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	**3 248 $**	(250) $	**16 884 $**	4 874 $
Résultat par action (en dollars canadiens) **(Note 16)**				
De base	**1,89 $**	(0,14) $	**9,73 $**	2,77 $
Dilué	**1,89**	(0,14)	**9,72**	2,76
Dividendes par action ordinaire (en dollars canadiens)	**1,05**	1,02	**3,15**	3,06

[1] Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025, comprennent respectivement des produits d'intérêts de 19 614 millions de dollars et 59 645 millions de dollars (respectivement 21 552 millions de dollars et 62 710 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024) qui ont été calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Résultat net	**3 336 $**	(181) $	**17 258 $**	5 207 $
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront reclassés par la suite dans le résultat net				
Variation nette du profit latent (de la perte latente) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Variation du profit latent (de la perte latente)	**389**	141	**185**	438
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	**35**	(7)	**41**	(16)
Variations de la provision pour pertes sur créances comptabilisées en résultat	**–**	–	**1**	(1)
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Variation du profit latent (de la perte latente)	**(104)**	(35)	**(55)**	(108)
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	**(5)**	3	**(1)**	8
	315	102	**171**	321
Variation nette du profit latent (de la perte latente) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture				
Profit latent (perte latente)	**522**	294	**(405)**	(531)
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	**(1)**	–	**(534)**	–
Profit net (perte nette) sur les couvertures	**(465)**	(200)	**49**	266
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net) sur les couvertures	**–**	–	**799**	–
Impôt sur le résultat lié à l'élément suivant :				
Profit net (perte nette) sur les couvertures	**128**	54	**(17)**	(78)
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net) sur les couvertures	**–**	–	**(220)**	–
	184	148	**(328)**	(343)
Variation nette du profit (de la perte) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Variation du profit (de la perte)	**94**	2 729	**4 047**	2 487
Reclassement en résultat de la perte (du profit)	**(1 214)**	(546)	**(2 616)**	648
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Variation du profit (de la perte)	**(40)**	(747)	**(1 135)**	(687)
Reclassement en résultat de la perte (du profit)	**344**	157	**734**	(173)
	(816)	1 593	**1 030**	2 275
Quote-part des autres éléments du résultat global de la participation dans Schwab	**–**	26	**1 870**	852
Éléments qui ne seront pas reclassés par la suite dans le résultat net				
Profit (perte) de réévaluation des régimes d'avantages du personnel				
Profit (perte)	**(23)**	323	**(40)**	66
Impôt sur le résultat	**6**	(90)	**12**	(19)
	(17)	233	**(28)**	47
Variation du profit net latent (de la perte nette latente) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Variation du profit net latent (de la perte nette latente)	**73**	(60)	**136**	185
Impôt sur le résultat	**(17)**	18	**(33)**	(47)
	56	(42)	**103**	138
Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
Profit (perte)	**(47)**	30	**(18)**	30
Impôt sur le résultat	**13**	(8)	**5**	(8)
	(34)	22	**(13)**	22
Total des autres éléments du résultat global	**(312)**	2 082	**2 805**	3 312
Total du résultat global	**3 024 $**	1 901 $	**20 063 $**	8 519 $
Attribuable aux :				
Actionnaires ordinaires	**2 936 $**	1 832 $	**19 689 $**	8 186 $
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres	**88**	69	**374**	333

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Actions ordinaires (Note 12)				
Solde au début de la période	**25 136 $**	25 257 $	**25 373 $**	25 434 $
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	**62**	26	**131**	92
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	**–**	129	**130**	398
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	**(227)**	(190)	**(663)**	(702)
Solde à la fin de la période	**24 971**	25 222	**24 971**	25 222
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 12)				
Solde au début de la période	**11 138**	10 503	**10 888**	10 853
Émissions d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	**–**	1 335	**750**	1 335
Rachat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	**(350)**	(950)	**(850)**	(1 300)
Solde à la fin de la période	**10 788**	10 888	**10 788**	10 888
Actions propres – actions ordinaires (Note 12)				
Solde au début de la période	**(26)**	(24)	**(17)**	(64)
Achat d'actions	**(3 222)**	(2 745)	**(9 606)**	(7 995)
Vente d'actions	**3 156**	2 734	**9 531**	8 024
Solde à la fin de la période	**(92)**	(35)	**(92)**	(35)
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 12)				
Solde au début de la période	**(28)**	(8)	**(18)**	(65)
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	**(73)**	(147)	**(1 460)**	(398)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	**99**	138	**1 476**	446
Solde à la fin de la période	**(2)**	(17)	**(2)**	(17)
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	**199**	184	**204**	155
Prime nette (escompte net) sur la vente d'actions propres	**14**	(3)	**3**	15
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	**1**	6	**4**	19
Divers	**29**	–	**32**	(2)
Solde à la fin de la période	**243**	187	**243**	187
Résultats non distribués				
Solde au début de la période	**78 640**	71 904	**70 826**	73 008
Incidence du reclassement des valeurs mobilières à l'appui des activités d'assurance suivant l'adoption d'IFRS 17[1]	**–**	–	**–**	(10)
Résultat net attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres	**3 336**	(181)	**17 258**	5 207
Dividendes sur actions ordinaires	**(1 798)**	(1 779)	**(5 449)**	(5 381)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	**(88)**	(69)	**(374)**	(333)
Frais liés à l'émission d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	**–**	(7)	**(2)**	(7)
Prime nette sur le rachat d'actions ordinaires, d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres **(Note 12)**	**(1 334)**	(871)	**(3 469)**	(3 301)
Profit (perte) de réévaluation des régimes d'avantages du personnel	**(17)**	233	**(28)**	47
Profit réalisé (perte réalisée) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**10**	86	**(13)**	86
Solde à la fin de la période	**78 749**	69 316	**78 749**	69 316
Cumul des autres éléments du résultat global				
Profit net latent (perte nette latente) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :				
Solde au début de la période	**(352)**	(194)	**(208)**	(413)
Incidence du reclassement des valeurs mobilières à l'appui des activités d'assurance suivant l'adoption d'IFRS 17[1]	**–**	–	**–**	10
Autres éléments du résultat global	**315**	102	**170**	312
Provision pour pertes sur créances	**–**	–	**1**	(1)
Solde à la fin de la période	**(37)**	(92)	**(37)**	(92)
Profit net latent (perte nette latente) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :				
Solde au début de la période	**82**	53	**35**	(127)
Autres éléments du résultat global	**66**	44	**90**	224
Reclassement de la perte (du profit) dans les résultats non distribués	**(10)**	(86)	**13**	(86)
Solde à la fin de la période	**138**	11	**138**	11
Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net :				
Solde au début de la période	**(1)**	(38)	**(22)**	(38)
Autres éléments du résultat global	**(34)**	22	**(13)**	22
Solde à la fin de la période	**(35)**	(16)	**(35)**	(16)
Profit net latent (perte nette latente) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture :				
Solde au début de la période	**12 381**	12 186	**12 893**	12 677
Autres éléments du résultat global	**184**	148	**(328)**	(343)
Solde à la fin de la période	**12 565**	12 334	**12 565**	12 334
Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :				
Solde au début de la période	**(1 078)**	(4 790)	**(2 924)**	(5 472)
Autres éléments du résultat global	**(816)**	1 593	**1 030**	2 275
Solde à la fin de la période	**(1 894)**	(3 197)	**(1 894)**	(3 197)
Quote-part du cumul des autres éléments du résultat global de la participation dans Schwab	**–**	(3 025)	**–**	(3 025)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	**10 737**	6 015	**10 737**	6 015
Total des capitaux propres	**125 394 $**	111 576 $	**125 394 $**	111 576 $

[1] Pour plus de renseignements sur l'adoption d'IFRS 17, se reporter à la note 4 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Flux de trésorerie des activités d'exploitation				
Résultat net	**3 336 $**	(181) $	**17 258 $**	5 207 $
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation				
Profit à la vente des actions de Schwab **(Note 7)**	**–**	–	**(9 159)**	–
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances **(Note 6)**	**971**	1 072	**3 524**	3 144
Amortissement	**327**	319	**1 012**	957
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	**201**	173	**582**	526
Perte nette (profit net) sur les valeurs mobilières **(Note 5)**	**372**	(7)	**1 574**	53
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab **(Note 7)**	**–**	(190)	**(305)**	(525)
Impôt différé	**(440)**	(175)	**(967)**	(972)
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Intérêts à recevoir et à payer **(Notes 8, 10)**	**(284)**	320	**(1 129)**	690
Valeurs mobilières mises en pension	**20 456**	(9 426)	**5 958**	15 959
Valeurs mobilières prises en pension	**(11 804)**	(7 196)	**(20 063)**	(8 585)
Valeurs mobilières vendues à découvert	**(2 895)**	2 411	**1 143**	(4 105)
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	**(10 677)**	(6 829)	**(29 909)**	(21 085)
Prêts, déduction faite de la titrisation et des ventes	**(635)**	(11 261)	**9 875**	(45 550)
Dépôts	**(6 485)**	17 579	**(9 068)**	23 401
Dérivés	**1 805**	2 734	**5 773**	6 028
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction, à la juste valeur par le biais du résultat net	**1 159**	46	**(500)**	1 740
Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	**633**	8 127	**(13 447)**	3 995
Passifs de titrisation	**1 385**	522	**4 255**	3 624
Impôt exigible	**129**	434	**370**	954
Montants à recevoir des courtiers et des clients ou à payer à ceux-ci	**(283)**	(5 433)	**(3 935)**	(7 700)
Divers, y compris la perte latente (le profit latent) de change	**(18 963)**	(2 965)	**(23 075)**	(2 513)
Flux de trésorerie nets des activités d'exploitation	**(21 692)**	(9 926)	**(60 233)**	(24 757)
Flux de trésorerie des activités de financement				
Émission de billets et débentures subordonnés **(Note 11)**	**27**	–	**2 156**	1 750
Rachat de billets et débentures subordonnés **(Note 11)**	**(194)**	(1 483)	**(3 188)**	(1 525)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission **(Note 12)**	**57**	24	**119**	83
Rachat d'actions ordinaires, y compris l'impôt sur la valeur nette des rachats d'action **(Note 12)**	**(1 561)**	(1 061)	**(4 132)**	(4 003)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission **(Note 12)**	**–**	1 328	**748**	1 328
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres **(Note 12)**	**(350)**	(950)	**(850)**	(1 300)
Vente d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres **(Note 12)**	**3 269**	2 869	**11 010**	8 485
Achat d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres **(Note 12)**	**(3 295)**	(2 892)	**(11 066)**	(8 393)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	**(1 886)**	(1 719)	**(5 693)**	(5 316)
Remboursement des obligations locatives	**(504)**	(181)	**(1 013)**	(506)
Flux de trésorerie nets des activités de financement	**(4 437)**	(4 065)	**(11 909)**	(9 397)
Flux de trésorerie des activités d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	**24 672**	(4 202)	**53 801**	6 040
Activités relatives aux actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Achats	**(25 139)**	(8 236)	**(67 952)**	(21 862)
Produit tiré des échéances	**8 413**	7 875	**26 536**	16 320
Produit tiré des ventes	**10 755**	1 935	**13 125**	3 050
Activités relatives aux titres de créance au coût amorti				
Achats	**(12 460)**	(2 723)	**(41 797)**	(8 423)
Produit tiré des échéances	**12 520**	20 695	**38 532**	38 227
Produit tiré des ventes	**7 808**	139	**29 743**	2 745
Achats nets de terrains, de bâtiments, de matériel et mobilier, d'autres actifs amortissables et d'autres immobilisations incorporelles	**(575)**	(568)	**(1 508)**	(1 464)
Trésorerie nette acquise dans le cadre de dessaisissements **(Note 8)**	**133**	–	**20 760**	70
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	**26 127**	14 915	**71 240**	34 703
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	**18**	13	**(18)**	(25)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	**16**	937	**(920)**	524
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période	**5 501**	6 308	**6 437**	6 721
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période	**5 517 $**	7 245 $	**5 517 $**	7 245 $
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie des activités d'exploitation				
Montant d'impôt sur le résultat payé (recouvré) au cours de la période	**1 081 $**	868 $	**3 868 $**	3 039 $
Montant des intérêts payés au cours de la période	**13 228**	15 838	**42 684**	46 248
Montant des intérêts reçus au cours de la période	**20 824**	23 173	**64 055**	67 678
Montant des dividendes reçus au cours de la période	**758**	703	**2 105**	2 062

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

NOTE 1 : NATURE DES ACTIVITÉS

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada). Les actionnaires d'une banque ne sont pas responsables, en tant que tels, des dettes, actes ou défauts de celle-ci, sauf dans les cas prévus par la *Loi sur les banques* (Canada). La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La Banque est issue de la fusion, le 1er février 1955, de la Banque de Toronto, qui a obtenu une charte en 1855, et de la Banque Dominion, dont la charte remonte à 1869. La Banque est constituée au Canada, et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 66 Wellington Street West, Toronto (Ontario). La TD offre ses services dans quatre secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés sur une base résumée selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB), à l'aide des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), et appliquées de façon uniforme pour toutes les périodes présentées, à l'exception des nouvelles normes comptables adoptées, comme il est décrit à la note 2. Les états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction exerce son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses à l'égard des montants présentés d'actifs, de passifs, de produits et de charges, et de l'information à fournir à l'égard des actifs ou passifs éventuels, comme il est décrit plus en détail à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque et à la note 3 du présent document. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer des montants estimatifs, au fur et à mesure que surviennent des événements qui les confirment.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque ont été préparés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Toutes les opérations intersociétés, tous les soldes intersociétés et tous les profits latents et pertes latentes intersociétés comptabilisés sur ces opérations sont éliminés à la consolidation.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025 ont été approuvés et leur publication a été autorisée par le conseil d'administration de la Banque, conformément à une recommandation du comité d'audit, le 27 août 2025.

Puisque les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les informations à fournir normalement requises pour les états financiers consolidés annuels, ils doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, les notes correspondantes et les passages ombragés du rapport de gestion de 2024. Les politiques et procédures de gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport aux actionnaires, se rapportant au risque de marché, au risque de liquidité et au risque d'assurance, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires, comme le permettent les IFRS.

NOTE 2 : MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES ET FUTURES

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

La Banque n'a adopté aucune nouvelle norme comptable pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

Aucune nouvelle norme ni modification comptable n'a été publiée au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025. Pour une description des modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 4 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

NOTE 3 : JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Toute modification de ces jugements et estimations et toute modification des normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence négative importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique. Pour une description des jugements, estimations et hypothèses comptables importants, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues exige l'exercice de jugement et l'application d'estimations et d'hypothèses dans l'évaluation du contexte économique actuel et prospectif. Une grande incertitude économique perdure et la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture. Dans la mesure où certaines répercussions ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires ont été pris en compte, notamment pour ce qui est des risques liés à la grande incertitude entourant les politiques et le commerce. Ces ajustements seront mis à jour au besoin dans les trimestres à venir.

Consolidation des entités structurées

Avec prise d'effet le 31 juillet 2025, la Banque a conclu qu'elle ne contrôlait plus ses conduits multicédants émettant du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) aux États-Unis en raison d'un changement touchant l'exposition de la Banque aux rendements variables et a par conséquent déconsolidé ces conduits de manière prospective. La déconsolidation a donné lieu à une diminution de 17 702 millions de dollars des prêts aux entreprises et aux gouvernements, de 2 695 millions de dollars des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), de 77 millions de dollars des autres actifs et de 19 332 millions de dollars des autres passifs au bilan consolidé intermédiaire. Parallèlement, la Banque a comptabilisé un montant de 1 142 millions de dollars au poste Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction dans le bilan consolidé intermédiaire, correspondant au PCAA acheté par la Banque (montant de 1 111 millions de dollars au 31 octobre 2024, qui auparavant était éliminé à la consolidation). La déconsolidation a une incidence minimale sur l'état du résultat consolidé intermédiaire. En outre, la Banque continue de fournir des facilités de liquidité à ces conduits. Au 31 juillet 2025, le montant visé par un engagement mais non utilisé au titre de ces facilités totalisait 14,7 milliards de dollars (13,1 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

NOTE 4 : ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

L'approche et les méthodes utilisées par la Banque pour calculer la juste valeur sont demeurées sensiblement les mêmes pendant les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025.

a) JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS NON COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs et passifs financiers de la Banque non comptabilisés à la juste valeur.

Actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur[1]

(en millions de dollars canadiens)			*Aux*	
	31 juillet 2025		31 octobre 2024	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
ACTIFS FINANCIERS				
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	**189 035 $**	**186 564 $**	206 815 $	202 667 $
Autres titres de créance	**56 490**	**55 969**	64 800	63 509
Total des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	**245 525**	**242 533**	271 615	266 176
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	**936 090**	**939 045**	949 549	949 227
Total des actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	**1 181 615 $**	**1 181 578 $**	1 221 164 $	1 215 403 $
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts	**1 256 922 $**	**1 256 369 $**	1 268 680 $	1 266 562 $
Passifs de titrisation au coût amorti	**13 599**	**13 464**	12 365	12 123
Billets et débentures subordonnés	**10 496**	**10 700**	11 473	11 628
Total des passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	**1 281 017 $**	**1 280 533 $**	1 292 518 $	1 290 313 $

[1] Ce tableau ne tient pas compte des actifs et passifs financiers dont la valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

b) HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Le tableau ci-après présente, aux 31 juillet 2025 et 31 octobre 2024, le classement dans les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs de chaque actif et passif évalué à la juste valeur sur une base récurrente.

Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025				*Aux* 31 octobre 2024			
	Niveau 1	**Niveau 2**	**Niveau 3**	**Total**	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS ET MARCHANDISES								
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction[1]								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	**5 310 $**	**5 717 $**	**– $**	**11 027 $**	691 $	9 551 $	– $	10 242 $
Provinces	**–**	**5 074**	**–**	**5 074**	–	6 398	–	6 398
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	**2 958**	**18 540**	**–**	**21 498**	–	18 861	–	18 861
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE[2]	**228**	**7 190**	**–**	**7 418**	–	9 722	–	9 722
Titres adossés à des créances hypothécaires	**–**	**896**	**–**	**896**	–	1 352	–	1 352
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	**–**	**6 169**	**7**	**6 176**	–	6 611	12	6 623
Autres émetteurs	**–**	**18 724**	**–**	**18 724**	–	15 845	14	15 859
Titres de capitaux propres	**80 655**	**90**	**28**	**80 773**	68 682	34	12	68 728
Prêts détenus à des fins de transaction	**–**	**27 096**	**–**	**27 096**	–	23 518	–	23 518
Marchandises	**25 713**	**1 283**	**–**	**26 996**	13 504	962	–	14 466
Droits conservés	**–**	**1**	**–**	**1**	–	1	–	1
	114 864	**90 780**	**35**	**205 679**	82 877	92 855	38	175 770
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières	**407**	**4 105**	**1 484**	**5 996**	391	1 188	1 233	2 812
Prêts	**–**	**373**	**–**	**373**	–	3 057	–	3 057
	407	**4 478**	**1 484**	**6 369**	391	4 245	1 233	5 869
Dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	**2**	**10 833**	**10**	**10 845**	2	15 440	–	15 442
Contrats de change	**–**	**52 239**	**7**	**52 246**	47	51 001	13	51 061
Contrats dérivés de crédit	**–**	**41**	**–**	**41**	–	6	–	6
Dérivés d'actions	**163**	**9 011**	**–**	**9 174**	64	6 167	–	6 231
Contrats de marchandises	**418**	**3 194**	**32**	**3 644**	548	4 756	17	5 321
	583	**75 318**	**49**	**75 950**	661	77 370	30	78 061
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières[1]	**–**	**6 576**	**–**	**6 576**	–	6 417	–	6 417
	–	**6 576**	**–**	**6 576**	–	6 417	–	6 417
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	**170**	**15 403**	**–**	**15 573**	–	18 139	–	18 139
Provinces	**–**	**20 828**	**–**	**20 828**	–	21 270	–	21 270
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	**1 370**	**50 972**	**–**	**52 342**	–	35 197	–	35 197
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	**–**	**7 727**	**–**	**7 727**	–	1 679	–	1 679
Titres adossés à des créances hypothécaires	**–**	**1 975**	**–**	**1 975**	–	2 137	–	2 137
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs	**–**	**7 769**	**–**	**7 769**	–	1 384	–	1 384
Obligations de sociétés et autres	**–**	**13 221**	**–**	**13 221**	–	9 439	7	9 446
Titres de capitaux propres	**1 137**	**4**	**2 153**	**3 294**	1 058	2	3 355	4 415
Prêts	**–**	**165**	**–**	**165**	–	230	–	230
	2 677	**118 064**	**2 153**	**122 894**	1 058	89 477	3 362	93 897
Valeurs mobilières prises en pension	**–**	**7 660**	**–**	**7 660**	–	10 488	–	10 488
PASSIFS FINANCIERS								
Dépôts détenus à des fins de transaction	**–**	**32 704**	**398**	**33 102**	–	29 907	505	30 412
Dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	**2**	**8 684**	**74**	**8 760**	3	13 283	158	13 444
Contrats de change	**2**	**43 285**	**5**	**43 292**	30	40 936	12	40 978
Contrats dérivés de crédit	**–**	**1 419**	**–**	**1 419**	–	403	–	403
Dérivés d'actions	**–**	**14 593**	**132**	**14 725**	–	7 974	24	7 998
Contrats de marchandises	**407**	**3 407**	**20**	**3 834**	673	4 845	27	5 545
	411	**71 388**	**231**	**72 030**	706	67 441	221	68 368
Passifs de titrisation à la juste valeur	**–**	**23 340**	**–**	**23 340**	–	20 319	–	20 319
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	**–**	**194 624**	**2**	**194 626**	–	207 890	24	207 914
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert[1]	**15 009**	**25 649**	**–**	**40 658**	1 783	37 732	–	39 515
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	**–**	**11 830**	**–**	**11 830**	–	9 736	–	9 736

[1] Les soldes reflètent la diminution des valeurs mobilières détenues (positions acheteur) du montant équivalant aux valeurs mobilières identiques vendues, mais non encore achetées (positions vendeur).

[2] Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

***c)* TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS DES ACTIFS ET PASSIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR SUR UNE BASE RÉCURRENTE**

La politique de la Banque est de comptabiliser le transfert des actifs et des passifs entre les différents niveaux de la hiérarchie des justes valeurs selon les justes valeurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les actifs et les passifs sont transférés entre le niveau 1 et le niveau 2 selon que la fréquence et le volume de transactions soient suffisants ou non sur un marché actif.

Au cours des trois mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a transféré du niveau 2 au niveau 1 des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction de 850 millions de dollars, des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) de 149 millions de dollars et des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert de 556 millions de dollars. Au cours des trois mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a transféré du niveau 1 au niveau 2 des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction de 4 599 millions de dollars, des actifs financiers à la JVAERG de 111 millions de dollars et des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert de 3 543 millions de dollars. Il n'y a eu aucun transfert important du niveau 1 au niveau 2 au cours des trois mois clos le 31 juillet 2024.

Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a transféré du niveau 2 au niveau 1 des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction de 666 millions de dollars, des actifs financiers à la JVAERG de 1 653 millions de dollars et des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert de 717 millions de dollars. Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a transféré du niveau 1 au niveau 2 des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction de 139 millions de dollars et des actifs financiers à la JVAERG de 156 millions de dollars. Il n'y a eu aucun transfert important du niveau 1 au niveau 2 au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2024.

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 2 et le niveau 3 au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Il n'y a eu aucun changement important aux données non observables et aux sensibilités des actifs et passifs classés dans le niveau 3 au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

d) RAPPROCHEMENT DES VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS DE NIVEAU 3

Les tableaux ci-après présentent les variations de la juste valeur de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes de niveau 3 pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Juste valeur au 1er mai 2025	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités[1]		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2025	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus[5]
		Inclus dans le résultat net[2]	Inclus dans les autres éléments du résultat global[3, 4]	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Autres titres de créance	6 $	(1) $	– $	– $	(1) $	5 $	(2) $	7 $	(1) $
Titres de capitaux propres	28	–	–	–	–	–	–	28	–
	34	(1)	–	–	(1)	5	(2)	35	(1)
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	1 253	22	–	220	(11)	–	–	1 484	12
	1 253	22	–	220	(11)	–	–	1 484	12
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres de capitaux propres	2 808	–	2	2	(659)	–	–	2 153	2
	2 808 $	– $	2 $	2 $	(659) $	– $	– $	2 153 $	2 $
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction[6]	(384) $	3 $	– $	(45) $	27 $	– $	1 $	(398) $	4 $
Dérivés[7]									
Contrats de taux d'intérêt	(81)	15	–	–	2	–	–	(64)	(5)
Contrats de change	(1)	4	–	–	(1)	(1)	1	2	6
Dérivés d'actions	(131)	(3)	–	–	(1)	–	3	(132)	(4)
Contrats de marchandises	(20)	31	–	–	1	–	–	12	26
	(233)	47	–	–	1	(1)	4	(182)	23
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(1)	–	–	(5)	4	–	–	(2)	–

	Juste valeur au 1er nov. 2024	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités[1]		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2025	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus[5]
		Inclus dans le résultat net[2]	Inclus dans les autres éléments du résultat global[4]	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Autres titres de créance	26 $	(1) $	– $	1 $	(23) $	6 $	(2) $	7 $	(2) $
Titres de capitaux propres	12	1	–	22	(7)	–	–	28	(1)
	38	–	–	23	(30)	6	(2)	35	(3)
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	1 233	12	–	296	(47)	–	(10)	1 484	(16)
	1 233	12	–	296	(47)	–	(10)	1 484	(16)
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	7	–	–	–	(7)	–	–	–	–
Titres de capitaux propres	3 355	–	5	4	(1 211)	–	–	2 153	–
	3 362 $	– $	5 $	4 $	(1 218) $	– $	– $	2 153 $	– $
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction[6]	(505) $	31 $	– $	(169) $	243 $	– $	2 $	(398) $	38 $
Dérivés[7]									
Contrats de taux d'intérêt	(158)	83	–	–	11	–	–	(64)	85
Contrats de change	1	(13)	–	–	2	8	4	2	2
Dérivés d'actions	(24)	(106)	–	–	(3)	(2)	3	(132)	(106)
Contrats de marchandises	(10)	22	–	–	–	–	–	12	20
	(191)	(14)	–	–	10	6	7	(182)	1
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(24)	7	–	(19)	34	–	–	(2)	1

[1] Comprennent les variations de change.

[2] Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

[3] Autres éléments du résultat global.

[4] Comprennent les profits/pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 5.

[5] Les variations des profits latents/pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

[6] Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

[7] Composés d'actifs dérivés de 49 millions de dollars (32 millions de dollars au 30 avril 2025/1er mai 2025; 30 millions de dollars aux 31 octobre 2024/1er novembre 2024) et de passifs dérivés de 231 millions de dollars (265 millions de dollars au 30 avril 2025/1er mai 2025; 221 millions de dollars aux 31 octobre 2024/1er novembre 2024) qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Juste valeur au 1er mai 2024	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités[1]		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2024	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus[4]
		Inclus dans le résultat net[2]	Inclus dans les autres éléments du résultat global[3]	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	– $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	– $	– $
Autres titres de créance	29	–	–	1	(1)	1	(27)	3	–
Titres de capitaux propres	9	–	–	1	(5)	–	–	5	–
	38	–	–	2	(6)	1	(27)	8	–
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	1 150	27	–	41	(22)	–	–	1 196	17
	1 150	27	–	41	(22)	–	–	1 196	17
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	14	–	–	–	(3)	–	–	11	–
Titres de capitaux propres	2 307	–	3	132	(23)	–	–	2 419	1
	2 321 $	– $	3 $	132 $	(26) $	– $	– $	2 430 $	1 $
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction[5]	(910) $	(18) $	– $	(24) $	213 $	– $	15 $	(724) $	(12) $
Dérivés[6]									
Contrats de taux d'intérêt	(148)	(22)	–	–	10	–	–	(160)	(14)
Contrats de change	(7)	2	–	–	3	(5)	3	(4)	(1)
Dérivés d'actions	(23)	–	–	–	–	–	–	(23)	(2)
Contrats de marchandises	6	9	–	–	(15)	–	–	–	–
	(172)	(11)	–	–	(2)	(5)	3	(187)	(17)
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(74)	112	–	(77)	30	–	–	(9)	112

	Juste valeur au 1er nov. 2023	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités[1]		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2024	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus[4]
		Inclus dans le résultat net[2]	Inclus dans les autres éléments du résultat global[3]	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	67 $	– $	– $	– $	(67) $	– $	– $	– $	– $
Autres titres de créance	65	1	–	91	(86)	8	(76)	3	–
Titres de capitaux propres	10	(1)	–	3	(7)	–	–	5	–
	142	–	–	94	(160)	8	(76)	8	–
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	980	89	–	165	(37)	–	(1)	1 196	86
	980	89	–	165	(37)	–	(1)	1 196	86
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	27	–	(4)	3	(15)	–	–	11	–
Titres de capitaux propres	2 377	–	(9)	260	(209)	–	–	2 419	(10)
	2 404 $	– $	(13) $	263 $	(224) $	– $	– $	2 430 $	(10) $
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction[5]	(985) $	(8) $	– $	(98) $	331 $	– $	36 $	(724) $	(10) $
Dérivés[6]									
Contrats de taux d'intérêt	(126)	(63)	–	–	29	–	–	(160)	(36)
Contrats de change	(6)	3	–	–	4	(11)	6	(4)	–
Dérivés d'actions	(21)	(1)	–	–	(1)	(1)	1	(23)	(3)
Contrats de marchandises	(1)	5	–	–	(4)	–	–	–	(5)
	(154)	(56)	–	–	28	(12)	7	(187)	(44)
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(22)	113	–	(210)	110	–	–	(9)	112

[1] Comprennent les variations de change.

[2] Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

[3] Comprennent les profits/pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 5.

[4] Les variations des profits latents / pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

[5] Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

[6] Composés d'actifs dérivés de 36 millions de dollars (20 millions de dollars aux 30 avril 2024/1er mai 2024; 22 millions de dollars aux 31 octobre 2023/1er novembre 2023) et de passifs dérivés de 223 millions de dollars (192 millions de dollars aux 30 avril 2024/1er mai 2024; 176 millions de dollars aux 31 octobre 2023/1er novembre 2023) qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

NOTE 5 : VALEURS MOBILIÈRES

a) PROFITS LATENTS (PERTES LATENTES) SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Le tableau suivant présente un sommaire des profits latents et des pertes latentes aux 31 juillet 2025 et 31 octobre 2024.

Profits latents (pertes latentes) sur les valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)								*Aux*
	31 juillet 2025				31 octobre 2024			
	Coût / coût amorti[1]	**Profits bruts latents**	**(Pertes brutes latentes)**	**Juste valeur**	Coût / coût amorti[1]	Profits bruts latents	(Pertes brutes latentes)	Juste valeur
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	**15 654 $**	**19 $**	**(100) $**	**15 573 $**	18 281 $	17 $	(159) $	18 139 $
Provinces	**20 757**	**97**	**(26)**	**20 828**	21 263	77	(70)	21 270
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	**52 453**	**79**	**(190)**	**52 342**	35 371	22	(196)	35 197
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	**7 722**	**7**	**(2)**	**7 727**	1 687	1	(9)	1 679
Titres adossés à des créances hypothécaires	**1 952**	**25**	**(2)**	**1 975**	2 125	17	(5)	2 137
	98 538	**227**	**(320)**	**98 445**	78 727	134	(439)	78 422
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs	**7 788**	**5**	**(24)**	**7 769**	1 397	1	(14)	1 384
Obligations de sociétés et autres	**13 170**	**87**	**(36)**	**13 221**	9 419	77	(50)	9 446
	20 958	**92**	**(60)**	**20 990**	10 816	78	(64)	10 830
Total des titres de créance	**119 496**	**319**	**(380)**	**119 435**	89 543	212	(503)	89 252
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires	**2 578**	**271**	**(76)**	**2 773**	3 810	176	(72)	3 914
Actions privilégiées	**537**	**143**	**(159)**	**521**	632	29	(160)	501
	3 115	**414**	**(235)**	**3 294**	4 442	205	(232)	4 415
Total des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**122 611 $**	**733 $**	**(615) $**	**122 729 $**	93 985 $	417 $	(735) $	93 667 $

[1] Comprend la conversion des soldes au coût amorti au taux de change au comptant à la fin de la période.

b) TITRES DE CAPITAUX PROPRES DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

La Banque a désigné certains titres de capitaux propres comme étant à la JVAERG. Le tableau suivant présente la juste valeur des titres de capitaux propres désignés à la JVAERG aux 31 juillet 2025 et 31 octobre 2024 et les revenus de dividendes comptabilisés à l'égard de ceux-ci pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)		*Aux*	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 octobre 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
		Juste valeur	**Revenus de dividendes comptabilisés**		**Revenus de dividendes comptabilisés**	
Actions ordinaires	**2 773 $**	3 914 $	**52 $**	41 $	**167 $**	106 $
Actions privilégiées	**521**	501	**34**	39	**108**	115
Total	**3 294 $**	4 415 $	**86 $**	80 $	**275 $**	221 $

La Banque a cédé certains titres de capitaux propres conformément à sa stratégie de placement et a cédé des actions de la Federal Home Loan Bank (FHLB) conformément aux exigences de détention d'actions imposées par la FHLB à ses membres, comme suit :

Profits nets réalisés (pertes nettes réalisées) sur les titres de capitaux propres

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Titres de capitaux propres[1]				
Juste valeur	**63 $**	480 $	**189 $**	595 $
Profit réalisé cumulé (perte réalisée cumulée)	**15**	118	**(5)**	117
Actions de la FHLB				
Juste valeur	**664**	–	**1 201**	163
Profit réalisé cumulé (perte réalisée cumulée)	**–**	–	**–**	–

[1] Comprennent les actions ordinaires de First Horizon Corporation détenues par la Banque, qu'elle a cédées au cours de l'exercice 2024.

c) PROFITS NETS RÉALISÉS (PERTES NETTES RÉALISÉES) SUR LES TITRES DE CRÉANCE

La Banque a cédé certains titres de créance évalués au coût amorti ou à la JVAERG au cours de l'exercice. Le tableau suivant présente les profits nets réalisés et les pertes nettes réalisées sur les titres cédés au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024, qui sont inclus dans les autres produits (pertes) à l'état du résultat consolidé intermédiaire.

Profits nets réalisés (pertes nettes réalisées) sur les titres de créance[1]

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Titres de créance au coût amorti	**(337) $**	– $	**(1 533) $**	(69) $
Titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**(35)**	7	**(41)**	16
Total	**(372) $**	7 $	**(1 574) $**	(53) $

[1] Comprennent des pertes sur titres de créance avant impôt respectivement de 339 millions de dollars (244 millions de dollars américains) et de 1 546 millions de dollars (1 092 millions de dollars américains) pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025 (néant pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024) découlant de l'initiative de restructuration du bilan mise en œuvre dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Pour plus de renseignements sur la limite de l'actif des deux filiales bancaires américaines de la TD, se reporter à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

d) QUALITÉ DU CRÉDIT DES TITRES DE CRÉANCE

La Banque évalue le risque de crédit des expositions autres que de détail par emprunteur individuel, en utilisant la notation de risque-emprunteur (NRE) et la notation de risque par facilité, comme il est décrit dans les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2024. Ce système sert à évaluer toutes les expositions autres que de détail, y compris les titres de créance.

Le tableau suivant présente la valeur comptable brute des titres de créance évalués au coût amorti et des titres de créance à la JVAERG par notation de risque interne aux fins de la gestion du risque de crédit et ventile les titres de créance selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3. Pour de plus amples renseignements sur la provision pour pertes sur créances (au bilan et à l'état du résultat) à l'égard des titres de créance, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur créances (au bilan) » de la note 6.

Titres de créance par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)								*Aux*
	31 juillet 2025							31 octobre 2024
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Titres de créance[1]								
Première qualité	**363 990 $**	**– $**	**s. o.[2] $**	**363 990 $**	360 272 $	– $	s. o. $	360 272 $
Qualité inférieure	**812**	**107**	**s. o.**	**919**	439	91	s. o.	530
Actifs surveillés et classés	**s. o.**	**53**	**s. o.**	**53**	s. o.	68	s. o.	68
Défaillance	**s. o.**	**s. o.**	**–**	**–**	s. o.	s. o.	–	–
Total des titres de créance	**364 802**	**160**	**–**	**364 962**	360 711	159	–	360 870
Provision pour pertes sur créances relative aux titres de créance au coût amorti	**2**	**–**	**–**	**2**	3	–	–	3
Total des titres de créance, déduction faite de la provision	**364 800 $**	**160 $**	**– $**	**364 960 $**	360 708 $	159 $	– $	360 867 $

[1] Comprennent les titres de créance adossés à des prêts garantis par le gouvernement de 97 millions de dollars (113 millions de dollars au 31 octobre 2024), lesquels sont présentés comme ayant une note de crédit de qualité inférieure ou de catégorie moindre selon le risque de crédit de l'emprunteur.
[2] Sans objet.

Au 31 juillet 2025, le total des titres de créance, déduction faite de la provision, présenté dans le tableau ci-dessus comprenait des titres de créance évalués au coût amorti, déduction faite de la provision, de 245 525 millions de dollars (271 615 millions de dollars au 31 octobre 2024) et des titres de créance évalués à la JVAERG de 119 435 millions de dollars (89 252 millions de dollars au 31 octobre 2024). Aux 31 juillet 2025 et 31 octobre 2024, la différence entre les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes et les pertes de crédit attendues selon le scénario de base sur les titres de créance à la JVAERG ou au coût amorti n'était pas significative.

NOTE 6 : PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

a) PRÊTS

Le tableau suivant présente les détails sur les prêts de la Banque aux 31 juillet 2025 et 31 octobre 2024.

Prêts

(en millions de dollars canadiens)		*Aux*
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Prêts hypothécaires résidentiels	**315 931 $**	331 649 $
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	**245 935**	228 382
Cartes de crédit	**41 596**	40 639
Entreprises et gouvernements	**341 310**	356 973
	944 772	957 643
Prêts à la JVAERG **(Note 4)**	**165**	230
Total des prêts	**944 937**	957 873
Total de la provision pour pertes sur prêts	**8 682**	8 094
Total des prêts, déduction faite de la provision	**936 255 $**	949 779 $

Aux fins de la présentation dans le tableau « Prêts par notation de risque », les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les prêts à la JVAERG sont regroupés de la manière suivante :

Prêts – Entreprises et gouvernements

(en millions de dollars canadiens)		*Aux*
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Prêts au coût amorti	**341 310 $**	356 973 $
Prêts à la JVAERG **(Note 4)**	**165**	230
Prêts	**341 475**	357 203
Provision pour pertes sur prêts	**3 973**	3 583
Prêts, déduction faite de la provision	**337 502 $**	353 620 $

b) QUALITÉ DU CRÉDIT DES PRÊTS

En ce qui a trait aux expositions dans le portefeuille de détail, notamment en ce qui concerne les particuliers et les petites entreprises, la Banque gère les expositions par groupe, à l'aide de techniques de notation de crédit prédictives. Pour les expositions autres que de détail, une NRE est attribuée à chaque emprunteur selon sa probabilité de défaillance (PD), d'après des modèles exclusifs d'évaluation des risques propres à une industrie ou un secteur et selon des jugements d'experts. Pour plus de renseignements, notamment sur la concordance entre les fourchettes de PD et les notations de risque des expositions de détail ainsi que sur la concordance entre l'échelle de NRE en 21 points de la Banque et les notations de risque et les notations de crédit externes pour les expositions autres que de détail, se reporter aux passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2024.

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable brute des prêts et des expositions au risque de crédit sur les engagements de prêt et les contrats de garantie financière par notation de risque interne aux fins de la gestion du risque de crédit et ventilent les prêts et expositions selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3.

Prêts par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025				*Aux* 31 octobre 2024			
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels[1, 2, 3]								
Risque faible	**224 540 $**	**765 $**	**s. o. $**	**225 305 $**	238 101 $	655 $	s. o. $	238 756 $
Risque normal	**66 982**	**8 763**	**s. o.**	**75 745**	65 318	13 620	s. o.	78 938
Risque moyen	**707**	**9 550**	**s. o.**	**10 257**	370	9 614	s. o.	9 984
Risque élevé	**5**	**3 718**	**368**	**4 091**	5	3 201	347	3 553
Défaillance	**s. o.**	**s. o.**	**533**	**533**	s. o.	s. o.	418	418
Total des prêts	**292 234**	**22 796**	**901**	**315 931**	303 794	27 090	765	331 649
Provision pour pertes sur prêts	**101**	**171**	**73**	**345**	116	189	60	365
Prêts, déduction faite de la provision	**292 133**	**22 625**	**828**	**315 586**	303 678	26 901	705	331 284
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers[4]								
Risque faible	**108 528**	**2 672**	**s. o.**	**111 200**	101 171	2 624	s. o.	103 795
Risque normal	**65 425**	**20 234**	**s. o.**	**85 659**	66 105	12 054	s. o.	78 159
Risque moyen	**28 866**	**6 789**	**s. o.**	**35 655**	27 188	6 352	s. o.	33 540
Risque élevé	**5 368**	**7 004**	**442**	**12 814**	4 017	7 881	412	12 310
Défaillance	**s. o.**	**s. o.**	**607**	**607**	s. o.	s. o.	578	578
Total des prêts	**208 187**	**36 699**	**1 049**	**245 935**	198 481	28 911	990	228 382
Provision pour pertes sur prêts	**683**	**1 187**	**262**	**2 132**	667	1 120	262	2 049
Prêts, déduction faite de la provision	**207 504**	**35 512**	**787**	**243 803**	197 814	27 791	728	226 333
Cartes de crédit								
Risque faible	**9 223**	**16**	**s. o.**	**9 239**	6 902	16	s. o.	6 918
Risque normal	**12 063**	**204**	**s. o.**	**12 267**	11 714	188	s. o.	11 902
Risque moyen	**11 880**	**1 151**	**s. o.**	**13 031**	12 908	1 122	s. o.	14 030
Risque élevé	**2 208**	**4 292**	**420**	**6 920**	2 832	4 382	437	7 651
Défaillance	**s. o.**	**s. o.**	**139**	**139**	s. o.	s. o.	138	138
Total des prêts	**35 374**	**5 663**	**559**	**41 596**	34 356	5 708	575	40 639
Provision pour pertes sur prêts	**728**	**1 061**	**443**	**2 232**	704	1 015	378	2 097
Prêts, déduction faite de la provision	**34 646**	**4 602**	**116**	**39 364**	33 652	4 693	197	38 542
Entreprises et gouvernements[1, 2, 3, 5]								
Première qualité ou risque faible ou normal	**135 420**	**155**	**s. o.**	**135 575**	158 425	102	s. o.	158 527
Qualité inférieure ou risque moyen	**174 476**	**12 170**	**s. o.**	**186 646**	166 892	11 851	s. o.	178 743
Actifs surveillés et classés ou risque élevé	**550**	**15 879**	**70**	**16 499**	704	16 610	89	17 403
Défaillance	**s. o.**	**s. o.**	**2 755**	**2 755**	s. o.	s. o.	2 530	2 530
Total des prêts	**310 446**	**28 204**	**2 825**	**341 475**	326 021	28 563	2 619	357 203
Provision pour pertes sur prêts	**1 220**	**1 869**	**884**	**3 973**	983	1 758	842	3 583
Prêts, déduction faite de la provision	**309 226**	**26 335**	**1 941**	**337 502**	325 038	26 805	1 777	353 620
Total des prêts	**846 241**	**93 362**	**5 334**	**944 937**	862 652	90 272	4 949	957 873
Total de la provision pour pertes sur prêts	**2 732**	**4 288**	**1 662**	**8 682**	2 470	4 082	1 542	8 094
Total des prêts, déduction faite de la provision	**843 509 $**	**89 074 $**	**3 672 $**	**936 255 $**	860 182 $	86 190 $	3 407 $	949 779 $

[1] Comprennent des prêts douteux d'un montant de 212 millions de dollars (259 millions de dollars au 31 octobre 2024) pour lesquels aucune provision pour pertes sur prêts n'a été établie étant donné que la valeur réalisable de la garantie dépasse le montant du prêt.

[2] Excluent les prêts détenus à des fins de transaction et les prêts détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN d'une juste valeur respectivement de 27,1 milliards de dollars (23,5 milliards de dollars au 31 octobre 2024) et 0,4 milliard de dollars (3,1 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

[3] Comprennent les prêts hypothécaires assurés de 69 milliards de dollars (71 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

[4] Comprennent les prêts immobiliers aux particuliers assurés par des gouvernements canadiens de 5 milliards de dollars (6 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

[5] Comprennent les prêts garantis par des organismes gouvernementaux de 23 milliards de dollars (24 milliards de dollars au 31 octobre 2024), qui sont principalement présentés comme des prêts d'emprunteurs ayant une note de crédit de qualité inférieure ou de catégorie moindre selon le risque de crédit de l'emprunteur.

Prêts par notation de risque (suite) **– Instruments de crédit hors bilan**[1]

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025				Aux 31 octobre 2024			
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Expositions de détail[2]								
Risque faible	**322 466 $**	**1 610 $**	**s. o. $**	**324 076 $**	268 234 $	1 365 $	s. o. $	269 599 $
Risque normal	**55 584**	**1 444**	**s. o.**	**57 028**	93 576	1 332	s. o.	94 908
Risque moyen	**14 416**	**1 362**	**s. o.**	**15 778**	18 562	1 247	s. o.	19 809
Risque élevé	**1 197**	**879**	**–**	**2 076**	1 126	1 181	–	2 307
Défaillance	**s. o.**	**s. o.**	**–**	**–**	s. o.	s. o.	–	–
Expositions autres que de détail[3]								
Première qualité	**300 963**	**–**	**s. o.**	**300 963**	287 830	–	s. o.	287 830
Qualité inférieure	**112 648**	**7 568**	**s. o.**	**120 216**	99 866	6 968	s. o.	106 834
Actifs surveillés et classés	**387**	**5 772**	**–**	**6 159**	328	5 418	–	5 746
Défaillance	**s. o.**	**s. o.**	**355**	**355**	s. o.	s. o.	252	252
Total des instruments de crédit hors bilan	**807 661**	**18 635**	**355**	**826 651**	769 522	17 511	252	787 285
Provision pour les instruments de crédit hors bilan	**449**	**561**	**9**	**1 019**	439	593	11	1 043
Total des instruments de crédit hors bilan, déduction faite de la provision	**807 212 $**	**18 074 $**	**346 $**	**825 632 $**	769 083 $	16 918 $	241 $	786 242 $

[1] Compte non tenu des engagements hypothécaires.
[2] Comprennent des lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit de 396 milliards de dollars (384 milliards de dollars au 31 octobre 2024), lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.
[3] Comprennent la tranche non utilisée de 67 milliards de dollars (66 milliards de dollars au 31 octobre 2024) des facilités de crédit et de liquidité sans engagement.

c) PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (AU BILAN)

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur créances de la Banque aux 31 juillet 2025 et 2024 et pour les trois mois et neuf mois clos à ces dates, y compris sur la provision pour les instruments hors bilan dans les catégories applicables.

Provision pour pertes sur créances (au bilan)

(en millions de dollars canadiens)	**Solde au début de la période**	**Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)**	**Radiations, nettes des reprises**	**Écart de conversion, cessions et autres ajustements**	**Solde à la fin de la période**	Solde au début de la période	Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)	Radiations, nettes des reprises	Écart de conversion, cessions et autres ajustements	Solde à la fin de la période
										Trois mois clos les
					31 juillet 2025					31 juillet 2024
Prêts hypothécaires résidentiels	**348 $**	**1 $**	**(5) $**	**1 $**	**345 $**	403 $	(16) $	(2) $	– $	385 $
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	**2 221**	**280**	**(293)**	**3**	**2 211**	2 072	339	(302)	1	2 110
Cartes de crédit	**2 716**	**401**	**(394)**	**5**	**2 728**	2 644	397	(396)	6	2 651
Entreprises et gouvernements	**4 299**	**290**	**(141)**	**(31)**	**4 417**	3 428	351	(88)	(3)	3 688
Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les instruments hors bilan	**9 584**	**972**	**(833)**	**(22)**	**9 701**	8 547	1 071	(788)	4	8 834
Titres de créance au coût amorti	**3**	**(1)**	**–**	**–**	**2**	2	1	–	–	3
Titres de créance à la JVAERG	**2**	**–**	**–**	**–**	**2**	1	–	–	–	1
Total de la provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	**5**	**(1)**	**–**	**–**	**4**	3	1	–	–	4
Total de la provision pour pertes sur créances	**9 589 $**	**971 $**	**(833) $**	**(22) $**	**9 705 $**	8 550 $	1 072 $	(788) $	4 $	8 838 $
Dont :										
Provision pour pertes sur créances sur les prêts au coût amorti	**8 613 $**				**8 682 $**	7 545 $				7 811 $
Provision pour pertes sur créances sur les prêts à la JVAERG	**–**				**–**	–				–
Provision pour pertes sur prêts	**8 613**				**8 682**	7 545				7 811
Provision pour les instruments hors bilan	**971**				**1 019**	1 002				1 023
Provision pour pertes sur créances pour les titres de créance	**5**				**4**	3				4

										Neuf mois clos les
					31 juillet 2025					31 juillet 2024
Prêts hypothécaires résidentiels	**365 $**	**(14) $**	**(6) $**	**– $**	**345 $**	403 $	(16) $	(5) $	3 $	385 $
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	**2 133**	**1 016**	**(934)**	**(4)**	**2 211**	1 895	1 082	(865)	(2)	2 110
Cartes de crédit	**2 699**	**1 302**	**(1 265)**	**(8)**	**2 728**	2 577	1 250	(1 168)	(8)	2 651
Entreprises et gouvernements	**3 940**	**1 220**	**(687)**	**(56)**	**4 417**	3 310	828	(408)	(42)	3 688
Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les instruments hors bilan	**9 137**	**3 524**	**(2 892)**	**(68)**	**9 701**	8 185	3 144	(2 446)	(49)	8 834
Titres de créance au coût amorti	**3**	**(1)**	**–**	**–**	**2**	2	1	–	–	3
Titres de créance à la JVAERG	**1**	**1**	**–**	**–**	**2**	2	(1)	–	–	1
Total de la provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	**4**	**–**	**–**	**–**	**4**	4	–	–	–	4
Total de la provision pour pertes sur créances	**9 141 $**	**3 524 $**	**(2 892) $**	**(68) $**	**9 705 $**	8 189 $	3 144 $	(2 446) $	(49) $	8 838 $
Dont :										
Provision pour pertes sur créances sur les prêts au coût amorti	**8 094 $**				**8 682 $**	7 136 $				7 811 $
Provision pour pertes sur créances sur les prêts à la JVAERG	**–**				**–**	–				–
Provision pour pertes sur prêts	**8 094**				**8 682**	7 136				7 811
Provision pour les instruments hors bilan	**1 043**				**1 019**	1 049				1 023
Provision pour pertes sur créances pour les titres de créance	**4**				**4**	4				4

d) PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS PAR ÉTAPE

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur prêts par étape de la Banque aux 31 juillet 2025 et 2024 et pour les trois mois clos à ces dates.

Provision pour pertes sur prêts par étape

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*							
	31 juillet 2025				31 juillet 2024			
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	**106 $**	**174 $**	**68 $**	**348 $**	129 $	214 $	60 $	403 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[1]	**28**	**(27)**	**(1)**	**–**	42	(42)	–	–
Transfert à l'étape 2	**(7)**	**15**	**(8)**	**–**	(6)	12	(6)	–
Transfert à l'étape 3	**–**	**(13)**	**13**	**–**	–	(6)	6	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(7)**	**4**	**–**	**(3)**	(10)	5	–	(5)
Nouveaux montages ou acquisitions[3]	**7**	**s. o.**	**s. o.**	**7**	9	s. o.	s. o.	9
Remboursements nets[4]	**(1)**	**(1)**	**–**	**(2)**	(1)	–	–	(1)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[5]	**(3)**	**(5)**	**(8)**	**(16)**	(2)	(8)	(6)	(16)
Modifications des risques, paramètres et modèles[6]	**(22)**	**24**	**13**	**15**	(32)	23	6	(3)
Cessions	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(5)**	**(5)**	–	–	(2)	(2)
Reprises	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Écart de conversion et autres ajustements	**–**	**–**	**1**	**1**	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	**101 $**	**171 $**	**73 $**	**345 $**	129 $	198 $	58 $	385 $
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	**673 $**	**1 270 $**	**278 $**	**2 221 $**	688 $	1 146 $	238 $	2 072 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[1]	**213**	**(212)**	**(1)**	**–**	178	(177)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	**(54)**	**77**	**(23)**	**–**	(61)	82	(21)	–
Transfert à l'étape 3	**(2)**	**(71)**	**73**	**–**	(2)	(61)	63	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(91)**	**67**	**2**	**(22)**	(81)	78	3	–
Nouveaux montages ou acquisitions[3]	**91**	**s. o.**	**s. o.**	**91**	94	s. o.	s. o.	94
Remboursements nets[4]	**(23)**	**(27)**	**(5)**	**(55)**	(20)	(25)	(5)	(50)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[5]	**(22)**	**(29)**	**(16)**	**(67)**	(22)	(31)	(13)	(66)
Modifications des risques, paramètres et modèles[6]	**(79)**	**165**	**247**	**333**	(82)	167	276	361
Cessions	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(385)**	**(385)**	–	–	(386)	(386)
Reprises	**–**	**–**	**92**	**92**	–	–	84	84
Écart de conversion et autres ajustements	**2**	**1**	**–**	**3**	–	1	–	1
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	**708**	**1 241**	**262**	**2 211**	692	1 180	238	2 110
Moins la provision pour les instruments hors bilan[7]	**25**	**54**	**–**	**79**	29	56	–	85
Solde à la fin de la période	**683 $**	**1 187 $**	**262 $**	**2 132 $**	663 $	1 124 $	238 $	2 025 $
Cartes de crédit[8]								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	**953 $**	**1 314 $**	**449 $**	**2 716 $**	915 $	1 345 $	384 $	2 644 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[1]	**280**	**(269)**	**(11)**	**–**	301	(289)	(12)	–
Transfert à l'étape 2	**(88)**	**113**	**(25)**	**–**	(73)	98	(25)	–
Transfert à l'étape 3	**(7)**	**(240)**	**247**	**–**	(5)	(206)	211	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(98)**	**118**	**7**	**27**	(132)	109	6	(17)
Nouveaux montages ou acquisitions[3]	**39**	**s. o.**	**s. o.**	**39**	37	s. o.	s. o.	37
Remboursements nets[4]	**(13)**	**2**	**16**	**5**	–	–	15	15
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[5]	**(13)**	**(31)**	**(61)**	**(105)**	(10)	(17)	(99)	(126)
Modifications des risques, paramètres et modèles[6]	**(125)**	**345**	**215**	**435**	(93)	294	287	488
Cessions	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(497)**	**(497)**	–	–	(478)	(478)
Reprises	**–**	**–**	**103**	**103**	–	–	82	82
Écart de conversion et autres ajustements	**1**	**4**	**–**	**5**	3	2	1	6
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	**929**	**1 356**	**443**	**2 728**	943	1 336	372	2 651
Moins la provision pour les instruments hors bilan[7]	**201**	**295**	**–**	**496**	248	357	–	605
Solde à la fin de la période	**728 $**	**1 061 $**	**443 $**	**2 232 $**	695 $	979 $	372 $	2 046 $

[1] Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

[2] Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit, comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

[3] Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

[4] Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

[5] Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

[6] Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex. la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues », « Informations prospectives » et « Jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

[7] La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

[8] Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux et sont transférés à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et radiés après 180 jours de retard. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

Provision pour pertes sur prêts par étape (suite)

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*							
	31 juillet 2025				31 juillet 2024			
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Entreprises et gouvernements[1]								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	**1 328 $**	**2 134 $**	**837 $**	**4 299** $	1 170 $	1 778 $	480 $	3 428 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[2]	**123**	**(122)**	**(1)**	**–**	80	(80)	–	–
Transfert à l'étape 2	**(203)**	**214**	**(11)**	**–**	(158)	163	(5)	–
Transfert à l'étape 3	**(2)**	**(181)**	**183**	**–**	(1)	(85)	86	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(29)**	**42**	**(1)**	**12**	(27)	26	1	–
Nouveaux montages ou acquisitions[2]	**438**	**s. o.**	**s. o.**	**438**	296	s. o.	s. o.	296
Remboursements nets[2]	**2**	**2**	**(30)**	**(26)**	2	(22)	(7)	(27)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[2]	**(217)**	**(314)**	**(121)**	**(652)**	(161)	(196)	(75)	(432)
Modifications des risques, paramètres et modèles[2]	**(4)**	**311**	**211**	**518**	(61)	340	235	514
Cessions	**–**	**–**	**(13)**	**(13)**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(158)**	**(158)**	–	–	(113)	(113)
Reprises	**–**	**–**	**17**	**17**	–	–	25	25
Écart de conversion et autres ajustements	**7**	**(5)**	**(20)**	**(18)**	5	9	(17)	(3)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	**1 443**	**2 081**	**893**	**4 417**	1 145	1 933	610	3 688
Moins la provision pour les instruments hors bilan[3]	**223**	**212**	**9**	**444**	151	169	13	333
Solde à la fin de la période	**1 220**	**1 869**	**884**	**3 973**	994	1 764	597	3 355
Total de la provision, y compris celle pour les instruments hors bilan, à la fin de la période	**3 181**	**4 849**	**1 671**	**9 701**	2 909	4 647	1 278	8 834
Moins le total de la provision pour les instruments hors bilan[3]	**449**	**561**	**9**	**1 019**	428	582	13	1 023
Total de la provision pour pertes sur prêts à la fin de la période	**2 732 $**	**4 288 $**	**1 662 $**	**8 682** $	2 481 $	4 065 $	1 265 $	7 811 $

[1] Comprennent la provision pour pertes sur prêts liée aux engagements de clients au titre d'acceptations.

[2] Pour des explications sur ces postes, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur prêts par étape » figurant à la page précédente de la présente note.

[3] La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur prêts par étape de la Banque aux 31 juillet 2025 et 2024 et pour les neuf mois clos à ces dates.

Provision pour pertes sur prêts par étape

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025				*Neuf mois clos les* 31 juillet 2024			
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	**116 $**	**189 $**	**60 $**	**365 $**	154 $	192 $	57 $	403 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[1]	**85**	**(81)**	**(4)**	**–**	110	(107)	(3)	–
Transfert à l'étape 2	**(20)**	**43**	**(23)**	**–**	(23)	40	(17)	–
Transfert à l'étape 3	**–**	**(32)**	**32**	**–**	–	(23)	23	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(19)**	**12**	**–**	**(7)**	(24)	18	–	(6)
Nouveaux montages ou acquisitions[3]	**19**	**s. o.**	**s. o.**	**19**	24	s. o.	s. o.	24
Remboursements nets[4]	**(3)**	**(3)**	**–**	**(6)**	(3)	–	–	(3)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[5]	**(12)**	**(15)**	**(21)**	**(48)**	(5)	(20)	(29)	(54)
Modifications des risques, paramètres et modèles[6]	**(65)**	**58**	**35**	**28**	(103)	97	29	23
Cessions	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(7)**	**(7)**	–	–	(6)	(6)
Reprises	**–**	**–**	**1**	**1**	–	–	1	1
Écart de conversion et autres ajustements	**–**	**–**	**–**	**–**	(1)	1	3	3
Solde à la fin de la période	**101 $**	**171 $**	**73 $**	**345 $**	129 $	198 $	58 $	385 $
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	**696 $**	**1 175 $**	**262 $**	**2 133 $**	688 $	1 010 $	197 $	1 895 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[1]	**537**	**(533)**	**(4)**	**–**	451	(448)	(3)	–
Transfert à l'étape 2	**(178)**	**249**	**(71)**	**–**	(191)	254	(63)	–
Transfert à l'étape 3	**(7)**	**(220)**	**227**	**–**	(8)	(183)	191	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(234)**	**215**	**6**	**(13)**	(198)	235	7	44
Nouveaux montages ou acquisitions[3]	**251**	**s. o.**	**s. o.**	**251**	270	s. o.	s. o.	270
Remboursements nets[4]	**(65)**	**(81)**	**(13)**	**(159)**	(56)	(70)	(12)	(138)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[5]	**(64)**	**(86)**	**(36)**	**(186)**	(55)	(77)	(39)	(171)
Modifications des risques, paramètres et modèles[6]	**(227)**	**525**	**825**	**1 123**	(208)	461	824	1 077
Cessions	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(1 196)**	**(1 196)**	–	–	(1 103)	(1 103)
Reprises	**–**	**–**	**262**	**262**	–	–	238	238
Écart de conversion et autres ajustements	**(1)**	**(3)**	**–**	**(4)**	(1)	(2)	1	(2)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	**708**	**1 241**	**262**	**2 211**	692	1 180	238	2 110
Moins la provision pour les instruments hors bilan[7]	**25**	**54**	**–**	**79**	29	56	–	85
Solde à la fin de la période	**683 $**	**1 187 $**	**262 $**	**2 132 $**	663 $	1 124 $	238 $	2 025 $
Cartes de crédit[8]								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	**947 $**	**1 374 $**	**378 $**	**2 699 $**	988 $	1 277 $	312 $	2 577 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[1]	**1 000**	**(967)**	**(33)**	**–**	810	(783)	(27)	–
Transfert à l'étape 2	**(256)**	**325**	**(69)**	**–**	(249)	310	(61)	–
Transfert à l'étape 3	**(18)**	**(768)**	**786**	**–**	(16)	(668)	684	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(398)**	**343**	**20**	**(35)**	(358)	369	19	30
Nouveaux montages ou acquisitions[3]	**113**	**s. o.**	**s. o.**	**113**	116	s. o.	s. o.	116
Remboursements nets[4]	**(7)**	**5**	**54**	**52**	14	6	50	70
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[5]	**(49)**	**(74)**	**(240)**	**(363)**	(30)	(51)	(271)	(352)
Modifications des risques, paramètres et modèles[6]	**(400)**	**1 120**	**815**	**1 535**	(329)	880	835	1 386
Cessions	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(1 558)**	**(1 558)**	–	–	(1 408)	(1 408)
Reprises	**–**	**–**	**293**	**293**	–	–	240	240
Écart de conversion et autres ajustements	**(3)**	**(2)**	**(3)**	**(8)**	(3)	(4)	(1)	(8)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	**929**	**1 356**	**443**	**2 728**	943	1 336	372	2 651
Moins la provision pour les instruments hors bilan[7]	**201**	**295**	**–**	**496**	248	357	–	605
Solde à la fin de la période	**728 $**	**1 061 $**	**443 $**	**2 232 $**	695 $	979 $	372 $	2 046 $

[1] Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

[2] Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit, comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

[3] Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

[4] Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

[5] Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

[6] Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex. la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues », « Informations prospectives » et « Jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

[7] La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

[8] Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux et sont transférés à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et radiés après 180 jours de retard. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

Provision pour pertes sur prêts par étape (suite)

(en millions de dollars canadiens)	*Neuf mois clos les*							
	31 juillet 2025				31 juillet 2024			
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Entreprises et gouvernements[1]								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	**1 150 $**	**1 937 $**	**853 $**	**3 940** $	1 319 $	1 521 $	470 $	3 310 $
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1[2]	**277**	**(273)**	**(4)**	**–**	194	(194)	–	–
Transfert à l'étape 2	**(517)**	**548**	**(31)**	**–**	(441)	453	(12)	–
Transfert à l'étape 3	**(6)**	**(405)**	**411**	**–**	(17)	(220)	237	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes[2]	**(75)**	**145**	**–**	**70**	(66)	119	6	59
Nouveaux montages ou acquisitions[2]	**1 052**	**s. o.**	**s. o.**	**1 052**	864	s. o.	s. o.	864
Remboursements nets[2]	**17**	**(22)**	**(116)**	**(121)**	19	(41)	(36)	(58)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations)[2]	**(546)**	**(709)**	**(243)**	**(1 498)**	(494)	(450)	(220)	(1 164)
Modifications des risques, paramètres et modèles[2]	**82**	**872**	**763**	**1 717**	(221)	736	612	1 127
Cessions	**–**	**–**	**(22)**	**(22)**	–	–	–	–
Radiations	**–**	**–**	**(743)**	**(743)**	–	–	(459)	(459)
Reprises	**–**	**–**	**56**	**56**	–	–	51	51
Écart de conversion et autres ajustements	**9**	**(12)**	**(31)**	**(34)**	(12)	9	(39)	(42)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	**1 443**	**2 081**	**893**	**4 417**	1 145	1 933	610	3 688
Moins la provision pour les instruments hors bilan[3]	**223**	**212**	**9**	**444**	151	169	13	333
Solde à la fin de la période	**1 220**	**1 869**	**884**	**3 973**	994	1 764	597	3 355
Total de la provision, y compris celle pour les instruments hors bilan, à la fin de la période	**3 181**	**4 849**	**1 671**	**9 701**	2 909	4 647	1 278	8 834
Moins le total de la provision **pour les instruments hors bilan**[3]	**449**	**561**	**9**	**1 019**	428	582	13	1 023
Total de la provision pour pertes sur prêts à la fin de la période	**2 732 $**	**4 288 $**	**1 662 $**	**8 682** $	2 481 $	4 065 $	1 265 $	7 811 $

[1] Comprennent la provision pour pertes sur prêts liée aux engagements de clients au titre d'acceptations.
[2] Pour des explications sur ces postes, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur prêts par étape » figurant à la page précédente de la présente note.
[3] La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

La provision pour pertes sur créances pour tous les actifs financiers restants n'est pas importante.

***e)* INFORMATIONS PROSPECTIVES**

Des facteurs macroéconomiques pertinents sont intégrés aux paramètres de risque selon le cas. Des facteurs de risque additionnels qui sont propres aux industries ou aux secteurs sont également intégrés, lorsque pertinents. Les principales variables macroéconomiques qui sont utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues comprennent le taux de chômage par région pour toutes les expositions de détail et les indices d'accès à la propriété par région pour les prêts hypothécaires résidentiels et les lignes de crédit domiciliaires. Pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements, les principales variables macroéconomiques comprennent le produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage, les taux d'intérêt et les écarts de taux. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque pour en savoir plus sur la façon dont les informations prospectives sont générées et prises en compte pour déterminer si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et pour évaluer les pertes de crédit attendues.

Variables macroéconomiques

Les variables macroéconomiques retenues sont projetées sur l'horizon prévisionnel. Le tableau suivant présente les valeurs moyennes des variables macroéconomiques pour les quatre trimestres civils à partir du trimestre considéré et les quatre années restantes de l'horizon prévisionnel pour le scénario de base, le scénario optimiste et le scénario pessimiste qui ont servi à la détermination des pertes de crédit attendues de la Banque au 31 juillet 2025. Plus l'horizon prévisionnel est long, moins les données prospectives sont faciles à obtenir et plus les projections qui reposent sur les hypothèses entourant les relations structurelles entre les paramètres économiques sont incertaines. Les prévisions de base reflètent un certain ralentissement de la croissance et une hausse du taux de chômage en raison de la hausse des tarifs. L'incertitude à l'égard des perspectives économiques demeure élevée, une intensification du conflit commercial représentant un facteur de risque susceptible de nuire à la croissance mondiale.

Variables macroéconomiques

	Au **31 juillet 2025**					
	Scénario de base		**Scénario optimiste**		**Scénario pessimiste**	
	Moyenne T3 2025-T2 2026[1]	**Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel[1]**	**Moyenne T3 2025-T2 2026[1]**	**Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel[1]**	**Moyenne T3 2025-T2 2026[1]**	**Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel[1]**
Taux de chômage						
Canada	7,2 %	6,0 %	6,4 %	5,7 %	7,8 %	7,2 %
États-Unis	4,4	4,0	4,0	3,8	5,4	5,4
PIB réel						
Canada	0,3	2,0	0,4	2,2	(1,2)	2,2
États-Unis	1,7	2,1	1,8	2,5	(0,5)	2,5
Prix des propriétés résidentielles						
Canada (prix moyen observé)[2]	0,7	4,4	0,8	5,0	(7,8)	3,8
États-Unis (IPP CoreLogic)[3]	1,1	3,4	1,8	4,1	(7,2)	4,2
Taux d'intérêt directeurs des banques centrales						
Canada	2,25	2,25	2,50	2,50	1,13	1,42
États-Unis	3,75	3,25	3,69	3,50	2,31	2,30
Rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans	4,26	4,00	4,36	4,25	3,76	3,58
Écart des obligations américaines de notation BBB à 10 ans (points de pourcentage)	1,72	1,80	1,52	1,75	2,48	2,08
Taux de change (dollar américain/dollar canadien)	0,73 $	0,75 $	0,74 $	0,76 $	0,68 $	0,71 $

[1] Les valeurs représentent les valeurs moyennes pour les périodes mentionnées et la moyenne de la croissance d'un exercice à l'autre du PIB réel et des prix des propriétés résidentielles.
[2] Le prix moyen des propriétés résidentielles correspond au prix de vente moyen des propriétés vendues publié par le Service inter-agences; les données sont colligées par l'Association canadienne de l'immeuble.
[3] L'indice des prix des propriétés résidentielles de CoreLogic (IPP CoreLogic) est un indice fondé sur la méthode des ventes répétées qui suit l'évolution à la hausse ou à la baisse des prix des mêmes propriétés au fil du temps.

***f)* SENSIBILITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES**

Les pertes de crédit attendues sont sensibles aux données utilisées dans les modèles internes, aux variables macroéconomiques des scénarios prospectifs et aux pondérations probabilistes respectives afin de déterminer les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, et à d'autres facteurs pris en compte lorsqu'un jugement d'expert en matière de crédit est exercé. Les variations de ces données, hypothèses, modèles et jugements auraient une incidence sur la détermination si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et sur l'évaluation des pertes de crédit attendues.

Le tableau suivant présente les pertes de crédit attendues selon le scénario de base et les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, ces dernières étant tirées de trois scénarios de pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan. L'écart reflète l'incidence de l'utilisation de plusieurs scénarios élaborés à partir des pertes de crédit attendues selon le scénario de base et la variation des pertes de crédit attendues en découlant en raison de la sensibilité et de l'absence de linéarité résultant de l'utilisation des scénarios macroéconomiques.

Variations des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes par rapport aux pertes de crédit attendues selon le scénario de base

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**31 juillet 2025**	*Aux* 31 octobre 2024
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	**8 030 $**	7 584 $
Pertes de crédit attendues selon le scénario de base	**7 733**	7 185
Écart – en dollars	**297 $**	399 $
Écart – en pourcentage	**3,8 %**	5,6 %

Les pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan correspondent au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes à l'étape 1 et à l'étape 2, soit respectivement les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir et les pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Un transfert des pertes de crédit attendues de l'étape 1 à l'étape 2 survient à la suite d'une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale du prêt. Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la catégorisation par étapes des pertes de crédit attendues en indiquant les pertes de crédit attendues pour tous les prêts productifs et les instruments hors bilan, calculées à partir des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir par rapport au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes actuelles, tous les profils de risque demeurant constants.

Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie

(en millions de dollars canadiens)		*Aux*
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	**8 030 $**	7 584 $
Tous les prêts productifs et instruments hors bilan selon des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	**6 183**	5 631
Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	**1 847 $**	1 953 $

***g)* BIENS SAISIS**

Les biens saisis sont des actifs non financiers qui ont fait l'objet d'une reprise de possession dans le cadre de laquelle la Banque obtient les titres, devient propriétaire ou prend possession des propriétés individuelles, comme des biens immobiliers, qui sont gérées aux fins de vente de manière ordonnée, et le produit en découlant est affecté à la réduction ou au remboursement de tout solde du prêt en souffrance. En général, la Banque n'installe pas ses activités dans des propriétés saisies. La Banque s'en remet principalement à des évaluations de tiers pour établir la valeur comptable des biens saisis. Les biens saisis détenus en vue de la vente s'élevaient à 159 millions de dollars au 31 juillet 2025 (126 millions de dollars au 31 octobre 2024) et étaient comptabilisés dans les autres actifs au bilan consolidé intermédiaire.

***h)* PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX**

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat. Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts en souffrance mais non douteux. Les prêts qui sont en souffrance depuis moins de 31 jours aux termes du contrat ne sont pas pris en compte puisqu'ils ne sont pas une indication, de façon générale, qu'un emprunteur ne respectera pas ses obligations de paiement.

Prêts en souffrance mais non douteux[1]

(en millions de dollars canadiens)						*Aux*
	31 juillet 2025			31 octobre 2024		
	De 31 à 60 jours	**De 61 à 89 jours**	**Total**	De 31 à 60 jours	De 61 à 89 jours	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	**411 $**	**124 $**	**535 $**	443 $	111 $	554 $
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	**995**	**309**	**1 304**	983	335	1 318
Cartes de crédit	**362**	**248**	**610**	375	269	644
Entreprises et gouvernements	**325**	**82**	**407**	244	83	327
Total	**2 093 $**	**763 $**	**2 856 $**	2 045 $	798 $	2 843 $

[1] Comprennent les prêts qui sont évalués à la JVAERG.

***i)* VENTE DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS AUX ÉTATS-UNIS**

Le 26 mars 2025, la Banque a conclu la vente de certains prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis (prêts correspondants) dont la valeur s'élève à 8,6 milliards de dollars américains, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une perte avant impôt, compte tenu des coûts de transaction, de 507 millions de dollars américains dans les autres produits (pertes) à l'état du résultat consolidé intermédiaire pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025. La vente découle des activités de restructuration du bilan aux États-Unis présentées au quatrième trimestre de 2024.

NOTE 7 : PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

PARTICIPATION DANS THE CHARLES SCHWAB CORPORATION

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans The Charles Schwab Corporation (« Schwab ») dans le cadre d'une offre enregistrée et d'un rachat d'actions par Schwab. Immédiatement avant la vente, la TD détenait 184,7 millions d'actions ordinaires de Schwab, ce qui représentait une propriété économique de 10,1 %. Le produit tiré de la vente des actions s'est établi à environ 21,0 milliards de dollars, et la Banque a comptabilisé un profit net à la vente d'environ 9,2 milliards de dollars dans les autres produits (pertes) au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Ce profit est présenté déduction faite de la réalisation du cumul des écarts de conversion connexe comptabilisé auparavant dans le cumul des autres éléments du résultat global, de la réalisation du cumul des autres éléments du résultat global lié aux éléments désignés comme couverture d'investissement net et des coûts de transaction directs. Aux fins de l'information sectorielle, la Banque a comptabilisé un profit de 8,6 milliards de dollars après impôt dans le secteur Siège social et des honoraires de prise ferme de 184 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros par suite du rôle de Valeurs Mobilières TD en tant que chef de file responsable des registres dans le cadre de la transaction au deuxième trimestre de l'exercice 2025.

La transaction a entraîné une hausse d'environ 238 pdb des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au deuxième trimestre de l'exercice 2025.

La Banque a cessé de comptabiliser sa quote-part du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires lié à sa participation dans Schwab par suite de la vente. Aucun résultat lié à Schwab n'a été comptabilisé pour les trois mois clos le 31 juillet 2025. Avant la vente, la Banque comptabilisait sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Banque du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. La quote-part de la Banque du résultat net de sa participation antérieure dans Schwab de 305 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 (respectivement 190 millions de dollars et 525 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024) tient compte du résultat net après les ajustements relatifs à l'amortissement après impôt de certaines immobilisations incorporelles.

La vente par la Banque de sa participation en actions dans Schwab a mis fin à la convention d'actionnaires. La Banque continue d'avoir une relation d'affaires avec Schwab dans le cadre de la convention sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA »).

Convention sur les comptes de dépôt assurés

Le 25 novembre 2019, la Banque et Schwab ont conclu une convention sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA avec Schwab de 2019 »), dont la date d'échéance initiale est le 1er juillet 2031. En vertu de la convention sur les CDA avec Schwab de 2019, à partir du 1er juillet 2021, Schwab avait l'option de réduire les dépôts d'un montant maximal de 10 milliards de dollars américains par an (sous réserve de certaines limites et de certains ajustements), jusqu'à un plancher de 50 milliards de dollars américains. De plus, Schwab a demandé à bénéficier d'une plus grande souplesse opérationnelle de sorte que les soldes des comptes de dépôt de passage puissent fluctuer au fil du temps, selon certaines conditions et sous réserve de certaines limites.

Le 4 mai 2023, la Banque et Schwab ont conclu une convention révisée sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA avec Schwab de 2023 » ou « la convention sur les CDA avec Schwab »), laquelle remplace la convention sur les CDA avec Schwab de 2019. Selon la convention sur les CDA avec Schwab de 2023, la Banque continue de mettre des comptes de dépôt de passage à la disposition des clients de Schwab. Schwab désigne une tranche des dépôts auprès de la Banque comme des obligations à taux fixe. La tranche restante des dépôts est désignée comme des obligations à taux variable. Par rapport à la convention sur les CDA avec Schwab de 2019, la convention sur les CDA avec Schwab de 2023 prolonge la date d'expiration initiale de trois ans, jusqu'au 1er juillet 2034, et prévoit des soldes de dépôts moins élevés au cours des six premières années et des soldes plus élevés pour les dernières années. Plus précisément, jusqu'en septembre 2025, le montant total des obligations à taux fixe servira de niveau plancher. Par la suite, le niveau plancher sera établi à 60 milliards de dollars américains. De plus, Schwab avait l'option de racheter jusqu'à 6,8 milliards de dollars (5 milliards de dollars américains) d'obligations à taux fixe en versant à la Banque certains frais conformément à la convention sur les CDA avec Schwab de 2023, sous réserve de certaines limites.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2024, Schwab a exercé son option de racheter la tranche restante de 0,7 milliard de dollars (0,5 milliard de dollars américains) du montant prévu pour le rachat d'obligations à taux fixe de 5 milliards de dollars américains et a versé des frais de résiliation de 32 millions de dollars (23 millions de dollars américains) à la Banque conformément à la convention sur les CDA avec Schwab de 2023. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2024, Schwab avait racheté la totalité du montant prévu pour le rachat d'obligations à taux fixe de 5 milliards de dollars américains et avait versé des frais de résiliation totaux de 337 millions de dollars (250 millions de dollars américains) à la Banque. Ces frais visaient à compenser les pertes subies par la Banque en raison de l'abandon de certaines relations de couverture et la perte de revenus. L'incidence nette a été comptabilisée dans les produits d'intérêts nets.

Pour plus de renseignements sur la convention sur les CDA avec Schwab, se reporter à la note 27 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

NOTE 8 : AUTRES ACTIFS

Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)	**31 juillet 2025**	*Aux* 31 octobre 2024
Créances clients et autres éléments[1]	**14 114 $**	12 931 $
Intérêts courus	**5 635**	5 509
Chèques et autres effets en voie de règlement	**1 392**	1 656
Actif d'impôt exigible	**4 274**	4 061
Actif au titre des régimes à prestations définies	**1 050**	1 042
Charges payées d'avance	**2 135**	1 794
Actifs au titre des contrats de réassurance	**1 054**	1 188
Total	**29 654 $**	28 181 $

[1] Comprennent les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, la Banque ayant cédé une de ces participations pour un produit net de 133 millions de dollars au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025.

NOTE 9 : DÉPÔTS

Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque n'a pas le droit de demander un préavis de retrait et incluent principalement les comptes chèques des entreprises et des gouvernements. Les dépôts sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque peut légalement demander un préavis de retrait et incluent les comptes d'épargne et les comptes chèques. Les dépôts à terme sont encaissables à une date d'échéance donnée et sont acquis par les clients pour gagner de l'intérêt sur une période fixe, la durée variant de un jour à dix ans. Ils comprennent généralement des dépôts à échéance déterminée, des certificats de placement garanti, des créances de premier rang et d'autres instruments semblables. Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 $ ou plus au 31 juillet 2025 s'établissait à 523 milliards de dollars (546 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)								*Aux*
			Par type			**Par pays**	**31 juillet 2025**	31 octobre 2024
	À vue	**À préavis**	**À terme[1]**	**Canada**	**États-Unis**	**Autres pays**	**Total**	Total
Particuliers	**23 531 $**	**489 462 $**	**137 192**	**350 531 $**	**299 654 $**	**–**	**650 185 $**	641 667 $
Banques	**15 573**	**544**	**17 190**	**23 974**	**7 504**	**1 829**	**33 307**	57 698
Entreprises et gouvernements[2]	**163 130**	**194 142**	**216 158**	**407 136**	**154 555**	**11 739**	**573 430**	569 315
	202 234	**684 148**	**370 540**	**781 641**	**461 713**	**13 568**	**1 256 922**	1 268 680
Détenus à des fins de transaction	**–**	**–**	**33 102**	**27 084**	**4 283**	**1 735**	**33 102**	30 412
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net[3]	**–**	**–**	**194 390**	**50 845**	**79 571**	**63 974**	**194 390**	207 668
Total	**202 234 $**	**684 148 $**	**598 032**	**859 570 $**	**545 567 $**	**79 277**	**1 484 414 $**	1 506 760 $
Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus[4]								
Au Canada							**58 613 $**	58 873 $
Aux États-Unis							**72 881**	73 509
Autres pays							**1**	–
Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus[4]								
Au Canada							**800 957**	781 526
Aux États-Unis[5]							**472 686**	504 896
Autres pays							**79 276**	87 956
Total[2, 6]							**1 484 414 $**	1 506 760 $

[1] Comprennent une dette de premier rang de 99,9 milliards de dollars (97,6 milliards de dollars au 31 octobre 2024) qui est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques. Ce régime confère à la Société d'assurance-dépôts du Canada certains pouvoirs, y compris la capacité de convertir en actions ordinaires certaines actions et certains passifs admissibles dans le cas où la Banque serait en défaillance.

[2] Comprennent une somme de 64,5 milliards de dollars (75,4 milliards de dollars au 31 octobre 2024) relative à des détenteurs d'obligations sécurisées.

[3] Les passifs financiers désignés à la JVRN dans le bilan consolidé comprennent également des engagements de prêts et des contrats de garantie financière désignés à la JVRN de 235,8 millions de dollars (246,0 millions de dollars au 31 octobre 2024).

[4] Les dépôts sont répartis par région géographique selon le point d'origine des dépôts.

[5] Comprennent des fonds fédéraux américains déposés de 7,9 milliards de dollars (13,1 milliards de dollars au 31 octobre 2024) et des dépôts et avances de la FHLB de 6,9 milliards de dollars (36,2 milliards de dollars au 31 octobre 2024).

[6] Comprend des dépôts de 786,6 milliards de dollars (810,2 milliards de dollars au 31 octobre 2024) libellés en dollars américains et de 121,6 milliards de dollars (140,7 milliards de dollars au 31 octobre 2024) libellés dans d'autres monnaies.

NOTE 10 : AUTRES PASSIFS

Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Comptes fournisseurs, charges à payer et autres éléments	**8 062**	$ 7 706 $
Intérêts courus	**4 556**	5 559
Salaires et avantages du personnel à payer	**5 713**	5 386
Passif d'impôt exigible	**650**	67
Passifs d'impôt différé	**261**	300
Passif au titre des régimes à prestations définies	**1 353**	1 380
Obligations locatives	**5 089**	5 013
Passifs liés aux entités structurées **(Note 3)**	**2 850**	22 792
Provisions **(Note 17)**	**1 651**	3 675
Total	**30 185**	$ 51 878 $

NOTE 11 : BILLETS ET DÉBENTURES SUBORDONNÉS

Émissions

Le 23 janvier 2025, la Banque a émis des billets d'un montant en capital de 750 millions d'euros à taux fixe rajusté comprenant des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui constituent des titres secondaires de la Banque, venant à échéance le 23 janvier 2036. Ces billets portent intérêt à un taux fixe annuel de 4,030 % (intérêts payables annuellement) jusqu'au 23 janvier 2031 et, par la suite, à un taux équivalant au taux des mid-swaps de cinq ans majoré de 1,500 % (intérêts payables annuellement) jusqu'à leur échéance, le 23 janvier 2036. Le 23 janvier 2031, la Banque peut, à son gré, avec l'approbation préalable du BSIF, racheter les billets, en totalité mais non en partie, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés en donnant aux porteurs un préavis d'au moins 10 jours et d'au plus 60 jours.

Le 31 janvier 2025, la Banque a émis des billets à moyen terme d'un montant en capital de 1 milliard de dollars comprenant des dispositions relatives aux FPUNV qui constituent des titres secondaires de la Banque, venant à échéance le 1er février 2035. Ces billets portent intérêt à un taux fixe annuel de 4,231 % (intérêts payables semestriellement) jusqu'au 1er février 2030 et, par la suite, à un taux équivalant au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement et majoré de 1,540 % (intérêts payables trimestriellement) jusqu'au 1er février 2035. À partir du 1er février 2030, la Banque peut, à son gré, avec l'approbation préalable du BSIF, racheter les billets, en totalité ou en partie, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés en donnant aux porteurs un préavis d'au moins 10 jours et d'au plus 60 jours.

Le 23 juillet 2025, la Banque a émis des billets subordonnés d'un montant en capital de 30 millions de dollars australiens à taux fixe-variable comprenant des dispositions relatives aux FPUNV de la Banque, venant à échéance le 23 juillet 2040. Ces billets portent intérêt à un taux fixe annuel de 5,930 % (intérêts payables semestriellement) jusqu'au 23 juillet 2035 et, par la suite, à un taux équivalant au taux Bank Bill Swap (BBSW) à trois mois majoré de 1,870 % (intérêts payables trimestriellement) jusqu'à leur maturité, le 23 juillet 2040. Le 23 juillet 2035, la Banque peut, à son gré, avec l'approbation préalable du BSIF, racheter les billets, en totalité mais non en partie, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés en donnant aux porteurs un préavis d'au moins 10 jours et d'au plus 60 jours.

Rachats

Le 22 avril 2025, la Banque a racheté la totalité de ses billets à moyen terme admissibles comme FPUNV en circulation totalisant 3 milliards de dollars, portant intérêt à 3,105 % et venant à échéance le 22 avril 2030, lesquels constituent des titres secondaires de la Banque, à un prix de rachat correspondant à 100 % du principal, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'au 22 avril 2025, exclusivement.

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente un sommaire des variations des actions et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et des actions propres détenues pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Actions ordinaires et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et actions propres détenues

(en milliers d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres et en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*				*Neuf mois clos les*			
	31 juillet 2025		31 juillet 2024		**31 juillet 2025**		31 juillet 2024	
	Nombre d'actions	**Montant**	Nombre d'actions	Montant	**Nombre d'actions**	**Montant**	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires								
Solde au début de la période	**1 722 791**	**25 136**	$ 1 759 584	25 257 $	**1 750 272**	**25 373**	$ 1 791 422	25 434 $
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	**852**	**62**	389	26	**1 797**	**131**	1 377	92
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	**–**	**–**	1 609	129	**1 575**	**130**	4 907	398
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	**(15 530)**	**(227)**	(13 275)	(190)	**(45 531)**	**(663)**	(49 399)	(702)
Solde à la fin de la période – actions ordinaires	**1 708 113**	**24 971**	$ 1 748 307	25 222 $	**1 708 113**	**24 971**	$ 1 748 307	25 222 $
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres								
Actions privilégiées – catégorie A								
Solde au début de la période	**71 650**	**3 400**	$ 129 650	4 850 $	**91 650**	**3 900**	$ 143 650	5 200 $
Rachat d'actions[1, 2]	**(14 000)**	**(350)**	(38 000)	(950)	**(34 000)**	**(850)**	(52 000)	(1 300)
Solde à la fin de la période	**57 650**	**3 050**	$ 91 650	3 900 $	**57 650**	**3 050**	$ 91 650	3 900 $
Autres instruments de capitaux propres[3]								
Solde au début de la période	**6 501**	**7 738**	$ 5 000	5 653 $	**5 751**	**6 988**	$ 5 000	5 653 $
Émission de billets avec remboursement de capital à recours limité[4]	**–**	**–**	750	1 023	**750**	**750**	750	1 023
Émission de billets de fonds propres subordonnés perpétuels[5]	**–**	**–**	1	312	**–**	**–**	1	312
Solde à la fin de la période	**6 501**	**7 738**	5 751	6 988	**6 501**	**7 738**	**5 751**	6 988
Solde à la fin de la période – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	**64 151**	**10 788**	$ 97 401	10 888 $	**64 151**	**10 788**	$ 97 401	10 888 $
Actions propres – actions ordinaires[6]								
Solde au début de la période	**313**	**(26)**	$ 281	(24) $	**213**	**(17)**	$ 748	(64) $
Achat d'actions	**33 496**	**(3 222)**	35 739	(2 745)	**112 437**	**(9 606)**	99 918	(7 995)
Vente d'actions	**(32 900)**	**3 156**	(35 612)	2 734	**(111 741)**	**9 531**	(100 258)	8 024
Solde à la fin de la période – actions propres – actions ordinaires	**909**	**(92)**	$ 408	(35) $	**909**	**(92)**	$ 408	(35) $
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres[6]								
Solde au début de la période	**141**	**(28)**	$ 138	(8) $	**163**	**(18)**	$ 142	(65) $
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	**705**	**(73)**	2 716	(147)	**4 147**	**(1 460)**	5 955	(398)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	**(779)**	**99**	(2 307)	138	**(4 243)**	**1 476**	(5 550)	446
Solde à la fin de la période – actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	**67**	**(2)**	$ 547	(17) $	**67**	**(2)**	$ 547	(17) $

[1] Le 31 janvier 2025, la Banque a racheté la totalité de ses 20 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 5 (« actions privilégiées de série 5 ») en circulation, au prix de rachat de 25,00 $ l'action privilégiée de série 5, pour un coût de rachat total d'environ 500 millions de dollars.

[2] Le 31 juillet 2025, la Banque a racheté la totalité de ses 14 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 7 (« actions privilégiées de série 7 ») en circulation, au prix de rachat de 25,00 $ l'action privilégiée de série 7, pour un coût de rachat total d'environ 350 millions de dollars.

[3] Pour les autres instruments de capitaux propres, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

[4] Le 18 décembre 2024, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité d'un montant en capital de 750 millions de dollars à taux fixe rajusté à 5,909 % comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 5 (les « BRCRL »). Les BRCRL porteront intérêt au taux de 5,909 % par année, payable trimestriellement, pour la période initiale se terminant le 1er janvier 2030, exclusivement. Par la suite, le taux d'intérêt sur les BRCRL sera rajusté tous les cinq ans à un taux correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada alors en vigueur, majoré de 3,10 %. Les BRCRL viendront à échéance le 1er janvier 2085. Parallèlement à l'émission des BRCRL, la Banque a émis 750 000 actions privilégiées à taux fixe rajusté à 5,909 % et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 32 (« actions privilégiées de série 32 »). Les actions privilégiées de série 32 sont éliminées des états financiers consolidés de la Banque.

[5] Pour les billets de fonds propres subordonnés perpétuels (AT1), le montant représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notionnel en dollars de Singapour.

[6] Lorsque, dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque acquiert ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci sont classés à titre d'actions propres, et leur coût est porté en déduction des capitaux propres.

DIVIDENDES

Le 27 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende de un dollar et cinq cents (1,05 $) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2025. Ce dividende sera payable à compter du 31 octobre 2025 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 octobre 2025.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes (PRD) à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché.

Pour les trois mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en achetant des actions ordinaires sur le marché libre. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en émettant des actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte au cours des trois premiers mois et en achetant des actions ordinaires sur le marché libre au cours des six derniers mois. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en émettant des actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 28 août 2023, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF ont approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2023) visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 90 millions de ses actions ordinaires. L'OPRCNA de 2023 a commencé le 31 août 2023 et s'est poursuivie jusqu'au 31 août 2024. Du début de l'OPRCNA de 2023 jusqu'au 31 août 2024, la Banque a racheté 71,4 millions d'actions dans le cadre du programme. L'OPRCNA de 2023 s'étant terminée le 31 août 2024, la Banque n'a racheté aucune action ordinaire dans le cadre de l'OPRCNA de 2023 au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2025. Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2024, la Banque a racheté 49,4 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA de 2023, à un prix moyen de 80,15 $ l'action pour un montant total de 4,0 milliards de dollars.

Le 24 février 2025, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF avaient approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2025) de la Banque annoncée précédemment afin de racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 100 millions de ses actions ordinaires. L'OPRCNA de 2025 a débuté le 3 mars 2025 et se terminera le 28 février 2026, ou à toute date antérieure que la TD pourra déterminer. Du début de l'OPRCNA de 2025 jusqu'au 31 juillet 2025, la Banque a racheté 45,5 millions d'actions dans le cadre du programme, à un prix moyen de 89,06 $ l'action pour un montant total de 4,1 milliards de dollars.

NOTE 13 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a comptabilisé une charge de rémunération pour l'attribution d'options sur actions respectivement de 6,4 millions de dollars et 16,5 millions de dollars (respectivement 7,8 millions de dollars et 28,3 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2024). Pour les trois mois clos les 31 juillet 2025 et 2024, aucune option sur actions n'a été attribuée par la Banque. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025, 2,0 millions (2,5 millions pour les neuf mois clos le 31 juillet 2024) d'options sur actions ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 12,80 $ l'option (14,36 $ l'option pour les neuf mois clos le 31 juillet 2024).

Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Neuf mois clos les*			
	31 juillet 2025		31 juillet 2024	
Taux d'intérêt sans risque	**3,08**	**%**	3,41	%
Durée contractuelle des options	**10 ans**		10 ans	
Volatilité prévue	**19,47**	**%**	18,92	%
Rendement de l'action prévu	**3,94**	**%**	3,78	%
Prix d'exercice / cours de l'action	**75,76**	**$**	81,78	$

Le taux d'intérêt sans risque est fondé sur les rendements d'obligations de référence du gouvernement du Canada à la date d'attribution. La volatilité prévue est calculée d'après la volatilité quotidienne moyenne historique et le rendement de l'action prévu est fondé sur les versements de dividendes au cours du dernier exercice. Ces hypothèses sont évaluées sur une période correspondant à la durée contractuelle des options.

NOTE 14 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes de retraite à prestations définies principaux et au principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies de la Banque ainsi qu'à ses autres régimes de retraite à prestations définies importants pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024. Les autres régimes à prestations définies à l'intention des employés offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

Charges liées aux régimes de retraite à prestations définies

(en millions de dollars canadiens)	**Régimes de retraite principaux**		**Principal régime d'avantages complémentaires de retraite**		**Autres régimes de retraite[1]**	
					Trois mois clos les	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Coût des services rendus – prestations acquises	**69 $**	54 $	**1 $**	2 $	**4 $**	4 $
Frais (produits) d'intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies	**(13)**	(21)	**5**	5	**5**	7
Coût financier du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	**–**	2	**–**	–	**1**	–
Coûts des services passés[2]	**–**	–	**–**	–	**1**	–
Charges administratives au titre des prestations définies	**3**	3	**–**	–	**1**	1
Total	**59 $**	38 $	**6 $**	7 $	**12 $**	12 $

					Neuf mois clos les	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Coût des services rendus – prestations acquises	**207 $**	162 $	**4 $**	4 $	**14 $**	12 $
Frais (produits) d'intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies	**(38)**	(62)	**13**	15	**16**	19
Coût financier du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	**–**	8	**–**	–	**1**	2
Coûts des services passés[2]	**–**	35	**–**	–	**1**	–
Charges administratives au titre des prestations définies	**8**	7	**–**	–	**4**	3
Total	**177 $**	150 $	**17 $**	19 $	**36 $**	36 $

[1] Comprennent le régime de retraite à prestations définies de Canada Trust, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, le régime de retraite à prestations définies de Financement auto TD, le régime de retraite à prestations définies de TD Assurance et les régimes de retraite complémentaires à prestations définies à l'intention des membres de la direction.

[2] Se rapportent à l'Association de la caisse de retraite, modifiée au cours de l'exercice 2024.

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes à cotisations définies de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Charges liées aux régimes de retraite à cotisations définies

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Régimes de retraite à cotisations définies[1]	**82 $**	81 $	**273 $**	239 $
Régimes de retraite d'État[2]	**128**	118	**488**	447
Total	**210 $**	199 $	**761 $**	686 $

[1] Comprennent le volet à cotisations définies du Régime de retraite TD (Canada) et du régime à cotisations définies 401(k) de TD Bank, N.A.

[2] Comprennent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et la sécurité sociale en vertu de la *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

Le tableau suivant présente les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour les régimes de retraite à prestations définies principaux et le principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies ainsi que pour certains des autres régimes de retraite à prestations définies importants de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ayant trait à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies[1, 2, 3]

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite		Autres régimes de retraite	
					Trois mois clos les	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Profit (perte) de réévaluation – hypothèses financières	**152 $**	(314) $	**4 $**	(15) $	**4 $**	(18) $
Profit (perte) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les produits d'intérêts	**(177)**	704	**–**	–	**–**	–
Variation du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	**–**	(34)	**–**	–	**–**	–
Total	**(25) $**	356 $	**4 $**	(15) $	**4 $**	(18) $

					Neuf mois clos les	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Profit (perte) de réévaluation – hypothèses financières	**310 $**	(999) $	**9 $**	(38) $	**8 $**	(43) $
Profit (perte) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les produits d'intérêts	**(361)**	980	**–**	–	**–**	–
Variation du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	**–**	166	**–**	–	**–**	–
Total	**(51) $**	147 $	**9 $**	(38) $	**8 $**	(43) $

[1] Excluent le régime de retraite à prestations définies de Canada Trust, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, le régime de retraite à prestations définies de Financement auto TD, le régime de retraite à prestations définies de TD Assurance et les autres régimes à prestations définies à l'intention des employés offerts par la Banque et certaines de ses filiales qui ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière, puisque ces régimes ne sont pas réévalués chaque trimestre.

[2] Les variations des taux d'actualisation et du rendement des actifs des régimes sont examinées et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour chaque année.

[3] Les montants sont présentés avant impôt.

NOTE 15 : IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Réforme fiscale internationale – Impôt minimum mondial prévu par le Pilier 2

Le 20 décembre 2021, l'OCDE a publié le modèle de règles du Pilier 2 dans le cadre de ses efforts en matière de réforme fiscale internationale. Le modèle de règles du Pilier 2 prévoit la mise en œuvre d'un impôt minimum mondial de 15 % applicable aux grandes entreprises multinationales, dont l'application relève de chaque pays. Les règles du Pilier 2 ont été adoptées au Canada le 20 juin 2024, en vertu du projet de loi C-69, qui inclut la *Loi sur l'impôt minimum mondial* mettant en œuvre le modèle de règles du Pilier 2. Des règles similaires ont été adoptées dans d'autres pays où la Banque exerce ses activités et entraîneront le paiement d'impôts supplémentaires dans ces pays. Les règles sont entrées en vigueur pour la Banque le 1er novembre 2024 et ont été mises en œuvre par celle-ci depuis cette date. Auparavant, l'IASB avait publié des modifications à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui instaurent une exception temporaire obligatoire concernant la comptabilisation de l'impôt différé découlant de la mise en œuvre des règles du Pilier 2 ainsi que la communication d'informations à son sujet, exception que la Banque a appliquée. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025, le taux d'imposition effectif de la Banque a augmenté respectivement d'environ 0,4 % et 0,3 % en raison de l'impôt découlant des règles du Pilier 2 (respectivement 0,2 % et 0,3 % pour les trois mois et six mois clos le 30 avril 2025).

Autres questions fiscales

L'Agence du revenu du Canada (ARC), Revenu Québec et l'Alberta Tax and Revenue Administration (ATRA) refusent certaines déductions demandées par la Banque au titre des dividendes et des intérêts. Au cours du trimestre, l'ARC et l'ATRA ont établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et des intérêts supplémentaires totalisant 8 millions de dollars pour les années d'imposition 2019 et 2020. Au 31 juillet 2025, les nouvelles cotisations à l'égard de la Banque établies par l'ARC représentaient un montant total de 1 676 millions de dollars pour les années de 2011 à 2020, celles établies par Revenu Québec représentaient un montant total de 52 millions de dollars pour les années de 2011 à 2018 et celles établies par l'ATRA représentaient un montant total de 71 millions de dollars pour les années de 2011 à 2019. Dans l'ensemble, la Banque a reçu des avis de nouvelles cotisations représentant des impôts et des intérêts totalisant 1 799 millions de dollars. La Banque s'attend à recevoir de nouvelles cotisations pour les années non frappées de prescription. La Banque est d'avis que les positions prises dans ses déclarations fiscales étaient conformes et a déposé le 21 mars 2023 un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

NOTE 16 : RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période.

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la même méthode que celle employée pour établir le résultat de base par action, sauf que certains ajustements sont apportés au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et au nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le but de tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles qui seraient censées être émises par la Banque.

Le tableau suivant présente le résultat de base et le résultat dilué par action de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Résultat de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Résultat de base par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	**3 248 $**	(250) $	**16 884 $**	4 874 $
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	**1 716,7**	1 747,8	**1 735,7**	1 762,4
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	**1,89 $**	(0,14) $	**9,73 $**	2,77 $
Résultat dilué par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	**3 248 $**	(250) $	**16 884 $**	4 874 $
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris l'incidence des titres dilutifs	**3 248**	(250)	**16 884**	4 874
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	**1 716,7**	1 747,8	**1 735,7**	1 762,4
Effet des titres dilutifs				
Options sur actions potentiellement exerçables (en millions)[1]	**2,2**	–	**1,3**	1,2
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	**1 718,9**	1 747,8	**1 737,0**	1 763,6
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)[1]	**1,89 $**	(0,14) $	**9,72 $**	2,76 $

[1] Pour les trois mois clos le 31 juillet 2025, le calcul du résultat dilué par action n'exclut aucune option en cours (pour les trois mois clos le 31 juillet 2024, le calcul du résultat dilué par action exclut 7,9 millions d'options sur actions potentiellement exerçables, puisqu'elles ont un effet antidilutif en raison la perte nette pour le trimestre, ainsi qu' un nombre moyen d'options en cours de 7,2 millions à un prix d'exercice moyen pondéré de 89,16 $, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque). Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025, le calcul du résultat dilué par action exclut un nombre moyen d'options en cours de 4,7 millions à un prix d'exercice moyen pondéré de 92,91 $, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque (pour les neuf mois clos le 31 juillet 2024, le calcul du résultat dilué par action exclut un nombre moyen d'options en cours de 6,8 millions à un prix d'exercice moyen pondéré de 89,69 $, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque).

NOTE 17 : PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

À l'exception de ce qui est décrit ci-après, il n'y a pas eu d'événements importants ou de transactions importantes autres que les éléments présentés à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque.

a) CHARGES DE RESTRUCTURATION

Au deuxième trimestre de 2025, la Banque a entrepris un nouveau programme de restructuration afin de réduire les coûts et d'atteindre une plus grande efficience. Dans le cadre de ce programme, la Banque a engagé des charges de restructuration de respectivement 333 millions de dollars et 496 millions de dollars avant impôt pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025. Ces charges sont principalement liées : i) aux indemnités de départ et à d'autres charges du personnel, comptabilisées comme provisions; ii) à la dépréciation d'actifs et à d'autres mesures de rationalisation, y compris la liquidation de certaines activités, et iii) aux initiatives d'optimisation des biens immobiliers, comptabilisées essentiellement en diminution des bâtiments et terrains.

b) QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Dans le cadre normal des activités, la Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites judiciaires et procédures administratives à l'égard de leurs activités et de leurs programmes de conformité, dont des poursuites civiles, des examens des autorités de réglementation, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part d'organismes gouvernementaux, de réglementation et d'autoréglementation et des autorités chargées de l'application des lois dans divers territoires. La Banque constitue des provisions lorsqu'il devient probable qu'elle subira une perte et que le montant peut être estimé de façon fiable. La Banque évalue aussi la fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles (c'est-à-dire celles qui ne sont ni probables ni peu probables) pouvant découler de poursuites judiciaires et procédures administratives, en sus des provisions. Cependant, la Banque ne présente pas la perte particulière possible liée à chaque question sous-jacente étant donné l'incertitude importante associée à chaque perte possible tel qu'il est décrit ci-après et les conséquences négatives sur la résolution par la Banque des questions qui constituent des pertes raisonnablement possibles si les pertes possibles individuelles étaient présentées. Au 31 juillet 2025, la fourchette estimative des pertes raisonnablement possibles allait de néant à environ 455 millions de dollars (de néant à environ 625 millions de dollars au 31 octobre 2024). Les provisions et les pertes raisonnablement possibles de la Banque représentent les meilleures estimations de la Banque en fonction des informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures pouvant faire l'objet d'estimations, bien qu'un certain nombre de facteurs puisse amener les pertes réelles de la Banque à être très différentes de ses provisions. Par exemple, les estimations de la Banque exigent beaucoup de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer, des nombreuses questions en suspens toujours en cause dans plusieurs procédures, dont certaines échappent à la volonté de la Banque ou portent sur des théories et des interprétations juridiques nouvelles, de l'incertitude planant sur les divers dénouements possibles de ces procédures et du fait que les procédures sous-jacentes évolueront au fil du temps. De plus, certaines poursuites visent des dommages-intérêts très importants ou indéterminés. Pour plus de renseignements sur les questions d'ordre juridique ou réglementaire importantes, se reporter à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque. D'après les connaissances actuelles de la Banque, sous réserve des facteurs susmentionnés ainsi que d'autres incertitudes inhérentes aux litiges et aux questions d'ordre réglementaire autres que celles décrites ci-dessous : i) il n'y a pas eu de changements importants relativement aux éléments présentés à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque; et ii) depuis le 31 octobre 2024, aucune autre question d'ordre juridique ou réglementaire n'a été relevée ou n'a progressé au point où il serait raisonnable de s'attendre à ce qu'elle ait une incidence financière importante sur la Banque.

Comme il a été présenté à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, le 10 octobre 2024, la Banque a annoncé qu'à la suite d'une collaboration et d'une communication actives avec les autorités et les organismes de réglementation, elle est parvenue à une résolution des enquêtes sur ses programmes de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis dont il a déjà été fait mention (la « résolution globale »). La Banque et certaines de ses filiales américaines ont consenti à des ordonnances auprès de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), de la Réserve fédérale (Federal Reserve Board ou FRB) et du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), et elles ont conclu des ententes sur le plaidoyer avec la Money Laundering and Asset Recovery Section, Criminal Division du département de la Justice des États-Unis et le bureau du procureur fédéral du district du New Jersey. La Banque s'emploie à se conformer aux modalités des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer, notamment aux exigences relatives aux mesures correctives à apporter au programme de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis de la Banque. Au cours du premier trimestre de 2025, la Banque a payé en totalité le reste des sanctions pécuniaires exigées au titre des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer conclues dans le cadre de la résolution globale. Le paiement a été couvert par les provisions que la Banque a constituées précédemment relativement à cette affaire.

Comme il a été présenté à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, la Banque de même que certains administrateurs, dirigeants et employés anciens ou actuels ont été nommés défendeurs dans des recours collectifs proposés aux États-Unis et au Canada apparemment intentés au nom d'actionnaires de la Banque alléguant, entre autres, qu'une baisse du cours des actions de la Banque était attribuable à des informations trompeuses fournies concernant le programme de LCBA et de conformité à la BSA de la Banque et/ou les résultats potentiels des enquêtes des organismes gouvernementaux ou des organismes de réglementation. Les deux recours collectifs proposés déposés aux États-Unis ont été regroupés sous l'intitulé *Tiessen v. The Toronto-Dominion Bank, et al.*, devant la United States District Court for the Southern District of New York, et un recours conjoint modifié a été déposé, dans lequel TD Bank, N.A., TD Bank US Holding Company (TDBUSH) et certains administrateurs anciens et actuels sont également nommés défendeurs. Parmi les trois recours collectifs proposés en Ontario, *Parkin v. The Toronto-Dominion Bank, et al.*, a été désigné comme étant l'action principale, les deux autres recours en Ontario étant suspendus. L'autre recours collectif toujours en cours au Québec a été suspendu. Une action dérivée connexe des actionnaires, intitulée *Rubin v. Masrani, et al.*, a également été intentée aux États-Unis, apparemment au nom de la TD, devant la Cour suprême de l'État de New York, comté de New York, contre certains administrateurs, dirigeants et employés anciens et actuels de la TD, et certaines des sociétés affiliées et filiales américaines de la TD. L'affaire présente des allégations de manquements aux obligations et d'autres réclamations à l'encontre des défendeurs individuels relativement au programme de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis de la Banque. Certains actionnaires présumés de la TD ont également déposé une demande auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario (*The Trustees of International Brotherhood of Electrical Workers, et al., v. The Toronto-Dominion Bank, et al.)* sollicitant l'autorisation d'intenter une action dérivée connexe des actionnaires devant la Delaware Court of Chancery au nom de la TD et de TDBUSH contre certains administrateurs et dirigeants actuels et anciens. La Banque a reçu un autre avis de la part d'autres actionnaires présumés indiquant leur intention de demander l'autorisation d'intenter une action dérivée au nom de la Banque pour faire valoir des réclamations contre certains dirigeants et administrateurs anciens et actuels sur la base d'allégations de manquement à leurs obligations relativement au programme de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis de la Banque, si la Banque ne fait pas valoir ces réclamations. Toutes les procédures en sont encore à un stade précoce et aucun des recours collectifs proposés n'a été certifié. Il est impossible d'estimer les pertes ou les dommages-intérêts à l'heure actuelle.

Comme il a été présenté à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, la Banque a été nommée défenderesse dans un recours collectif proposé aux États-Unis, apparemment intenté au nom d'actionnaires de First Horizon alléguant qu'une baisse du cours des actions de First Horizon découlait de l'information trompeuse fournie par la Banque concernant son programme de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis et son incidence sur la fusion envisagée de la Banque avec First Horizon. Certains administrateurs anciens et actuels et un ancien employé de la Banque ont également été nommés défendeurs dans ce recours. Ces procédures en sont encore à un stade précoce et aucune n'a été certifiée comme pouvant faire l'objet d'un recours collectif. Il est impossible d'estimer les pertes ou les dommages-intérêts à l'heure actuelle.

Comme il a été présenté à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2024 de la Banque, la Banque est nommée défenderesse dans un certain nombre de procédures, notamment des recours collectifs, engagées par des clients au Canada ou aux États-Unis qui présentent des allégations visant différents frais, différentes pratiques et différentes décisions relatives au crédit. Ces procédures, qui en sont rendues à différentes étapes, comprennent : un recours intenté au Québec contre des membres du secteur des services financiers (dont la Banque) concernant l'existence de frais d'insuffisance de fonds et le montant de ces frais, un recours intenté au Québec contre certains courtiers (dont Placements directs TD) concernant la communication des frais de conversion des monnaies étrangères, et un recours intenté au Québec contre des membres du secteur de l'assurance automobile (dont Primmum compagnie d'assurance) concernant les pratiques en matière de souscription au Québec.

Pour plus de renseignements sur les questions fiscales, se reporter à la note 15.

NOTE 18 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, la Banque présente les résultats de ses activités commerciales en fonction de quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance, et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada offre des produits et des services financiers aux particuliers, aux petites entreprises et aux commerces et comprend Financement auto TD au Canada. Le secteur Services de détail aux États-Unis comprend les activités de services bancaires personnels et aux entreprises aux États-Unis, Financement auto TD aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine aux États-Unis. Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab. Avant la vente, la participation de la Banque dans Schwab était présentée dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7. Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance comprend les activités de gestion de patrimoine au Canada, lesquelles offrent des produits et des services de placement à des investisseurs institutionnels et de détail, et les activités d'assurance, lesquelles offrent des produits d'assurance de dommages et d'assurance de personnes à des clients partout au Canada. Le secteur Services bancaires de gros offre une vaste gamme de produits et services bancaires de marchés financiers, de placement et de financement de grandes entreprises, dont la prise ferme et la distribution de nouvelles émissions de titres de créance et d'actions, les conseils sur les acquisitions et dessaisissements stratégiques, et les solutions pour les besoins de transactions courantes, de financement et de placement des clients de la Banque. Le secteur Services bancaires de gros offre une vaste gamme de produits et services bancaires de marchés financiers, de placement et de financement de grandes entreprises. Le secteur Siège social comprend l'incidence de certains programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, l'élimination des rajustements en équivalence fiscale et les autres reclassements effectués par la direction, l'impôt au niveau de l'entreprise, ainsi que les produits et les charges résiduels non répartis. À compter du premier trimestre de 2025, certains investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle aux États-Unis, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, qui étaient précédemment présentés dans le secteur Siège social, sont maintenant présentés dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Les montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Le tableau suivant présente les résultats sectoriels pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2025 et 2024.

Résultats par secteur d'exploitation[1]

(en millions de dollars canadiens)

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada		Services de détail aux États-Unis		Gestion de patrimoine et Assurance		Services bancaires de gros[2]		Siège social[2]		Total	
											Trois mois clos les 31 juillet	
	2025	2024	**2025**	2024	**2025**	2024	**2025**	2024	**2025**	2024	**2025**	2024
Produits (pertes) d'intérêts nets	**4 239 $**	3 994 $	**3 101 $**	2 936 $	**373 $**	316 $	**110 $**	(26) $	**703 $**	359 $	**8 526 $**	7 579 $
Produits (pertes) autres que d'intérêts	**1 002**	1 009	**376**	616	**3 300**	3 033	**1 953**	1 821	**140**	118	**6 771**	6 597
Total des produits	**5 241**	5 003	**3 477**	3 552	**3 673**	3 349	**2 063**	1 795	**843**	477	**15 297**	14 176
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**463**	435	**317**	378	**–**	–	**71**	118	**120**	141	**971**	1 072
Charges afférentes aux activités d'assurance	**–**	–	**–**	–	**1 563**	1 669	**–**	–	**–**	–	**1 563**	1 669
Charges autres que d'intérêts	**2 066**	1 967	**2 381**	5 664	**1 155**	1 104	**1 493**	1 310	**1 427**	967	**8 522**	11 012
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	**2 712**	2 601	**779**	(2 490)	**955**	576	**499**	367	**(704)**	(631)	**4 241**	423
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**759**	729	**19**	87	**252**	146	**101**	50	**(226)**	(218)	**905**	794
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab[3, 4]	**–**	–	**–**	178	**–**	–	**–**	–	**–**	12	**–**	190
Résultat net	**1 953 $**	1 872 $	**760 $**	(2 399) $	**703 $**	430 $	**398 $**	317 $	**(478) $**	(401) $	**3 336 $**	(181) $

											Neuf mois clos les 31 juillet	
	2025	2024	**2025**	2024	**2025**	2024	**2025**	2024	**2025**	2024	**2025**	2024
Produits (pertes) d'intérêts nets	**12 397 $**	11 639 $	**9 203 $**	8 676 $	**1 104 $**	905 $	**48 $**	361 $	**1 765 $**	951 $	**24 517 $**	22 532 $
Produits (pertes) autres que d'intérêts	**2 984**	3 087	**(351)**	1 826	**9 670**	8 693	**6 144**	5 154	**9 319**	417	**27 766**	19 177
Total des produits	**15 381**	14 726	**8 852**	10 502	**10 774**	9 598	**6 192**	5 515	**11 084**	1 368	**52 283**	41 709
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	**1 606**	1 325	**1 210**	1 143	**–**	–	**266**	183	**442**	493	**3 524**	3 144
Charges afférentes aux activités d'assurance	**–**	–	**–**	–	**4 487**	4 283	**–**	–	**–**	–	**4 487**	4 283
Charges autres que d'intérêts	**6 204**	5 908	**7 099**	10 817	**3 459**	3 178	**4 489**	4 240	**3 480**	3 300	**24 731**	27 443
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	**7 571**	7 493	**543**	(1 458)	**2 828**	2 137	**1 437**	1 092	**7 162**	(2 425)	**19 541**	6 839
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**2 119**	2 097	**(402)**	119	**738**	531	**321**	209	**(188)**	(799)	**2 588**	2 157
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab[3, 4]	**–**	–	**277**	555	**–**	–	**–**	–	**28**	(30)	**305**	525
Résultat net	**5 452 $**	5 396 $	**1 222 $**	(1 022) $	**2 090 $**	1 606 $	**1 116 $**	883 $	**7 378 $**	(1 656) $	**17 258 $**	5 207 $

[1] La part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social, et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la Banque en vertu des conventions.

[2] Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale. Le rajustement de l'équivalence fiscale présenté dans le secteur Services bancaires de gros est renversé dans le secteur Siège social.

[3] Les montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de TD Ameritrade, la quote-part de la Banque des charges de restructuration engagées par Schwab et la quote-part de la Banque de la charge liée à la cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation engagée par Schwab ont été comptabilisés dans le secteur Siège social.

[4] La quote-part de la Banque du résultat de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7.

Total de l'actif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services de détail aux États-Unis	Gestion de patrimoine et Assurance	Services bancaires de gros	Siège social	Total
						Au 31 juillet 2025
Total de l'actif	**606 169 $**	**528 372 $**	**23 409 $**	**716 640 $**	**160 572 $**	**2 035 162 $**
						Au 31 octobre 2024
Total de l'actif	584 468 $	606 572 $	23 217 $	686 795 $	160 699 $	2 061 751 $

NOTE 19 : PRODUITS D'INTÉRÊTS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les tableaux suivants présentent les produits d'intérêts et les charges d'intérêts par évaluation comptable.

Produits d'intérêts

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Évalués au coût amorti[1]	**18 457 $**	20 586 $	**56 528 $**	59 846 $
Évalués à la JVAERG – instruments de créance[1]	**1 157**	966	**3 117**	2 864
	19 614	21 552	**59 645**	62 710
Évalués ou désignés à la JVRN	**2 049**	2 173	**6 282**	6 670
Évalués à la JVAERG – instruments de capitaux propres	**81**	81	**271**	235
Total	**21 744 $**	23 806 $	**66 198 $**	69 615 $

[1] Les produits d'intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Charges d'intérêts

(en millions de dollars canadiens)	*Trois mois clos les*		*Neuf mois clos les*	
	31 juillet 2025	31 juillet 2024	**31 juillet 2025**	31 juillet 2024
Évalués au coût amorti[1]	**10 605 $**	12 939 $	**33 047 $**	37 635 $
Évalués ou désignés à la JVRN	**2 613**	3 288	**8 634**	9 448
Total	**13 218 $**	16 227 $	**41 681 $**	47 083 $

[1] Les charges d'intérêts sont calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 20 : FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

La Banque gère ses fonds propres conformément aux lignes directrices établies par le BSIF. Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel. La Banque applique plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ses objectifs, et est désignée banque d'importance systémique intérieure (BISI) et banque d'importance systémique mondiale (BISM).

Les banques canadiennes désignées BISI doivent respecter les cibles minimales de ratios de fonds propres fondés sur les risques et de ratio de levier du BSIF. Les cibles minimales comprennent un supplément pour les BISI et une réserve pour stabilité intérieure (RSI) à l'égard du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio de fonds propres de catégorie 1, du ratio du total des fonds propres et du ratio de capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur le risque. Le niveau de la RSI a été augmenté pour s'établir à 3,5 % à partir du 1er novembre 2023, ce qui a fait passer respectivement à 11,5 %, 13,0 %, 15,0 % et 25,0 % les cibles minimales réglementaires publiées. La cible du BSIF comprend le plus élevé des suppléments pour les BISI et les BISM, lesquels s'établissent actuellement à 1 % pour la Banque. La cible de ratio de levier du BSIF exige que les BISI maintiennent un coussin de ratio de levier de 0,50 % en plus de l'exigence minimale en vigueur, ce qui a pour effet de fixer les cibles minimales réglementaires publiées de ratio de levier et de ratio TLAC respectivement à 3,5 % et 7,25 %.

La Banque a respecté toutes les exigences minimales établies par le BSIF pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 à l'égard des ratios de fonds propres fondés sur les risques et des ratios de levier.

Le tableau qui suit résume la situation des fonds propres réglementaires de la Banque aux 31 juillet 2025 et 31 octobre 2024.

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	*Aux*	
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Fonds propres		
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**93 120 $**	82 714 $
Fonds propres de catégorie 1	**103 206**	93 248
Total des fonds propres	**115 445**	105 745
Actifs pondérés en fonction des risques servant à calculer les ratios de fonds propres	**627 248**	630 900
Ratios de fonds propres et de levier		
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**14,8 %**	13,1 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	**16,5**	14,8
Ratio du total des fonds propres	**18,4**	16,8
Ratio de levier	**4,6**	4,2
Ratio TLAC	**30,9**	28,7
Ratio de levier TLAC	**8,7**	8,1

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	et que votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veuillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un actionnaire inscrit (votre nom figure sur votre certificat d'actions de la TD)	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le plan de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	**Agent des transferts :** Compagnie Trust TSX 301-100 Adelaide Street West Toronto (Ontario) M5H 4H1 1-800-387-0825 (Canada et États-Unis seulement) ou 416-682-3860 Téléc. : 1-888-249-6189 shareholderinquiries@tmx.com ou www.tsxtrust.com
détenez vos actions de la TD par l'intermédiaire du système d'inscription direct aux États-Unis	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	Coagent des transferts et agent comptable des registres : Computershare Trust Company, N.A. P.O. Box 43006 Providence, RI 02940-3006, ou Computershare Trust Company, N.A. 150 Royall Street Canton, MA 02021 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610 Demandes de renseignements par courriel : web.queries@computershare.com Pour accéder à votre compte électronique : www.computershare.com/investor
détenez en propriété véritable des actions de la TD qui sont immatriculées au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions de la TD, notamment des questions au sujet du plan de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires	Votre intermédiaire

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de la TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse tdshinfo@td.com. Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

Renseignements généraux
Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au 1-866-233-2323
En anglais : 1-866-567-8888
En cantonais/mandarin : 1-800-328-3698
Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : www.td.com
Courriel : customer.service@td.com

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels
Le Groupe Banque TD tiendra une conférence téléphonique sur les résultats le 28 août 2025, à Toronto, en Ontario. La conférence sera diffusée en webémission audio en direct sur le site Web de la TD à 8 h HE. Au cours de la conférence téléphonique, des dirigeants de la TD présenteront les résultats financiers de la Banque pour le troisième trimestre et tiendront des discussions portant sur les informations présentées. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Il sera possible de consulter les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence sur le site Web de la TD à l'adresse www.td.com/francais/investisseurs, le 28 août 2025, avant le début de celle-ci. Une ligne téléphonique pour écoute seulement est ouverte au 416-340-2217 ou au 1-800-806-5484 (sans frais). Le code d'accès est le 2829533#.

La version archivée de la webémission audio et des documents des exposés pourra être consultée à l'adresse www.td.com/francais/investisseurs. Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 17 h HE, le 28 août 2025, jusqu'à 23 h 59 HE, le 12 septembre 2025, en composant le 905-694-9451 ou le 1-800-408-3053 (sans frais). Le code d'accès est le 8753393#.

Assemblée annuelle
Le jeudi 16 avril 2026
Toronto, Ontario